

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

MISSION INTERMINISTÉRIELLE
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2009

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES



Version du 29/09/2008 à 16:23:11

NOTE EXPLICATIVE

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances (PAP) des programmes qui lui sont associés.

Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les emplois demandés pour 2009 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.

Elle inclut une présentation de la programmation pluriannuelle des crédits de la mission sur la période 2009-2011 comportant :

- la présentation stratégique de la mission ;
- la présentation de l'évolution pluriannuelle des crédits pour 2009-2011 ;
- la présentation des réformes ;
- un tableau récapitulatif des plafonds de crédits de la mission ainsi qu'une répartition indicative de ces plafonds par programme.

Suite aux modifications apportées à la maquette missions/programmes/actions dans le cadre de la construction du projet de loi de finances pour 2009 et afin de permettre une analyse systématique des écarts avec la loi de finances pour 2008, il a été décidé de retraiter, lorsque cela était nécessaire, les données de la loi de finances pour 2008 dans les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances pour 2009. Cependant, les résultats de l'exécution 2007 ne sont pas fournis compte tenu de la difficulté de retraitement de celle-ci au format de la maquette budgétaire du projet de loi de finances pour 2009.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :

■ La présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours et attributions de produits attendus en 2009 est précisée.

Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome II de l'annexe Voies et moyens).

■ Le projet annuel de performances qui regroupe

- la présentation stratégique du programme ;
- la présentation du programme et de ses actions ;
- la présentation des objectifs et des indicateurs de performance ;
- la justification au premier euro des crédits qui développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et présente un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
- une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois ;
- la présentation des coûts associés à chaque action.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT). On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80% sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80% correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

TABLE DES MATIÈRES

Mission

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES	7
Présentation de la programmation pluriannuelle	8
Récapitulation des crédits	11

Programme 304

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE ET EXPÉRIMENTATIONS SOCIALES	17
Présentation stratégique du projet annuel de performances	18
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	20
Présentation du programme et des actions	23
Objectifs et indicateurs de performance	29
Justification au premier euro	33
Analyse des coûts du programme et des actions	42

Programme 106

ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES VULNÉRABLES	45
Présentation stratégique du projet annuel de performances	46
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	48
Présentation du programme et des actions	55
Objectifs et indicateurs de performance	62
Justification au premier euro	68
Opérateurs	76
Analyse des coûts du programme et des actions	78

Programme 157

HANDICAP ET DÉPENDANCE	81
Présentation stratégique du projet annuel de performances	82
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	84
Présentation du programme et des actions	91
Objectifs et indicateurs de performance	99
Justification au premier euro	104
Opérateurs	116
Analyse des coûts du programme et des actions	118

Programme 137

ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES	121
Présentation stratégique du projet annuel de performances	122
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	125
Présentation du programme et des actions	129
Objectifs et indicateurs de performance	138
Justification au premier euro	142
Analyse des coûts du programme et des actions	151

Programme 124

CONDUITE ET SOUTIEN DES POLITIQUES SANITAIRES ET SOCIALES	155
Présentation stratégique du projet annuel de performances	156
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	158
Présentation du programme et des actions	163
Objectifs et indicateurs de performance	168
Justification au premier euro	175
Analyse des coûts du programme et des actions	199

MISSION

MISSION

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Présentation de la programmation pluriannuelle

8

Récapitulation des crédits

11

PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

François FILLON Premier Ministre

Martin HIRSCH Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté

Xavier BERTRAND Ministre du Travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité

■ PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA MISSION

La Nation conduit une politique volontariste en faveur de la solidarité, de la cohésion sociale et de l'égalité des chances. Ses objectifs consistent à prévenir les situations de vulnérabilité, ainsi qu'à y remédier en soutenant par des prestations en espèces ou en nature les personnes en situation de précarité financière ou en situation de handicap. Son principe central est la garantie d'un égal accès aux droits pour tous, en accompagnant les personnes les plus fragiles vers l'autonomie, en particulier celle permise par l'emploi.

L'importance de l'effort que le gouvernement entend y consacrer est illustrée de manière particulièrement emblématique dans le domaine du handicap. Lors de la première conférence nationale du handicap tenue le 12 juin 2008, le Président de la République a ainsi annoncé un effort sans précédent en faveur des ressources des personnes handicapées avec une augmentation de 25% de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) sous la législature ainsi que d'importantes mesures pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap, à chaque fois qu'il est possible. Ces décisions se traduisent budgétairement dans la présente mission par une augmentation de près de 650 M€ sur les trois années de programmation pluriannuelle des crédits d'AAH (action 3) du programme handicap et dépendance de la direction générale de l'action sociale (DGAS).

A côté des crédits consacrés aux prestations monétaires, ceux destinés au financement des structures d'accueil vont également enregistrer une progression significative. M. Xavier Bertrand ministre du travail et Mme Valérie Létard, secrétaire d'État à la solidarité pilotent en ce sens un plan nouveau et ambitieux de création de places en établissements et services pour enfants et adultes en situation de handicap. Fin 2007, notre pays disposait de près de 171 000 places installées, auxquelles il faut ajouter environ 113 000 places en établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Au surplus, M. Xavier Bertrand et Mme Nadine Morano, secrétaire d'État à la famille, coordonnent un ensemble de mesures de soutien aux parents pour l'éducation de leurs enfants ainsi que des mesures visant à favoriser l'adoption dans de bonnes conditions d'enfants qui ont besoin d'une famille (action 1 du programme « actions en faveur des familles vulnérables » de la DGAS).

Dans un autre domaine, la loi de finances pour 2009 coïncide avec l'entrée en vigueur de la loi du 5 mars 2007 relative à la réforme de la protection des majeurs. Cette réforme de grande ampleur, la première en la matière depuis 1968, évolue vers une meilleure qualité de vie des 600 000 majeurs protégés, dans un contexte où le nombre des personnes susceptibles de bénéficier d'une mesure de protection s'accroît fortement avec l'allongement de la durée de la vie et l'augmentation des cas de maladie d'Alzheimer (action 3 du programme « actions en faveur des familles vulnérables » de la DGAS).

Enfin, la lutte contre la pauvreté, y compris la pauvreté au travail, et l'accès à l'emploi de ceux qui en sont éloignés seront considérablement renforcés avec la mise en œuvre à partir du 1^{er} juin 2009 de la loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, portée par M. Martin Hirsch, haut commissaire aux solidarités actives.

PRÉSENTATION DE L'ÉVOLUTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS POUR 2009-2011

Les crédits de la mission Solidarité, insertion et égalité des chances évoluent de la sorte :

		LFI			
en euros		2008	2009	2010	2011
AE	Prog	10.555.312.280	11.197.277.796	11.584.855.266	12.130.836.746
Tous titres	106 Actions en faveur des familles vulnérables	1.294.289.500	837.728.561	366.864.319	252.434.091
	124 Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1.065.696.099	1.096.721.358	1.094.024.135	1.118.659.830
	137 Egalité entre les hommes et les femmes	28.297.290	29.242.962	29.678.089	30.272.940
	157 Handicap et dépendance	8.121.949.391	8.651.122.059	8.843.752.731	9.020.380.222
	304 Revenu de solidarité active et expérimentations sociales	45.080.000	582.462.856	1.250.535.992	1.709.089.663
Ev° des crédits n - (n-1)			641.965.516	387.577.470	545.981.480
Ev° des crédits en % n - (n-1)			6,08%	3,46%	4,71%
CP		10.525.645.614	11.176.635.454	11.599.995.266	12.148.136.746
Tous titres	106 Actions en faveur des familles vulnérables	1.294.289.500	837.728.561	366.864.319	252.434.091
	124 Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1.051.696.099	1.076.079.016	1.109.164.135	1.135.959.830
	137 Egalité entre les hommes et les femmes	28.297.290	29.242.962	29.678.089	30.272.940
	157 Handicap et dépendance	8.106.282.725	8.651.122.059	8.843.752.731	9.020.380.222
	304 Revenu de solidarité active et expérimentations sociales	45.080.000	582.462.856	1.250.535.992	1.709.089.663
Ev° des crédits n - (n-1)			650.989.840	423.359.812	548.141.480
Ev° des crédits en % n - (n-1)			6,18%	3,79%	4,73%
Ev° moyenne des AE sur la période				4,75%	
Ev° moyenne des CP sur la période				4,89%	

Les crédits de la mission progressent ainsi en CP de 6,2 % en 2008 et de 4,9 % en moyenne annuelle sur la période 2008-2011. Cette augmentation est, en particulier, liée à la budgétisation du RSA (notamment par des transferts depuis les programmes 102 et 109) - dont le détail est donné ci-après en modifications de périmètre - et aux décisions impactant le programme « handicap et dépendance ».

L'autorisation de dépenses demandée au Parlement en ce qui concerne le programme « handicap et dépendance » tient compte des principales hypothèses ci-dessous :

- une revalorisation de 25 % sur la période 2008/2012 de l'AAH, conformément à la décision du Président de la République ;
- une progression de 0,7 % en moyenne annuelle sur la période 2009-2011 du nombre de titulaires de l'AAH.

PRÉSENTATION DES RÉFORMES

Le revenu de solidarité active (RSA) permet une réforme d'ampleur des deux principaux minima sociaux pour les adultes d'âge actif que sont le RMI et l'API, désormais fusionnés au sein d'une prestation nouvelle qui rénove les modalités d'intervention en matière de politiques sociales en mettant l'accès à l'emploi et aux ressources qu'il procure au cœur des stratégies de lutte contre la pauvreté. Cette réforme est aussi l'occasion de redéployer vers le Fonds national des solidarités active (FNSA) notamment les crédits actuellement dédiés au financement, par l'Etat, de la Prime de retour à l'emploi (PRE- Programme 102 : 170 M€ en année pleine). Cette réforme a été précédée d'un très vaste processus de concertation, initié dès l'origine du dispositif en 2005 au sein d'une commission associant l'ensemble des parties prenantes de la réforme - élus, partenaires sociaux, associations ...- et poursuivi à l'occasion de la consultation publique, au printemps 2008, autour d'un « livre vert » de la réforme puis en conférence de concertation conduite au mois de juillet dernier. Cette réforme s'appuie sur les premiers enseignements de l'expérimentation du revenu de solidarité active lancée depuis le mois de juin 2007, déployée dans 34 départements et qui fait l'objet d'une évaluation rigoureuse par un comité ménageant une large place à des scientifiques indépendants. Elle s'inscrit également dans la perspective d'un engagement de résultat qui trouve, pour la première fois, une traduction législative : celui de la réduction d'un tiers de la pauvreté en cinq ans. Le projet de loi adopté par le Gouvernement le 3 septembre 2008 s'inscrit résolument dans cette logique de lutte contre la pauvreté axée sur le soutien au travail. L'insertion sociale et professionnelle est reconnue, aux côtés de la lutte contre les exclusions, comme un impératif national. La dotation de l'Etat au Fonds national de solidarité active, institué à l'occasion de la généralisation du RSA figure, au sein de la mission « solidarité, insertion et égalité des chances » sur le programme 304 créé pour l'expérimentation du RSA et dont l'intitulé est désormais modifié de la façon suivante : « lutte contre la pauvreté,

Solidarité, insertion et égalité des chances

Mission | PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

revenu de solidarité active et expérimentations sociales ». Il est placé sous l'autorité du Premier ministre M. François Fillon et du haut commissaire, et son responsable est le directeur général de l'action sociale.

La dotation de l'État au Fonds national des solidarités actives verra son montant évoluer sur la période 2009 – 2011 à mesure de la montée en charge du RSA. Ainsi, la dotation de l'État sera d'un montant de 555,4 M€ pour 2009, correspondant à la généralisation de cette nouvelle prestation sociale, à compter du 1^{er} juin 2009. Pour 2010 et 2011, la dotation de l'État sera respectivement de 1 240,5 M€ et 1 699,1 M€.

Par ailleurs, pour répondre quantitativement et qualitativement aux besoins d'accompagnement et services spécialisés des enfants et adultes les plus lourdement handicapés, et notamment à la présence d'environ 5000 jeunes de plus de 20 ans maintenus en établissements pour enfants faute de places en établissements pour adultes, ainsi qu'à l'allongement important de la durée de vie des personnes handicapées, il a été décidé d'engager en cinq ans la création de 50 000 places dont l'ouverture au public sera garantie à horizon de sept ans. Seront en particulier créées 4 200 places en établissements et services d'aide par le travail pour les personnes handicapées dans les trois prochaines années (action n° 2 du programme « handicap et dépendance »).

Parallèlement à la revalorisation de 25 % prévue sur la législation, l'AAH fera l'objet d'un ensemble de réformes, qui s'inscrivent dans le pacte national pour l'emploi des personnes handicapées et sont destinés à favoriser le retour à l'emploi de ces dernières.

L'ensemble de ces réformes de grande ampleur sont menées par l'État, mais aussi par les organismes de sécurité sociale, par les collectivités territoriales dont le rôle est essentiel, ainsi que par les associations, particulièrement actives dans ce secteur.

Dans le cadre de ces objectifs stratégiques, la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » concentre des crédits en faveur :

- des personnes handicapées ;
- des familles vulnérables ;
- de l'accès à l'emploi des personnes les plus démunies.

Cette mission porte enfin la politique d'égalité entre les hommes et les femmes.

Enfin la période 2009-2011 verra se mettre en place une évolution des administrations chargées de la cohésion sociale (programme « conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » sous l'autorité de M. Bertrand, ministre du travail) : constitution d'une direction générale de la cohésion sociale autour de la direction générale de l'action sociale, création de directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, création de directions départementales de la population et de la cohésion sociale ou de direction départementale de la cohésion sociale lorsque les caractéristiques des départements le justifient.

Il est attendu de ce regroupement de différents services déconcentrés et leur constitution en pôles de pilotage et d'ingénierie sociale déléguant les activités de gestion qui demeurent à l'État vers les autres collectivités une amélioration du pilotage des politiques de cohésion sociale dans le cadre d'une diminution des effectifs égale au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

2009 / 2011 RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME

Avertissement

La répartition par programme, ferme pour le PLF, est indicative pour les 2ème et 3ème années. Les plafonds par mission sont fermes.

Mission / Programme		PLF 2009	2010	2011
Solidarité, insertion et égalité des chances	Plafond AE	11 197 277 796	11 584 855 266	12 130 836 746
	Plafond CP	11 176 635 454	11 599 995 266	12 148 136 746
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales (libellé modifié) Services du Premier ministre	AE	582 462 856	1 250 535 992	1 709 089 663
	CP	582 462 856	1 250 535 992	1 709 089 663
Actions en faveur des familles vulnérables Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité	AE	837 728 561	366 864 319	252 434 091
	CP	837 728 561	366 864 319	252 434 091
Handicap et dépendance Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité	AE	8 651 122 059	8 843 752 731	9 020 380 222
	CP	8 651 122 059	8 843 752 731	9 020 380 222
Égalité entre les hommes et les femmes Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité	AE	29 242 962	29 678 089	30 272 940
	CP	29 242 962	29 678 089	30 272 940
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité	AE	1 096 721 358	1 094 024 135	1 118 659 830
	CP	1 076 079 016	1 109 164 135	1 135 959 830

MODIFICATIONS DE PÉRIMÈTRE IMPACTANT LA MISSION SUR LA PÉRIODE 2009-2011

La principale mesure de périmètre constatée entre 2009 et 2011 sur la mission "solidarité, insertion et égalité des chances" concerne l'extension en année pleine du revenu de solidarité active dès 2010, s'agissant du programme 304, et de la réforme concomitante conduisant à la suppression progressive de l'API à partir de 2010, s'agissant du programme 106.

Le RMI et l'API constitueront le « socle » du RSA dont le financement et le suivi de leurs bénéficiaires incomberont aux départements. A l'instar du RMI, l'extension de compétence pour l'API, résultant de la généralisation du RSA donnera lieu à une compensation, par l'État, de cette charge nouvelle, à compter du 1er juillet 2009. Cette compensation prendra la forme d'une affectation, aux départements, d'une fraction du produit de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Le montant de cette compensation sera fixé à 322 M€ pour 2009, 644 M€ pour 2010 et 688 M€. Dans le même temps, des économies sur la prime pour l'emploi (PPE), liées principalement à l'imputation du RSA sur la PPE dégagent une capacité de financement de 400 M€, 700 M€ et 1.100 M€ respectivement sur 2009, 2010 et 2011.

Des transferts budgétaires relatifs à la prime de retour à l'emploi (programme 102) et à des aides connexes en matière de logement (programme 109) complètent ce financement du RSA et l'impact sur le périmètre de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances ».

Solidarité, insertion et égalité des chances

Mission

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

L'ensemble de ces éléments se résume de la sorte :

Nouvelles sources de financement du programme 304 *	2009	2010	2011
Transfert RSA prog 106	439,1	928,4	1064,6
Transfert RSA prog 102, 109	38,3	176,2	193,0
Solde entre la ressource liée aux économies de Prime pour l'emploi (PPE) et la compensation aux collectivités locales sur l'API	78,0	136,0	441,5
Programme 304 "Revenu de solidarité active et expérimentations sociales" *	555,4	1240,5	1699,1

* montants qui s'ajoutent aux crédits d'expérimentation préexistants sur le programme 304

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
304	Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales (libellé modifié)	45 080 000	582 462 856		45 080 000	582 462 856	
01	Expérimentation du revenu de solidarité active	30 000 000	17 100 000		30 000 000	17 100 000	
02	Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale	15 080 000	10 000 000		15 080 000	10 000 000	
03	Généralisation du revenu de Solidarité active (nouveau)		555 362 856			555 362 856	
106	Actions en faveur des familles vulnérables	1 294 289 500	837 728 561		1 294 289 500	837 728 561	
01	Accompagnement des familles dans leur rôle de parents	23 180 500	15 500 000		23 180 500	15 500 000	
02	Soutien en faveur des familles monoparentales	1 020 000 000	601 476 989		1 020 000 000	601 476 989	
03	Protection des enfants et des familles	251 109 000	220 751 572		251 109 000	220 751 572	
157	Handicap et dépendance	8 121 949 391	8 651 122 059	20 000 000	8 106 282 725	8 651 122 059	20 000 000
01	Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées	14 900 401	14 100 000		14 900 401	14 100 000	
02	Incitation à l'activité professionnelle	2 343 159 164	2 481 100 000		2 343 159 164	2 481 100 000	
03	Ressources d'existence	5 718 000 000	6 129 853 398		5 718 000 000	6 129 853 398	
04	Compensation des conséquences du handicap	22 504 826	18 268 661	20 000 000	15 838 160	18 268 661	20 000 000
05	Personnes âgées	17 385 000	2 000 000		8 385 000	2 000 000	
06	Pilotage du programme	6 000 000	5 800 000		6 000 000	5 800 000	
137	Égalité entre les hommes et les femmes	28 297 290	29 242 962		28 297 290	29 242 962	
01	Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision	556 581	529 922		556 581	529 922	
02	Égalité professionnelle	5 791 018	5 513 647		5 791 018	5 513 647	
03	Égalité en droit et en dignité	11 104 340	10 563 718		11 104 340	10 563 718	
04	Articulation des temps de vie	176 570	168 113		176 570	168 113	
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	10 668 781	12 467 562		10 668 781	12 467 562	
124	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales (LFI 2008 retraitée)	1 065 696 099	1 096 721 358	2 031 000	1 051 696 099	1 076 079 016	2 031 000
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	56 211 264	53 515 821	675 000	56 211 264	53 515 821	675 000
02	Statistiques, études et recherche	34 304 963	34 212 648	281 000	34 304 963	34 212 648	281 000
03	Gestion des politiques sociales	232 509 618	247 293 572	30 000	232 509 618	247 293 572	30 000
04	Gestion des politiques sanitaires	323 212 649	333 608 879	285 000	323 212 649	333 608 879	285 000
05	Pilotage de la sécurité sociale	39 276 277	40 959 002	50 000	39 276 277	40 959 002	50 000

Solidarité, insertion et égalité des chances

Mission

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
Numéro et intitulé du programme et de l'action		Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	380 181 328	387 131 436	710 000	366 181 328	366 489 094	710 000

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
304 / Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales (libellé modifié)	45 080 000	582 462 856		45 080 000	582 462 856	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	3 500 000	2 800 000		3 500 000	2 800 000	
Titre 6. Dépenses d'intervention	41 580 000	579 662 856		41 580 000	579 662 856	
106 / Actions en faveur des familles vulnérables	1 294 289 500	837 728 561		1 294 289 500	837 728 561	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	6 230 000	2 258 800		6 230 000	2 258 800	
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 288 059 500	835 469 761		1 288 059 500	835 469 761	
157 / Handicap et dépendance	8 121 949 391	8 651 122 059	20 000 000	8 106 282 725	8 651 122 059	20 000 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	14 084 993	14 368 661	20 000 000	14 084 993	14 368 661	20 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	23 333 333			7 666 667		
Titre 6. Dépenses d'intervention	8 084 531 065	8 636 753 398		8 084 531 065	8 636 753 398	
137 / Égalité entre les hommes et les femmes	28 297 290	29 242 962		28 297 290	29 242 962	
Titre 2. Dépenses de personnel	9 637 181	11 449 514		9 637 181	11 449 514	
Autres dépenses :	18 660 109	17 793 448		18 660 109	17 793 448	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 024 600	1 018 048		1 024 600	1 018 048	
Titre 6. Dépenses d'intervention	17 635 509	16 775 400		17 635 509	16 775 400	
124 / Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 065 696 099	1 096 721 358	2 031 000	1 051 696 099	1 076 079 016	2 031 000
Titre 2. Dépenses de personnel	786 331 813	819 435 516	285 000	786 331 813	819 435 516	285 000
Autres dépenses :	279 364 286	277 285 842	1 746 000	265 364 286	256 643 500	1 746 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	264 529 812	262 812 558	1 746 000	250 529 812	242 170 216	1 746 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	14 834 474	14 473 284		14 834 474	14 473 284	
Totaux pour la mission	10 555 312 280	11 197 277 796	22 031 000	10 525 645 614	11 176 635 454	22 031 000
Dont :						
Titre 2. Dépenses de personnel	795 968 994	830 885 030	285 000	795 968 994	830 885 030	285 000
Autres dépenses :	9 759 343 286	10 366 392 766	21 746 000	9 729 676 620	10 345 750 424	21 746 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	289 369 405	283 258 067	21 746 000	275 369 405	262 615 725	21 746 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	23 333 333			7 666 667		
Titre 6. Dépenses d'intervention	9 446 640 548	10 083 134 699		9 446 640 548	10 083 134 699	

PROGRAMME 304

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE ET EXPÉRIMENTATIONS SOCIALES

MINISTRES CONCERNÉS : FRANÇOIS FILLON, PREMIER MINISTRE ; MARTIN HIRSCH, HAUT-COMMISSAIRE AUX SOLIDARITÉS ACTIVES CONTRE LA PAUVRETÉ

Présentation stratégique du projet annuel de performances	18
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	20
Présentation du programme et des actions	23
Objectifs et indicateurs de performance	29
Justification au premier euro	33
Analyse des coûts du programme et des actions	42

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Jacques TREGOAT

Directeur général de l'action sociale

Responsable du programme n° 304 : Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

7,8 millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté monétaire établi à 60% du revenu median, selon les données publiées en juillet 2008 par l'INSEE qui a procédé à un ajustement des modalités de calcul de l'indicateur.

Parmi les adultes en situation de pauvreté, on compte autant de personnes exclues de l'emploi que de femmes et d'hommes qui vivent dans la pauvreté bien que travaillant. Le visage de la pauvreté a changé. Vingt ans après la création du revenu minimum d'insertion, les politiques de lutte contre la pauvreté doivent évoluer.

L'engagement présidentiel de rétablir l'égalité des chances trouve dans ce contexte une résonance particulière : réduire la pauvreté est un objectif majeur de l'action gouvernementale, qui pourra être atteint en s'appuyant particulièrement sur l'éducation et le travail; c'est un objectif désormais très concret : baisser d'un tiers la pauvreté, sur les cinq prochaines années. Le suivi de cet objectif national est organisé en lien avec l'ensemble des administrations et associations concernées, autour d'un tableau de bord de suivi de la pauvreté validé en comité national de lutte contre l'exclusion (CNLE). Ce tableau de bord sera actualisé et publié annuellement, de manière à mesurer le bon avancement de la réalisation de cet objectif. Sa mise à jour est confiée à la DREES.

La lettre de mission du Haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté dessine un champ très vaste de son action et des leviers à mobiliser pour atteindre l'objectif gouvernemental.

Réforme des minima sociaux, des contrats aidés, aménagement des conditions d'attribution de l'ensemble des aides sociales et fiscales, des aides au logement et de la couverture maladie universelle, réforme de la formation professionnelle, appui particulier aux enfants pauvres au long de leur parcours scolaire, notamment en études supérieures, actions en faveur de la santé, du logement, de la mobilité ou de la garde d'enfants, conçus pour ces derniers comme autant d'aide à la reprise d'activité, sont autant de domaines dans lesquels des démarches innovantes, parfois expérimentales, susceptibles de renouveler l'action publique, sont à mener.

Le programme « lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales » est un outil stratégique de mise en œuvre de cet objectif en mettant l'accent sur :

- la poursuite jusqu'au mois de mai 2009 des expérimentations du revenu de Solidarité active, qui constitue le socle de la réforme des minima sociaux, puis l'entrée en vigueur de cette réforme, au plan national, à compter du 1^{er} juin 2009 sur le fondement de la « loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion »
- la poursuite d'une méthode nouvelle d'expérimentations sociales concrétisée par un appel à projet dont les financements commencés en 2008 se poursuivront en 2009 pour initier des réformes en ce domaine d'intervention complexe en intégrant, dès la conception des projets, les conditions de leur évaluation rigoureuse et de leur généralisation potentielle ;
- la poursuite de la mise en œuvre des orientations de la feuille de route issue du « Grenelle de l'Insertion », qui s'est déroulé de novembre 2007 à mai 2008.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Inciter les bénéficiaires à reprendre un emploi
INDICATEUR 1.1	Différentiel entre le taux d'emploi des allocataires de minima en territoire expérimental et celui des allocataires hors territoire expérimental
INDICATEUR 1.2	Différentiel entre la part des emplois à temps plein dans ceux exercés ou repris par les allocataires de minima en territoire expérimental et la part des emplois à temps plein des allocataires hors territoire expérimental
OBJECTIF 2	Lutter contre la pauvreté
INDICATEUR 2.1	Différentiel entre le taux de sortie du dispositif des allocataires en territoire expérimental et de ceux hors territoire expérimental
OBJECTIF 3	Favoriser l'insertion professionnelle des bénéficiaires de contrats aidés au moyen du contrat unique d'insertion
INDICATEUR 3.1	Différentiel entre le taux de pérennisation des contrats uniques d'insertion et des contrats aidés
OBJECTIF 4	Améliorer la capacité des expérimentations sociales à préfigurer des politiques sociales innovantes
INDICATEUR 4.1	Part des expérimentations d'actions publiques innovantes luttant contre la pauvreté et évaluées par un évaluateur externe positivement au regard des objectifs fixés
INDICATEUR 4.2	Taux de projets menés à terme dans le calendrier prévisionnel

Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

Programme n° 304 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Expérimentation du revenu de solidarité active	2 500 000	14 600 000	17 100 000	
02	Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale	300 000	9 700 000	10 000 000	
03	Généralisation du revenu de Solidarité active (nouveau)		555 362 856	555 362 856	
Totaux		2 800 000	579 662 856	582 462 856	

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Expérimentation du revenu de solidarité active	2 500 000	14 600 000	17 100 000	
02	Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale	300 000	9 700 000	10 000 000	
03	Généralisation du revenu de Solidarité active (nouveau)		555 362 856	555 362 856	
Totaux		2 800 000	579 662 856	582 462 856	

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Expérimentation du revenu de solidarité active	3 000 000	27 000 000	30 000 000	
02	Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale	500 000	14 580 000	15 080 000	
Totaux		3 500 000	41 580 000	45 080 000	

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Expérimentation du revenu de solidarité active	3 000 000	27 000 000	30 000 000	
02	Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale	500 000	14 580 000	15 080 000	
Totaux		3 500 000	41 580 000	45 080 000	

Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

Programme n° 304 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

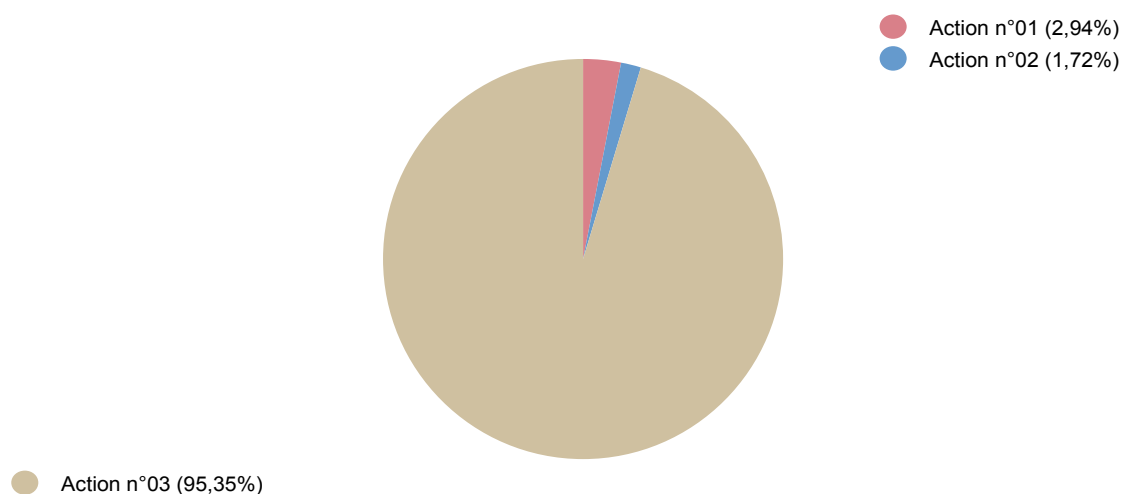
Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		3 500 000	2 800 000		3 500 000	2 800 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		3 500 000	2 800 000		3 500 000	2 800 000
Titre 6. Dépenses d'intervention		41 580 000	579 662 856		41 580 000	579 662 856
Transferts aux ménages		22 110 000	568 062 856		22 110 000	568 062 856
Transferts aux collectivités territoriales		2 360 000	1 900 000		2 360 000	1 900 000
Transferts aux autres collectivités		17 110 000	9 700 000		17 110 000	9 700 000
Totaux		45 080 000	582 462 856		45 080 000	582 462 856

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Expérimentation du revenu de solidarité active	17 100 000	17 100 000
02	Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale	10 000 000	10 000 000
03	Généralisation du revenu de Solidarité active (nouveau)	555 362 856	555 362 856
Totaux		582 462 856	582 462 856

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme regroupe les actions et crédits nécessaires à la mise en œuvre du revenu de Solidarité active à titre expérimental (actions 1), puis généralisé (action 3), ainsi que ceux permettant un ensemble d'expérimentations notamment en matière de lutte contre la pauvreté et le soutien au développement de l'économie sociale et solidaire (action 2).

S'agissant du revenu de Solidarité active (RSA), il y a lieu de poursuivre, jusqu'à la date de sa généralisation, les expérimentations engagées en 2007 et 2008 dans 34 départements sur le fondement de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

A compter de la date de généralisation du RSA, il est mis fin aux expérimentations en cours. Le projet de loi de généralisation prévoit cependant un régime transitoire de façon à coordonner la clôture des expérimentations et la montée en charge de la mesure généralisée en direction des bénéficiaires du RSA expérimental. Il en est tenu compte dans le cadre de l'action 1.

Le projet de revenu de Solidarité active, issu des travaux de la commission « famille vulnérabilité pauvreté » de 2005, enrichi de la phase expérimentale et de la très large consultation menée par le Haut commissaire (livre vert, conférence de concertation des parties prenantes), constitue le cœur de la réforme des minima sociaux qui sera mise en œuvre le 1^{er} juin 2009, sur la base de la loi « généralisant le revenu de Solidarité active et réformant les politiques d'insertion ».

La généralisation du RSA constitue une réforme sociale ambitieuse, d'une ampleur comparable à celle qui avait conduit à la création du revenu minimum d'insertion (RMI) il y a 20 ans. Elle va en effet conduire à la disparition du RMI et de l'allocation parent isolé (API), au profit d'une prestation sociale nouvelle calculée en fonction des revenus du travail, de la situation familiale et des autres ressources d'un ménage.

Le RSA joue le rôle de revenu minimum, quand les personnes n'ont aucune activité rémunérée (les actuels bénéficiaires de l'API et du RMI, soit environ 1,3 million de ménages). Il complète les revenus du travail, pour ceux dont les revenus se situent au bas de l'échelle des salaires (le RSA touchant alors 2 millions de foyers nouveaux). Le revenu de Solidarité active est conçu de telle sorte qu'une augmentation des revenus du travail se traduise toujours par une amélioration des ressources.

Sur le plan juridique, le RSA est une prestation sociale dont la compétence relève des conseils généraux et dont le financement est partagé selon un scénario de spécialisation :

- 1) incombe aux départements, au titre de leur compétence en matière d'insertion, la charge de la prestation « socle » équivalente d'un revenu minimum servi en l'absence de tout revenu d'activité. Cette partie de prestation décroît linéairement avec les revenus d'activité ;
- 2) incombe au Fonds national des Solidarités actives (FNSA), celle de la prestation « chapeau » complétant les revenus du travail pour garantir la progression des ressources totales des bénéficiaires en lien avec leurs revenus d'activité.

Le programme 304 intègre la dotation budgétaire de l'Etat au FNSA, en complément de la contribution sociale qui lui est directement affectée.

D'autres expérimentations en matière de lutte contre la pauvreté, en matière d'insertion économique et professionnelle, d'éducation, de santé, de levée des obstacles au retour à l'emploi seront également soutenues grâce aux crédits du fonds d'innovation et d'expérimentation sociale. Chacune de ces expérimentations imposera aux acteurs concernés, notamment les administrations, une démarche innovante incluant une évaluation scientifique.

Acteurs et pilotage du programme

Le pilotage du programme est confié au directeur général de l'action sociale (DGAS), en lien avec le délégué interministériel à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale (DIIESES) pour les actions n° 1 et 2.

Modalités de gestion du programme

Pour les actions 1 et 2, le programme se décline en un budget opérationnel de programme (BOP) central sous la responsabilité du DIISES, une unité opérationnelle d'administration centrale pour ce qui concerne les crédits non déconcentrés et des unités opérationnelles déconcentrées (une par région et une par département) pour les transferts du fonds d'innovation et d'expérimentation sociale, l'accompagnement de l'expérimentation RSA et les crédits délégués au réseau des correspondants régionaux de l'économie sociale.

Pour l'action 3, le programme est décliné en un seul BOP et en une seule unité opérationnelle au niveau central sous la responsabilité du DGAS (BOP et UO « FNSA »).

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Expérimentation du revenu de solidarité active
- ACTION n° 02 : Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale
- ACTION n° 03 : Généralisation du revenu de Solidarité active

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

Expérimentation du revenu de solidarité active

2,9 %



L'objectif de réduire la pauvreté en France d'au moins un tiers en cinq ans repose notamment sur la mise en œuvre d'une réforme d'ampleur des minima sociaux au travers de la création du revenu de Solidarité active (RSA), initialement proposé dans le cadre de la commission « famille, vulnérabilité, pauvreté », en 2005 et qui vise à répondre à trois objectifs :

- supprimer les effets de seuil qui font que, dans le système actuel, le retour au travail des allocataires de minima peut ne pas se traduire par une augmentation de leurs ressources ;
- améliorer la situation des travailleurs pauvres pour leur permettre d'accroître leurs revenus par un mécanisme qui ne pèse pas sur les coûts du travail ;
- simplifier les dispositifs complexes, éclatés, régis par des règles peu lisibles, afin de rendre les prestations plus prévisibles.

Cette réforme est conduite en associant expérimentation et évaluation.

Conformément aux dispositions de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, amplifiant le dispositif créé par l'article 142 de la loi de finances pour 2007, le RSA est ainsi « testé » à partir d'un programme expérimental soutenu financièrement par l'État dans trente quatre départements volontaires, au bénéfice des allocataires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation parent isolé, soit près de 15.000 personnes fin juin 2008.

L'objectif de l'expérimentation est de permettre d'ajuster les conditions de faisabilité technique et administrative du dispositif. Elle doit aussi permettre d'apprécier l'impact d'une mesure d'incitation financière sur le taux de retour à l'emploi des bénéficiaires, selon une méthode comparative de la situation des allocataires de minima en territoires expérimentaux avec celle des territoires témoins les plus ressemblants. Ces travaux ont nourri la préparation de la « loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ».

Un comité d'évaluation présidé par François Bourguignon, et associant à dix personnalités désignées en raison de leur compétence en matière d'évaluation des politiques publiques (économistes, sociologues) et des dispositifs de lutte contre la pauvreté (responsable associatif, usager), des représentants des départements, de l'État, de la caisse nationale des allocations familiales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole, est chargé d'animer une démarche d'évaluation continue, dans le but d'observer la spécificité des expérimentations locales et de disposer d'outils de mesure communs à toutes les expérimentations pour pouvoir les comparer. Ses travaux permettent notamment de renseigner les indicateurs associés au programme 304, dont ils garantiront de la sorte le caractère scientifique.

Le comité d'évaluation est l'auteur d'un rapport intermédiaire d'évaluation des expérimentations remis au parlement en même temps que le projet de loi généralisant le RSA. Il liste les enseignements qu'il est possible de tirer des données disponibles à cette date pour mesurer l'atteinte des deux principaux objectifs attendus (lutter contre la pauvreté et améliorer l'insertion professionnelle) et apprécier l'éventuelle apparition d'effets pervers.

Le comité est associé par ailleurs à l'évaluation des expérimentations locales d'un contrat unique d'insertion, initiées sous l'empire des dispositions de l'article 142 de la loi de finances pour 2007 et confortées par les dispositions de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat. Si ces expérimentations ne mobilisent pas de crédits spécifiques du programme 304, elles bénéficieront de l'appui méthodologique du comité.

La gestion de cette action est confiée au délégué interministériel à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale (DIIESES).

ACTION n° 02**Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale**

1,7 %



Cette action doit permettre de mettre en œuvre d'autres programmes expérimentaux concourant à la lutte contre la pauvreté et favorisant la cohésion sociale, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la garde d'enfants, ainsi que d'accompagner le développement de l'économie sociale selon les dispositions du décret n°2006-151 du 13 février 2006.

Elle intègre notamment les initiatives soutenues par la délégation interministérielle à l'innovation, l'expérimentation sociale et l'économie sociale (DIIESES) au travers du fonds d'innovation et d'expérimentation sociale, créé à l'occasion du conseil national de lutte contre l'exclusion du 16 septembre 2005, et pourra s'appuyer sur la mobilisation des acteurs de l'économie sociale réunis dans le conseil supérieur de l'économie sociale dont la DIIESES assure le secrétariat.

Elle concrétise ainsi la résolution n°13 du rapport de 2005 visant à faire de «l'audace, l'innovation et l'expérimentation» les mots clés de l'action publique, à partir du constat que l'action auprès des familles vulnérables exigeait de faire du sur-mesure et d'innover.

Sélectionnées par un comité associant des personnalités qualifiées, les expérimentations soutenues par le fonds d'innovation et d'expérimentation sociale sont suscitées par appels à projets structurés autour des thèmes précités.

Des rencontres de l'expérimentation sociale en Europe, organisées par le Haut commissaire dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, seront l'occasion de mettre en relation porteurs de projets expérimentaux et équipes de chercheurs en charge de l'évaluation pour débattre des conditions d'élaboration et de mise en œuvre des expérimentations, de leur caractère transférable entre Etats membres et envisager les déterminants de leur généralisation. Dans ce cadre, un appel à projet transnational d'expérimentation sociale sera lancé et un réseau européen sera initié.

La gestion de cette action est confiée au délégué interministériel à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale (DIIESES).

ACTION n° 03**Généralisation du revenu de Solidarité active**

95,3 %



Le gouvernement a souhaité que le RSA soit généralisé au 1^{er} juin 2009, les premiers versements intervenant au début du mois suivant. Par rapport aux expérimentations qui comportaient des variations sur le barème de la prestation, le RSA généralisé est construit avec un barème unique à 38 % : les personnes qui sont en emploi ou qui reprennent une activité pourront conserver 62 % du revenu minimum garanti par l'allocation. Afin de maximiser l'incitation financière à la reprise d'activité, les revenus professionnels ne seront pas pris en compte pendant les trois premiers mois de la reprise.

Le revenu garanti par le RSA est d'autant plus élevé que la famille est nombreuse. On applique au revenu garanti pour une personne seule des coefficients, qui visent à tenir compte de l'impact de la taille de la famille sur ses coûts. En contrepartie, le montant de RSA versé prend en compte l'ensemble des revenus de la famille : prestations familiales, pensions alimentaires, revenus du patrimoine) qu'il complète de façon à atteindre un niveau donné de revenu garanti. Seules les aides au logement et certaines prestations ponctuelles (comme l'allocation de rentrée scolaire) ou à objet spécialisé (allocation pour enfant handicapé) sont exclues de son calcul.

La loi « portant généralisation du revenu de Solidarité active et réformant les politiques d'insertion » conduit également à une simplification importante des nombreux droits aujourd'hui attachés au statut de bénéficiaire du RMI. Ces droits qui sont perdus en cas de reprise d'emploi, contribuent au phénomène de trappe qui enferme dans la pauvreté. C'est le cas notamment de la couverture maladie universelle, des aides au logement ou encore des exonérations de taxe d'habitation. Pour l'attribution de ces droits, des critères de ressources sont substitués au critère de statut et le passage vers l'emploi ne s'accompagnera plus d'une perte brutale des droits mais d'une réduction progressive. Sans

remettre en cause les systèmes existants, dès lors que le RSA sera exclu des ressources prises en compte pour l'appréciation de ces droits spécifiques (Couverture maladie universelle, aide au logement), la réforme améliorera leur articulation avec les revenus de solidarité dans des conditions qui ont suscité le plus large accord lors de la conférence de concertation.

Enfin, le RSA généralisé inclut un dispositif d'aides ponctuelles personnalisées visant à lever les obstacles à la reprise d'emploi en contribuant à la prise en charge d'une partie des coûts qui lui sont associés : mobilité, garde d'enfant, équipements, etc. Ces aides seront attribuées selon des modalités adaptées aux réalités locales. Elles feront l'objet d'une évaluation par l'État qui en assure le financement.

Le tableau ci-dessous synthétise les paramètres du RSA tel qu'il sera généralisé :

Barème du RSA	abattement de 38% des revenus d'activités		
Points de sortie du RSA	<i>En proportion par rapport au SMIC</i>	Personne seule sans enfant	Couple avec deux enfants
	Locataires ou propriétaires accédants	1,15	2,1
	Propriétaires non accédants ou logés à titre gratuit	1	1,75
Aide ponctuelle à la reprise	Cumul intégral des revenus d'activité avec le RSA pendant les 3 premiers mois suivant la reprise d'activité . Enveloppe complémentaire de 150 M€ permettant de lever, au cas par cas, les obstacles à la reprise.		
Réforme des « droits connexes » au statut de RMI	Suppression des droits connexes au RMI et substitution du droit commun : - du plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu ; - du calcul des allocations logement en fonction des revenus en dehors de toute neutralisation spécifique ; - de l'affiliation à la CMU-c sous condition de revenu		
Articulation RSA-PPE	- Imputation du RSA sur la PPE - en 2009 : non indexation des paramètres de la PPE		

Le financement du RSA « socle » (équivalent d'un revenu minimum servi en l'absence de tout revenu d'activité) est décentralisé et relève de la compétence des départements, comme cela était déjà le cas pour le RMI. Une recette fiscale complémentaire est affectée aux conseils généraux en compensation de l'extension de leur compétence aux anciens bénéficiaires de l'API dont le financement était précédemment assuré par l'État.

Le financement du « RSA chapeau » (complétant les revenus du travail) est à la charge du FNSA, fonds dont la gestion est confiée à la caisse des dépôts et consignations.

En recettes, le FNSA est affectataire d'une contribution sociale dédiée ainsi que des crédits budgétaires en provenance du programme n° 304, regroupés au sein de cette action 3.

En dépenses, il prend en charge la différence entre le total des sommes versées par les organismes gestionnaires de la prestation (CAF, centre de la MSA) et la somme des contributions des départements.

La gestion de cette action est confiée à la direction générale de l'action sociale (DGAS).

Compte tenu de la date d'entrée en vigueur de la généralisation du RSA (1^{er} juin 2009), le choix a été fait pour le projet de loi de finances pour 2009 de conserver les objectifs et indicateurs liés à l'expérimentation. Un volet « performance » spécifique au RSA généralisé sera proposé dès 2010.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Inciter les bénéficiaires à reprendre un emploi

Choix de l'objectif : La proposition centrale du rapport 2005 de bâtir une nouvelle équation sociale vise à combiner les revenus du travail et ceux de la solidarité pour réduire le nombre de travailleurs pauvres et inciter davantage les bénéficiaires de minima à reprendre un emploi, alors qu'un allocataire du RMI a souvent moins de ressources quand il reprend un emploi. Le travail est de la sorte le levier majeur qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être pour sortir de la pauvreté. L'accompagnement au retour à l'emploi prend la forme d'une part, d'une incitation financière et d'autre part, d'une aide renforcée par la mobilisation des acteurs de l'insertion autour de la levée des divers obstacles personnels à la reprise d'emploi. Cet accompagnement doit permettre un retour progressif à l'emploi de ses allocataires et la diminution des effets de seuil induits par le système de transferts qui constituent autant de « trappes à inactivité ». L'expérimentation doit permettre de confirmer ou d'infirmer l'effet positif d'une incitation financière sur la reprise d'emploi des allocataires. Son évaluation s'attachera donc à mesurer la réalité d'un effet levier par la comparaison des taux d'emploi des bénéficiaires de l'expérimentation et de ceux en zones témoins sélectionnées selon une méthodologie arrêtée par le comité d'évaluation ad hoc. Elle cherchera également à évaluer la consistance, ou non, d'éventuels effets pervers en faveur d'un emploi à temps partiel subi.

L'effet incitatif du RSA sur la reprise d'emploi des bénéficiaires est un objectif satisfaisant tant le citoyen, l'utilisateur que le contribuable : il satisfait le citoyen en garantissant une meilleure cohésion sociale associée au recul de l'exclusion durable du marché du travail d'une partie de la population à laquelle l'octroi d'un revenu d'assistance ne permet pas aujourd'hui, de sortir d'une situation de relégation. Il bénéficie à l'utilisateur de ces politiques, prisonnier de leurs effets pervers. Il favorise à terme, la diminution de la dépense publique à la faveur de la sortie progressive des dispositifs d'assistance des bénéficiaires et de leur retour à l'autonomie financière.

Choix de l'indicateur n°1.1 : L'indicateur doit permettre d'objectiver et de quantifier l'existence, ou non, d'un effet levier en matière d'emploi ou de retour à l'emploi du dispositif expérimental en comparant le taux de retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA et d'allocataires RMI et API en zones témoins choisies pour leur similitude avec les zones expérimentales.

Choix de l'indicateur n°1.2 : L'indicateur doit permettre de comparer la situation au regard de l'emploi à temps plein des allocataires en territoire expérimental au regard de celle d'allocataires situés en zones témoins.

INDICATEUR 1.1 : Différentiel entre le taux d'emploi des allocataires de minima en territoire expérimental et celui des allocataires hors territoire expérimental

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	Cible
Allocataires RMI	%				+30%		
Allocataires API	%						

Précision méthodologique : Différentiel entre le taux de retour à l'emploi des allocataires (mesuré par le rapport entre le nombre d'allocataires du RMI ou de l'API reprenant un emploi et le nombre d'allocataires du RMI ou de l'API sans emploi le mois précédent) dans le territoire expérimental, et le taux de retour à l'emploi en zone témoin

S'agissant d'un dispositif expérimental, il n'est pas possible de prévoir a priori le niveau de l'indicateur. Il est souhaité que le résultat de l'indicateur soit significativement positif.

Le taux de 2008 est obtenu à partir de la moyenne du taux de retour à l'emploi sur les quatre premiers mois d'expérimentation 08

Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

Programme n° 304

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 1.2 : Différentiel entre la part des emplois à temps plein dans ceux exercés ou repris par les allocataires de minima en territoire expérimental et la part des emplois à temps plein des allocataires hors territoire expérimental

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	Cible
Allocataires RMI	%						
Allocataires API	%						

Précision méthodologique : Différentiel entre le taux d'emploi à temps plein des bénéficiaires du rSa mesuré par le rapport entre le nombre d'allocataires en emploi à temps plein et le nombre total de bénéficiaires (initialement allocataires du RMI, ou de l'API, suivant le sous-indicateur), dans le territoire expérimental, et celui en zone témoin. S'agissant d'un dispositif expérimental, il n'est pas possible de prévoir a priori le niveau de l'indicateur.

Ce taux sera estimé par enquête (résultats disponibles pour fin septembre 08)

OBJECTIF n° 2 : Lutter contre la pauvreté

Choix de l'objectif : Le rapport de la commission « famille, vulnérabilité, pauvreté » de 2005, a proposé une nouvelle combinaison entre les sources de revenus, plus favorable que celle d'aujourd'hui, pour répondre au constat que, pour une part de plus en plus importante de la population, les minima sociaux sont devenus des maxima indépasseables et que, pour une proportion également plus importante des ménages, le travail ne permet pas de franchir le seuil de pauvreté. Dans cet esprit, la réforme des minima sociaux qu'esquissent les expérimentations du revenu de solidarité active, vise à les mettre tant au service de l'emploi que de la réduction de la pauvreté.

L'efficacité du RSA dans la lutte contre la pauvreté des bénéficiaires est un objectif satisfaisant tant le citoyen, l'utilisateur que le contribuable : il satisfait le citoyen en garantissant une meilleure cohésion sociale associée au recul de l'exclusion sociale que représente la relégation durable sous le seuil de pauvreté d'une part importante de la population. Il bénéficie à l'utilisateur de ces politiques auquel il assure que ses ressources globales, même pour une activité partielle ou intermittente, lui permettent de franchir le seuil de pauvreté.

Choix de l'indicateur 2.1 : L'indicateur, décliné en deux sous-indicateurs selon le public visé (allocataires du RMI ou de l'API), doit permettre de comparer le taux de sortie des dispositifs RMI et API des allocataires en territoire expérimental à celui des zones témoins.

INDICATEUR 2.1 : Différentiel entre le taux de sortie du dispositif des allocataires en territoire expérimental et de ceux hors territoire expérimental

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	Cible
Différentiel entre le taux de sortie du RMI des allocataires en territoire expérimental et celui des allocataires hors territoire expérimental	%						
Différentiel entre le taux de sortie de l'API des allocataires en territoire expérimental et celui des allocataires de l'API hors territoire expérimental	%						

Précision méthodologique : Différentiel entre le taux de sortie (du dispositif RMI ou API suivant le sous-indicateur) mesuré par le nombre de bénéficiaires du RSA radiés par rapport au nombre total d'allocataires (du RMI ou de l'API) au début de l'expérimentation, par rapport au taux de sortie du dispositif en zone témoin.

OBJECTIF n° 3 : Favoriser l'insertion professionnelle des bénéficiaires de contrats aidés au moyen du contrat unique d'insertion

Choix de l'objectif : Parallèlement aux expérimentations d'un revenu de solidarité active, l'article 142 de la loi de finances pour 2007 conforté par les dispositions de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, ouvre la voie d'une expérimentation, initiée par les départements, d'un contrat unique d'insertion. Ce dispositif dérogatoire est destiné à simplifier les procédures existantes distinguant plusieurs types de contrats aidés en sorte d'en améliorer la lisibilité pour les bénéficiaires comme pour les employeurs et permettre d'en renforcer l'efficacité vers le retour à l'emploi de leurs bénéficiaires.

L'efficacité du contrat unique d'insertion dans le retour à l'emploi de leurs bénéficiaires est un objectif satisfaisant tant le citoyen, l'usager que le contribuable.

Choix de l'indicateur 3.1 : L'indicateur doit permettre de comparer le taux de pérennisation des bénéficiaires du CUI (mesuré par le nombre de contrats renouvelés en CDD ou CDI rapporté au nombre total de CUI signés) au regard du taux de pérennisation en emploi de bénéficiaires d'autres contrats d'insertion hors zone expérimentale.

INDICATEUR 3.1 : Différentiel entre le taux de pérennisation des contrats uniques d'insertion et des contrats aidés

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	Cible
Différentiel entre le taux de pérennisation des contrats uniques d'insertion et des contrats aidés	%						

Précision méthodologique : Différentiel entre le taux de pérennisation des CUI, mesuré par le nombre de contrats renouvelés en CDD ou CDI rapporté au nombre de CUI signés en territoire expérimental, et le taux de pérennisation des contrats aidés, mesuré par le nombre de contrats renouvelés en CDD ou CDI rapporté au nombre de contrat aidé signé, hors territoire expérimental. S'agissant d'un dispositif expérimental, il n'est pas possible de prévoir a priori le niveau de l'indicateur. Les données 2008 ne seront disponibles, après réalisation d'une enquête dédiée, qu'à partir de septembre 2009.

OBJECTIF n° 4 : Améliorer la capacité des expérimentations sociales à préfigurer des politiques sociales innovantes

Choix de l'objectif : Conformément aux objectifs qui lui ont été assignées à sa création, tels qu'annoncés en Conseil national de lutte contre l'exclusion du 16 septembre 2005 et rappelés par le décret du 13 février 2006, la DIIESES a notamment pour mission de rassembler les pratiques les plus innovantes et efficaces en faveur de la cohésion sociale et de préciser les conditions de leur application. Elle est chargée notamment à cette fin de la gestion des crédits du fonds d'innovation et d'expérimentation sociale, qui fournit un instrument puissant d'appui aux actions innovantes. En écho à la résolution 13 du rapport 2005 de la Commission « famille, vulnérabilité, pauvreté » en faveur de l'innovation et l'expérimentation, les crédits du Fonds doivent être mobilisés pour permettre la mise en œuvre concrète d'innovations et d'expérimentations sociales, seules à même, à partir d'une petite échelle, de renouveler profondément les modes d'intervention dans des domaines aussi complexes que ceux des politiques sociales.

La promotion de l'expérimentation sociale comme outil de préfiguration des politiques publiques est un objectif de nature à satisfaire tant le citoyen que le contribuable, en permettant le développement de nouvelles formes d'intervention à moindre coût, soumises à un impératif d'efficacité évalué avant toute généralisation.

Choix de l'indicateur n°4.1 : L'indicateur vise à mesurer le nombre d'expérimentations qui font l'objet d'une évaluation externe. A l'instar des expérimentations du revenu de solidarité active et des contrats aidés, les projets soutenus par le

Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

Programme n° 304

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

FIES doivent faire l'objet d'une évaluation rigoureuse de l'atteinte, ou non, des objectifs qu'ils s'assignent. L'indicateur traduit la volonté du Haut-Commissaire de promouvoir l'évaluation scientifique des projets, en sorte de garantir l'indépendance de la démarche, de permettre le développement de nouvelles pratiques de recherche et surtout d'assurer le gouvernement de l'efficacité des actions expérimentées dans l'optique de leur généralisation.

Choix de l'indicateur n°4.2 : L'indicateur doit permettre de mesurer les progrès de la gestion des projets par la DIISES (capacité de sélection de projets prêts à démarrer et de suivi de leur bon avancement), trois ans après sa création.

INDICATEUR 4.1 : Part des expérimentations d'actions publiques innovantes luttant contre la pauvreté et évaluées par un évaluateur externe positivement au regard des objectifs fixés

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	Cible
Part des expérimentations d'actions publiques innovantes luttant contre la pauvreté et évaluées par un évaluateur externe positivement au regard des objectifs fixés	%				20	40	60

Rapport entre le nombre de projets faisant l'objet d'une évaluation positive et le nombre de projets ayant été retenus au financement du Fonds d'innovation et d'expérimentation sociale. Compte tenu de la durée variable des expérimentations (12, 18, 24 voire 36 mois), la valeur cible de 60% autorise, d'une part, l'échec de certains projets expérimentaux, mais également l'atteinte par ces expérimentations d'objectifs peut-être différents de ceux qui leur avaient été initialement assignés. Valeur cible en progression, associée au développement récent de l'évaluation externe dans les projets soutenus.

INDICATEUR 4.2 : Taux de projets menés à terme dans le calendrier prévisionnel

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2010 Cible
Taux de projets menés à terme dans le calendrier prévisionnel	%	nd		nd	50	60	80

Indicateur calculé à partir des échéanciers figurant dans les conventions d'attributions de subventions.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Expérimentation du revenu de solidarité active		17 100 000	17 100 000		17 100 000	17 100 000
02	Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale		10 000 000	10 000 000		10 000 000	10 000 000
03	Généralisation du revenu de Solidarité active		555 362 856	555 362 856		555 362 856	555 362 856
Totaux			582 462 856	582 462 856		582 462 856	582 462 856

DÉPENSES DE PERSONNEL

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

Les dépenses de personnel figurent dans le programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ».

Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

Programme n° 304

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>45 080 000</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>47 087 360</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
2 634 385	582 462 856	0	582 462 856	582 462 856	0
					<div> <div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>0</div> </div>
					<div> <div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>0</div> </div>
					<div> <div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>0</div> </div>

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

*** Les reports de crédits de paiement de 2007 vers 2008 ont été arrêtés pour le programme 304 à 2 007 361 €. Ils n'ont cependant pas été disponibles en gestion dans la mesure où ils ont fait l'objet d'une mise en réserve, puis d'une annulation partielle.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Expérimentation du revenu de solidarité active

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		17 100 000	17 100 000
Crédits de paiement		17 100 000	17 100 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 500 000	2 500 000

Evaluation des expérimentations du RSA et du contrat unique d'insertion (CUI) : 2,5 M€ en AE=CP

Les dépenses de fonctionnement correspondent au financement de plusieurs enquêtes en vue notamment de poursuivre les actions d'évaluation scientifique des expérimentations autorisées dans le cadre de la loi dite « TEPA » en faveur du RSA et du CUI. Il est ainsi prévu :

- 1) la poursuite de l'enquête quantitative, initiée en 2008 et réalisée en plusieurs vagues. Elle est pilotée par le comité d'évaluation afin de collecter auprès d'un échantillon d'allocataires participant à l'expérimentation et d'un échantillon d'allocataires situés en zone témoin, l'ensemble des données relatives à leur situation personnelle et professionnelle, complémentaires de celles disponibles auprès des organismes de gestion, et destinées à mieux connaître les parcours professionnels et la nature des emplois occupés par les bénéficiaires du RSA (0,7 M€ en AE=CP).
- 2) la poursuite d'enquêtes qualitatives auprès des bénéficiaires du RSA, des acteurs impliqués dans la gestion du dispositif et des employeurs afin de comprendre les conditions de mise en œuvre et de faciliter la généralisation (0,4 M€ en AE=CP).
- 3) la poursuite d'enquêtes qualitatives sur l'expérimentation des contrats uniques d'insertion, auprès des bénéficiaires de ces contrats, des acteurs impliqués dans la gestion du dispositif et des employeurs afin d'évaluer l'apport de ces nouveaux contrats (0,7 M€ en AE=CP)
- 4) le lancement d'enquêtes qualitatives et quantitatives sur le RSA non limitées aux territoires d'expérimentations en vue de préparer la généralisation (0,7 M€ en AE=CP). Deux cibles sont ici visées : le grand public et les personnes concernées par le RSA. A raison de deux enquêtes qualitatives par groupe (grand public et public concerné par le RSA), et de 0,1 M€ en enquête, le besoin est estimé à 0,2 M€. Les enquêtes quantitatives sont de type téléphoniques barométriques (interrogation mensuelle). La dotation nécessaire est de 0,5 M€ à raison de deux enquêtes à 0,25 M€.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	12 700 000	12 700 000
Transferts aux collectivités territoriales	1 900 000	1 900 000

Les crédits de l'action 1 doivent permettre la poursuite de la prise en charge de l'expérimentation du revenu de Solidarité active à titre expérimental en direction d'allocataires du RMI et de l'API, dans les conditions précisées par les articles 18 à 23 de la loi du 21 août 2007.

Expérimentation RSA – RMI : 10,8 M€ en AE=CP

Le coût annuel de la mesure RSA a été calibré en sorte de permettre, conformément à l'engagement gouvernemental, la prise en charge par l'Etat de la moitié du surcoût de l'expérimentation à la charge des départements, tant s'agissant du service de la nouvelle prestation, que des charges d'animation du dispositif, pour lesquelles près de 2 M€ avaient été réservés.

S'agissant de l'allocation expérimentale, son surcoût moyen par rapport au régime de droit commun avait été estimé à 1 600 € par bénéficiaire, sur la base du coût de l'allocation à verser à un échantillon représentatif de 100 bénéficiaires du RSA titulaires du RMI, calculée sur la base du barème du RSA « de référence », servi aux bénéficiaires de l'API (« barème » à 0,30%) puis ajusté aux projections du nombre de bénéficiaires dans l'ensemble des territoires expérimentaux.

En pratique, les 34 départements expérimentateurs ont largement fait usage de la liberté offerte par le cadre expérimental pour faire varier les conditions d'expérimentation. Les barèmes expérimentaux ont pu ainsi s'écarter de celui retenu pour l'expérimentation API, ainsi que des conditions d'éligibilité définies, s'agissant de l'API, par le décret n°2007-14323 du 5 octobre 2007. Le surcoût de la prestation expérimentale a pu s'en trouver diminué, dès lors que le barème était moins avantageux, ou que le nombre de bénéficiaires potentiels était diminué en restreignant l'accès à l'expérimentation aux seuls allocataires du RMI en reprise d'emploi ou encore à ceux augmentant leur quotité de travail, dans des conditions éventuellement complétées de conditions de durée ou de nature de contrat de travail.

Au-delà de ces facteurs minorants, les délais nécessaires aux départements pour déposer leur dossier de candidature puis adopter les règlements départementaux support de la prestation expérimentale selon les modalités précisées par les dispositions de la loi TEPA ont pu retarder jusqu'au mois d'avril 08 l'entrée en vigueur des expérimentations locales – même si la très grande majorité des départements ont démarré entre janvier et mars -, conduisant à un ajustement de la dotation Etat au *pro rata temporis* de la durée d'expérimentation 2008.

La prise en compte de l'ensemble de ces données explique que le total de la dépense Etat « RSA-RMI » devrait s'ajuster à environ 13 M€ au titre de l'année 2008.

Sur la base des conventions en cours conclues avec les 34 départements expérimentateurs, le montant nécessaire pour la poursuite des expérimentations jusqu'au 1^{er} juin 2009 est estimé à 9 M€ (en AE=CP), dont 8 M€ au titre du surcoût de l'allocation et 1 M€ au titre de l'appui à l'animation et au pilotage des expérimentations.

De plus, la mise en œuvre de la clause de faveur prévue par la loi généralisant le RSA devrait nécessiter la mobilisation de 1,8 M€ (AE = CP) Ce montant correspond à la prise en charge à compter de la généralisation, du différentiel entre le montant moyen du RSA servi au barème de 0,30 – le plus usité par les départements – et celui de 0,38, retenu dans le cadre de la généralisation, au nombre prévisionnel de bénéficiaires du RSA à la date de la généralisation.

Le montant demandé pour 2009 s'établit donc à 10,8 M€ en AE = CP.

Expérimentation du RSA - API : 3,8 M€ en AE=CP

La budgétisation de l'allocation expérimentale a été effectuée en évaluant le surcoût moyen de l'allocation servie selon le barème de 0,30 à un échantillon représentatif de 100 bénéficiaires du RSA titulaires de l'API, soit environ 1 100€ annuel par bénéficiaire, puis ajustée aux projections du nombre de bénéficiaires dans l'ensemble des territoires expérimentaux et complétée d'une enveloppe permettant l'attribution aux bénéficiaires d'une aide ponctuelle destinée à lever des obstacles à la reprise d'emploi (« coup de pouce »).

Seul le surcoût de la prestation par rapport au régime de droit commun (« RSA chapeau ») est pris en charge sur le programme 304 : celui de la prestation API sous-jacente continue d'être financée sur les crédits du programme 106.

De plus, 1,8 M€ avaient été réservés pour la prise en charge de l'accompagnement renforcé dans l'emploi des bénéficiaires du RSA-API : ces crédits ont été mobilisés selon des partenariats noués localement, entre l'Etat et l'organisme désigné pour l'accompagnement des bénéficiaires (selon les cas : CAF, services des conseils généraux, voire service public de l'emploi).

Le montant nécessaire à la poursuite des expérimentations du RSA-API devra s'ajuster, en premier lieu, au terme prévisionnel des expérimentations. Le surcoût de l'allocation expérimentale s'établit de la sorte à 3,2 M€. Il doit permettre en second lieu la prise en charge du différentiel entre le barème retenu dans le cadre expérimental et celui résultant de la généralisation, en application de la clause de faveur de la loi portant généralisation du RSA. Son coût est évalué à environ 0,6 M€ pour le second semestre 09.

Le montant demandé pour 2009 s'établit donc à 3,8 M€ en AE=CP.

ACTION n° 02 : Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		10 000 000	10 000 000
Crédits de paiement		10 000 000	10 000 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**— DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	300 000	300 000

Les crédits de fonctionnement s'élèvent à 300 000 € (en AE = CP). Ils intègrent :

Une dotation de 0,27M€ en AE=CP destinée à couvrir les frais de déplacement, d'animation et de communication des 26 correspondants régionaux de la DIISES, désignés par les préfets de région et établis auprès des Secrétariats Généraux pour les Affaires Régionales (SGAR) en application du décret du 13 février 2006 aux fins d'animer et de coordonner le développement territorial de l'économie sociale. La dotation moyenne par région est de l'ordre de 10 000 €.

Une dotation de 0,03M€ en AE=CP destinée à couvrir les frais de secrétariat du Conseil supérieur de l'économie sociale, et de ses groupes de travail qu'assure la DIISES.

Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

Programme n° 304

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	9 700 000	9 700 000

Subventions aux Chambres Régionales de l'économie sociale et solidaire pour 0,88 M€ en AE=CP

Elles visent à soutenir leur rôle central dans le développement local de l'Économie Sociale et Solidaire et leur appui dans la mise en place et l'évaluation de l'expérimentation sociale. Les crédits 2009 permettront la mise en œuvre de la tranche annuelle des conventions pluriannuelles d'objectif 2007/2009 signés par les préfets de région sur la période.

Subventions aux organismes nationaux et locaux de l'économie sociale pour 0,82 M€ en AE=CP

Dans son rôle en faveur du développement des acteurs de l'Économie Sociale (coopératives, mutuelles, associations ou autres organismes intervenant dans le même secteur), la DIIESES poursuivra la politique d'appui aux acteurs par le biais de conventions pluriannuelles d'objectifs ; elle pourra procéder à des subventions annuelles sur la base de projets.

Fond d'innovation et d'expérimentation sociale (FIES) pour 8 M€ en AE=CP

Depuis la LFI 2006, le fond d'innovation et d'expérimentation sociale accompagne le développement d'expérimentations en anticipation et en appui des politiques publiques en faveur de l'intégration et de la solidarité. Il bénéficie d'une dotation lui permettant :

- 1) La poursuite du soutien aux expérimentations retenues dans le cadre de l'appel à projet lancé fin 2007 par le haut commissaire (3,8 M€ en AE=CP)
- 2) La poursuite du soutien aux expérimentations et projets spécifiques engagés par la DIIESES (2,1 M€ en AE=CP)
- 3) Le lancement d'appels à projets nouveaux principalement destinés à contribuer à la mise en œuvre de la « feuille de route » adoptée par les parties prenantes du « Grenelle de l'insertion » (2,1 M€ en AE=CP)

L'ensemble de ces appels à projets ont pour but de susciter des initiatives de terrain conformes aux orientations expérimentales définies par le gouvernement, qui feront l'objet d'une évaluation systématique.

ACTION n° 03 : Généralisation du revenu de Solidarité active

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		555 362 856	555 362 856
Crédits de paiement		555 362 856	555 362 856

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	555 362 856	555 362 856

Subvention au Fonds national des Solidarités actives (FNSA) pour 555,4 M€ en AE=CP.

Le « Fond national des Solidarités actives » (FNSA), dont la gestion est confiée à la caisse des dépôts et consignations, a pour mission de financer la différence entre les dépenses de RSA servies par les organismes en charge de la prestation et la somme des contributions des départements.

Ce schéma est conforme à la spécialisation des financements de cette prestation, qui distingue un RSA « chapeau », qui complète les revenus d'activité de ses bénéficiaires, et un RSA « socle » (équivalent d'un revenu minimum servi en l'absence de tout revenu d'activité), dont le financement est maintenu à la charge des départements à l'instar du RMI.

Cette répartition des compétences et des financements correspond au schéma proposé par la mission de l'inspection générale des finances diligentée par le gouvernement en la matière. Il est le plus respectueux des compétences respectives de l'Etat et des conseils généraux, confortés dans leur mission en matière de politiques d'insertion. A cet égard, l'extension de leur compétence aux anciens publics bénéficiaires de l'API est intégralement compensée dans des conditions précisées par la loi, conformément aux principes constitutionnels.

Les crédits de l'action 3 du programme 304 sont destinés à compléter les recettes du FNSA tirées de la contribution additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine (instituée en application de l'article L. 262-23-III nouveau du code de l'action sociale et des familles) pour en garantir l'équilibre avec les dépenses, conformément à ce même article et permettre sa neutralité pour la trésorerie des organismes de la branche famille (CNAF et CCMSA).

La dotation budgétaire du programme 304 est fixée à 555,4 M€ (en AE=CP) en 2009 (voir ci-dessous).

En régime de croisière, un surcoût brut de 3,3 Md€ et de 1,5 Md€ net des redéploiements permis par la réforme.

En 2009, les dépenses du FNSA correspondent au coût brut du RSA « chapeau » évalué à 1,45 Md€, soit la moitié du de son coût en année pleine, sur la base des travaux de préfiguration menés en 2008 avec le concours de l'ensemble des administrations de l'Etat concernées et de la Caisse nationale d'allocations familiales.

En régime de croisière, ce coût brut s'établit à 3,3 Md€. Il est constitué à titre principal par le surcoût de la nouvelle allocation, auquel s'ajoutent divers postes (frais de gestion du dispositif par la branche famille, aide ponctuelle complémentaire puis coût de l'extension aux départements d'Outre Mer).

Coût brut et net du RSA « chapeau » en régime de croisière

	En Md€ 2008
Allocation RSA « chapeau »	2,9
Aide temporaire complémentaire	0,15
Frais de gestion CAF / CCMSA (hors ANPE)	0,1
Coût extension aux DOM	0,12
Coût brut	3,3
Prise en compte de l'articulation RSA / PPE	-0,7
Non indexation des paramètres de la PPE en 2009	- 0,4
Economies issues de la suppression l'intéressement temporaire (dont programmes 102 / 106)	-0,53
Réforme droits connexes (dont pgm 109, dépenses fiscales et hausse des recettes sociales)	-0,14
Coût net	1,5

Le coût net correspond en pratique au supplément de pouvoir d'achat servi aux bénéficiaires de minima en situation de reprise d'emploi ainsi qu'aux ménages modestes en complément de leur revenu d'activité, dès lors que le montant du revenu minimum garanti reste exactement fixé aux niveaux actuels du RMI et de l'API.

Présentation des caractéristiques de la nouvelle prestation

Le « RSA chapeau » a vocation à être servi à 2 millions de ménages, selon les données ci-dessous, issues des travaux de la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE), synthétisent les principaux éléments d'information sur les bénéficiaires de la réforme, la répartition des montants servis et l'impact immédiat sur la taux de pauvreté.

Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales

Programme n° 304

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Nombre de bénéficiaires et de gagnants

Nombre de ménages bénéficiaires du RSA chapeau (en millions)	Nombre de ménages gagnants (en millions)	Montant moyen des gains par ménage (en € / mois)	Montant médian des gains par ménage (en € / mois)	Nombre d'adultes dans un ménage gagnant (en millions)	Nombre d'enfants dans un ménage gagnant (en millions)	Impact sur le taux de pauvreté (en points de %)
2,0	1,7	109 €	95 €	3,0	1,6	-0,9

Détails sur les ménages gagnantsPar composition familiale

	Nombre de ménages gagnants	Gain moyen mensuel (en €)
personnes seules*	697 000	97
dont sans enfant	418 000	91
dont avec enfant	279 000	106
couples sans enfant	301 000	110
dont <i>monoactifs</i>	273 000	113
dont <i>biactifs</i>	28 000	81
couples avec enfants	661 000	122
dont <i>monoactifs</i>	598 000	126
dont 1 enfant	240 000	136
dont 2 enfants	212 000	130
dont 3 enfants ou plus	146 000	103
dont <i>biactifs</i>	63 000	85
Ensemble	1 659 000	109

* et ménages complexes

Par revenu d'activité mensuel (avant réforme)

en € mensuel	Nombre de ménages gagnants	Gain moyen mensuel (en €)
0-500	434 000	120
500-1000	499 000	135
1000-1500	492 000	94
1500-2000	218 000	68
2000-3000	16 000	27
Ensemble	1 659 000	109

Lecture : parmi les ménages dont le revenu d'activité mensuel est compris entre 0 et 500€, 434 000 (soit 32% de ces ménages) gagnent à la réforme. Leur gain moyen est de 120€ mensuels.

Par revenu disponible mensuel par unité de consommation (avant réforme)

en € mensuel	Nombre de ménages gagnants	Gain moyen mensuel (en €)
0-500	184 000	147
500-1000	1 261 000	115
1000-1250	205 000	44
1250-1500	9 000	45
Ensemble	1 659 000	109

Lecture : parmi les ménages dont le revenu disponible mensuel par unité de consommation est compris entre 0 et 500€, 184 000 (soit 37% de ces ménages) gagnent à la réforme. Leur gain moyen est de 147€ mensuels.

La recette nouvelle dédiée au RSA : 1,5 Md€

Le financement du surcoût net est assuré par une contribution additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine de 1,1% et dont le rendement est évalué à 1,5 Md€ en 2009.

Selon les données issues de la direction de la sécurité sociale (DSS), ce prélèvement ne devrait concerner qu'environ un ménage sur deux. Parmi ces contribuables impactés, 70% d'entre eux devraient voir leur contribution augmenter de moins de 20 € par an du fait de la recette RSA.

Le programme 304, une dotation d'équilibre du FNSA : 555,3 M€ en 2009

La recette additionnelle permet de financer intégralement le surcoût de la prestation, en sorte de limiter strictement la dotation du programme 304 aux économies sur les dépenses budgétaires et fiscales de l'Etat associées à la réforme, et de ne pas impacter le niveau de l'endettement public.

La dotation de l'Etat pour 2009 s'établit de la sorte à 555,3 M€, selon les modalités suivantes :

- 1) le redéploiement de crédits budgétaires existants** liés à la suppression des dispositifs temporaires d'intéressement et de retour à l'emploi adossés au RMI et à l'API (programmes 106 et 102) et à la réforme des « droits connexes » (programme 109) ;
- 2) des crédits budgétaires nouveaux gagés par des économies réalisées sur les dépenses fiscales et de nouvelles recettes sociales :**
 - a) non indexation des paramètres de la prime pour l'emploi (PPE) en 2009 ;
 - b) à partir de 2010, imputation budgétaire d'une partie de la prime pour l'emploi (PPE) sur le RSA (attribution du dispositif le plus favorable au bénéficiaire) ;
 - c) réforme des droits connexes dans les conditions précisées par la loi généralisant le RSA

La dotation 2009 permet au FNSA de constituer une provision destinée à supporter le surcoût de la prestation en 2010, associé à la moindre imputation du RSA sur la PPE à verser en 2010 que celle attendue en régime de croisière, du fait de la généralisation à mi-année 2009.

La montée en charge du dispositif en 2009-2011 s'établit par conséquent selon les modalités suivantes :

Hors budget Etat (en M€ et AE=CP)	2009	2010	2011
Dépenses RSA	1625	3127	3246
dont RSA chapeau	1450	2900	2900
dont Aide ponctuelle	75	150	150
dont Frais de gestion	100	77	77
dont DOM	0	0	119
Recettes	1987	3105	3246
dont Budget de l'Etat (pgm 304)	555	1241	1699
dont Contribution sociale RSA	1432	1502	1569
Reports / déficits	0	362	-22
RÉSULTAT	362	-22	0

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

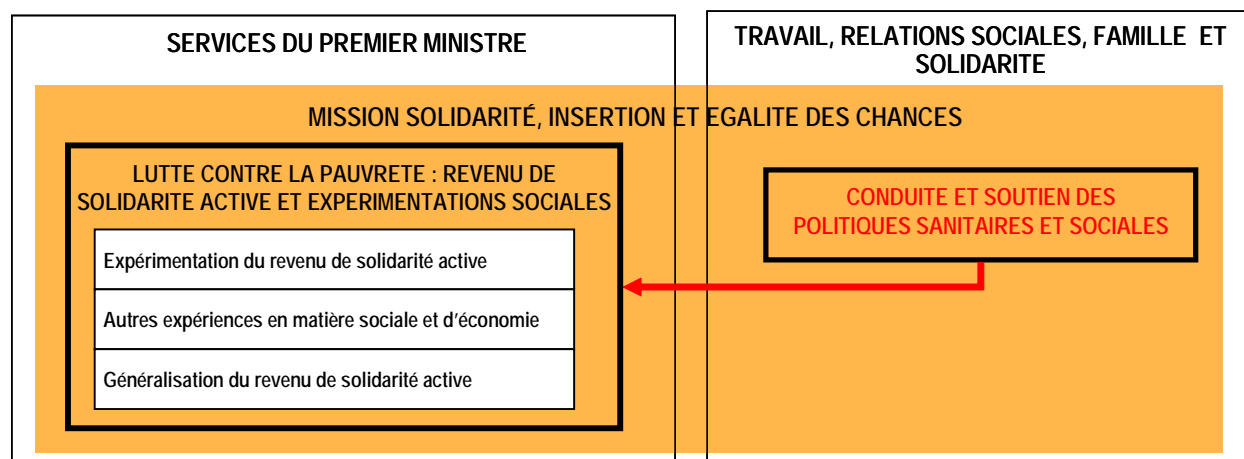
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Expérimentation du revenu de solidarité active	17 100 000		0	+17 100 000	+30 000 000
Autres expériences en matière sociale et d'économie sociale	10 000 000		+1 585 271	+11 585 271	+16 279 614
Généralisation du revenu de Solidarité active (nouveau)	555 362 856			+555 362 856	
Totaux	582 462 856		+1 585 271	584 048 127	46 279 614

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-1 585 271
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	-1 585 271

OBSERVATIONS**MODALITÉS DE VENTILATION DES DÉPENSES DU PROGRAMME**

Le présent programme bénéficie du soutien du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » par ventilation des dépenses des actions « gestion des politiques sociales », « statistiques, études et recherche », et « soutien de l'administration sanitaire et sociale », vers l'action « autres expériences en matière sociale et d'économie sociale » du présent programme au prorata des ETPT par programme des différentes politiques sanitaires et sociales (sauf affectation directe de telle étude ou recherche).

COMMENTAIRE DES RESULTATS

Les crédits du programme « Lutte contre la pauvreté : expérimentation » après ventilation des crédits du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » augmentent de 0,27 %.

Éléments de comparaison LFI 2008/ PLF 2009

Le présent programme reçoit 0,16 % des crédits du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales », il en recevait 0,13 % en 2008.

PROGRAMME 106

ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES VULNÉRABLES

MINISTRE CONCERNÉ : XAVIER BERTRAND, MINISTRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ

Présentation stratégique du projet annuel de performances	46
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	48
Présentation du programme et des actions	55
Objectifs et indicateurs de performance	62
Justification au premier euro	68
Opérateurs	76
Analyse des coûts du programme et des actions	78

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Jacques TREGOAT

Directeur général de l'action sociale

Responsable du programme n° 106 : Actions en faveur des familles vulnérables

Stratégie de choix des objectifs

En dehors de la garantie de ressources aux familles monoparentales assurée par l'allocation parent isolé (API), intégrée dans le RSA à partir du 1^{er} juin 2009 (objectif 2) et du dispositif de protection juridique des majeurs vulnérables (objectif 5) qui sont intégralement financés par l'État et mobilisent la majeure partie des crédits du programme, l'État contribue, dans le cadre de ce programme, à un nombre important de politiques, actions et dispositifs, très souvent partenariaux, par des moyens humains et des interventions de nature réglementaire. Les crédits de ce programme sont en général mobilisés sur des segments des dispositifs où ils permettent à l'État de jouer un rôle déterminant d'orientation et de mobilisation des autres acteurs.

Ces caractéristiques expliquent que les interventions et les crédits de l'État au titre du programme n'aient pas été intégralement traduits en objectifs de performance (notamment dans le domaine de l'accueil et de l'éveil des jeunes enfants, des dispositifs de prévention en direction des jeunes, en particulier l'accompagnement à la scolarité, de l'amélioration de la qualité du dispositif de protection de l'enfance, de la lutte contre les dérives sectaires et leurs conséquences sur les personnes vulnérables).

Par ailleurs, il a été nécessaire de tenir compte, dans la définition d'objectifs et d'indicateurs de performance, de la difficulté à mesurer ce qui relève des trajectoires personnelles et du caractère souvent multifactoriel des objectifs poursuivis.

Principaux leviers d'action

Selon les actions et objectifs, l'atteinte de ces derniers s'appuiera sur :

- des conventions et des financements afférents, au niveau central ou déconcentré, avec des associations nationales ou locales, têtes de réseau ou gestionnaires des dispositifs ;
- le réseau des services déconcentrés et l'animation et la coordination des partenaires locaux (conseils généraux, communes, Caisses d'allocations familiales (CAF), associations...) ;
- la convention d'objectifs et de gestion avec la Caisse nationale d'allocations familiale (CNAF) ;
- le GIP enfance en danger ;
- l'Agence Française pour l'Adoption créée par la loi n°2005-744 du 4 juillet 2005 portant réforme de l'adoption, les organisations régionales de concertation sur l'adoption (ORCA) et le système d'information pour l'aide à l'adoption des pupilles de l'État (SIAPE) ;
- le Conseil national d'accès aux origines personnelles (CNAOP).

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Aider les parents à exercer plus aisément leur rôle de parents et à réaliser l'éducation de leurs enfants
INDICATEUR 1.1	Pourcentage de départements ayant au moins deux actions de soutien à la fonction parentale pour 10.000 jeunes de moins de 20 ans
OBJECTIF 2	Garantir un minimum de ressources aux familles monoparentales en situation précaire et favoriser leur retour à l'emploi
INDICATEUR 2.1	Pourcentage des allocataires de l'Allocation Parent Isolé (API) qui disposent d'une aide au retour à l'emploi (intéressement, contrats aidés)
INDICATEUR 2.2	Pourcentage d'allocataires de l'API bénéficiant d'une sortie des minima sociaux
OBJECTIF 3	Permettre dans de bonnes conditions l'adoption d'enfants qui ont besoin d'une famille
INDICATEUR 3.1	Proportion d'adoptions internationales réalisées par l'intermédiaire de l'Agence française pour l'adoption
OBJECTIF 4	Mieux repérer et mieux prendre en charge des situations de risque pour les enfants relevant de la protection de l'enfance et les personnes accueillies dans les établissements sociaux et médico-sociaux
INDICATEUR 4.1	Pourcentage des comptes rendus d'appels téléphoniques transmis par le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED) aux conseils généraux ayant donné lieu à une décision de protection de l'enfance
INDICATEUR 4.2	Pourcentage des établissements faisant l'objet d'un contrôle dans les deux mois suivant un signalement de maltraitance
OBJECTIF 5	Garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins, tout en optimisant l'allocation des ressources aux services de protection judiciaire
INDICATEUR 5.1	Taux de sortie des mesures de protection judiciaire
INDICATEUR 5.2	Part des services mandataires à la protection judiciaire des majeurs pour lesquels le ratio : moyens alloués/mesures gérées est supérieur à la moyenne de plus de 20%

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES**2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS****2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Accompagnement des familles dans leur rôle de parents		15 500 000	15 500 000	
02	Soutien en faveur des familles monoparentales		601 476 989	601 476 989	
03	Protection des enfants et des familles	2 258 800	218 492 772	220 751 572	
Totaux		2 258 800	835 469 761	837 728 561	

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Accompagnement des familles dans leur rôle de parents		15 500 000	15 500 000	
02	Soutien en faveur des familles monoparentales		601 476 989	601 476 989	
03	Protection des enfants et des familles	2 258 800	218 492 772	220 751 572	
Totaux		2 258 800	835 469 761	837 728 561	

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Accompagnement des familles dans leur rôle de parents		23 180 500	23 180 500	
02	Soutien en faveur des familles monoparentales		1 020 000 000	1 020 000 000	
03	Protection des enfants et des familles	6 230 000	244 879 000	251 109 000	
Totaux		6 230 000	1 288 059 500	1 294 289 500	

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Accompagnement des familles dans leur rôle de parents		23 180 500	23 180 500	
02	Soutien en faveur des familles monoparentales		1 020 000 000	1 020 000 000	
03	Protection des enfants et des familles	6 230 000	244 879 000	251 109 000	
Totaux		6 230 000	1 288 059 500	1 294 289 500	

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		6 230 000	2 258 800		6 230 000	2 258 800
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		50 000	100 000		50 000	100 000
Subventions pour charges de service public		6 180 000	2 158 800		6 180 000	2 158 800
Titre 6. Dépenses d'intervention		1 288 059 500	835 469 761		1 288 059 500	835 469 761
Transferts aux ménages		1 020 000 000	601 476 989		1 020 000 000	601 476 989
Transferts aux autres collectivités		268 059 500	233 992 772		268 059 500	233 992 772
Totaux		1 294 289 500	837 728 561		1 294 289 500	837 728 561

DÉPENSES FISCALES¹

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (11)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
120202	Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1er janvier 2004, de la prestation d'accueil du jeune enfant Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider la garde des jeunes enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1926 - Dernière modification : 2003 - CGI : 81-2°, 81-14° et 81-14° bis</i>	1 600	1 650	1 700
110102	Demi-part supplémentaire pour les contribuables vivant effectivement seuls ayant eu un ou plusieurs enfants à charge Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes vivant seules et ayant eu des enfants à charge</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 4 350 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1945 - Dernière modification : 2003 - CGI : 195-1-a,b,e, 197-I-2</i>	1 500	1 600	1 700
110203	Crédit d'impôt pour frais de garde des enfants âgés de moins de 6 ans Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider la garde des jeunes enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 487 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2005 - CGI : 200 quater B</i>	780	840	840
120114	Exonération des majorations de retraite ou de pension des personnes ayant eu ou élevé au moins trois enfants Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes ayant élevé au moins trois enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1941 - Dernière modification : 2000 - CGI : 81-2° ter</i>	500	550	590
110110	Demi-part supplémentaire, ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée des enfants à charge, accordée aux parents isolés Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes vivant seules et ayant des enfants à charge</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 412 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1995 - Dernière modification : 2001 - CGI : 194-II</i>	365	385	405
120501	Régime spécial d'imposition des assistants maternels et des assistants familiaux régis par les articles L. 421-1 et suivants et L. 423-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les assistants maternels</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1979 - Dernière modification : 1981 - CGI : 80 sexies</i>	140	140	140

¹ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
110107	Maintien du quotient conjugal pour les contribuables veufs ayant des enfants à charge Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes ayant des enfants à charge et dont le conjoint est décédé</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 127 400 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1929 - Dernière modification : 2007 - CGI : 194</i>	50	50	65
210308	Crédit d'impôt famille Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les familles</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 200 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2006 - CGI : 244 quater F, 199 ter E, 220 G, 223 O-1-f</i>	50	60	60
110223	Réduction d'impôt au titre de la prestation compensatoire versée sous forme d'argent ou d'attributions de biens ou de droits ou sous forme de capital se substituant à des rentes Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser le versement de la prestation compensatoire sous forme de capital</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 15 400 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2000 - Dernière modification : 2004 - CGI : 199 octodécies</i>	30	30	30
400201	Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du déclarant Impôt de solidarité sur la fortune <i>Objectif : Aider les familles</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 90 860 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1988 - Dernière modification : 2002 - CGI : 885 V</i>	25	25	25
100202	Abattement en faveur des contribuables ayant des enfants mariés à charge du fait de leur rattachement au foyer fiscal Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes ayant des enfants mariés à charge</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 4 420 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1974 - Dernière modification : 2006 - CGI : 196 B</i>	5	5	5
Coût total des dépenses fiscales²		5 045	5 335	5 560

■ DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (6)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
110246	Crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile pour les contribuables exerçant une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis au moins trois mois Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2007 - CGI : 199 sexdécies-1 à 4</i>	-	1 500	1 500
110214	Réduction d'impôt au titre de l'emploi, par les particuliers, d'un salarié à domicile sans condition particulière jusqu'aux revenus 2006 et, à compter des revenus 2007, pour les seuls contribuables n'exerçant pas une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis moins de trois mois Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 946 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1991 - Dernière modification : 2006 - CGI : 199 sexdécies-1 à 3 et 5</i>	2 190	1 200	1 200

² Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
720107	Exonération des services rendus aux personnes physiques par les associations agréées en application de l'article L. 7232-1 du code du travail Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1991 - Dernière modification : 1991 - CGI : 261-7-1° ter</i>	500	550	600
730214	Taux de 5,5 % pour les services d'aide à la personne fournis par les entreprises agréées en application des articles L. 7232-1 à L. 7232-4 du code du travail Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 4 650 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1999 - Dernière modification : 2006 - CGI : 279-i</i>	60	90	120
110109	Demi-part supplémentaire ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée, par enfant à charge titulaire de la carte d'invalidité ou part supplémentaire par personne rattachée au foyer fiscal titulaire de la carte d'invalidité Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes ayant des enfants invalides à charge</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 255 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1963 - Dernière modification : 2003 - CGI : 195-2, 196 A bis</i>	85	90	95
720108	Exonération des prestations de services et des livraisons de biens qui leur sont étroitement liées, effectuées dans le cadre de la garde d'enfants par les établissements visés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique et assurant l'accueil des enfants de moins de trois ans Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider la garde des jeunes enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - CGI : 261-4-8 bis</i>	2	5	10
Coût total des dépenses fiscales		2 837	3 435	3 525

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES À FORTS ENJEUX

■ DEMI-PART SUPPLÉMENTAIRE POUR LES CONTRIBUABLES VIVANT EFFECTIVEMENT SEULS AYANT EU UN OU PLUSIEURS ENFANTS À CHARGE (110102)

OBJECTIF VISÉ

L'attribution de cette demi-part supplémentaire³ a été instituée après la Deuxième guerre mondiale en faveur des personnes seules ayant élevé un ou plusieurs enfants, alors même que ces enfants sont adultes et ne sont plus à charge, pour tenir compte de la situation alors difficile des personnes âgées restées seules.

Elle a connu plusieurs évolutions :

La loi de finance pour 1982 a institué un plafonnement à *caractère général* à compter de l'imposition des revenus de 1981. Ces dispositions limitaient le montant de la réduction d'impôt qui résultait de l'application du quotient familial pour chacune des demi-parts additionnelles qui s'ajoutait à une part pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et à deux parts pour les contribuables mariés. Le dispositif de plafonnement a fait l'objet de nombreuses modifications successives, sans que la demi-part accordée aux contribuables seuls ayant élevé des enfants ne soit distinguée des autres.

La loi de finances pour 1998 a instauré un plafonnement *spécifique* à cette demi-part à compter du 27ème anniversaire du dernier enfant des contribuables. En effet, il était apparu qu'au regard des principes qui régissent le quotient

³ 110102 « prévue aux a, b et e du I de l'article 195 du CGI ».

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

familial, dont l'objet est de proportionner l'impôt au nombre de personnes qui vivent du revenu du foyer, cette demi-part supplémentaire constituait une réelle dérogation qui n'était plus réellement justifiée puisqu'elle ne correspondait à aucune charge effective, ni charge de famille, ni charge liée à l'invalidité. Or, cette demi-part est pérenne tant que le contribuable vit seul ; de surcroît l'avantage qu'elle procure se cumule avec le bénéfice de la déduction des pensions alimentaires du revenu imposable.

Le plafonnement avait été fixé en fonction du montant moyen des pensions de retraites versées, de sorte à ne pas pénaliser les contribuables disposant des revenus les plus faibles. Il avait été toutefois relevé par les parlementaires et fixé à 6100 frs (soit 929,94€) pour les revenus de 1997. Le plafonnement était indexé sur l'évolution de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

Indépendamment de son origine historique, l'esprit de la mesure part du principe que dès lors qu'une personne est isolée, elle est vulnérable. Or en pratique on peut faire observer qu'elle profite aux seules personnes imposables et qu'elle n'atteint donc pas les personnes seules dont les revenus sont les plus faibles, d'où l'idée de réorienter cette dépense, sous une forme fiscale ou budgétaire à déterminer, pour cibler les personnes non imposables ou relevant de la première tranche d'imposition. Toutefois, des éléments d'appréciation font défaut aujourd'hui pour faire des propositions d'évolution (notamment législative) pertinentes. Les éléments d'appréciation nécessaires portent par exemple sur la démographie et l'âge des personnes concernées, sur la dispersion et le seuil de revenu à partir duquel le bénéfice cesse. Ces éléments sont absolument nécessaires pour proposer en connaissance de cause toute réforme permettant un recentrage précis de cette dépense fiscale au profit des personnes les plus exposées à la menace de pauvreté, isolées mais aussi en couple.

Il est proposé de faire procéder (sur la base notamment des éléments et données fournis par l'INSEE relatifs au seuil de pauvreté) à une étude sur les modalités de recentrage de cette dépense fiscale sur les personnes, isolées ou en couple, prioritaires du point de vue de leur exposition à la menace de pauvreté.

Nota : selon l'INSEE, en 2005, pour une personne seule, le seuil de pauvreté était de 681 euros (seuil de 50% du niveau de vie médian) ou de 817 euros (seuil 60% du niveau de vie médian). Pour un couple avec deux enfants de plus de 14 ans, le seuil était de 1703 euros (seuil 50%) ou de 2043 euros (seuil 60%). En France, 3,73 millions de personnes (6,4% de la population) vivaient en dessous du seuil de pauvreté relatif de 50% et 7,13 millions de personnes (12,3% de la population) vivaient sous le seuil de pauvreté de 60%.

COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

La loi de finances pour 2004 a modifié les conditions d'attribution de la majoration de quotient d'une part, en abaissant l'âge du dernier enfant de 27 à 26 ans et, d'autre part, en abaissant le plafonnement de 980 à 800€. Ce plafond évolue chaque année comme la limite supérieure de la 1ère tranche du barème et est égal à 855€ pour l'imposition des revenus de 2007.

Ainsi l'avantage en impôt maximum résultant de la demi part supplémentaire est de :

- 2 227 euros (majorés de 630 € lorsque ce plafond est atteint) lorsque la demi part est accordée à une personne seule dont le ou les enfants mineurs sont imposés distinctement, ou dont le ou les enfants sont décédés ou sont âgés de moins de vingt-cinq ans ;
- 855 euros à compter de l'année d'imposition qui suit celle du vingt-cinquième anniversaire du plus jeune des enfants ou à compter de l'année au cours de laquelle l'enfant dernier né aurait eu vingt-cinq ans lorsque cet enfant est décédé.

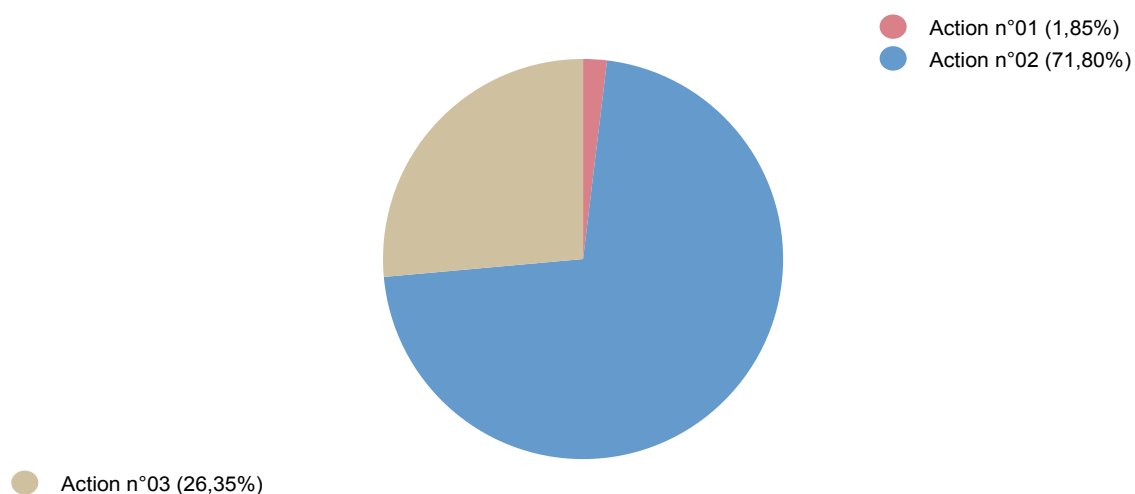
Le montant de cette dépense fiscale est en progression : 1560 M€ en 2006, 1500 M€ en 2007, 1600 M€ en 2008 et 1700 M€ en 2009. En 2007, elle a bénéficié à 4 350 000 ménages.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Accompagnement des familles dans leur rôle de parents	15 500 000	15 500 000
02	Soutien en faveur des familles monoparentales	601 476 989	601 476 989
03	Protection des enfants et des familles	220 751 572	220 751 572
Totaux		837 728 561	837 728 561

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Les parents peuvent être soumis à des contraintes diverses, liées notamment aux conditions de leur activité professionnelle ou à leurs choix conjugaux ; ils parviennent moins facilement que par le passé à s'appuyer sur des modèles " établis " de construction de la cellule familiale.

Ce programme a pour objectifs :

- d'accompagner ces parents et de leur offrir les services leur permettant d'articuler leur vie professionnelle et familiale et d'assurer au mieux leur responsabilité éducative ;
- d'assurer aux enfants une protection et des conditions de vie de nature à permettre leur bon développement.

Le programme vise plus particulièrement à soutenir et suppléer les familles qui rencontrent des difficultés financières, sociales, relationnelles dans l'éducation de leurs enfants. Il vise également à prévenir et à lutter contre les maltraitances dont peuvent être victimes les personnes vulnérables, enfants et adultes, dans leur milieu de vie ordinaire ou en établissement social ou médico-social. Il vise enfin à garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins.

Environnement dans lequel s'inscrit le programme

L'État joue un rôle d'animation des acteurs, d'incitation, de levier et de soutien des innovations ; il intervient également dans l'amélioration de la qualité des interventions et des prises en charge.

Les associations contribuent de manière importante à la mise en œuvre des dispositifs.

L'État finance la garantie minimale de ressources aux familles monoparentales (Allocation de parent isolé - API) et les mesures de tutelle et de curatelle d'État. A compter du 1^{er} juin 2009, l'API sera intégrée dans le RSA, dont le financement est prévu dans le programme 304 « Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales ».

Les caisses d'allocations familiales (CAF) assurent la gestion et le service de l'API. Des associations tutélaires et des gérants de tutelle privés et hospitaliers mettent en œuvre les mesures de tutelle et de curatelle prononcées par les juges des tutelles.

Dans les autres domaines, les compétences sont partagées, en particulier avec les départements (protection de l'enfance) et les CAF (accompagnement des familles).

Acteurs et pilotage du programme

Le responsable du programme est le directeur général de l'action sociale.

La délégation interministérielle à la famille est étroitement associée au pilotage de l'action 1, ainsi que le ministère de la justice pour la médiation familiale et le dispositif de protection juridique des majeurs.

Les services déconcentrés contribuent à la mise en œuvre de certains des objectifs du programme, en particulier ceux des actions 1 et 3, qui concernent l'accompagnement des familles dans leur rôle de parents et la protection des personnes vulnérables (contrôle des structures et protection des personnes accueillies).

Opérateurs

Un groupement d'intérêt public (GIP), financé à parité par l'État et les départements, gère d'une part le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger (SNATED) et l'Observatoire National de l'Enfance en Danger (ONED) et contribue à ce titre à la mise en œuvre de l'action 3.

L'Agence Française de l'Adoption, GIP regroupant entre autre l'État et les départements, créé par la loi n°2005-744 du 4 juillet 2005, assure une mission, d'une part d'information et de conseil, d'autre part d'intermédiaire pour l'adoption de mineurs étrangers de moins de quinze ans. Elle contribue, à ce titre, à la mise en œuvre de l'action 3.

Politique réglementaire et fiscale

Le champ de la politique familiale et de la protection de l'enfance est à la fois largement décentralisé et réglementé. La DGAS est responsable :

- au titre de l'action 1, de la réglementation des modes d'accueil des enfants de moins de six ans, des diplômes et formations de plusieurs professionnels du champ (médiateur familial, conseiller conjugal et familial, assistant familial, éducateur de jeunes enfants notamment) ;
- au titre de l'action 2, de la réglementation de l'allocation de parent isolé ;

- au titre de l'action 3, du cadre juridique de la protection de l'enfance réformé par la loi n°2007-293 du 5 mars 2007 relative à la protection de l'enfance et, en lien avec le ministère de la justice, de celui de la protection juridique des majeurs (volets social et financier) qui a été réformé par la loi n°2007-308 du 5 mars 2007.

En dehors du système du quotient familial, la politique fiscale intéressant les familles porte principalement sur la garde d'enfants (crédit d'impôt pour frais de garde ; réduction d'impôt pour emplois familiaux ; crédit d'impôt famille pour les entreprises).

Structuration en actions

Le programme est structuré autour de trois axes, qui correspondent à un niveau croissant de difficultés rencontrées par les familles :

- le premier niveau d'intervention est celui de la prévention et de l'accompagnement, qui vise à permettre aux deux parents de continuer d'assurer leur responsabilité éducative, en aidant ceux qui le souhaitent à résoudre leurs difficultés passagères dans l'éducation de leurs enfants (action 1 : accompagnement des familles dans leur rôle de parents) ;
- le 2^{ème} niveau vise à garantir un minimum de ressources aux familles monoparentales, lorsqu'elles ont de jeunes enfants ou que les conjoints se sont récemment séparés (action 2 : soutien en faveur des familles monoparentales) ;
- le 3^{ème} niveau concerne la protection des enfants ou des adultes vulnérables en danger ou en risque de maltraitance ou de délaissement (action 3 : protection des enfants et des familles).

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Accompagnement des familles dans leur rôle de parents
- ACTION n° 02 : Soutien en faveur des familles monoparentales
- ACTION n° 03 : Protection des enfants et des familles

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

Accompagnement des familles dans leur rôle de parents

1,9 %



La finalité de l'action est d'aider les parents à élever leurs enfants pour qu'ils deviennent des adultes ayant les moyens, les capacités sociales et psychiques, de s'insérer dans la société, et, si telle est leur aspiration, de fonder eux-mêmes une famille et d'assumer la responsabilité de l'éducation d'enfants.

La famille joue un rôle primordial à cet égard, elle est le premier éducateur de l'enfant. Mais, elle est soumise à des aléas (rupture du couple), à des difficultés, à des influences, qui peuvent compromettre les conditions permettant aux deux parents d'assumer leur responsabilité.

L'exercice d'une activité professionnelle par les deux parents implique par ailleurs la mise en place, notamment pour les jeunes enfants avant leur scolarisation, d'une offre de service d'accueil suffisante, accessible et de qualité. Sur ce champ, l'État intervient principalement par la définition d'un cadre juridique (prestations financières d'aide à la garde, réglementation des différents modes d'accueil, diplômes professionnels) et par la tutelle sur la CNAF, qui, par les prestations familiales qu'elle verse et l'action sociale qu'elle conduit, soutient le développement quantitatif et qualitatif d'une offre d'accueil diversifiée et veille à ce qu'elle soit accessible pour les familles. L'État soutient par ailleurs des associations nationales de gestionnaires ou de professionnels qui contribuent au développement de l'offre d'accueil associative et à l'amélioration de la qualité de l'accueil.

L'action intervient, de manière différenciée, à différents moments clés de la vie des individus et des familles :

- à l'adolescence, afin d'aider les jeunes, au moment où ils découvrent la sexualité et s'engagent dans leurs premières relations, à construire les relations sur le mode de la responsabilité (prévention des grossesses non désirées) et du respect de l'autre.
- dans les périodes de crises relationnelles et affectives traversées par les couples et les familles.

Enfin, 250 établissements d'information, de conseil conjugal et familial (EICCF) sont conventionnés et subventionnés par l'État (DDASS) en vertu du décret du 23 mars 1993, pour leur permettre d'accomplir les missions suivantes : accueil, information et orientation de la population sur les questions relatives à la sexualité ; préparation des jeunes à la vie de couple ; entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse ; accueil et conseil aux personnes confrontées à des dysfonctionnements familiaux.

Les subventions allouées par les DDASS prennent la forme d'un remboursement des heures effectuées par les établissements sur la base d'un tarif horaire de 8 €. Environ 350.000 heures d'activité ont été financées en 2005 ;

- dans les moments où les parents s'interrogent sur l'éducation de leurs enfants : les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REEAP), animés par les DDASS, les CAF ou des associations familiales, soutiennent et fédèrent des actions innovantes pour aider les parents. Depuis 2004, conformément aux décisions prises lors de la conférence de la famille 2003, l'État soutient la mise en place dans tous les départements de Points Info Famille, adossés à des sites Internet départementaux, destinés à informer et orienter les familles sur l'ensemble des aides, services, dispositifs existant en leur faveur dans le département. Trop souvent, en effet, les familles confrontées à une difficulté ou à un besoin sont démunies et ignorent à quel service s'adresser. En 2005, plus de 5 000 actions de soutien à la fonction parentale étaient soutenues par les DDASS. Au total, 490 Points Info Famille sont labellisés, selon les données les plus récentes ;
- lors de la rupture du couple, qui risque de se traduire par une perte ou une distension du lien entre l'enfant et l'un de ses parents : les actions de médiation familiale, introduites dans le code civil sous l'article 373-2-10 par la loi du 4 mars 2002 comme un des moyens de faciliter l'exercice de l'autorité parentale, ont pour objet d'aider les parents à trouver un accord sur l'éducation conjointe de leur(s) enfant(s). Mises en œuvre par des associations, elles sont cofinancées notamment par l'État (sur des crédits déconcentrés), les CAF et le ministère de la justice ;
- face aux difficultés des enfants dans leurs apprentissages scolaires, lorsque les parents ne peuvent eux-mêmes les aider, des associations, financées par l'État (sur crédits déconcentrés), les CAF et l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) proposent des actions d'accompagnement à la scolarité.

La loi du 4 juillet 2001 relative à l'IVG et à la contraception a rendu obligatoire une information et une éducation à la sexualité à l'école, à laquelle peuvent contribuer les établissements d'information, de conseil conjugal et familial (article L.312-16 du code de l'éducation).

Un diplôme d'État de médiateur familial, qui est obligatoire pour l'exercice de la profession, a été institué par le décret du 2 décembre 2003.

ACTION n° 02

Soutien en faveur des familles monoparentales

71,8 %



Le soutien aux familles monoparentales s'exerce au travers de l'allocation de parent isolé (API), prévue aux articles L.524-1 et suivants du code de la sécurité sociale. Cette allocation familiale à la charge de l'État depuis le 1er janvier 1999 est destinée :

- soit aux parents qui élèvent seuls un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans (API longue) ;
- soit aux parents séparés, veufs ou divorcés depuis moins d'un an et élevant seuls un ou plusieurs enfants, quel que soit l'âge de ces derniers (API courte versée pour une durée d'un an).

L'année 2009 est une année de transition puisque l'API sera supprimée en cours d'année en tant que prestation distincte et intégrée dans le RSA (cf. projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion).

Toutes les personnes qui ont aujourd'hui droit à l'API auront droit à un RSA majoré, pour tenir compte de leur situation familiale particulière et de façon à leur garantir un niveau de revenu équivalent au niveau actuel. La création du RSA n'entraînera donc aucun perdant parmi les personnes qui bénéficient aujourd'hui de l'API. Le RSA continuera à remplir le rôle de lutte contre la pauvreté et de protection de l'enfance que joue aujourd'hui l'API. Mais il intégrera un objectif beaucoup plus affirmé de retour durable à l'emploi, seul à même de garantir durablement la sécurité financière du parent et de son enfant.

L'API a été créée en 1976 afin d'améliorer les conditions de vie des mères isolées modestes et de leur garantir un minimum de moyens financiers pour l'éducation des enfants, dans un contexte de progression du chômage. Il s'agit donc d'apporter une aide financière temporaire aux parents qui disposent de faibles revenus et assument sans conjoint la charge d'au moins un enfant.

L'API est attribuée sous condition de ressources par les caisses d'allocations familiales et les caisses de la mutualité sociale agricole. C'est une allocation différentielle dont le montant est égal à la différence entre le montant garanti, qui varie selon le nombre d'enfants à charge, et la moyenne des ressources de l'allocataire perçues au cours des trois mois précédents. Au 1er janvier 2008, le montant de l'allocation pour une personne seule avec un enfant était de 755€ par mois.

L'API concerne pour l'essentiel des femmes, jeunes (un peu plus d'un tiers a moins de 25 ans) ayant le plus souvent un seul enfant de moins de trois ans à charge (70 % des bénéficiaires).

Au 31 décembre 2007, on comptait 218.500 allocataires (tous régimes, France entière), contre 217.452 allocataires en 2006, soit une progression de + 0,5 %.

Afin d'inciter les allocataires à reprendre une activité, le dispositif d'intéressement valant pour le RMI a été ouvert à l'API en 1998 puis étendu en 2001, permettant ainsi aux allocataires de cumuler leur allocation avec des revenus d'activité en totalité (sur deux trimestres) ou en partie (abattement de 50 % sur la moyenne mensuelle des revenus d'activité pour les trois trimestres suivants). En outre, la loi n° 2006-339 du 23 mars 2006 pour le retour à l'emploi et sur les droits et devoirs des bénéficiaires de minima sociaux a mis en place un nouveau mécanisme d'intéressement, plus lisible et plus incitatif, pour les bénéficiaires de l'API, mais également du RMI et de l'ASS, lorsque l'activité exercée excède 78 heures par mois. Durant les trois premiers mois de reprise d'activité les bénéficiaires de l'API pourront désormais cumuler intégralement leur allocation et leur salaire et bénéficier durant les neuf mois suivants d'une prime mensuelle forfaitaire de 225 €.

En 2005, la loi de programmation pour la cohésion sociale leur a ouvert le bénéfice des contrats d'avenir et contrats d'insertion-revenu minimum (CI-RMA).

L'instauration d'une prime de retour à l'emploi de 1 000 € par la loi du 23 mars 2006 en faveur des bénéficiaires de minima sociaux devrait permettre aux allocataires de l'API de faire face à certains frais liés à la reprise d'activité (transport, habillement, garde d'enfant...). De même, la mise en place d'un dispositif facilitant l'accès aux crèches des

enfants des bénéficiaires de minima sociaux devrait lever les obstacles pratiques liés à la reprise d'activité des bénéficiaires de l'API ayant à leur charge un enfant de moins de trois ans.

ACTION n° 03

26,4 %

Protection des enfants et des familles



La protection des enfants et des familles concerne :

- les pupilles de l'État, qui sont sous la responsabilité de l'État parce qu'ils ont perdu tout lien avec leur famille,
- les enfants et les adultes en risque de délaissement, de maltraitance, que ce soit dans leur milieu familial ou leurs différents milieux de vie, et notamment en établissement social,
- les adultes qui, du fait de la perte d'une partie de leurs facultés, ont besoin d'un accompagnement social ou d'une protection juridique.

L'intervention du ministère chargé de la famille dans le domaine de l'**adoption** vise prioritairement à trouver une famille aux pupilles de l'État et à garantir que les adoptions, notamment celles d'enfants à l'étranger (qui constituent la majorité des adoptions en France), soient faites dans l'intérêt des enfants, des familles adoptantes et de leurs relations, accompagnées par des organismes habilités à cet effet et non pas effectuées dans le cadre de démarches individuelles. L'État cofinance avec les départements des organisations régionales de concertation sur l'adoption (ORCA), services spécialisés interdépartementaux pour la préparation d'adoption d'enfants grands ou handicapés. Il finance en outre des actions de formations des bénévoles des organismes autorisés pour l'adoption (OAA) et des lieux d'accueil et de prévention expérimentaux pour les familles adoptives.

Le développement des démarches d'adoption accompagnées s'appuie notamment sur l'agence française de l'adoption (AFA), créée par la loi n° 2005-744 du 4 juillet 2005. L'AFA constituée sous forme de GIP associant plus particulièrement l'État et les départements, a, outre un rôle d'information et de conseil, une mission d'intermédiaire pour l'adoption des mineurs étrangers de 15 ans. Elle reprend les missions de gestion de la mission de l'adoption internationale, qu'elle exerce aux côtés des organismes autorisés pour l'adoption. L'agence, qui devrait comprendre à terme un peu plus d'une trentaine d'agents hors correspondants locaux recrutés dans les pays étrangers, est opérationnelle depuis le printemps 2006. Outre les pays parties à la convention de La Haye du 29 mai 1993 pour lesquels elle est habilitée par la loi à intervenir comme intermédiaire, elle devrait intervenir également à moyen terme dans les principaux autres pays d'origine des enfants (Russie, Haïti).

En ce qui concerne l'**accès aux origines personnelles**, le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP) a été créé par la loi du 22 janvier 2002. Placé auprès du ministre chargé de la famille, cet organisme reçoit et traite les demandes d'accès aux origines des pupilles de l'État et des personnes adoptées qui ne pouvaient jusqu'à présent accéder à l'identité de leurs parents de naissance du fait du secret demandé par ceux-ci. L'intervention d'un organisme public dans ce domaine vise à permettre à ces personnes d'accéder à leurs origines, à l'identité de leurs parents de naissance, si ceux-ci acceptent de lever le secret. Le CNAOP recherche les parents de naissance dans le respect de leur vie privée afin de recueillir, si possible, leur consentement à la levée du secret.

La protection de l'enfance relève de la responsabilité partagée des départements et de la justice. Un de ses axes majeurs est la **prévention et la lutte contre la maltraitance des enfants** largement renforcées par la loi n°2007-293 du 5 mars 2007, dont les dispositions principales visent à améliorer la prévention, le signalement de situations à risques et la prise en charge des enfants concernés.

Le Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED), créé par la loi du 10 juillet 1989, est chargé de recevoir les appels d'enfants victimes de mauvais traitements ou susceptibles de l'être et de toute personne confrontée à des situations de danger, et de transmettre des informations les concernant aux départements. L'Observatoire national de l'enfance en danger (ONED), créé par la loi du 2 janvier 2004, est quant à lui chargé de trois missions : le recueil et l'analyse des données d'origines diverses concernant l'enfance en danger, une connaissance approfondie et une analyse des phénomènes de maltraitance pour orienter l'action, la promotion des expériences pertinentes.

La prévention et la lutte contre toutes les formes de maltraitance et de délaissement des enfants et des adultes vulnérables, pour leur assurer une protection adaptée à leurs besoins et promouvoir leurs droits, passe par le développement de la prévention et le repérage des risques de maltraitance (contrôle d'au moins 4.000 structures dans

le cadre du programme d'inspections 2007/2011) et la systématisation des inspections suite à des plaintes de maltraitance. Les DDASS et les DRASS sont chargées du contrôle des structures, en relation avec les départements. Le dispositif de **protection juridique des majeurs** vise à garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins :

- en donnant sa pleine effectivité au principe de nécessité, s'agissant de mesures privatives de liberté (mise en œuvre des dispositions et actions en amont et en aval du dispositif judiciaire) ;
- en améliorant la qualité du service rendu (au niveau des démarches à accomplir, du financement et du contrôle) ;
- en allouant les ressources au regard des besoins réels des services (en fonction du volume d'activité, de la lourdeur des prises en charge, de la qualité des prestations). Les DDASS assurent le suivi et le financement des mesures de protection juridique déferées à l'État et exercent le contrôle administratif des organismes tutélaires.

Ces dispositions seront effectivement mises en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2009, date de l'entrée en vigueur de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, avec pour principale préoccupation du Gouvernement et de l'ensemble des partenaires le renforcement des libertés individuelles des majeurs protégés et l'adaptation des mesures de protection à la situation des personnes.

La lutte contre les dérives sectaires et leurs conséquences sur les personnes vulnérables se traduit notamment par le développement d'actions en direction des enfants dont les parents sont membres de groupes sectaires et d'accompagnement des sortants de sectes.

Les partenaires et co-financeurs

Sont partenaires le ministère de la justice sur l'ensemble de l'action, le ministère des affaires étrangères sur l'adoption internationale, les départements, les associations gestionnaires de services, de professionnels et d'utilisateurs.

La politique réglementaire

Le dispositif de l'aide sociale à l'enfance est défini par des lois et décrets qui portent sur l'autorisation et le fonctionnement des établissements et services, les prestations d'aide sociale à l'enfance, les droits des familles, la lutte contre la maltraitance, le statut des assistants maternels et des assistants familiaux (réformé par la loi n° 2005-706 du 27 juin 2005, complétée par plusieurs décrets : n° 2005-1772 du 30 décembre 2005 relatif à la formation des assistants familiaux et instituant le diplôme d'État d'assistant familial ; n° 2006-1153 du 14 septembre 2006 ; n° 2006-627 du 29 mai 2006 relatif aux dispositions du code du travail applicables aux assistants maternels et aux assistants familiaux), l'adoption (réformée par la loi n° 2005-744 du 4 juillet 2005) et l'accès aux origines. Ces textes relèvent principalement du code de l'action sociale et des familles.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Aider les parents à exercer plus aisément leur rôle de parents et à réaliser l'éducation de leurs enfants

L'indicateur retenu porte sur la mise à disposition au plus grand nombre de parents, où qu'ils résident sur le territoire, d'au moins deux actions d'accompagnement développées dans le cadre des Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (présentation de l'action 1). Cet indicateur mesure la recherche d'une répartition équilibrée sur le territoire des actions.

INDICATEUR 1.1 : Pourcentage de départements ayant au moins deux actions de soutien à la fonction parentale pour 10.000 jeunes de moins de 20 ans

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage de départements ayant au moins deux actions de soutien à la fonction parentale pour 10.000 jeunes de moins de 20 ans.	%		74	80	80	85	100

Précisions méthodologiques :

Les actions concernées participent du soutien à la fonction parentale menées dans le cadre du dispositif des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) par département (recensement du nombre de départements ayant au moins deux actions de cette nature).

L'indicateur ne tient pas compte des problématiques territoriales, géographiques et partenariales du dispositif (zones rurales, zones montagneuses) pouvant rendre plus difficile la mise en œuvre d'actions de soutien à la fonction parentale en zone rurale, compte tenu de la dispersion de la population et de l'absence des transports, le nombre d'actions par tranche de jeunes de moins de 20 ans doit être plus important en zone urbaine qu'en zone rurale.

Source des données : ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, DIF, enquête auprès des DDASS. L'enquête menée par la DIF ne permet de disposer des données de l'année n-1 qu'au dernier trimestre de l'année n. Toutefois, le calendrier de l'enquête doit être revu en lien avec la DIF afin que l'indicateur puisse être renseigné en cohérence avec le calendrier du RAP.

Périodicité de l'indicateur : annuelle.

OBJECTIF n° 2 : Garantir un minimum de ressources aux familles monoparentales en situation précaire et favoriser leur retour à l'emploi

L'année 2009 étant une année de transition, avec la mise en place du RSA à compter du 1^{er} juin 2009, les objectifs actuels en rapport avec l'API ont été maintenus et seront renseignés pour le premier semestre. Des objectifs nouveaux pour le RSA généralisé seront proposés dans le projet de loi de finances pour 2010, au sein du programme 304.

L'allocation de parent isolé constitue un minimum social spécifique destiné à garantir aux familles monoparentales ne disposant pas de ressources suffisantes un minimum de ressources pendant une période limitée.

Cet objectif revêt une double dimension.

Sur le plan financier, il s'agit, pendant une durée limitée, d'améliorer les conditions de vie des personnes et de réduire ainsi les situations de pauvreté par l'octroi de moyens financiers. L'objectif correspond également aux engagements pris par la France sur le plan européen, dès lors que l'un des indicateurs communs dans le domaine de l'inclusion sociale adoptés lors du sommet de Laeken de 2001 vise à réduire le taux de pauvreté. Sur le plan social, cet objectif vise également à inciter ces allocataires à reprendre une activité professionnelle : c'est l'objet du dispositif d'intéressement mis en place.

Afin de mesurer l'atteinte de cet objectif, ont été retenus deux indicateurs répondant aux deux dimensions précédemment évoquées. Un premier indicateur ciblé sur le retour à l'emploi des allocataires vise à apprécier la proportion des allocataires de l'API qui cumulent cette prestation avec un revenu d'activité. Un second indicateur vise à mesurer l'efficacité de l'API comme instrument de sortie de la pauvreté dans la durée.

INDICATEUR 2.1 : Pourcentage des allocataires de l'Allocation Parent Isolé (API) qui disposent d'une aide au retour à l'emploi (intéressement, contrats aidés)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage des allocataires de l'Allocation Parent Isolé (API) qui disposent d'une aide au retour à l'emploi (intéressement, contrats aidés)	%	9,6	10,2	11,2	11,2	11,8	0

Précisions méthodologiques :

L'indicateur vise à apprécier la proportion des allocataires de l'API qui cumulent cette prestation avec un revenu d'activité.

Le pourcentage est calculé au 31/12 de l'année de référence. L'indicateur proposé dans le PAP est circonscrit aux bénéficiaires de l'API relevant des dispositifs mis en place pour favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux, à savoir l'intéressement ou les contrats aidés. Il ne s'agit donc pas de mesurer le taux d'emploi des personnes bénéficiaires de l'API. En effet, l'évolution de cet indicateur dépend en grande partie de la politique choisie en terme de contrats aidés et de la dynamique impulsée par la loi du 23 mars 2006 en faveur des bénéficiaires de minima sociaux. Ne sont plus suivis en revanche, les bénéficiaires de l'API disposant d'un revenu d'activité sans intéressement (hors contrats aidés) qui sont essentiellement des bénéficiaires qui travaillaient déjà avant de bénéficier de l'API et sur lesquels les politiques publiques récentes d'activation de minima sociaux ont peu d'effet. Cet indicateur ne mesure pas le taux d'emploi des personnes bénéficiaires de l'API, mais il mesure la proportion d'allocataires de l'API qui bénéficient des dispositifs mis en place pour favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux. Logiquement, l'aide au retour à l'emploi constitue, pour une partie des personnes qui en bénéficient, un tremplin vers l'emploi durable. L'indicateur ne concernant que les personnes présentes dans le dispositif API, il ne tient pas compte des personnes qui, précisément grâce à ces aides, sortent de manière anticipée du dispositif pour un emploi durable (les personnes en contrat aidés, qu'elles soient ou non payées au titre de l'API, sont en revanche bien comptabilisées dans le taux).

En 2011, l'API aura été fusionnée dans le cadre du revenu de solidarité active (RSA), ce qui explique qu'aucune valeur cible 2011 n'a été fixée.

Sources des données : Données estimées à partir de l'échantillon national des allocataires de la CNAF et des statistiques du CNASEA (pour les contrats aidés). Les données relatives à l'année n sont disponibles au 1er trimestre de l'année n+2. Depuis 2007, les données relatives à l'année n – 1 sont disponibles et collectées par le fichier FILEAS.

INDICATEUR 2.2 : Pourcentage d'allocataires de l'API bénéficiant d'une sortie des minima sociaux

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage de bénéficiaires de l'allocation parent isolé (API) longue sortant des minima sociaux	%	21,9		21,5	23,8	24,2	0
Pourcentage de bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (API) courte sortant des minima sociaux.	%	50,4		50,9	47,5	47,3	0
Total	%	27,1	28,8	26,6	26,6	27	0

Précisions méthodologiques :

L'indicateur doit être scindé en deux sous-indicateurs (un pour l'API longue et un pour l'API courte) pour permettre son interprétation. En effet, la part des allocataires de l'API (longue + courte) basculant vers un minimum social dépend des parts respectives d'API longue et d'API courte. Scinder l'indicateur permet d'éliminer ces effets de structure. S'agissant de données de stocks, il peut néanmoins subsister des effets de structure pour l'API longue, en fonction de la part des allocataires en 1ère, 2ème ou 3ème année d'API.

Sous-indicateur 1 (API longue) :

Il s'agit de suivre une cohorte de bénéficiaires de l'API longue présents dans l'échantillon ENIAMS (voire ci-après) au 31 décembre d'une année n, et de mesurer la proportion de ceux qui, un an plus tard, ont retrouvé le chemin de l'autonomie (par l'activité et/ou par la remise en couple). L'indicateur circonscrit le suivi des bénéficiaires à leur sortie des minima sociaux (appréciée un an après leur présence à l'API), qui indique a contrario les allocataires qui n'ont pas trouvé le chemin de l'autonomie, que ce soit par la fin de l'isolement ou par la reprise d'activité. Une augmentation de l'indicateur témoigne d'une amélioration de la situation.

Sous-indicateur 2 (API courte) :

De la même façon, il s'agit de suivre une cohorte de bénéficiaires de l'API courte présents dans l'échantillon ENIAMS (voire ci-après) au 31 décembre d'une année n, et de mesurer la proportion de ceux qui, un an plus tard, ont retrouvé le chemin de l'autonomie (par l'activité et/ou par la remise en couple).

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Une augmentation de la valeur de ces deux sous-indicateurs témoigne d'une amélioration de la situation. Cette amélioration peut s'expliquer par un effet accru des politiques d'activation ou par une amélioration de la conjoncture économique. La sortie des minima sociaux peut également s'expliquer par une augmentation des remises en couple des allocataires.

En 2011, l'API aura été fusionnée dans le cadre du revenu de solidarité active (RSA), ce qui explique qu'aucune valeur cible 2011 n'a été fixée.

Sources des données : Echantillon national inter-régimes des allocataires de minima sociaux (ENIAMS) de la DREES

OBJECTIF n° 3 : Permettre dans de bonnes conditions l'adoption d'enfants qui ont besoin d'une famille

Pour l'adoption nationale, l'objectif est d'augmenter le nombre et la proportion de pupilles de l'État, adoptés par des familles, en particulier d'enfants dits à particularité, difficilement adoptables du fait de leur âge ou de leur handicap. L'indicateur relatif à cet objectif a été intégré dans le PAP qu'à compter de 2008 en raison de son indisponibilité auparavant. En effet, cette donnée n'avait pas encore été intégrée dans la dernière enquête statistique sur les pupilles de l'État.

Pour l'adoption internationale, l'objectif poursuivi est d'augmenter le nombre et la proportion de familles adoptant à l'étranger accompagnées dans leur démarche par un organisme habilité à cet effet par les pouvoirs publics -et plus particulièrement par l'agence française de l'adoption-, afin de sécuriser la procédure d'adoption dans l'intérêt des enfants.

INDICATEUR 3.1 : Proportion d'adoptions internationales réalisées par l'intermédiaire de l'Agence française pour l'adoption

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion d'adoptions internationales réalisées par l'intermédiaire de l'Agence française pour l'adoption	%			40	25	30	35

Précisions méthodologiques :

La réforme de 2005 qui a créé l'agence française de l'adoption (AFA) ne s'est pas accompagnée d'une amélioration du niveau d'adoption internationale comme en témoigne la réalisation 2007 (19% pour une cible initialement prévue à 30%) et la prévision 2008 (réactualisée à 25% contre 40% initialement prévu). L'attitude de certains pays qui se sont fermés à l'adoption n'est pas indifférente à ce constat. Toutefois, le rapport récent de Jean Marie COLOMBANI devrait donner lieu à un plan d'action susceptible d'améliorer cette situation.

Source des données : statistiques annuelles sur l'adoption internationale - ministère des affaires étrangères. Les données sont disponibles depuis mars 2008 en raison d'une part, de la mise en place et de la montée en charge de l'agence française pour l'adoption à compter du second semestre 2006 et de l'année 2007 et d'autre part, des délais de procédure à l'étranger qui s'étalent sur une période minimale de 12 à 18 mois selon les pays d'origine des enfants.

Périodicité de l'indicateur : annuelle.

OBJECTIF n° 4 : Mieux repérer et mieux prendre en charge des situations de risque pour les enfants relevant de la protection de l'enfance et les personnes accueillies dans les établissements sociaux et médico-sociaux

L'objectif vise à développer la prévention et le repérage des risques auxquels sont susceptibles d'être exposés des enfants et des adultes vulnérables.

- Concernant le secteur de l'enfance :

L'objectif vise d'une part, à mieux connaître les phénomènes d'enfance en danger, grâce à la mise en place, avec les départements, d'un observatoire et d'autre part, à aider les enfants en danger à trouver de l'aide et à conseiller et

orienter les professionnels et toute personne confrontée à des situations de maltraitance, afin d'assurer une meilleure prise en charge des enfants victimes.

- Concernant le secteur des adultes vulnérables :

Cet objectif vise à développer l'action des services déconcentrés en matière de surveillance des établissements sociaux et médico-sociaux et de protection des personnes qui y sont accueillies.

Il s'agit de vérifier que les conditions et les modalités d'accueil et de prise en charge respectent la santé, la sécurité, l'intégrité, le bien-être physique et moral et la dignité des personnes accueillies dans les établissements, de repérer les risques de violence et/ou de maltraitance afin de soutenir, développer et capitaliser les bonnes pratiques, formuler toute proposition pour améliorer la qualité de l'accueil et des prises en charge et de sanctionner les insuffisances et les abus.

Dans une telle optique, les indicateurs portent non seulement sur la réactivité des services et notamment le pourcentage d'établissements contrôlés dans les deux mois suivant un signalement de maltraitance mais aussi sur le ciblage des contrôles et notamment les inspections ayant donné lieu à injonction.

La construction de l'indicateur de ciblage des contrôles et la collecte des données relatives aux injonctions sont reportées dans l'attente du déploiement de l'application informatique prévue à cet effet fin 2007 (données 2008 disponibles en 2009).

INDICATEUR 4.1 : Pourcentage des comptes rendus d'appels téléphoniques transmis par le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED) aux conseils généraux ayant donné lieu à une décision de protection de l'enfance

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage de comptes rendu téléphoniques transmis par le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger aux conseils généraux ayant donné lieu à une décision de protection de l'enfance.	%	50		75	75	77	79

Précisions méthodologiques :

L'indicateur vise à mesurer en niveau et en qualité la réponse aux appels téléphoniques transmis par le SNATED aux Conseils généraux et ayant donné lieu à une décision de protection de l'enfance. A cet égard il vise à apprécier la qualité de l'écoute téléphonique sachant qu'un écoutant du pré accueil reçoit, en moyenne, quatre vingt-dix appels par heure et doit distinguer les appels qui nécessitent une évaluation par les travailleurs sociaux et éventuellement une mesure de protection de l'enfance distinguant les appels qui doivent donner lieu à une suite auprès du Conseil général de ceux qui relèvent de la simple information ou qui sont parasites (injures, plaisanteries).

Après réception d'un Compte Rendu d'Appel Téléphonique (CRAT), les conseils généraux doivent accuser réception et indiquer les mesures administratives et judiciaires mises en œuvre avant réception du CRAT et après sa réception. On peut donc ainsi mesurer la qualité de l'accueil téléphonique et sa pertinence dans le dispositif de protection de l'enfance.

Il est à noter que la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a en effet renforcé le rôle du président du conseil général qui est chargé du recueil, du traitement et de l'évaluation des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être. Une telle responsabilité lui confère un rôle pivot dans l'organisation et l'animation de la cellule départementale créée par la loi. A ce titre, il se doit de créer une cellule départementale. La généralisation vraisemblable des plateformes téléphoniques départementales devraient contribuer à minorer, à terme, l'intérêt d'un dispositif national. L'évolution de l'indicateur devrait permettre d'examiner l'opportunité de maintenir, à long terme ce dispositif.

Plan de documentation et d'amélioration de l'indicateur :

Le pourcentage est calculé au 31/12 de l'année de référence. Les cibles ont été déterminées à partir de données partielles et sont susceptibles d'être révisées en fonction des résultats 2008.

Source des données : DGAS, GIPED. Enquête annuelle sur échantillon représentatif. Le pourcentage est calculé au 31 décembre de l'année de référence.

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 4.2 : Pourcentage des établissements faisant l'objet d'un contrôle dans les deux mois suivant un signalement de maltraitance

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage des établissements faisant l'objet d'un contrôle dans les deux mois suivant un signalement de maltraitance	%	14	15,2	21	16,5	18	25

Précisions méthodologiques : L'indicateur prend en compte les inspections diligentées, rapport rendu ou non, sur site dans les deux mois suite à des signalements de maltraitance, rapportées au nombre de signalements de maltraitance. Cette activité est suivie au moyen du système d'information PRISME volet SIGNAL qui recueille les données relatives aux signalements comportant des éléments sur la suite donnée, dont les inspections. Le système d'information PRISME doit faire l'objet d'un développement continu. Son renseignement systématique par les DDASS, notamment par la sensibilisation des référents « maltraitance » et la formation des utilisateurs, restent en 2008 encore un enjeu. En effet, à l'occasion de l'élaboration du RAP 2007 il a été constaté que la remontée des données élémentaires de calcul est une difficulté aujourd'hui pour deux raisons essentielles qui tiennent : à l'interopérabilité complexe des systèmes d'information et à leur appropriation insuffisante par les services déconcentrés. En effet trois SI doivent être interopérables et surtout renseignés pour suivre ces contrôles: le SI PLAINTES qui est le point d'entrée de l'ensemble des plaintes concernant les établissements de la sphère sanitaire et sociale, le SI SIGNAL qui enregistre et recense les signalements de maltraitance, et enfin le SI VIGIE qui enregistre et gère les suites d'inspections (injonctions et recommandations). Ce constat ajouté à des moyens d'inspection limités a conduit à réviser la cible 2008 à la baisse. Il importe de souligner par ailleurs que ne sont pris en compte au titre de cet indicateur que les inspections sur place ayant donné lieu à un rapport rendu ou non, étant précisé néanmoins que tout signalement de maltraitance fait l'objet d'une initiative systématique de la part des services déconcentrés : prise de contact dans tous les cas, demande d'enquête, déplacement éventuel sans que soit nécessairement établi un rapport d'inspection. Dans la cible 2009, rehaussée à 30%, il est tenu compte, après un « décrochage » pour la réalisation 2007 et la mise à jour de la cible 2008, des effets attendus du plan d'action « systèmes d'information » et de mobilisation des services d'ores et déjà engagé. L'atteinte de la cible de 30% constituerait un bon résultat compte tenu d'effectifs limités et de la considération qu'en moyenne un signalement sur cinq justifie d'un contrôle approfondi sous forme d'inspection.

Source des données :

Direction générale de l'action sociale sur la base des éléments remontés par les DDASS, responsables de la collecte des données de base.

OBJECTIF n° 5 : Garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins, tout en optimisant l'allocation des ressources aux services de protection judiciaire

Cet objectif vise, d'une part, à freiner la progression des mesures de protection juridique (privatives de liberté) non justifiées (cas où une mesure d'accompagnement social personnalisée serait suffisante) et, d'autre part, à mettre en œuvre, lorsqu'une telle mesure est ordonnée, toutes les conditions pour que la prestation fournie soit adaptée à la situation de la personne, ainsi qu'à faciliter la mainlevée de cette mesure.

Les indicateurs retenus permettent d'apprécier l'efficacité, d'une part, des dispositifs sociaux mis en œuvre en amont de toute saisine judiciaire et, d'autre part, du dispositif de prise en charge des personnes sous régime de protection juridique, notamment en terme de capacité de sortie des personnes du dispositif de protection juridique. Ces indicateurs doivent également permettre de mesurer la qualité et l'adaptation de la prestation fournie aux besoins spécifiques des personnes, ainsi que l'adéquation des moyens alloués à l'activité des services tutélaires.

La réforme du dispositif doit permettre de mieux maîtriser à terme l'évolution du nombre de mesures.

INDICATEUR 5.1 : Taux de sortie des mesures de protection judiciaire

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de sortie des mesures de protection judiciaire par rapport au stock au 1er janvier de l'année de référence	%	11,4	9,7	10,7	9,8	10,3	12,3
Taux relatif au nombre de sorties par rapport au nombre de mesures nouvelles	%	56,4		61,1	57	78,2	87,5
Taux relatif au nombre de sorties par rapport au flux (entrées + sorties)	%	36,5		37,9	36,3	43,8	46,7

Précisions méthodologiques :

La sortie des mesures de protection juridique doit être facilitée par les dispositions prévues par la loi du 5 mars 2007, notamment, par l'obligation de réviser régulièrement les mesures : tous les 2 ans pour les tutelles aux prestations sociales « adulte » (TPSA) / mesures d'accompagnement judiciaire (MAJ) qui s'y substitueront, tous les 5 ans pour les tutelles et curatelles). La mise œuvre par les départements (en aval du dispositif judiciaire) de mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) doit également participer de cette évolution des sorties.

Les indicateurs mentionnés porteront à partir de 2009 sur l'ensemble des mesures de protection juridique. Dans l'attente de la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007 réformant le dispositif, ne seront disponibles que les seules données relatives aux mesures de tutelle et curatelle d'État (TE/CE). Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à la mise en œuvre de la loi au 1^{er} janvier 2009.

La valeur cible 2009 portera sur l'ensemble des mesures (et pas seulement sur les tutelles et curatelles d'État) avec la mise en œuvre de la réforme.

Source des données : informations collectées par les DDASS auprès des mandataires judiciaires à la protection des majeurs : services et personnes physiques. Avec la réforme, un système d'information doit être créé en lien avec le ministère de la justice pour avoir des données concernant l'ensemble des mesures de protection bénéficiant d'un financement public.

Explications sur la construction des sous-indicateurs : ils sont annuels et sont à renseigner à partir des données relatives au nombre prévisionnel de sorties et d'entrées du dispositif de protection judiciaire en N et des personnes sous mesure de protection au 1^{er} janvier de N.

Mode de calcul :

Premier indicateur : (Nombre de sorties en cumul annuel en N-1 / nombre de mesures au 01 /01/ N-1) X 100

Deuxième indicateur : (Nombre de sorties en N-1 en cumul annuel / nombre de mesures nouvelles au 31/12/N-1) X100

Troisième indicateur : (Nombre de sorties en N-1 en cumul annuel / flux de mesures en N-1 (entrées +sorties)) X 100

INDICATEUR 5.2 : Part des services mandataires à la protection judiciaire des majeurs pour lesquels le ratio : moyens alloués/mesures gérées est supérieur à la moyenne de plus de 20%

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des services mandataires pour lesquels le ratio : moyens alloués/mesures gérées est supérieur à la moyenne de plus de 20%.	%	17,3	19,7	20,7	20,7	21,2	22

Précisions méthodologiques :

Moyenne nationale majorée de 20 % relative au ratio moyens alloués (financement alloué pour les tutelles et curatelles d'Etat et pour les tutelles aux prestations sociales adultes) / nombre de points (lourdeur de la prise en charge des mesures).

Calcul :

Détermination du ratio pour chaque service tutélaire : moyens alloués / nombre de points Détermination du nombre de services tutélaires pour lesquels la valeur du ratio moyens alloués / nombre de points est supérieur à la moyenne nationale majorée de 20 %.

Calcul du ratio : Nombre de services tutélaires pour lesquels le ratio considéré est supérieur de 20 % à la moyenne nationale / total de services tutélaires.

Source des données :

Informations collectées par les DDASS auprès des organismes tutélaires. Les données disponibles concernent en 2008 uniquement les 43 départements qui expérimentent un nouveau mode de financement sous forme de dotation globale. (données nationales disponibles à partir de 2010 – chiffres exhaustifs 2009)

Les éléments disponibles actuellement ne permettent pas d'apprécier si la moyenne et les + 20 % sont pertinents.

Indicateur renseigné uniquement par les départements expérimentaux au 1^{er} semestre N+1 (prévisionnel) et N+2 (définitif).

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO**ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Accompagnement des familles dans leur rôle de parents		15 500 000	15 500 000		15 500 000	15 500 000
02	Soutien en faveur des familles monoparentales		601 476 989	601 476 989		601 476 989	601 476 989
03	Protection des enfants et des familles		220 751 572	220 751 572		220 751 572	220 751 572
Totaux			837 728 561	837 728 561		837 728 561	837 728 561

DÉPENSES DE PERSONNEL**EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES**

Les dépenses de personnel figurent dans le programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ».

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>1 294 527 564</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>1 294 840 311</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
742 725	837 728 561	-27 215	837 755 776	837 728 561	0
					<div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>0</div>
					<div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>0</div>
					<div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>0</div>

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Accompagnement des familles dans leur rôle de parents

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		15 500 000	15 500 000
Crédits de paiement		15 500 000	15 500 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	15 500 000	15 500 000

Cette action recouvre le financement d'une part de subventions aux associations intervenant au niveau national en faveur de la famille et de l'enfance (12,9%), d'autre part des actions menées au niveau local par les services déconcentrés (87,1%).

Les crédits nationaux sont destinés aux subventions aux associations intervenant dans le domaine couvert par l'action. 55 % d'entre eux sont mobilisés au bénéfice des fédérations nationales intervenant en matière de conseil conjugal et familial et de médiation familiale. Les autres crédits nationaux se répartissent entre les actions en faveur de la petite enfance et les actions en faveur de la jeunesse. Ces crédits sont majoritairement octroyés dans le cadre de 12 conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) signées avec ces associations.

Les crédits déconcentrés sont constitués à hauteur de 80 % des dispositifs relatifs à la médiation familiale, au conseil conjugal et au soutien à la parentalité, qui englobent les « Point Info Famille » et les Réseaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP). Ces crédits connaissent une baisse de 29 % par rapport à 2008, dans le cadre d'un meilleur ciblage des projets financés.

Toutefois les crédits destinés au financement des services de médiation familiale (213 services financés au 31 décembre 2006 pour un nombre de postes en équivalent temps plein s'élevant à 128, qui permettent l'exécution de décisions judiciaires, sont maintenus à hauteur de 2,4 M€. Ils constituent la contribution des DDASS au financement multi-partenarial prévu par le protocole d'accord, signé en 2006 pour une durée de 3 ans, entre la CNAF, la MSA, le ministère chargé de la famille et le ministère de la justice, visant à développer la médiation familiale.

De même, les crédits fléchés sur les maisons des adolescents, qui constituent désormais l'un des volets du plan santé jeunes, sont maintenus à hauteur de 2 M€. En 2008 suite à une sélection sur appel à projets, 19 projets de maisons des adolescents réunissant les dispositifs sanitaires, sociaux, éducatifs et juridiques dont les jeunes peuvent avoir besoin pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent, vont pouvoir recevoir une aide au démarrage pour un montant total de 2 M€.

Dispositifs d'intervention AE = CP	Montant (en millions d'euros)
Actions non déconcentrées	2,0
Actions déconcentrées	13,5
dont Médiation Familiale	2,4
dont Conseil conjugal et familial	1,5
dont Soutien à la parentalité	7,1
dont Autres actions déconcentrées	2,5

ACTION n° 02 : Soutien en faveur des familles monoparentales

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		601 476 989	601 476 989
Crédits de paiement		601 476 989	601 476 989

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	601 476 989	601 476 989

I. Remarques préliminaires

Les crédits inscrits dans le programme 106 tiennent compte de la généralisation du revenu de solidarité active à compter du 1^{er} juin 2009, qui s'accompagne de la suppression de l'API et des dispositifs d'intéressement afférents. Il n'y aura donc plus lieu de maintenir, à partir de cette date, les crédits correspondant au programme 106, même si une partie des montants de l'action 2 devra être maintenue sur le second semestre 2009 pour tenir compte des mesures transitoires inscrites dans le projet de loi.

A partir de l'entrée en vigueur du dispositif, la part du financement du RSA correspondant à ce qui était consacré à l'API sera répartie selon les modalités suivantes :

le montant correspondant à l'API hors intéressement (ou « RSA socle »), versé aux bénéficiaires sans activité et dans les trois mois de leur reprise (« cumul intégral ») sera transféré aux conseils généraux et compensé par l'Etat selon les règles constitutionnelles applicables à l'extension d'une compétence ;

le complément de revenu permanent qui sera versé aux personnes en activité (ou « RSA chapeau »), modulé en fonction de leurs revenus et de la composition familiale et qui se substituera à l'intéressement aujourd'hui temporaire, sera, quant à lui, financé par le Fonds national des Solidarités actives, affectataire d'une contribution additionnelle sur les revenus du capital ainsi que d'une dotation inscrite sur le programme 304.

Au total, les crédits inscrits en 2009 au titre de l'API sont donc calculés en tenant compte des éléments suivants :

* Maintien de 520,3 M€ pour procéder au versement de l'API aux allocataires au premier semestre 2009, selon les éléments de justification détaillés ci-après ;

* Complément de 81,2 M€ pour couvrir les dispositions transitoires prévues par la loi généralisant le RSA, au second semestre, c'est-à-dire :

- le maintien en vigueur de la législation API dans les DOM jusqu'aux mesures d'adaptation nécessaires, et au plus tard au 18^{ème} mois suivant la publication de la loi généralisant le RSA. Les crédits nécessaires au service de l'allocation à ce titre au second semestre 2009 sont estimés à 55,5 M€.
- le maintien des primes forfaitaires aux bénéficiaires de l'API éligibles au mois de mai 2009 et jusqu'à l'interruption de leur versement. A ce titre 5,1 M€ devront être maintenus au-delà de la date d'entrée en vigueur de la généralisation dans le programme 106 ;
- le maintien du RSA expérimental dès lors qu'il serait plus favorable que celui résultant de la généralisation aux bénéficiaires de l'API éligibles à la date d'entrée en vigueur. Il y aura également lieu de maintenir un montant de 11,2 M€ pour assurer la couverture des dépenses d'API « sous-jacentes » à la prestation expérimentale plus favorable pour la durée de cette « clause de faveur » ;
- le maintien des contrats aidés dont bénéficient les allocataires du mois de mai 2009 jusqu'à leur date d'expiration. A ce titre, 9,4 M€ sont maintenus dans le programme 106, correspondant à l'aide à l'employeur afférente.

II. Explication du dispositif en vigueur et des modifications induites par la mise en place du RSA en 2009

Le 1^{er} juin 2009, l'API sera supprimée en tant que prestation distincte et intégrée dans le RSA. Toutes les personnes qui ont aujourd'hui droit à l'API auront droit à un RSA majoré, pour tenir compte de leur situation familiale particulière et de façon à leur garantir un niveau de revenu équivalent au niveau actuel. La création du RSA n'entraînera donc aucun perdant parmi les personnes qui bénéficient aujourd'hui de l'API.

III. Eléments sur la dépense d'API prévisionnelle :

La prévision de dépenses de l'allocation de parent isolé pour 2009 repose sur les éléments suivants.

1) L'estimation du nombre de bénéficiaires

L'évolution du nombre d'allocataires marque une nette inflexion depuis 2007. Après des taux de croissance annuelle de 4 à 5 % pendant plusieurs années, le nombre d'allocataires de l'API n'a progressé que de 0,3 % en 2007. La prévision retenue ici pour la progression du nombre d'allocataires est de 1,3 % en 2008 et de 1 % en 2009.

Plusieurs facteurs expliquent cette rupture de tendance :

- La baisse du nombre de naissances : après une très forte progression en 2006 (+ 2,9 %), on observe une baisse de 1,7 % en 2007.
- Un accès plus important à l'emploi, grâce à l'amélioration générale de la situation de l'emploi, les contrats aidés du plan de cohésion sociale et la loi pour le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux de 2006. Le taux d'allocataires de l'API bénéficiant d'une mesure d'aide au retour à l'emploi (intéressement ou contrat aidé) est passé de 5,8 % au 31/12/2005 à 10,2 % au 31/12/2007, soit un quasi-doublement en deux ans.
- La fin de l'alignement sur la métropole du barème de l'API dans les DOM.

2) L'effet prix

La revalorisation du montant de l'allocation, qui intervient chaque année au 1^{er} janvier, est alignée sur celle qui est appliquée à la base mensuelle de calcul des allocations familiales (BMAF).

Sur la base de ces prévisions, la dépense « tendancielle » (sans prise en compte des mesures présentées en 3°) devrait être de 1 104 200 000 euros en année pleine en 2009.

3) Les nouvelles réformes de l'API en 2009

Afin de contenir la progression de la dépense et de contribuer à la stabilité globale de la dépense de l'Etat, le budget 2009 intègre plusieurs mesures consistant à mieux encadrer l'attribution et la gestion de l'API. Tout en maintenant le niveau de protection garanti aux allocataires, ces mesures permettront de mieux prendre en compte l'ensemble des ressources dont ils bénéficient par ailleurs et de mieux appliquer la réglementation.

Les économies liées à ces mesures s'imputent sur la dépense tendancielle. Deux dispositions figurent dans le présent projet de loi de finances (alignement du barème de récupération des indus sur celui du RMI) et alignement de

l'ouverture des droits à l'API et à l'ASF. Les autres mesures relèvent du pouvoir réglementaire ou de l'action de contrôle des organismes payeurs (CAF et MSA).

a) L'alignement du barème de récupération des indus sur celui du RMI

La récupération des indus d'API s'effectue prioritairement par retenue sur l'allocation, dans des limites définies par le « barème personnalisé de recouvrement des indus », commun à l'ensemble des prestations familiales. Pour le RMI, la récupération s'effectue dans la limite de 20 % de l'allocation versée chaque mois. Le barème RMI permet une récupération plus efficace des indus.

b) La suppression du maintien de six mois de l'API en cas de demande tardive

L'API est due pour une durée de trois ans à compter de la naissance (API longue) ou d'un an à compter de la séparation ou du décès du conjoint ou concubin (API courte). La réglementation actuelle autorise le maintien de l'API pendant 6 mois au-delà de ces dates lorsque la demande a été présentée tardivement. Il est prévu de supprimer cette possibilité de maintien.

c) L'alignement de l'ouverture des droits à l'API et à l'allocation de soutien familial

L'allocation de soutien familial est une prestation familiale versée au parent isolé ayant la charge d'un enfant lorsque l'autre parent ne remplit pas ses obligations alimentaires. L'ASF permet au parent créancier d'aliments de ne pas souffrir de la défaillance du débiteur, elle est versée en attente de la récupération de la pension alimentaire. L'organisme payeur (CAF ou MSA) se retourne ensuite vers le débiteur pour récupérer les sommes versées au titre de l'ASF.

Tous les allocataires de l'API qui ne perçoivent pas déjà une pension alimentaire ont droit à l'ASF. La loi de finances pour 2007 a institué une subsidiarité de l'API, c'est-à-dire que les allocataires sont tenus de faire valoir préalablement leurs droits aux autres prestations sociales, l'API venant en complément. Cette mesure devrait générer en 2008 110 millions d'euros d'économie.

Aujourd'hui, les personnes qui demandent l'API sont tenues de faire une demande d'ASF dans les deux mois. Afin de simplifier les démarches administratives et d'accélérer la mise en œuvre de la subsidiarité, le projet de loi de finances pour 2009 prévoit de rendre automatique l'ouverture de droit à l'ASF dès que la demande d'API est acceptée.

d) Amélioration du contrôle et de la lutte contre les fraudes

La branche famille de la Sécurité sociale renforce depuis plusieurs années sa politique de lutte contre les fraudes. Des mesures mises en place en 2008 comme la création d'un fichier national des allocataires, l'acquisition directe des données sur les ressources via la déclaration de revenu des impôts ou le développement de contrôles inopinés pour vérifier la réalité de l'isolement devraient générer des résultats significatifs dans les années à venir. La lutte contre les fraudes devrait aussi être un axe fort de la prochaine convention d'objectifs et de gestion entre la CNAF et l'État, qui sera signée en 2009.

4) L'amélioration du retour à l'emploi des allocataires

Une amélioration significative a été observée depuis 2 ans. Cependant, le taux d'activité des allocataires demeure insuffisant et des marges de progression importantes existent, compte tenu de la faiblesse du dispositif d'accompagnement social et professionnel aujourd'hui. L'objectif est donc de poursuivre l'amélioration, en visant 3700 retours à l'emploi supplémentaires en 2009. Ce résultat devrait être atteint grâce au développement de l'accompagnement par les CAF et les conseils généraux, notamment dans le cadre de l'expérimentation du RSA. Sa réalisation repose aussi sur le maintien du nombre actuel de contrats aidés en faveur de ce public prioritaire.

L'ensemble de ces mesures devrait conduire à une économie de 63,6 M€ en année pleine. Avec la mise en œuvre de la réforme du RSA, la dépense API pour 2009 s'élève à 601,5 M€ (cf. point I).

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACTION n° 03 : Protection des enfants et des familles

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		220 751 572	220 751 572
Crédits de paiement		220 751 572	220 751 572

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	100 000	100 000
Subventions pour charges de service public	2 158 800	2 158 800

Il est prévu le versement d'une charge de service public au GIPED, groupement d'intérêt public chargé du Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED) et de l'observatoire national de l'enfance en danger (ONED) pour un montant de 2,16 M€. La participation de l'État intervient à parité de celle mobilisée par les conseils généraux. Les subventions de ces deux financeurs publics constituent l'essentiel des recettes du GIP. Les dépenses prévisionnelles de 2009 se répartissent à raison de 61 % pour les dépenses de personnel et de 38 % pour les dépenses de fonctionnement, le solde (1%) étant affecté à des dépenses d'investissement.

Un montant de 100 000 € est en outre inscrit au titre des frais de justice du programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	218 492 772	218 492 772

Les dépenses d'intervention recouvrent principalement, pour 214,2 millions d'euros, le financement des mesures de tutelle et curatelle d'État.

Les crédits inscrits en titre VI permettent également de verser une subvention à l'Agence française pour l'adoption (AFA), créée en 2005 sous forme de GIP associant l'État, les départements et des personnes morales de droit privé. Le versement prévu à cet organisme pour 2009 s'élève à 3,8 M€. Le GIP utilise ses ressources de la manière suivante : dépenses de personnel à hauteur de 63%, dépenses de fonctionnement pour 36% et dépenses d'investissement pour 1%.

Une enveloppe de 500.000 € est programmée pour mener :

- les actions de lutte contre la maltraitance correspondant aux subventions aux associations œuvrant dans ce secteur ;
- les actions relatives à l'adoption, notamment celles cofinçant avec les départements les organisations régionales de concertation sur l'adoption (ORCA), services spécialisés interdépartementaux pour la préparation d'adoption d'enfants grands ou handicapés.

La loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs entre en vigueur au 1er janvier 2009. La notion de tutelle et curatelle d'État disparaît et les règles de répartition du financement public sont profondément modifiées. Ainsi, l'État devra financer à partir de 2009 les mesures (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice, mesure d'accompagnement judiciaire) des personnes qui ne perçoivent pas de prestation sociale et les mesures de tutelle,

curatelle et sauvegarde des personnes percevant une prestation sociale seront à la charge du département (RMI-APA-PCH). Le champ des mesures financées par l'Etat est donc significativement réduit.

Le nombre total de mesures au 31/12/2008 est estimé à 465.875. Avec la mise en œuvre de la réforme, ce chiffre passe au 31/12/2009 à 475.517 soit une progression de 2,1% au lieu de 497.991 (6,9%) à dispositif constant.

A dispositif constant, l'État aurait financé en moyenne 258.731 mesures en 2009 pour un coût évalué respectivement à 269,7 M€. A dispositif réformé, l'État financera en moyenne, en 2009, 187.394 mesures pour un coût évalué pour cet exercice (dispositif social départemental compris (différence entre le coût du dispositif social et les économies réalisées sur le dispositif judiciaire) à 214,2 M€.

Ce ralentissement de la progression des mesures est lié à différents facteurs :

- obligation d'une révision périodique des mesures ;
- ligne de partage entre mesures judiciaires et mesures d'action sociale :
 - d'une part, pour les personnes en difficulté sociale, mise en œuvre préalable d'une mesure d'accompagnement social personnalisé (également en aval du dispositif judiciaire)
 - d'autre part, nécessité d'un certificat médical circonstancié pour constater une altération des facultés personnelles en vue de l'ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle, ainsi que la suppression de motifs sociaux pour l'ouverture de la curatelle ;
- création d'une nouvelle mesure "conventionnelle", le mandat de protection future ;
- élargissement aux proches de la liste des personnes qui peuvent exercer une mesure de protection juridique.

Actions en faveur des familles vulnérables

Programme n° 106 OPÉRATEURS

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			6 180 000	6 180 000	2 158 800	2 158 800
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)					3 758 320	3 758 320
Totaux			6 180 000	6 180 000	5 917 120	5 917 120

Ces crédits correspondent d'une part à la subvention versée à hauteur de 2,1588 M€ au Groupement d'Intérêt Public « Enfance en danger » (ci-après GIPED) et d'autre part d'autre part à celle destinée à l'Agence Française pour l'Adoption (AFA) pour un montant de 3 758 320 €.

Le GIPED regroupe le Service National d'Accueil Téléphonique pour l'Enfance en Danger (SNATED) et de l'Observatoire National de l'Enfance en Danger (ONED). La structure du GIP permet d'associer les principaux ministères concourant à la protection de l'enfance, les conseils généraux ainsi que les associations de protection de l'enfance et donc d'améliorer l'action publique face à un phénomène de maltraitance à enfant encore mal connu en France compte tenu de la diversité de ses formes et de la multiplicité des intervenants.

Deux types de mission sont ainsi assurés par le GIP à la fois préventive et curative :

- en aval du phénomène : une mission d'écoute et de conseil aux mineurs et à leur famille de traitement des appels téléphoniques, de transmission des comptes rendus d'appel aux conseils généraux pour évaluation et protection si nécessaire de l'enfant, jusqu'à la saisine directe des autorités judiciaires pour intervention immédiate, en cas d'urgence et de gravité de la situation.
- en amont du phénomène : une mission d'observation et d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre en matière de protection de l'enfance assurée par l'ONED. A terme, l'observatoire devrait permettre de répondre aux questions essentielles pour lesquelles il n'existe pas – aujourd'hui – de réponse satisfaisante : le nombre d'enfants en danger en France, les caractéristiques de ces mineurs et leurs contextes familiaux, leur devenir et l'efficacité des mesures de protection.
- La Loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a renforcé le rôle de l'ONED en le rendant destinataire des informations statistiques anonymes centralisées par les observatoires départementaux.

L'AFA est un GIP qui associe l'État et les départements. Il assure :

- une mission d'information et le conseil auprès des candidats agréés à l'adoption ;
- une mission d'intermédiaire pour l'adoption de mineurs étrangers de 15 ans.

Dans le cadre de ses missions, elle a pour objectif de sécuriser les procédures d'adoption et l'accompagnement des futurs adoptants dans l'intérêt des enfants à adopter.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	80		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		91	91
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		91	91
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>			

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS

EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP (2)			Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP		
		ETPT	ETP	Effectifs		"sous plafond"	"hors plafond"	Total		"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
AFA - Agence française de l'adoption		28				33		33		33		33
GIPED - GIP "Enfance en danger"		52				58		58		58		58
Totaux		80				91		91		91		91

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

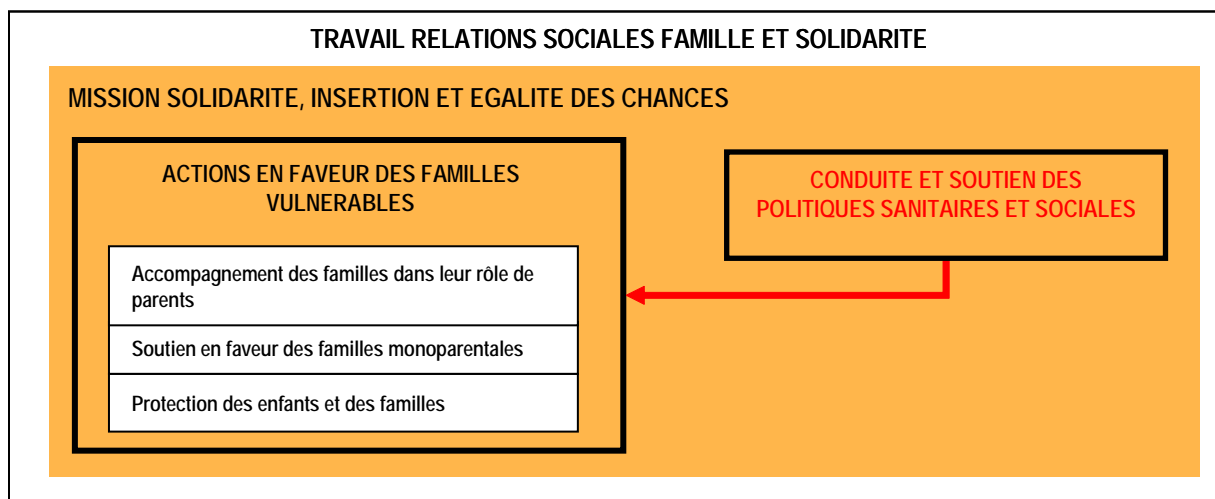
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Accompagnement des familles dans leur rôle de parents	15 500 000		+10 233 871	+25 733 871	+33 839 075
Soutien en faveur des familles monoparentales	601 476 989		+1 415 740	+602 892 729	+1 021 558 835
Protection des enfants et des familles	220 751 572		+16 017 182	+236 768 754	+265 981 766
Totaux	837 728 561		+27 666 793	865 395 354	1 321 379 676

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-27 666 793
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	-27 666 793

OBSERVATIONS**MODALITÉS DE VENTILATION DES DÉPENSES DU PROGRAMME**

Le présent programme bénéficie du soutien du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » par la ventilation des dépenses des actions « gestion des politiques sociales » (sous action « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »), « statistiques, études et recherche », et « soutien de l'administration sanitaire et sociale », vers les actions du présent programme au prorata des ETPT travaillés par programme des différentes politiques sanitaires et sociales (sauf affectation directe de telle étude ou recherche).

Les principes précédemment rapportés comportent une exception : les actions « gestion des politiques sociales » et « soutien de l'administration sanitaire et sociale » du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » ne sont pas déversées sur l'action « soutien en faveur des familles monoparentales » du présent programme dès lors que cette action concerne l'allocation de parent isolé gérée par les organismes débiteurs de prestations familiales.

COMMENTAIRE DES RÉSULTATS

Les crédits du programme après ventilation des crédits du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » augmentent de 3,3 %.

Éléments de comparaison LFI 2008/ PLF 2009

Le présent programme reçoit 2,88 % des crédits du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales », il en recevait 2,9 % en 2008.

PROGRAMME 157

HANDICAP ET DÉPENDANCE

MINISTRE CONCERNÉ : XAVIER BERTRAND, MINISTRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ

Présentation stratégique du projet annuel de performances	82
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	84
Présentation du programme et des actions	91
Objectifs et indicateurs de performance	99
Justification au premier euro	104
Opérateurs	116
Analyse des coûts du programme et des actions	118

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Jacques TREGOAT

Directeur général de l'action sociale

Responsable du programme n° 157 : Handicap et dépendance

L'objectif global du programme « Handicap et dépendance », piloté par la direction générale de l'action sociale, est de permettre aux personnes handicapées et aux personnes âgées d'exercer un choix de vie en leur facilitant l'accès au droit commun et en leur offrant des dispositifs adaptés à leurs besoins évalués de façon individualisée. Il répond aux principes affirmés par la loi « pour l'égalité des droits et des chances, pour la participation et pour la citoyenneté des personnes handicapées » du 11 février 2005. Ce programme traduit aussi la volonté du Gouvernement de conduire une réforme de solidarité pour les personnes dépendantes.

Le principe d'accessibilité généralisée pour tous les domaines de la vie sociale (éducation, emploi, cadre bâti, transports...), quel que soit le handicap, se traduit en particulier par la prise en compte dans ce programme des dépenses liées à l'enseignement des élèves des instituts nationaux pour jeunes déficients sensoriels, par le financement des mécanismes d'incitation à l'emploi pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), par la poursuite des créations de places de travail protégé, par le financement des aides aux postes des établissements et services d'aide par le travail et par le soutien apporté à ce secteur pour mettre en œuvre les nouveaux droits des travailleurs de ces établissements et services. Lors de la conférence nationale du handicap du 10 juin 2008, la Président de la République a annoncé une revalorisation sur 5 ans de 25% du montant de l'AAH et la mise en œuvre d'objectifs d'accès à l'emploi des personnes handicapées qui sont pris en compte dans le budget 2009.

Le soutien apporté par l'État, notamment à travers ce programme, à la création et au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées marque son implication dans un dispositif partenarial d'information, d'accueil et d'orientation privilégiant, comme l'a voulu le législateur, les réponses de proximité et garantissant la participation des personnes handicapées et de leurs familles aux prises de décision les concernant. En effet, la logique d'intégration personnalisée impose d'organiser, au plus près de l'environnement de vie de la personne, un dispositif institutionnel susceptible d'apporter une réponse d'ensemble aux différents besoins exprimés dans son projet de vie.

D'une façon générale, la politique du handicap et de la dépendance repose sur des principes de solidarité de tous en direction des personnes fragilisées par leur handicap ou leur grand âge. Elle est conduite grâce à de nombreux acteurs, au plan interministériel, de nombreux organismes sociaux, des collectivités territoriales et des acteurs associatifs dont le rôle est particulièrement important dans ce domaine. Les établissements et services qui accueillent des personnes âgées et des personnes handicapées sont financées sur les crédits de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) abondés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) qui, dans le cadre de ses missions et des objectifs assignés par la convention d'objectifs et de gestion conclue avec l'État, permet de rassembler les moyens mobilisables pour prendre en charge la dépendance, veiller à l'égalité de traitement sur le territoire, et développer la prévention et l'anticipation du risque dépendance. Les dépenses publiques en ces domaines sont donc principalement retracées par la loi de financement de la sécurité sociale. Les « dépenses fiscales » supportées par l'État sont toutefois très élevées, comme l'illustre le recensement effectué.

Les collectivités territoriales sont également mobilisées pour répondre aux besoins de ces populations. Cette offre de services doit tenir compte de la variété des besoins de ces personnes dont l'âge, le degré de handicap ou de dépendance, la nature des restrictions à la vie sociale, sont disparates. C'est pourquoi la palette de réponses doit être diversifiée pour être adaptée au plus proche des besoins en renforçant les solidarités locales.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Améliorer l'effectivité et la qualité des décisions des commissions des droits et de l'autonomie
INDICATEUR 1.1	Délai moyen de traitement des dossiers
INDICATEUR 1.2	Délai moyen de réalisation des mesures décidées par la commission des droits et de l'autonomie
INDICATEUR 1.3	Taux de réformation par les tribunaux des décisions d'attribution d'AAH ayant fait l'objet d'un recours
OBJECTIF 2	Offrir aux personnes handicapées les mêmes chances dans l'emploi
INDICATEUR 2.1	Part de la rémunération directe versée aux travailleurs employés en ESAT par rapport au SMIC
INDICATEUR 2.2	Nombre de travailleurs d'ESAT concernés par des conventions de mise à disposition conclues dans l'année rapporté au nombre d'entrées en ESAT de l'année de référence
OBJECTIF 3	Accompagner le retour vers l'emploi pour développer la part du revenu du travail dans les ressources des allocataires de l'allocation adultes handicapés (AAH)
INDICATEUR 3.1	Proportion d'allocataires de l'allocation adultes handicapés percevant une rémunération d'activité (distinction articles L821-1 et L821-2;)
OBJECTIF 4	Lutter contre les situations de maltraitance des personnes âgées
INDICATEUR 4.1	Taux d'appels téléphoniques traités par le dispositif d'accueil téléphonique, de suivi et de traitement des situations de maltraitance envers les personnes âgées et les adultes handicapés

Handicap et dépendance

Programme n° 157 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES**2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS****2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01 Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées		14 100 000	14 100 000	
02 Incitation à l'activité professionnelle		2 481 100 000	2 481 100 000	
03 Ressources d'existence		6 129 853 398	6 129 853 398	
04 Compensation des conséquences du handicap	14 268 661	4 000 000	18 268 661	20 000 000
05 Personnes âgées		2 000 000	2 000 000	
06 Pilotage du programme	100 000	5 700 000	5 800 000	
Totaux	14 368 661	8 636 753 398	8 651 122 059	20 000 000

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01 Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées		14 100 000	14 100 000	
02 Incitation à l'activité professionnelle		2 481 100 000	2 481 100 000	
03 Ressources d'existence		6 129 853 398	6 129 853 398	
04 Compensation des conséquences du handicap	14 268 661	4 000 000	18 268 661	20 000 000
05 Personnes âgées		2 000 000	2 000 000	
06 Pilotage du programme	100 000	5 700 000	5 800 000	
Totaux	14 368 661	8 636 753 398	8 651 122 059	20 000 000

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées			14 900 401	14 900 401	
02	Incitation à l'activité professionnelle			2 343 159 164	2 343 159 164	
03	Ressources d'existence			5 718 000 000	5 718 000 000	
04	Compensation des conséquences du handicap	14 084 993	8 333 333	86 500	22 504 826	20 000 000
05	Personnes âgées		15 000 000	2 385 000	17 385 000	
06	Pilotage du programme			6 000 000	6 000 000	
Totaux		14 084 993	23 333 333	8 084 531 065	8 121 949 391	20 000 000

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées			14 900 401	14 900 401	
02	Incitation à l'activité professionnelle			2 343 159 164	2 343 159 164	
03	Ressources d'existence			5 718 000 000	5 718 000 000	
04	Compensation des conséquences du handicap	14 084 993	1 666 667	86 500	15 838 160	20 000 000
05	Personnes âgées		6 000 000	2 385 000	8 385 000	
06	Pilotage du programme			6 000 000	6 000 000	
Totaux		14 084 993	7 666 667	8 084 531 065	8 106 282 725	20 000 000

Handicap et dépendance

Programme n° 157 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		14 084 993	14 368 661		14 084 993	14 368 661
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel			100 000			100 000
Subventions pour charges de service public		14 084 993	14 268 661		14 084 993	14 268 661
Titre 5. Dépenses d'investissement		23 333 333			7 666 667	
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		23 333 333			7 666 667	
Titre 6. Dépenses d'intervention		8 084 531 065	8 636 753 398		8 084 531 065	8 636 753 398
Transferts aux ménages		6 729 770 000	7 259 053 398		6 729 770 000	7 259 053 398
Transferts aux autres collectivités		1 354 761 065	1 377 700 000		1 354 761 065	1 377 700 000
Totaux hors FDC et ADP prévus		8 121 949 391	8 651 122 059		8 106 282 725	8 651 122 059
FDC et ADP prévus		20 000 000	20 000 000		20 000 000	20 000 000
Totaux y.c. FDC et ADP		8 141 949 391	8 671 122 059		8 126 282 725	8 671 122 059

DÉPENSES FISCALES⁴

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (14)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
120401	Abattement de 10 % sur le montant des pensions (y compris les pensions alimentaires) et des retraites Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes retraitées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 12 900 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1977 - Dernière modification : 1998 - CGI : 158-5-a</i>	2 290	2 490	2 620
730203	Taux de 5,5 % pour les ventes portant sur certains appareillages, ascenseurs et équipements spéciaux pour les handicapés Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider les personnes handicapées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1987 - Dernière modification : 2004 - CGI : 278 quinquies</i>	350	370	390
110104	Demi-part supplémentaire pour les contribuables invalides Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes invalides</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 381 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1945 - Dernière modification : 2000 - CGI : 195-1-c,d,d bis, 195-3 à 5</i>	315	350	380
730219	Taux de 5,5 % pour la fourniture de logement et de nourriture dans les établissements d'accueil des personnes âgées et handicapées Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider les personnes âgées, modestes ou handicapées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 000 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1977 - Dernière modification : 2003 - CGI : 279-a (2ème alinéa)</i>	280	290	300
120205	Exonération de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes dépendantes</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 008 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2001 - Dernière modification : 2003 - CGI : 81-2° in fine</i>	250	280	300
100201	Abattement en faveur des personnes âgées ou invalides de condition modeste Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes modestes âgées ou invalides</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 6 110 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1972 - Dernière modification : 2001 - CGI : 157 bis</i>	230	245	260

⁴ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Handicap et dépendance

Programme n° 157 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2007	Chiffrage pour 2008	Chiffrage pour 2009
110213	Réduction d'impôt au titre des frais de dépendance et d'hébergement pour les personnes dépendantes accueillies en établissement spécialisé Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes dépendantes</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 251 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1988 - Dernière modification : 2006 - CGI : 199 quinquies</i>	115	145	145
110109	Demi-part supplémentaire ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée, par enfant à charge titulaire de la carte d'invalidité ou part supplémentaire par personne rattachée au foyer fiscal titulaire de la carte d'invalidité Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes ayant des enfants invalides à charge</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 255 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1963 - Dernière modification : 2003 - CGI : 195-2, 196 A bis</i>	85	90	95
520201	Abattement effectué sur l'actif taxable aux droits de mutation revenant à tout héritier, légataire ou donataire handicapé physique ou mental Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les personnes handicapées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 9 500 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 1999 - Dernière modification : 2007 - CGI : 779-II</i>	55	65	70
120206	Exonération de la prestation de compensation servie aux personnes handicapées en application de l'article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes handicapées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2005 - CGI : 81-9° ter</i>	5	20	30
150117	Exonération des plus-values de cession réalisées par les titulaires de pensions de vieillesse ou de la carte d'invalidité dont les revenus n'excèdent pas certaines limites Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes modestes âgées ou invalides</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2003 - CGI : 150 U-III</i>	20	20	20
180101	Exonération de l'aide spéciale compensatrice (ou pécule de départ), allouée aux commerçants et artisans âgés, de condition modeste, au moment de la cessation de leur activité Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les commerçants ou artisans modestes partant à la retraite</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 250 entreprises et ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1972 - Dernière modification : 1981 - CGI : 157-19°</i>	2	5	5
100105	Déduction des avantages en nature consentis en l'absence d'obligation alimentaire à des personnes âgées de plus de 75 ans, de condition modeste, qui vivent sous le toit du contribuable Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider à la prise en charge familiale des personnes âgées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 480 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 1984 - Dernière modification : 2004 - CGI : 156-II-2° ter</i>	1	1	1
120505	Imposition selon un quotient spécifique des sommes versées au titre de la reconstitution de carrière de certains fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord et des sommes versées aux anciens sociétaires du régime de retraite complémentaire institué par la mutuelle retraite de la fonction publique (CREF/Force Plus) Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les anciens combattants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 60 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1992 - Dernière modification : 2002 - CGI : 163-0 A bis 2ème et 3ème alinéas</i>	€	€	€
Coût total des dépenses fiscales⁵		3 998	4 371	4 616

⁵ Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

— DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX, PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (4)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux, prises en charge par l'État, contribuant au programme de manière principale		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
070101	Exonération en faveur des personnes âgées, handicapées ou de condition modeste Taxe d'habitation <i>Objectif : Aider les personnes âgées, modestes ou handicapées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 3 500 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1967 - Dernière modification : 2002 - CGI : 1414-I, 1414 B</i>	1 207	1 227	1 259
050101	Exonération en faveur des personnes âgées ou de condition modeste Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Objectif : Aider les personnes âgées ou modestes</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 100 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1965 - Dernière modification : 2007 - CGI : 1390, 1391, 1391 B bis</i>	278	290	320
050201	Dégrèvement d'office en faveur des personnes de condition modeste 65-75 ans Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Objectif : Aider les personnes âgées et modestes</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 500 800 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2000 - Dernière modification : 2001 - CGI : 1391 B, 1391 B bis</i>	76	79	84
050202	Dépenses pour faciliter l'accessibilité pour personnes handicapées Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Objectif : Aider les personnes handicapées</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 2001 - Dernière modification : 2001 - CGI : 1391 C</i>	nc	nc	nc
Coût total des dépenses fiscales		1 561	1 596	1 663

— DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (9)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
120202	Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1er janvier 2004, de la prestation d'accueil du jeune enfant Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider la garde des jeunes enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1926 - Dernière modification : 2003 - CGI : 81-2°, 81-14° et 81-14° bis</i>	1 600	1 650	1 700
110214	Réduction d'impôt au titre de l'emploi, par les particuliers, d'un salarié à domicile sans condition particulière jusqu'aux revenus 2006 et, à compter des revenus 2007, pour les seuls contribuables n'exerçant pas une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis moins de trois mois Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 946 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1991 - Dernière modification : 2006 - CGI : 199 sexdecies-1 à 3 et 5</i>	2 190	1 200	1 200
720107	Exonération des services rendus aux personnes physiques par les associations agréées en application de l'article L. 7232-1 du code du travail Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1991 - Dernière modification : 1991 - CGI : 261-7-1° ter</i>	500	550	600
190101	Déduction du revenu imposable des cotisations de retraite ou de prévoyance complémentaire versées à titre facultatif par les non-salariés et leurs conjoints collaborateurs Impôt sur le revenu <i>Objectif : Inciter les professionnels indépendants à constituer une épargne retraite complémentaire</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1994 - Dernière modification : 2004 - CGI : 62, 154 bis, 154 bis-0 A</i>	600	600	600

Handicap et dépendance

Programme n° 157 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

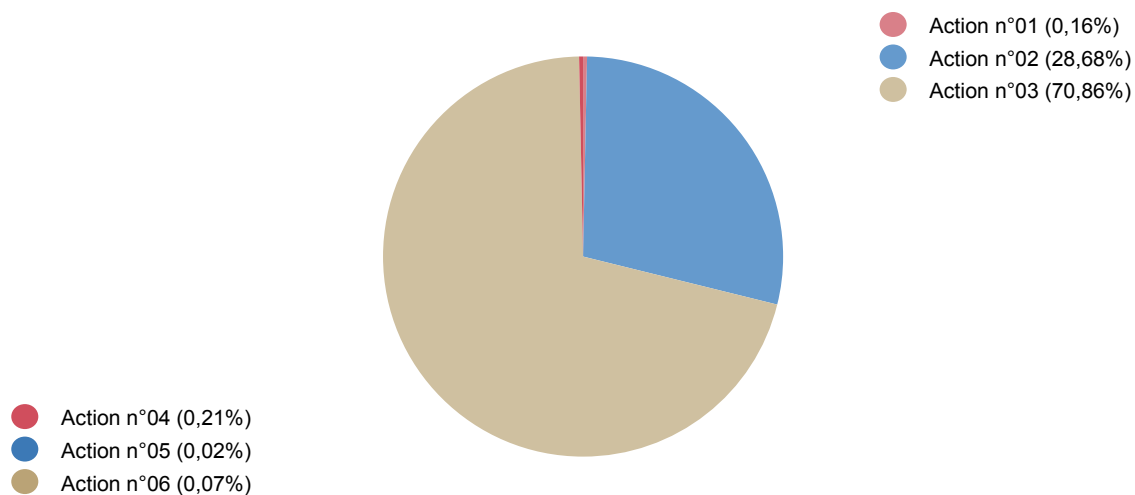
Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffrage pour 2007	Chiffrage pour 2008	Chiffrage pour 2009
730214	Taux de 5,5 % pour les services d'aide à la personne fournis par les entreprises agréées en application des articles L. 7232-1 à L. 7232-4 du code du travail Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 4 650 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1999 - Dernière modification : 2006 - CGI : 279-i</i>	60	90	120
110236	Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes âgées ou handicapées, prévenir les risques technologiques.</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 40 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2005 - CGI : 200 quater A</i>	25	30	30
230304	Amortissement exceptionnel pour dépenses de mise aux normes dans les hôtels, cafés et restaurants Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Favoriser la mise aux normes dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - Mesure de trésorerie - CGI : 39 AK</i>	€	15	15
320115	Non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des résultats des activités des associations conventionnées (art L. 5132-7 du code du travail) et des associations agréées de services aux personnes (art L. 7232-1 du code du travail) et taxation au taux réduit des revenus de leur patrimoine foncier, agricole et mobilier Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises et ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1987 - Dernière modification : 1998 - CGI : 206-5 bis</i>	10	10	10
520302	Réduction de droits en raison de la qualité du donataire ou de l'héritier (mutilé, etc.) Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les anciens combattants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1959 - Dernière modification : 2000 - CGI : 777 (2e al.), 778, 782</i>	€	€	€
Coût total des dépenses fiscales		4 985	4 145	4 275

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées	14 100 000	14 100 000
02	Incitation à l'activité professionnelle	2 481 100 000	2 481 100 000
03	Ressources d'existence	6 129 853 398	6 129 853 398
04	Compensation des conséquences du handicap	18 268 661	18 268 661
05	Personnes âgées	2 000 000	2 000 000
06	Pilotage du programme	5 800 000	5 800 000
Totaux		8 651 122 059	8 651 122 059

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme est composé de six actions, dont quatre consacrées aux personnes handicapées, une aux personnes âgées, et une action dédiée au pilotage du programme, auxquelles s'ajoutent une très grande diversité de sources de financement mobilisables :

- en matière de ressources d'existence (action 3 du programme) ;
- en faveur des personnes âgées (action 5 du programme). Cette politique s'appuie également sur les financements de la sécurité sociale (Objectif national de dépenses d'assurance maladie-ONDAM, action sociale), de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et des départements ;
- en matière de compensation (action 4 du programme). Cette politique s'appuie essentiellement sur les financements de la sécurité sociale (ONDAM), de la CNSA, des départements, ainsi que d'autres programmes de l'État ;
- pour l'incitation à l'activité professionnelle (action 2 du programme). Cette politique s'appuie également sur les financements du programme " Accès à l'emploi " de la mission " Travail et emploi " de l'Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) et du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

Les actions 1 (Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées) et 6 (Pilotage du programme) sont de moindre importance financière. Les activités correspondantes constituent néanmoins des priorités et s'appuient aussi sur les financements du programme " Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ", de la CNSA et des départements.

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées
- ACTION n° 02 : Incitation à l'activité professionnelle
- ACTION n° 03 : Ressources d'existence
- ACTION n° 04 : Compensation des conséquences du handicap
- ACTION n° 05 : Personnes âgées
- ACTION n° 06 : Pilotage du programme

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées

0,2 %



Il s'agit d'évaluer la situation de chaque personne handicapée, ses besoins et de lui proposer les solutions les plus appropriées à son projet de vie. Cette évaluation et les décisions qui en résultent doivent être prises et donner lieu à une mise en œuvre dans des délais satisfaisants.

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a mis l'accent sur la prise de décision après une évaluation personnalisée, des besoins et des capacités des personnes et sur la nécessité d'un suivi des décisions. La réponse individualisée aux besoins est un des principes fondamentaux édictés par la loi du 11 février 2005. Elle suppose une évaluation des besoins de la personne handicapée au regard de son projet de vie et dans son environnement. La réponse prend la forme d'un plan personnalisé de compensation qui sert de base aux décisions que prend la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

Cette action recouvre deux activités principales :

Évaluation des besoins liés au projet de vie

L'approche individualisée du handicap exige, dans le processus d'évaluation, d'intégrer les capacités des personnes, leur environnement, leur projet de vie.

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est compétente pour se prononcer sur l'orientation et les mesures d'intégration scolaire, professionnelle et sociale, la désignation des établissements ou services en mesure d'accueillir la personne, l'attribution de la prestation de compensation, de l'allocation aux adultes handicapés, de l'allocation pour enfants handicapés, de la carte d'invalidité ou de priorité, de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, qui sera, en 2009, examinée systématiquement lors de toute demande ou de tout renouvellement de l'AAH.

Elle est tenue de prendre sa décision dans des délais très brefs (4 mois).

La mise en place des maisons départementales des personnes handicapées et de l'évaluation personnalisée avec l'élaboration du plan de compensation exige une rationalisation des processus, un développement des outils et des systèmes d'information, un redéploiement des personnels et la contribution de nouvelles catégories de professionnels. Ceci devrait mettre un terme aux insatisfactions de la part des demandeurs, quant aux délais de réponse mais aussi sur l'impression d'une prise en compte peu adaptée des besoins et des aspirations des personnes handicapées et de leurs familles.

Effectivité du plan personnalisé de compensation

La loi, avec la mise en place de la maison départementale pour les personnes handicapées, offre les conditions institutionnelles d'un meilleur suivi des décisions. Il incombe à cette nouvelle instance de veiller à l'accompagnement des personnes dans leurs démarches pour renforcer l'effectivité des décisions susceptibles d'être prises à leur égard.

Au titre des pistes d'amélioration de la gestion des différents dispositifs, la modernisation de systèmes informatisés performants et compatibles avec les systèmes des partenaires et intervenants extérieurs, constitue un levier de premier plan. Elle doit nécessairement être mise en œuvre et appliquée de façon identique dans l'ensemble des départements.

ACTION n° 02**Incitation à l'activité professionnelle****28,7 %**

En cohérence avec la décision de l'Union européenne d'insérer dans le Traité d'Amsterdam une clause de non-discrimination en matière d'emploi en raison du handicap, la finalité de cette action est de rendre effectif l'accès à l'emploi et ainsi de contribuer à la participation des personnes handicapées à la vie sociale.

L'intégration professionnelle des personnes handicapées est, avec la prise en charge personnalisée, un des axes prioritaires de la réforme apportée par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Aujourd'hui, le taux de chômage des personnes reconnues travailleurs handicapés est quatre fois supérieur au taux de chômage de la population active valide.

La loi du 11 février 2005, en proposant une définition du handicap, le distingue très clairement du handicap social. Cela a pour conséquence logique d'exclure le critère de l'impossibilité de se procurer un emploi.

Le droit à l'emploi est donc une donnée fondamentale de la citoyenneté des personnes handicapées. Il a été solennellement réaffirmé par le Président de la République lors de la Conférence nationale du handicap le 10 juin 2008 et fait l'objet d'un Pacte national pour l'emploi des personnes handicapées.

L'action recouvre trois activités principales :

Développer l'emploi en milieu ordinaire

Dans la loi du 11 février 2005, la priorité est donnée, dans la mesure du possible, au travail en milieu ordinaire :

- en mobilisant les partenaires sociaux sur cet enjeu dans le cadre de la négociation collective ;
- en imposant des aménagements raisonnables des postes et du milieu de travail ;
- en incitant les entreprises à recruter des personnes handicapées et en sanctionnant celles qui ne font aucun effort ;
- en demandant aux trois fonctions publiques de faire le même effort, notamment en créant le Fonds pour l'insertion des Personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

Afin d'encourager une intégration volontaire, des pactes territoriaux ont été négociés en 2007 employeur par employeur, afin de contractualiser en amont sur des postes qui seront offerts à des travailleurs handicapés, et ainsi de pouvoir monter, en lien avec l'éducation nationale, les formations professionnalisantes requises.

Favoriser les parcours d'insertion des travailleurs handicapés

Les mesures de droit commun mises en œuvre par le service public pour l'emploi doivent s'adapter aux besoins spécifiques de chaque population fragilisée, dont les personnes handicapées.

En prenant appui sur les plans départementaux d'insertion des travailleurs handicapés (PDITH), la mobilisation des dispositifs d'insertion et la coordination des différents acteurs doivent permettre de construire des parcours d'insertion qui débouchent sur l'emploi durable dans le milieu ordinaire.

Dynamiser le secteur protégé

Le nombre de places offertes dans le milieu protégé – établissements et services d'aide par le travail (ESAT), entreprises adaptées - a fortement augmenté au cours de ces dernières années.

Si, pour certains travailleurs handicapés, ces structures constituent l'étape optimale en matière d'activité professionnelle, d'autres travailleurs handicapés peuvent utiliser ces structures comme un point de passage dans un parcours d'insertion.

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, en transformant les ateliers protégés en entreprises adaptées a insisté sur l'ouverture vers le milieu ordinaire. Elle a également rappelé le caractère d'établissement social et médico-social des établissements et services d'aide par le travail (ESAT), a modifié le financement de ces structures par la généralisation de l'aide au poste et favorisé une progressivité dans la rémunération du travailleur handicapé. En outre, la reconnaissance et l'affirmation de droits accrus aux travailleurs des ESAT, la diversification des modalités d'intervention des ESAT ainsi que les nouveaux dispositifs permettant aux travailleurs des ESAT d'aller vers le milieu d'emploi ordinaire, soit dans le cadre d'une prestation de services, soit dans le cadre d'une mise à disposition tout en conservant un lien avec l'ESAT d'origine avec un droit de retour en cas d'insuccès, créent les conditions pour faire du travail protégé une composante du parcours d'insertion des personnes handicapées.

La poursuite d'un programme de créations de places d'ESAT doit par ailleurs permettre cet accueil diversifié des travailleurs handicapés.

ACTION n° 03
Ressources d'existence

70,9 %



La finalité de cette action est de garantir à chaque personne handicapée un revenu d'existence qui permette une vie autonome digne. Il s'agit notamment de réformer les prestations de soutien au revenu en neutralisant les barrières d'âge, en encourageant l'intégration sociale par un meilleur cumul avec un revenu d'activité - notamment pour le temps partiel - et en prenant en compte la situation spécifique des personnes très lourdement handicapées.

Afin de garantir à toute personne handicapée un minimum de ressources, diverses aides et allocations, octroyées par l'État et les collectivités territoriales, existent aujourd'hui. Ces ressources englobent d'autres avantages, notamment des exonérations fiscales.

La loi du 11 février 2005, en instaurant la prestation de compensation, opère la distinction entre la compensation des surcoûts de la vie quotidienne (pris en charge par la prestation de compensation) et le revenu d'existence stricto sensu. En traitant par ailleurs les surcoûts liés au handicap, cette nouvelle prestation se traduit également par une amélioration du pouvoir d'achat du revenu d'existence. La loi prévoit d'étendre le bénéfice de la prestation de compensation aux enfants dans un délai de 3 ans.

De plus, la loi renforce les mesures d'intéressement à l'activité liées à l'allocation aux adultes handicapés (AAH). Ainsi, les modalités de cumul de l'allocation avec des revenus d'activité ont été améliorées de manière à encourager l'accès à l'emploi. Toutefois, la lisibilité de ces modalités de cumul est insuffisante (plusieurs taux d'abattement en fonction de la durée passée dans l'emploi). Le Président de la République a annoncé, lors de la Conférence nationale du handicap du 10 juin 2008 une réforme des modalités de cumul qui entrera en vigueur dès 2009.

En outre, la loi du 11 février 2005 est à l'origine de deux compléments d'AAH : la garantie de ressources pour les personnes handicapées (GRPH) destinée aux allocataires dont la capacité de travail est inférieure à 5 % et la majoration pour la vie autonome (MVA), qui vise à permettre aux personnes qui ont fait le choix de vivre dans un logement indépendant de faire face aux charges supplémentaires que cela implique. Ces deux compléments seront réformés, conformément à l'annonce Présidentielle lors de la CNH, afin d'améliorer leur efficacité à destination des personnes qui sont dans l'incapacité complète de travailler.

L'allocation aux adultes handicapés

L'allocation aux adultes handicapés est un minimum social spécifique attribué aux personnes reconnues handicapées par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) afin de leur permettre de mener une vie autonome digne. Cette prestation, d'un montant de 652,60 € au 1^{er} septembre 2008, est versée par les caisses d'allocations familiales ou les caisses de mutualité sociale agricole.

En sa qualité de minimum social, il s'agit d'une allocation subsidiaire par rapport aux avantages d'invalidité (dont l'allocation supplémentaire du Fonds spécial d'invalidité) ou de vieillesse qui doivent en conséquence être sollicités en priorité par rapport à l'allocation aux adultes handicapés.

Par ailleurs, la prestation est soumise à une condition de ressources et se cumule avec les ressources personnelles de l'intéressé et s'il y a lieu de son conjoint, concubin ou partenaire de pacte civil de solidarité dans la limite d'un plafond.

Le budget de l'AAH pour 2009 met en œuvre les engagements pris par le Président de la République lors de la conférence nationale du handicap du 10 juin 2008. Il est basé sur une revalorisation spécifique du montant de l'AAH en 2009, après celle de 2008, dans la perspective d'une revalorisation de 25 % sur cinq ans. Il s'appuie sur des objectifs ambitieux d'accès à l'emploi des allocataires, grâce à la mise en place d'un pacte national pour l'emploi des personnes handicapées, à une réforme des critères d'attribution de l'allocation, une réforme du lien avec la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapée, une réforme des conditions de cumul entre AAH et revenus d'activité.

L'allocation supplémentaire du fonds spécial d'invalidité (FSI)

L'allocation supplémentaire du fonds spécial d'invalidité vise à compléter les ressources des bénéficiaires d'une pension d'invalidité d'un régime de sécurité sociale de telle sorte que le montant cumulé de la pension d'invalidité, des

ressources personnelles du demandeur et de l'allocation supplémentaire soit égal à un montant fixé, au premier janvier 2008, à 648,43 € par mois pour une personne seule et à 1 135,78 € par mois pour un couple marié.

Aux termes de l'article L. 821-1 du code de la sécurité sociale, le droit à l'AAH est subsidiaire de tout avantage de vieillesse ou d'invalidité ou de rente d'accident du travail. Cela implique que les personnes handicapées doivent avant d'obtenir l'AAH, faire valoir prioritairement leurs droits aux avantages invalidité auxquels elles peuvent prétendre, qu'il s'agisse d'avantages contributifs telles les pensions d'invalidité, ou non contributifs telle l'allocation supplémentaire du fonds spécial d'invalidité servie en complément d'une pension d'invalidité. Toutefois, lorsque le montant des avantages ainsi servis est inférieur au montant de l'AAH à taux plein (soit 648,43 € par mois au 1er janvier 2008), un différentiel d'AAH peut être attribué à la personne, sous certaines conditions tenant à la base de ressources et au plafond.

ACTION n° 04

Compensation des conséquences du handicap

0,2 %



La finalité de cette action est de répondre aux besoins qui figurent dans le plan personnalisé de compensation de la personne. Ceci impose de développer une offre qui laisse le libre choix de son projet de vie à la personne, et notamment permette, dans la mesure du possible, l'intégration en milieu ordinaire.

La compensation collective offerte par la collectivité concerne l'accessibilité des bâtiments et équipements ainsi que la prise en charge par des établissements ou des services d'accompagnement. Elle est essentiellement financée par des crédits de l'assurance-maladie et mise en œuvre par la CNSA.

La compensation individualisée est assurée par la prestation de compensation. Elle est financée par les recettes issues de la journée de solidarité, créée par la loi du 11 février 2005 et gérée par la CNSA.

Le programme 157 participe à cette action de compensation des conséquences du handicap par le versement d'une subvention pour charges de service public aux instituts nationaux pour jeunes déficients visuels et jeunes sourds (INJ), dont la DGAS assure la tutelle, ainsi que par une participation au financement des services d'auxiliaires de vie.

ACTION n° 05

Personnes âgées

0 %



Permettre aux personnes âgées de faire le choix du mode de vie qui leur convient implique d'accentuer l'effort en faveur de la vie à domicile qui est une aspiration partagée par la grande majorité de nos concitoyens. C'est une des orientations prioritaires du plan "solidarité grand âge" qui, à la fois, solvabilise le besoin d'aide des personnes âgées, développe et diversifie l'offre de services et de soins à domicile pour assurer la continuité des prises en charge, dans le cadre d'une approche globale et coordonnée des besoins.

L'action repose sur une approche globale des besoins qui associe étroitement prévention et médicalisation et se décompose en deux axes.

Respecter la dignité, la liberté de choix et la préservation de l'autonomie des personnes âgées, mais aussi des personnes handicapées, quel que soit leur mode de vie (prise en charge en institution ou au domicile), nécessite à la fois de renforcer l'exigence de bientraitance des usagers dans les politiques des institutions et les pratiques des professionnels et de développer les actions de prévention et de lutte contre la maltraitance.

L'action repose sur une approche globale des besoins qui associe étroitement prévention, médicalisation et bientraitance et se décompose en trois axes.

Prévention et action sur l'environnement

Les actions de prévention doivent permettre aux personnes âgées d'avancer en âge tout en conservant la plus grande liberté de choix possible quant à leur mode de vie, ce qui nécessite de promouvoir l'adaptation de l'habitat et son accessibilité afin de permettre la poursuite de la vie à domicile.

Cette promotion des évolutions du cadre de vie doit permettre d'effectuer les travaux nécessaires à l'adaptation du logement aux conséquences du vieillissement et de la perte d'autonomie par le biais de mesures d'incitation fiscales.

Le développement de la coordination gérontologique et des Centres locaux d'information et de coordination (CLIC) participent aussi à l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées au même titre que les mesures en direction des aidants familiaux, la politique de prévention de la maltraitance ainsi que le développement du programme bien vieillir.

Enfin, l'impulsion d'une politique de qualification et de professionnalisation des intervenants professionnels par la promotion de la validation des acquis de l'expérience, la valorisation des études promotionnelles et l'utilisation des fonds de la CNSA prévus à cet effet doit également contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes âgées.

Le plan "solidarité grand âge" sur la période 2007-2011

Le plan solidarité grand âge présenté le 27 juin 2006 prévoit, notamment, de renforcer les moyens de médicalisation pour améliorer la prise en charge des personnes âgées dépendantes qu'elles résident à domicile ou dans un établissement d'hébergement. A ce titre, il vise à adapter le système de santé aux personnes âgées malades en construisant une véritable filière gériatrique et à améliorer le traitement de la dépendance et l'accompagnement des personnes âgées en établissement en renforçant le taux d'encadrement des personnels.

Développement de la bientraitance envers les personnes âgées et les adultes handicapés

Le plan de développement de la bientraitance et de renforcement de la lutte contre la maltraitance lancé le 14 mars 2007, précise les axes prioritaires de cette politique. Les différentes mesures de ce plan consistent, dans la continuité des actions déjà engagées depuis 2002, à améliorer le repérage des risques de maltraitance (développement des inspections dans les établissements sociaux et médico-sociaux, désignation dans chaque DDASS d'un « correspondant maltraitance », réalisation d'outils méthodologiques de gestion des risques), à développer une culture de bientraitance dans les établissements accueillant des personnes âgées ou des personnes handicapées (création de l'Agence nationale d'évaluation sociale et médico-sociale), ainsi qu'à améliorer le dispositif de signalement des faits de maltraitance.

C'est dans le cadre de cet axe qu'a été lancé, le 5 février 2008, le 39-77, numéro national d'accueil téléphonique et de traitement des signalements de maltraitance des personnes âgées et des adultes handicapés. Cette permanence téléphonique nationale, gérée par l'association AFBAH (« Association française pour la bientraitance des aînés et/ou handicapés »), s'appuie, pour le traitement des situations individuelles signalées, sur un réseau de proximité constitué d'antennes départementales (dont la généralisation à l'ensemble du territoire national est prévue fin 2010) dont la plupart sont animées par l'association ALMA (« Allô maltraitance des personnes âgées et/ou des personnes handicapées »).

ACTION n° 06
Pilotage du programme

0,1 %



L'action vise à assurer l'accompagnement de l'ensemble des actions de ce programme.

L'animation des politiques et des acteurs intervenant sur le terrain dans le domaine du handicap se fait au travers de différents moyens.

La CNSA, créée par la loi de juin 2004 et dont les missions sont précisées par la loi du 11 février 2005, est l'un de ces acteurs avec lesquels l'Etat entretient des relations privilégiées. Elle répond à plusieurs objectifs :

- rassembler en un lieu unique des moyens mobilisables par l'État et l'assurance-maladie pour prendre en charge la dépendance des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- veiller à l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire ;
- fixer les orientations nationales pour la prise en charge de la dépendance ;
- mener les études, recherches et évaluation sur les phénomènes de dépendance.

Assurer un pilotage par objectifs fixés aux acteurs et opérateurs

Il convient de :

- rechercher les conditions optimales d'équilibre financier,
- mettre en place et faire vivre la convention d'objectifs et de gestion entre l'État et la CNSA.

Assurer un pilotage prévisionnel

Il convient de mettre en place un pilotage prévisionnel qui permette une meilleure connaissance des besoins et la mise en œuvre des dispositifs. Cela implique :

- d'organiser l'offre de services pour répondre à l'évolution des besoins ;
- de s'attacher à favoriser l'observation et la recherche dans le domaine du handicap et de la dépendance ;
- d'anticiper l'évolution quantitative et qualitative des attentes des personnes dépendantes (personnes handicapées et personnes âgées). Le pilotage prévisionnel nécessite de faire des projections à moyen terme, en tenant compte des évolutions probables et notamment de la démographie et du coût des différentes formes de prise en charge ;
- de développer une politique de prévention pour à la fois éviter, préparer et mieux prendre en charge la dépendance ;
- de faire vivre le tissu associatif et cultiver des relations avec ce tissu.

Certains facteurs de risques - vieillissement, accidents, maladies - peuvent être mieux suivis et analysés.

Il convient également de préparer les mutations qui sont attendues ou prévues, notamment en ce qui concerne le rapprochement des dispositifs concernant les enfants et les adultes d'une part, et le rapprochement des dispositions applicables aux adultes et aux personnes âgées d'autre part.

Assurer un pilotage territorial

L'État est garant des nouveaux droits des personnes et de la cohésion sociale. Il doit favoriser la connaissance des situations sociales et des réponses apportées aux citoyens, que les politiques publiques soient mises en œuvre directement par ses services, par des collectivités territoriales ou par d'autres acteurs publics ou privés.

Il est nécessaire de remédier à une certaine inégalité dans l'offre en établissements et services sur le territoire. Une régulation des réponses et des équipements doit être effectuée, notamment par une appréciation fine des besoins et une démarche prospective reposant en particulier sur une planification temporelle et spatiale. Cette planification tiendra compte des taux d'équipement dans les départements, des listes et délais d'attente d'accueil en établissement, de la démographie des populations concernées et la prise en compte de types de handicaps spécifiques. Une planification permettant de corriger les écarts constatés est indispensable pour garantir l'équilibre des territoires.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Améliorer l'effectivité et la qualité des décisions des commissions des droits et de l'autonomie

Les maisons départementales des personnes handicapées ont désormais en charge l'accueil, l'information, l'orientation, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire, le fonctionnement de la commission des droits et de l'autonomie et le suivi des décisions. A ce titre, elles doivent prendre des dispositions pour s'assurer de la qualité de service aux usagers aux différentes étapes : accueil adapté, informations fiables, aide à la formulation du projet de vie, évaluation individualisée pertinente, décisions rapides et adaptées de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, conciliation, fiabilité des décisions par un faible taux de contentieux perdu et effectivité des décisions et accompagnement des personnes et de leurs familles dans leurs démarches.

Le délai de traitement des demandes était jugé trop long et excédait souvent le délai réglementaire : une amélioration est indispensable et il convient de la mesurer.

L'effectivité des décisions est probablement le point déterminant de la satisfaction des usagers. La création des maisons départementales doit avoir pour résultat de mieux s'assurer de la mise en œuvre des décisions lorsqu'elles sont prises. Bien évidemment, les difficultés à faire exécuter les décisions subsistent et peuvent avoir plusieurs causes qu'il convient d'éviter, en particulier en prenant les décisions plus rapidement, fondées sur une juste évaluation des besoins et de la situation de la personne. Par ailleurs, en ce qui concerne les orientations vers des établissements ou des services, la notion de proximité et de disponibilité de place d'accueil peut s'avérer un frein, d'autant que certains prestataires peuvent parfois filtrer les usagers qu'ils acceptent de prendre en charge.

Aussi, en vérifiant l'effectivité des décisions de la commission, un indicateur synthétique du résultat de l'action sera disponible. Le contrôle opérationnel permet ensuite d'identifier les principales causes de difficultés, notamment en mesurant l'effectivité selon le type de prestations : aides humaines, établissements, services, orientation vers le milieu scolaire de droit commun, orientation vers le milieu ordinaire professionnel.

Cet indicateur est particulièrement important car il va permettre de mesurer la mise en place du suivi des décisions et de leur effectivité ; mais cet indicateur ne sera opérationnel qu'après une période de fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et l'adaptation des systèmes d'information OPALES et ITAC, avant que ne soit mis en œuvre un système plus performant. Celui-ci devra répondre aux exigences fixées par le décret du 15 mai 2007.

Le taux de réformation des décisions d'AAH par les tribunaux du contentieux de l'incapacité constitue un indicateur de la qualité des décisions prises par les commissions.

INDICATEUR 1.1 : Délai moyen de traitement des dossiers

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Délai moyen de traitement des dossiers relatifs aux enfants	mois				2,6	2,3	2
Délai moyen de traitement des dossiers relatifs aux adultes	mois			4	4	4	3,6

Précisions méthodologiques :

Il s'agit de déterminer le délai moyen de prise de décision, respectivement pour les dossiers « enfants » et les dossiers « adultes ».

Données de calcul : Somme des délais de décisions / Nombre de décisions prises.

Remarque sur les sources de données : Le délai prévu par la Loi est de 4 mois. La remontée d'information est effectuée soit au moyen d'enquêtes auprès des MDPH ou au moyen des systèmes d'information MDPH prévus à l'article L 247-2 du code de l'action sociale et des familles dès leur mise en service. L'objectif est double : continuer de réduire le délai de traitement des dossiers « enfants » et d'améliorer sensiblement celui des dossiers « adultes » qui se situe au niveau du délai réglementaire de 4 mois.

INDICATEUR 1.2 : Délai moyen de réalisation des mesures décidées par la commission des droits et de l'autonomie

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Délai moyen de réalisation des mesures à caractère financier décidées par la CDPAH	mois			6	6	5,5	5
Délai moyen de réalisation des décisions d'orientation en établissement et service médico-sociaux prises par la CDPAH	%					4	2

Précisions méthodologiques :

Avant le PAP 2009 la distinction n'était pas faite entre, d'une part, le délai moyen de réalisation des mesures à caractère financier décidées par la CDPAH et d'autre part le délai moyen de réalisation des décisions d'orientation en établissement et service médico-sociaux prises par la CDPAH, qui constituent désormais les deux nouveaux sous-indicateurs de cet indicateur 1.2. Cette approche doit permettre d'affiner l'analyse des décisions et de définir les mesures à prendre en conséquence.

Les décisions à caractère financier sont recueillies par la CNAF dans le cadre d'une extension de la convention qui la lie à la DGAS. Les données relatives aux décisions d'orientation sont recueillies par la CNSA auprès des MDPH dont les systèmes d'information seront à terme alimentés par les ESMS qui ont obligation d'informer ces dernières de l'admission de toute personne handicapée titulaire d'une décision d'orientation en application du décret n° 2007 – 159 du 6 février 2007. Le recueil et l'exploitation de ces données dépendent de l'opérationnalité des systèmes de gestion de l'information de la CNAF et des MDPH, ce qui rend difficile la fixation d'une cible pour l'ensemble du territoire. Il est probable en effet que ne seront disponibles dans un premier temps que des résultats partiels en fonction de l'état d'avancement de mise en service des systèmes d'information nécessaire dans les MDPH. Ce risque de défaut de renseignement concerne surtout le délai moyen de réalisation des décisions d'orientation en ESMS prises par la CDAPH. La prévision et la cible pourraient être réajustées en cours d'année 2009.

INDICATEUR 1.3 : Taux de réformation par les tribunaux des décisions d'attribution d'AAH ayant fait l'objet d'un recours

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de réformation par les tribunaux des décisions d'attribution d'AAH ayant fait l'objet d'un recours	%		28	45	26	25	23

Précisions méthodologiques

Il s'agit pour cet indicateur de mesurer le taux de réformation des décisions d'AAH par les tribunaux du contentieux de l'incapacité afin de vérifier la qualité des décisions des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et donc de l'instruction médicale qui relève du contentieux des tribunaux du contentieux de l'incapacité.

L'ajout de cet indicateur fait suite aux conclusions de l'audit de modernisation sur l'AAH, mené au premier semestre 2006, par l'IGAS et l'IGF. Le rapport d'audit préconisait, d'une manière générale l'homogénéisation des pratiques en matière d'attribution de l'AAH et soulignait, à travers la proposition n°8, l'importance de mieux prendre en compte la spécificité du contentieux de l'AAH. L'introduction de cet indicateur, en améliorant le suivi des décisions d'AAH, permet donc de répondre à ces deux préconisations et de renforcer la responsabilité des CDAPH.

En 2007 les données de calcul de cet indicateur ont été recueillies à partir d'une enquête dématérialisée et systématique auprès des DRASS qui assurent le secrétariat greffe de ces recours. La mise en place et l'exploitation d'un système d'information en lien entre la CNSA et les greffes des tribunaux du contentieux s'avèrent complexe. Dans l'attente a été effectuée en 2008 comme en 2007 une remontée d'information dématérialisée et systématique, dont on attend une confirmation du taux 2007, voire une légère amélioration.

Mode de calcul :

Nombre de décisions d'information rendues par les TCI en matière d'A.A.H. / nombre de décisions prises par les CDAPH en matière d'A.A.H. faisant l'objet d'un recours auprès des TCI.

OBJECTIF n° 2 : Offrir aux personnes handicapées les mêmes chances dans l'emploi

L'intégration professionnelle des personnes handicapées est un élément fondamental pour leur participation à la société et leur accès à une vie autonome. De nombreuses étapes amont méritent un suivi de pilotage, en particulier :

- la contribution du travail protégé à l'intégration professionnelle de droit commun. La réforme de la rémunération des travailleurs handicapés vers une aide au poste qui assure une progressivité en fonction de la productivité crée une incitation individuelle. La mobilisation des structures de travail protégé pour favoriser les sorties vers le milieu ordinaire

doit également participer à cet effort. Il convient d'assurer un système incitatif et simplifié de rémunération des travailleurs handicapés et d'ouvrir la possibilité d'une souplesse d'insertion.

- la contribution du service public pour l'emploi par le développement des actions d'insertion au profit des travailleurs handicapés. Cette contribution peut être appréciée par le nombre relatif de travailleurs handicapés dans les mesures et dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle (CIE, CES, CEC, SIFE, SAE).
- l'effort du secteur public dont la vocation exemplaire est souvent mise en avant. Le suivi de la montée en charge des nouvelles dispositions du projet de loi permettra de mesurer cette contribution.
- l'effort des entreprises pour atteindre l'objectif fixé par la loi de 6 % d'emplois au profit des travailleurs handicapés. Cet effort peut être suivi par secteur économique et par taille d'entreprise.

INDICATEUR 2.1 : Part de la rémunération directe versée aux travailleurs employés en ESAT par rapport au SMIC

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part de la rémunération directe versée aux travailleurs employés en ESAT par rapport au SMIC	%		13,6	15	14	14,2	14,5

Précisions méthodologiques

Cet indicateur doit permettre de mesurer la part de l'implication des ESAT dans la rémunération de leurs travailleurs.

Remarques : les données nécessaires résultent de statistiques établies par les ESAT et recensées par la DGAS sous forme d'enquête mais dont les résultats sont maintenant datés. Les éléments d'information actuels sont en effet fragmentaires (sur échantillon de quelques régions et départements) font état d'une part moyenne actuelle de rémunération garantie brute directement assurée par les ESAT et services de 12,5%. 15% représente donc un objectif ambitieux compte tenu de la double considération suivante: la capacité des travailleurs handicapés est évalué à 1/3 de la capacité d'un travailleur ordinaire : le vieillissement des personnes concernées observé aujourd'hui aggrave encore cette situation. Le cahier des charges fixé au CNASEA pour la remontée de cette information, avec d'autres (montant des compensations des charges supportées par les établissements et services par le travail, des cotisations afférentes et de la participation au financement de la formation professionnelle et de la prévoyance) est en cours de finalisation et a été retardée en raison de l'attente de l'arrêté relatif à la formation professionnelle. Pour le PAP 2007 une enquête dématérialisée et systématique auprès des ESAT a permis de déterminer cette part à 13,6%.

Mode de calcul : Montant de la participation directe de l'ESAT à la rémunération du travailleur par rapport au SMIC mensuel moyen.

Commentaire : Le taux de variation devrait être très faible d'une année sur l'autre. L'objectif est une augmentation de ce pourcentage, mais ceci risque de rencontrer deux types de difficultés : difficultés d'ordre économique pour les ESAT face à une concurrence rude, difficultés dues au vieillissement des populations de travailleurs accueillis.

INDICATEUR 2.2 : Nombre de travailleurs d'ESAT concernés par des conventions de mise à disposition conclues dans l'année rapporté au nombre d'entrées en ESAT de l'année de référence

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de conventions de mises à disposition rapporté au nombre de travailleurs handicapés	%				IM (indicateur modifié)	5,4	5,7
Nombre de travailleurs mis à disposition ou sortis vers le milieu ordinaire rapporté au nombre de travailleurs handicapés entrés dans l'année	%				Indicateur modifié (IM)	63	67

Commentaire technique :

L'indicateur utilisé en 2008 était statique et ne permettait de mesurer finement l'insertion des travailleurs handicapés selon la proportion de sorties des ESAT vers les entreprises adaptées ou le milieu ordinaire. Il a été modifié au profit de deux indicateurs distinct dont le premier vise à mesurer la part des conventions de mise à disposition par rapport à l'ensemble des travailleurs handicapés et le second la part des travailleurs handicapés par rapport aux entrées de travailleurs en ESAT.

Précisions méthodologiques :

Ces indicateurs doivent permettre de mesurer la part des travailleurs handicapés des ESAT mis à disposition dans le milieu ordinaire ou les entreprises adaptées, sur la base d'une convention de soutien en application du dispositif mis en place par la loi du 11 février 2005.

Mode calcul : Nombre de convention de mise à disposition /Nombre de travailleurs handicapés. Nombre de travailleurs handicapés d'ESAT mis à disposition ou sortis vers le milieu ordinaire /Nombre de travailleurs handicapés entrés dans l'année en ESAT.

Source des données : statistiques/ enquêtes DGAS.

OBJECTIF n° 3 : Accompagner le retour vers l'emploi pour développer la part du revenu du travail dans les ressources des allocataires de l'allocation adultes handicapés (AAH)

En favorisant l'intégration professionnelle, les revenus d'activité progressent. L'aménagement des conditions de cumul partiel, dégressif avec le montant du revenu d'activité, doit permettre une amélioration sensible de la situation financière des personnes. Cet objectif consiste principalement à mettre en cohérence les mesures d'aide au revenu d'existence, à savoir le minimum social qu'est l'AAH, avec l'incitation à l'activité professionnelle, conformément au pacte national pour l'emploi des personnes handicapées présenté lors de la conférence nationale du handicap (CNH).

INDICATEUR 3.1 : Proportion d'allocataires de l'allocation adultes handicapés percevant une rémunération d'activité (distinction articles L821-1 et L821-2;)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
L821-1 (personnes présentant un taux d'incapacité égal ou supérieur à 80%)	%	19,6		21,5	21,5	22,5	23,5
L821-2 (personnes présentant un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 %)	%	17,2		17,5	17,5	17,9	18,2
Total	%		18,8		20,2	21	21,3

Précisions méthodologiques :

L'indicateur permet de mesurer l'impact des politiques d'incitation à l'emploi en faveur des personnes handicapées. Plus cet indicateur est élevé, plus il témoigne d'une insertion professionnelle des allocataires. Cependant, une baisse de l'indicateur ne sera pas systématiquement à interpréter négativement, ainsi une telle baisse pourrait résulter d'une intégration professionnelle réussie (accompagnée d'un niveau de rémunération incompatible avec l'A.A.H.) se traduisant par une sortie du dispositif de l'A.A.H. La différence de cible entre les deux catégories de bénéficiaires s'explique par l'absence de lien entre le taux d'incapacité et l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

Source des données : Les données nécessaires au renseignement de l'indicateur sont présentes dans les fichiers de la CNAF mais ne sont actuellement pas exploitées en routine et supposent une requête spécifique.
fichiers CNAF

OBJECTIF n° 4 : Lutter contre les situations de maltraitance des personnes âgées

Les leviers utilisés pour améliorer le taux des appels traités (c'est-à-dire décrochés et ayant donné lieu à une information de l'appelant) sont les antennes départementales de l'association « Allô maltraitance personnes âgées » (ALMA) (ou de tout autre opérateur spécialisé). Toutefois, seules les données de la plate-forme d'Île-de-France, gérée par l'association française pour la bientraitance des personnes âgées et/ou handicapées (AFBAH) permettent, actuellement de renseigner l'indicateur.

INDICATEUR 4.1 : Taux d'appels téléphoniques traités par le dispositif d'accueil téléphonique, de suivi et de traitement des situations de maltraitance envers les personnes âgées et les adultes handicapés

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'appels téléphoniques traités par le dispositif d'accueil téléphonique, de suivi et de traitement des situations de maltraitance envers les personnes âgées et les personnes adultes handicapées	%					60	80

Précisions méthodologiques :

L'installation d'un dispositif d'écoute maltraitance comprenant d'une part l'AFBAH qui anime le nouveau numéro national 3977 et, d'autre part ALMA qui anime le réseau d'antennes départementales vient d'être installé le 5 février 2008 et élargi aux adultes handicapés.

Par ailleurs la plage horaire est passée de 9h à 17h à 9h à 19h. L'AFBAH devenue compétente sur l'ensemble du territoire national avec une augmentation très sensible de son volume d'activité : 13 appels/jour pour AFBAH francilienne en 2007, 111/ jour pour AFBAH numéro national suite à un sondage réalisé en février. Dès lors, les valeurs figurant dans le PAP 2008 et notamment celle de l'année cible (85) doivent être revues à la baisse. Ces différents facteurs, appréciation exacte de la volumétrie et taille critique activités/écoutants, compliquent aujourd'hui la définition d'une prévision, qui doit dès lors s'analyser avec prudence.

Source :

Système d'information du dispositif national d'écoute à partir de 2009 (jusqu'en 2008, données Ile-de-France de l'AFBAH). Le réseau des antennes ALMA (« Allô maltraitance personnes âgées ») n'étant pas actuellement en mesure de donner ce type d'information et dans l'attente de la généralisation du dispositif national (mise en place d'un véritable numéro national et d'un système d'information), l'indicateur est renseigné par les données recueillies auprès de la plate-forme d'Ile-de-France (association AFBAH). Transmission à la DGAS par le dispositif national d'écoute des données « complètes » à partir de 2009.

Handicap et dépendance

Programme n° 157 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO**ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées		14 100 000	14 100 000		14 100 000	14 100 000
02	Incitation à l'activité professionnelle		2 481 100 000	2 481 100 000		2 481 100 000	2 481 100 000
03	Ressources d'existence		6 129 853 398	6 129 853 398		6 129 853 398	6 129 853 398
04	Compensation des conséquences du handicap		18 268 661	18 268 661		18 268 661	18 268 661
05	Personnes âgées		2 000 000	2 000 000		2 000 000	2 000 000
06	Pilotage du programme		5 800 000	5 800 000		5 800 000	5 800 000
Totaux			8 651 122 059	8 651 122 059		8 651 122 059	8 651 122 059

DÉPENSES DE PERSONNEL**EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES**

Les dépenses de personnel figurent dans le programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ».

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>8 192 084 155</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>8 198 242 725</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
126 125 864	8 651 122 059	-66 745	8 651 188 804	8 651 122 059	0
					<div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>0</div>
					<div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>0</div>
					<div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>0</div>

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Le besoin de CP sur engagements antérieurs à 2007, dû notamment au solde des CPER 2000-2006, doit être couvert en gestion 2007 et 2008, pour la majeure partie, par les reports successifs des CP du fonds de concours CNSA créé par l'article 100 B de la LFSS 2005 .

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		14 100 000	14 100 000
Crédits de paiement		14 100 000	14 100 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	14 100 000	14 100 000

Les crédits proposés au titre de l'action 1 concernent des participations de l'Etat au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées créées par la Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

La maison départementale est chargée d'accueillir les personnes handicapées et de les conseiller, mais aussi d'organiser l'instruction des demandes de prestations et d'orientation, l'évaluation des besoins et le fonctionnement de l'instance de décision qu'est la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. L'accompagnement individualisé et personnalisé sur tous les plans (y compris médical) des personnes concernées est une exigence dont elles peuvent se prévaloir, y compris sur le plan juridique.

Les maisons départementales des personnes handicapées étant constituées sous forme de groupement d'intérêt public, l'État, qui en est un membre de droit, doit apporter sa contribution en moyens humains et financiers afin de permettre la mise en œuvre et le fonctionnement de ces organismes.

Il est proposé de reconduire le montant de la dotation 2008, afin de participer à la partie de fonctionnement incluse dans chacune des conventions constitutives de GIP.

ACTION n° 02 : Incitation à l'activité professionnelle

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		2 481 100 000	2 481 100 000
Crédits de paiement		2 481 100 000	2 481 100 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	1 129 200 000	1 129 200 000
Transferts aux autres collectivités	1 351 900 000	1 351 900 000

Cette action recouvre les crédits d'intervention répartis entre le financement des Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et de l'aide au poste versée à ces mêmes ESAT au titre de la rémunération garantie des travailleurs handicapés (GRTH).

1- Les Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) sont des établissements médico-sociaux qui accueillent, sur orientation de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), quelle que soit la nature de leur handicap et à partir de l'âge de 20 ans, des adultes handicapés ayant une capacité de travail inférieure à un tiers de la capacité normale et qui de ce fait ne peuvent momentanément ou durablement exercer une activité professionnelle en milieu ordinaire.

Leur but est de permettre aux personnes handicapées accueillies d'être acteurs de la vie économique, mais aussi plus autonomes dans leur vie sociale. Ils leur offrent des possibilités d'activités diverses à caractère professionnel, ainsi qu'un soutien médico-social et éducatif, en vue de favoriser leur épanouissement personnel et social. L'encadrement est assuré par une équipe pluridisciplinaire en capacité d'apporter un appui.

Leur vocation est double :

- économique : ils ont une activité de production, créatrice d'une valeur ajoutée, redistribuée aux travailleurs handicapés sous forme de rémunération ;
- médico-sociale et éducative : leur objectif est de rendre la personne handicapée plus apte à assurer une activité à caractère professionnel, plus autonome, plus responsable, par des actions de soutien personnalisées et individualisées.

Les crédits 2009 s'élèvent à 1 351 900 000 €. Ils permettront de financer, par le versement de dotations aux établissements, les places déjà installées et les places nouvelles ouvertes en 2009. Ces crédits incluent également des mesures d'économies.

En ce qui concerne les 114 811 places déjà installées, la dotation intègre :

- les crédits accordés en 2008 : 1 331,4 M€ ;
- l'extension en 2009 des créations de places 2008 (soit 2 000 places sur 6 mois) : 11,7 M€ ;
- une actualisation des dépenses afin de tenir compte d'une évolution moyenne de 1,6% de la masse salariale : 16,4M€.

A ces places s'ajoutent, en 2009, le financement de 1 400 places nouvelles, financées sur la base d'une ouverture en moyenne au mois de novembre : 2,8 M€.

De ce fait, le coût moyen d'une place, avant mesures de rationalisation évoquées ci-après, s'élève à 11 903 € en 2009 (11698€ en 2008).

Déterminants de dépenses	2007	2008	2009
Nombre de places Dont places nouvelles	112 811 2 500 (financées à mi-année)	114 811 2 000 (financées à mi-année)	116 211 1 400 (financées compte tenu d'une ouverture en novembre)
Coût annuel d'une place - Moyen	11 596 €	11 698 €	11 903 €
Structure du coût	76,3 % : dépenses de personnel 23,7 % : dépenses autres de fonctionnement		

Enfin, la dotation 2009 intègre des mesures de meilleure gestion de l'ordre de 10,3 M€ qui résultent :

- pour 6,3 M€, des effets des restructurations entreprises dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) et des groupements de coopération sociaux et médico-sociaux (GCSMS) ;
- pour 4 M€ des effets attendus de la fixation de tarifs plafonds.

En effet, si le secteur du travail protégé est composé d'une multitude d'établissements et de services, environ 1 400, un nombre important d'entre eux se rattachent cependant aux grandes organisations représentatives du secteur ouvrant la possibilité de regroupements dans le cadre de CPOM.

Ces différentes structures ont également vocation à mettre en œuvre les dispositions générales du CASF favorisant la coopération avec d'autres établissements et services médico-sociaux qui doivent permettre une mutualisation des moyens gage d'une meilleure efficience sur un territoire donné. Par ailleurs, les dispositions particulières au secteur encouragent les

Initiatives visant à la mutualisation des moyens en matière notamment d'appui des travailleurs handicapés au passage vers le milieu ordinaire ou de prospection économique pour le développement des activités de production de biens et de services. Ces différentes opportunités offertes aux ESAT sont de nature à induire des économies d'échelle mais aussi à leur permettre de dégager davantage de valeur ajoutée.

Enfin, pour répondre à la dispersion des coûts, une disposition législative va permettre aux pouvoirs publics de disposer d'un nouveau mécanisme de bonne gestion budgétaire, à l'instar de la mesure déjà prise dans le secteur des établissements médico-sociaux pour personnes handicapées et personnes âgées financés par l'assurance maladie à l'occasion de la LFSS 2008, afin de pouvoir fixer des tarifs plafonds pour mieux maîtriser l'évolution des dépenses de fonctionnement.

2 – L'aide au poste est versée aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) au titre de la rémunération garantie des travailleurs handicapés (GRTH), via le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) qui en assure la gestion pour le compte de l'État.

Elle a vocation à permettre la compensation par l'État des charges supportées en partie par les ESAT au titre de la rémunération garantie, des charges sociales afférentes (35,70%), du financement de la formation professionnelle continue et de la prévoyance pour les travailleurs handicapés admis dans ces établissements et services telles que définies dans le cadre de la réforme des ESAT entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2007.

Les travailleurs handicapés perçoivent une rémunération garantie composée d'une part financée par l'ESAT, qui doit être d'un montant supérieur à 5 % du SMIC et d'une part financée par l'État qui ne peut excéder 50 % du SMIC. Cette rémunération est servie dès l'admission en période d'essai du travailleur handicapé sous réserve de la conclusion du contrat de soutien et d'aide par le travail et est maintenue pendant toutes les périodes de congés et d'absences autorisées (décret n° 2006-703 du 16 juin 2006 relatif aux établissements et services d'aide par le travail et modifiant le code de l'action sociale et des familles et le code de la sécurité sociale).

La rémunération garantie varie en fonction du caractère à temps plein ou à temps partiel de l'activité exercée par la personne handicapée. Elle est d'autant plus importante que le niveau de participation financière de la structure est élevé afin de jouer un rôle d'incitation. A ce jour, la rémunération directe servie par les ESAT est en moyenne égale à 12,5 % du SMIC.

Les crédits 2009 s'élèvent à 1 129 200 000 euros. Ces crédits intègrent :

- le financement de l'aide au poste pour les 114 811 places déjà installées en tenant compte : des dépenses réelles de l'année 2008 (intégrant le reliquat 2007), du financement en 2009 des créations de places 2008 (soit 2 000 places sur 6 mois), de l'actualisation de 2,4% de la base du SMIC et des possibilités de sortie des travailleurs handicapés vers le milieu ordinaire ;
- le financement de 1 400 places nouvelles en 2009 (ouvertes à partir du mois de novembre).

De nouveaux modes de contractualisation entre l'État et les ESAT doivent permettre de mieux ajuster la part consacrée par les ESAT à la rémunération garantie de leurs travailleurs handicapés et par voie de conséquence l'effort budgétaire de l'État dans ce domaine. La circulaire du 1^{er} août 2008 de la DGAS insiste fortement sur les conventions qui doivent être passées en matière de rémunération et de formation entre les DDASS et les organismes gestionnaires des ESAT. Il convient pour l'ensemble des parties à la négociation de rechercher un équilibre entre des choix

économiques et budgétaires de nature à permettre à la population cible des ESAT, à savoir des personnes handicapées ayant une faible capacité de travail, de continuer à travailler dans de telles structures.

ACTION n° 03 : Ressources d'existence

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		6 129 853 398	6 129 853 398
Crédits de paiement		6 129 853 398	6 129 853 398

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	6 129 853 398	6 129 853 398

Les crédits des dépenses d'intervention au titre de l'action n°3 se répartissent ainsi :

5 811,2 millions d'euros pour l'allocation aux adultes handicapés

318 millions d'euros pour le Fonds spécial invalidité

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) est une prestation non contributive destinée à assurer un minimum de ressources aux personnes handicapées. Elle est par ailleurs :

- subsidiaire : les avantages d'invalidité ou de vieillesse, à l'exception de la majoration pour aide constante d'une tierce personne, doivent être sollicités en priorité à l'AAH ;
- différentielle : lorsqu'elle se cumule avec un avantage d'invalidité, de vieillesse ou une rente d'accident du travail inférieure à son montant ou lorsqu'elle se cumule avec les ressources personnelles de l'intéressé et, s'il y a lieu, de son conjoint ou concubin.

Pour ouvrir droit à l'AAH, la personne handicapée doit être atteinte d'un taux d'incapacité permanente :

- égal ou supérieur à 80 % (article L821-1 du Code de la Sécurité Sociale-CSS)
- ou compris entre 50 % et 80 % (article L821-2 du CSS). Dans ce dernier cas, le droit à l'AAH ne sera ouvert que si l'intéressé connaît une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi compte tenu du handicap.

Elle peut être assortie de deux types de compléments, le complément de ressources (article L. 821-1-1 CSS) ou la majoration pour la vie autonome (article L. 821-1-2 CSS), ouverts aux bénéficiaires de l'AAH au titre de l'article L. 821-1 CSS ou depuis le 1er janvier 2007 aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (article 132 de la loi n°2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007).

Le droit à l'AAH est accordé par les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées siégeant au sein des maisons départementales des personnes handicapées. L'allocation est ensuite versée par la caisse d'allocations familiales ou de mutualité sociale agricole dans la mesure où les conditions administratives (âge, ressources...) sont remplies.

Le budget de l'AAH pour 2009 met en œuvre les engagements pris par le Président de la République lors de la conférence nationale du handicap du 10 juin 2008. Ainsi, pour la période 2009-2012, l'AAH devrait être revalorisée à raison de deux paliers chaque année de 2,2%, pour atteindre le montant de 776,60 euros en 2012. Ces deux revalorisations annuelles auront lieu en avril et en septembre de chaque année. Au terme de ce plan de revalorisation, le montant de l'AAH aura été augmenté de 25 % sur cinq ans. En outre, le budget de l'AAH s'appuie sur des objectifs

ambitieux d'accès à l'emploi des allocataires, grâce à la mise en place d'un pacte national pour l'emploi des personnes handicapées et une réforme des conditions d'attribution de l'AAH.

La prévision de dépenses pour 2009 s'élève à 5 811,2 M€. Elle repose sur une évolution du nombre de bénéficiaires et du montant de l'AAH qui devraient porter l'enveloppe « spontanée » à 5 888,6 M€, puis sur l'impact d'actions de meilleure gestion grâce au pacte national pour l'emploi et aux aménagements de l'AAH d'un montant de 77,4 M€.

L'évolution du nombre de bénéficiaires

En 2007, le nombre de bénéficiaires de l'AAH a progressé de 0,7 % en moyenne annuelle. Le budget 2009 repose sur une prévision d'évolution de 1,05 % en 2008 et de 0,9 % en 2009. Ces rythmes s'inscrivent dans la continuité du ralentissement observé depuis 2006 par rapport aux années antérieures, lié à l'arrivée d'un grand nombre d'allocataires à un âge supérieur à 60 ans, où ils peuvent prétendre à l'allocation de solidarité pour les personnes âgées (ou « minimum vieillesse »).

Le nombre de bénéficiaires du complément de ressources devrait progresser de 0,4 % en 2009.

La revalorisation de l'AAH

Le plan de revalorisation de l'AAH a donné lieu en 2008 à deux revalorisations, de 1,1 % au 1^{er} janvier et de 3,9 % au 1^{er} septembre, soit 5 % sur l'année. La poursuite de ce plan en 2009 se traduira par deux revalorisations en avril et en septembre qui porteront le montant de l'AAH à 681,63 € fin 2009, pour un montant total de 114,6 M€.

La garantie de ressources des personnes handicapées (garantie de ressources égale à la somme de l'AAH et du complément de ressources) ainsi que le cumul de l'AAH et de la majoration pour la vie autonome (MVA) progresseront comme l'AAH.

Le pacte national pour l'emploi des personnes handicapées

Les objectifs d'accès à l'emploi des allocataires de l'AAH s'appuient sur une réforme des conditions d'attribution et de calcul de l'allocation et sur un meilleur accompagnement vers l'emploi.

- Les objectifs d'accès à l'emploi des allocataires :

L'objectif est d'augmenter progressivement sur plusieurs années le nombre d'allocataires de l'AAH accédant à l'emploi. En 2007, environ 170 000 allocataires de l'AAH travaillaient, dont environ la moitié en milieu protégé. L'objectif pour 2009 est d'augmenter le nombre d'allocataires de l'AAH qui travaillent (et qui cumulent donc AAH et revenus d'activité) de 37 000. Par ailleurs 1 000 allocataires devraient reprendre un emploi suffisamment rémunéré pour sortir de l'AAH.

- La suppression de la condition d'inactivité d'un an pour les personnes dont le taux d'incapacité est inférieure à 80 %

Aujourd'hui, les personnes dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 80 % doivent remplir une condition d'inactivité d'un an. Cette condition décourage la reprise d'une activité professionnelle, puisque celle-ci peut entraîner la perte de l'AAH. Le projet de loi de finances pour 2009 supprime donc cette condition.

- La trimestrialisation de la révision des ressources

Dans le système actuel, les ressources prises en compte pour déterminer le droit à l'AAH sont révisées le 1^{er} janvier sur la base des ressources de l'année n - 2. Les personnes handicapées peuvent donc subir des modifications de leur AAH pour des événements intervenus deux ans auparavant, ce qui suscite souvent l'incompréhension. Ce système rend par ailleurs très difficile l'adaptation réactive de l'AAH aux évolutions de la situation professionnelle.

Un système de révision trimestrielle, identique au système existant pour le RMI et l'API et qui devrait être mis en place pour le RSA sera mis en œuvre.

- La réforme du mode de cumul de l'AAH et des revenus d'activité

Les allocataires de l'AAH bénéficient dès aujourd'hui d'un système de cumul pérenne de l'AAH et des revenus d'activité. Celui-ci est cependant très complexe et peu lisible pour les usagers, car il fait intervenir une combinaison de plusieurs abattements proportionnels et d'un abattement forfaitaire.

Le système réformé pour 2009 sera basé sur les règles suivantes :

- 6 mois de cumul intégral de l'AAH et des revenus d'activité ;
- après ces 6 mois, abattement de 80 % sur les revenus d'activité inférieurs à 0,4 fois le montant du SMIC et de 40 % sur les revenus supérieurs à 0,4 SMIC.

- L'évaluation systématique de l'employabilité et la mise en place d'un accompagnement personnalisé vers l'emploi

Aujourd'hui, l'examen des demandes d'AAH ne s'accompagne pas systématiquement d'un examen de la qualité de travailleur handicapé, ce qui ne permet pas d'assortir, chaque fois que possible, l'attribution de l'AAH d'une orientation vers un accompagnement professionnel. Or un grand nombre d'allocataires sont en capacité de travailler. L'examen des demandes d'AAH sera donc désormais systématiquement couplé avec un examen de la qualité de travailleur handicapé.

En outre, lorsque l'allocataire aura été reconnu capable de travailler, il lui sera proposé, après un bilan professionnel, un contrat d'insertion et d'accompagnement vers l'emploi, coordonné par un référent unique issu des Cap Emploi ou du service public de l'emploi. Ce contrat pourra prévoir des actions de formation, la mobilisation d'aides à l'insertion (aménagement spécifique du véhicule, formation à l'autonomie dans les déplacements...), des actions d'accompagnement vers l'emploi ou encore des stages.

Plus globalement, le Président de la République a annoncé, lors de la Conférence nationale du handicap que les deux régimes d'AAH seraient réformés, afin de fonder leur distinction non plus sur un taux d'incapacité permanente mais sur la capacité ou non de la personne handicapée à exercer une activité professionnelle. A cet effet, un outil global pour évaluer la capacité de travail des demandeurs d'AAH sera défini pour 2009 en même temps que sera harmonisé l'utilisation du guide-barème actuellement utilisé, avant qu'il ne fasse l'objet d'une révision. Une réflexion sur la réforme des compléments de l'AAH sera engagée dans le même temps afin que ceux-ci viennent compléter en priorité les revenus des personnes qui sont dans l'incapacité complète de travailler.

- L'harmonisation des pratiques des CDAPH

L'audit de modernisation sur l'AAH réalisé en 2006 par l'Inspection générale des affaires sociales et l'Inspection générale des finances avait relevé des écarts importants entre départements sur les pratiques d'attribution de l'AAH. Un nombre important d'erreurs est commis dans l'application de la réglementation, notamment du guide-barème servant à déterminer le taux d'incapacité.

Un plan d'action a été mis en place, qui vise notamment à harmoniser les pratiques. Des outils d'information ont été réalisés à l'attention des MDPH et des formations des médecins membres des équipes pluridisciplinaires sont organisées par le ministère et par la CNSA.

Conformément à l'objectif fixé lors de la Conférence nationale du handicap et visant à « donner à l'Etat les moyens de jouer pleinement son rôle de garant de l'équité territoriale », de nouvelles mesures seront prises afin d'amplifier l'effort d'harmonisation des pratiques des CDAPH. Ces mesures porteront notamment sur une utilisation harmonisée entre départements du guide-barème rénové et sur une implication déterminante de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) sur ce sujet.

Le montant moyen mensuel de l'allocation indiqué ci-dessous incorpore l'ensemble des déterminants qui interviennent à la hausse (ex : revalorisation de l'allocation) ou à la baisse (ex : reprise d'emploi par les allocataires). L'évolution du montant moyen diffère donc de celle du montant plafond.

Déterminants de dépenses	2005 (constaté)	2006 (constaté)	2007 (constaté)	2008 (prévisions actualisées)	2009 (prévisions)
Nombre moyen de bénéficiaires (tous régimes – France entière) ⁶	793 886	802 200	809 000	817 500	824 400
Montant moyen mensuel de l'allocation	523 €	542 €	554 €	567 €	587 €

Le Fonds Spécial Invalidité (FSI) finance l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI).

Il s'agit d'une prestation différentielle non contributive servie, en complément d'un avantage d'assurance invalidité ou d'assurance vieillesse, aux personnes atteintes d'une invalidité générale réduisant leur capacité de travail d'au moins deux tiers. Elle vise à compléter les ressources des bénéficiaires d'une pension d'invalidité d'un régime de sécurité sociale de telle sorte que le montant cumulé de la pension d'invalidité, des ressources personnelles du demandeur et de l'allocation supplémentaire soit égal à un montant annuel fixé au 1^{er} janvier 2008 à 7 719,52 € pour un célibataire et 13 521,27 € pour un couple.

⁶ Source : CNAF - CCMSA

L'évaluation de la dotation proposée en projet de loi de finances repose sur les déterminants de dépenses retenus par une mission menée conjointement en août 2003 par l'Inspection Générale des Affaires Sociales et par l'Inspection Générale des Finances. Il s'agit de faire évoluer la dernière dépense connue en fonction des revalorisations de l'allocation ainsi que de l'évolution du nombre de bénéficiaires, qui en 2008 était de l'ordre de 105 000.

Pour 2009, la dotation au titre du FSI s'élève à 318 M€.

ACTION n° 04 : Compensation des conséquences du handicap

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		18 268 661	18 268 661
Crédits de paiement		18 268 661	18 268 661

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	14 268 661	14 268 661

La subvention aux instituts nationaux pour enfants et adolescents déficients sensoriels couvre la rémunération des personnels enseignants des cinq instituts : INJA à Paris pour les jeunes déficients visuels, 4 INJ pour jeunes sourds à Paris, Chambéry, Gradignan et Metz. Les personnels enseignants concernés sont des professeurs d'enseignement général, des professeurs d'enseignement technique et des élèves professeurs. Le manque de professeurs formés a en effet conduit à mettre l'accent sur la formation de personnels trop souvent contractuels et n'ayant pas les formations spécifiques indispensable à la qualité de l'enseignement en interne ou pour accompagner efficacement les élèves en milieu scolaire ordinaire.

En 2009, c'est une subvention d'un montant global de 14,27 M€ qui sera répartie entre ces établissements. Une actualisation de 1,6% de la masse salariale est appliquée.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	4 000 000	4 000 000

Les services d'auxiliaires de vie ont vocation à participer au maintien à domicile des personnes handicapées, en leur permettant de bénéficier d'une aide humaine pour les actes essentiels de la vie. Sur la base d'une circulaire du 21 juin 1981, il était alloué un forfait par poste d'auxiliaire de vie à hauteur de 9 650€.

Les crédits affectés en 2009 doivent permettre, sans compromettre le maintien à domicile des personnes lourdement handicapées mais dans la perspective de mettre progressivement fin aux subventions apportées directement aux services d'auxiliaire de vie compte tenu de la mise en place de solutions relais de prise en charge ou de la solvabilisation des intéressés, d'assurer une continuité de la prise en charge à domicile des personnes handicapées. En effet, la mise en œuvre de la prestation de compensation, notamment pour les personnes ayant de gros besoins d'aides humaines, permet de réduire le montant des subventions nécessaires.

ACTION n° 05 : Personnes âgées

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		2 000 000	2 000 000
Crédits de paiement		2 000 000	2 000 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	2 000 000	2 000 000

Les dépenses d'intervention de l'action 5 ont trait au versement de subventions à des associations d'une part et au financement de la lutte contre la maltraitance d'autre part.

- Les subventions nationales à des associations têtes de réseau sont budgétées pour un montant de 0,46M€, dont il est demandé la reconduction en 2009. Elles ont permis d'allouer en 2008 des subventions à 10 associations pour un montant moyen de 46 000 €. Le montant minimum est de 4 000 € et celui maximum concerne la Fondation Nationale de Gérontologie pour un montant de 318 145€.

- Les crédits mobilisés dans le cadre de la lutte contre la maltraitance s'élèvent pour 2009 au total à 1,54M€. La politique de bientraitance envers les personnes âgées repose notamment sur le réseau d'écoute téléphonique et de signalements des maltraitances géré par le réseau ALMA ("Allô Maltraitance Personnes âgées", organisé en Fédération reconnue d'utilité publique). Ce réseau se caractérise par la qualité de ses prestations. Les écoutants bénéficient de formation idoine. Ceux-ci sont généralement des bénévoles expérimentés dans le champ de l'action sociale et répondent aux exigences de l'éthique de ce domaine. Il mène par ailleurs des actions multiples, par exemple de sensibilisation sur le problème des personnes âgées maltraitées. Il est également prévu de participer au financement d'une expérimentation dans deux régions d'un dispositif de prévention et d'accompagnement des situations d'épuisement professionnel dont sont victimes nombre de professionnels d'établissements et services intervenant auprès des personnes âgées et des personnes handicapées. Les crédits doivent permettre également le financement de l'association française pour la bientraitance des aînés et/ou handicapées (AFBAH) qui doit mettre en place la plate-forme d'écoute nationale complétée par un réseau de proximité avec lequel elle doit articuler son action. Elle s'engage à rencontrer régulièrement ses interlocuteurs locaux et définir les modalités opérationnelles de transfert d'information avec l'ensemble de ses interlocuteurs et de travailler étroitement avec l'association ALMA France qui constitue l'autre pilier du dispositif de par son implantation dans les départements.

En résumé, les crédits demandés en loi de finances permettent :

- de subventionner les associations têtes de réseau à hauteur de 0,460 M€
- de subventionner le siège du Réseau ALMA à hauteur de 0,380 M€,
- de subventionner l'AFBAH à hauteur de 0,430 M€,
- de financer 84 centres d'écoute téléphonique personnes âgées et 70 centres d'écoute téléphonique personnes handicapées à hauteur de 0,730 M€.

Handicap et dépendance

Programme n° 157 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACTION n° 06 : Pilotage du programme

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		5 800 000	5 800 000
Crédits de paiement		5 800 000	5 800 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	100 000	100 000

Un montant de 100 000 € est inscrit au titre des frais de justice du programme soit 20 000 € de plus qu'en 2008 pour tenir compte de la hausse continue observée des contentieux.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	5 700 000	5 700 000

Cette action couvre 3 types de financements :

- les subventions à des associations nationales têtes de réseau, notamment toutes les associations qui jouent un rôle au niveau national de soutien des personnes handicapées et de dialogue avec les pouvoirs publics ainsi que le financement du Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations (CTNERHI) association intervenant pour des études et de la recherche. L'enveloppe des crédits pour ces subventions s'élève à 2,2M€ pour l'année 2009. Il est prévu de poursuivre le recentrage des subventions en faveur des associations dont les interventions et l'activité apparaissent les pertinentes dans le champ du handicap.

Le montant moyen des subventions allouées est habituellement de l'ordre de 20 000 € en dehors de la subvention accordée au CTNERHI.

- une participation au financement de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM), constituée sous forme de groupement d'intérêt public, est inscrite pour un montant de 1 M€. Cette agence est financée par l'Etat, la CNSA et pour une très faible mesure par les personnes morales représentant les organismes gérant des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Une contribution financière perçue en contrepartie des services rendus par l'agence aux organismes gérant des établissements et services sociaux et médico-sociaux également prévue à l'origine, doit être revue. L'agence est chargée de valider ou élaborer des procédures, des références et des recommandations de bonnes pratiques professionnelles en fonction des catégories d'établissements et de services. Pour accomplir cette mission, elle peut réaliser des études et faire appel à des intervenants extérieurs. Mise en place en 2007, elle doit continuer à monter en charge pour assumer le rôle qui lui est dévolu.

- les financements alloués aux Centres Régionaux d'aide à l'Enfance et à l'Adolescence Inadaptée (CREAI) d'un montant de 2 M€ et aux Centres d'Information pour la Surdité (CIS) pour un montant de 0,5 M€.

Les CREAI ont été créé en 1964 par arrêté ministériel. Au nombre de 20, ces structures sont reconnues dans leur rôle régional d'observation sociale, d'évaluation et d'étude car ils possèdent une technicité (méthodologie d'enquête) et une

bonne connaissance du secteur social et médico-social. Les CREAL sont sollicités fréquemment par l'ensemble des acteurs (services de l'État, associations et institutions).

Les Centres d'Information sur la Surdité ont une vocation générale d'information sur les problèmes liés à la surdité et constituent un appui aux usagers comme aux services. Une évolution de l'organisation actuelle de ces 13 structures pourra être mise en œuvre.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			14 084 993	14 084 993	14 268 661	14 268 661
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)						
Totaux			14 084 993	14 084 993	14 268 661	14 268 661

Ces crédits correspondent aux subventions versées aux Instituts Nationaux pour Jeunes Sourds et Aveugles (INJS et INJA) pour un montant de 14,27 M€.

Ces instituts nationaux sont chargés de la prise en charge d'enfants jeunes aveugles ou sourds au stade de l'éducation précoce, préélémentaire, élémentaire, secondaire et technique.

L'organisation administrative et le régime financier de ces instituts nationaux sont régis par le décret 74-335 du 26 avril 1974. La création de ces établissements est historique, elle a très largement précédé la création des établissements et services médico-sociaux. Ils sont les premiers qui ont permis avec des modes de communication particuliers (langue des signes, braille) la mise en œuvre d'une éducation et une scolarisation des jeunes enfants déficients sensoriels.

Les deux instituts nationaux de Paris gardent à ce jour encore une place particulière dans ce milieu, en termes de recrutement et d'édition adaptée (INJA), de recherche dans la prise en charge ou de relation avec l'étranger.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)	257		
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	257		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		266	266
dont sous plafond d'emplois opérateurs		266	266
dont hors plafond d'emplois opérateurs			

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS

EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009				
Intitulé de l'opérateur	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			
		ETPT (1)	ETPT	ETP		Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"		"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)
INJA - Institut national des jeunes aveugles de Paris	57	57				57			57		57		57
INJSB - Institut national des jeunes sourds de Bordeaux	37	37				37			37		37		37
INJSC - Institut national des jeunes sourds de Chambéry	65	65				75			75		75		75
INJSM - Institut national des jeunes sourds de Metz	39	39				38			38		38		38
INJSP - Institut national des jeunes sourds de Paris	59	59				59			59		59		59
Totaux	257	257				266			266		266		266

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

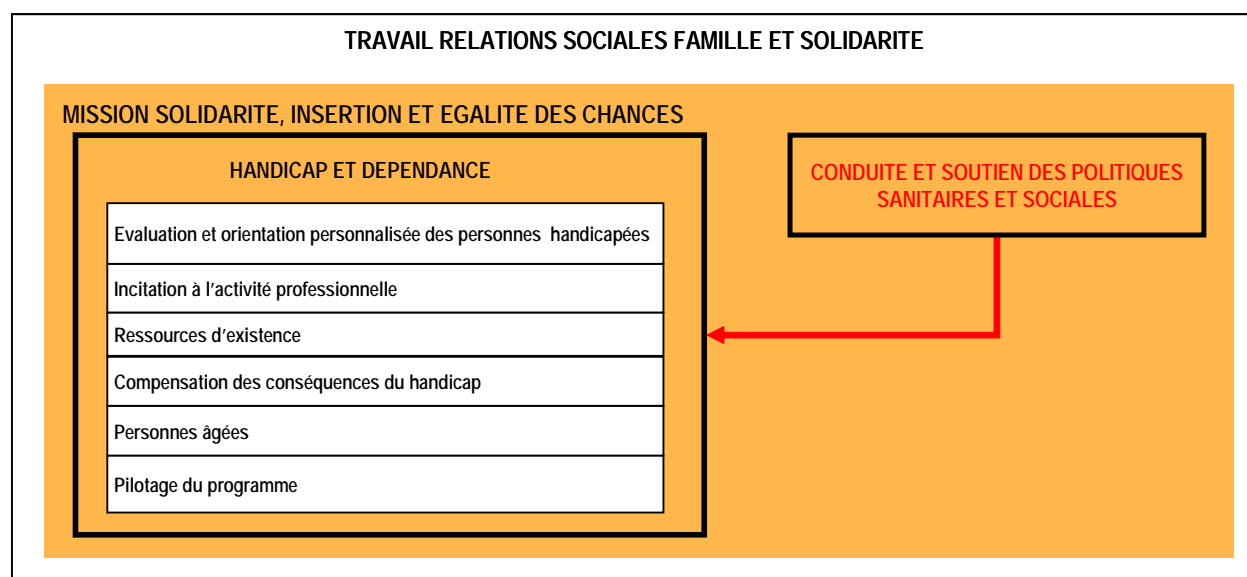
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées	14 100 000		+96 922 955	+111 022 955	+95 252 689
Incitation à l'activité professionnelle	2 481 100 000		+5 600 251	+2 486 700 251	+2 349 945 350
Ressources d'existence	6 129 853 398		+6 728 147	+6 136 581 545	+5 729 032 430
Compensation des conséquences du handicap	38 268 661		+8 692 019	+46 960 680	+51 164 871
Personnes âgées	2 000 000		+39 200 559	+41 200 559	+39 438 842
Pilotage du programme	5 800 000		+53 909 014	+59 709 014	+50 379 847
Totaux	8 671 122 059		+211 052 945	8 882 175 004	8 315 214 029

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-211 052 945
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	-211 052 945

OBSERVATIONS

MODALITES DE VENTILATION DES DEPENSES DU PROGRAMME

Le présent programme bénéficie du soutien du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » par la ventilation des dépenses des actions « gestion des politiques sociales » (sous action « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »), « statistiques, études et recherche », et « soutien de l'administration sanitaire et sociale », vers les actions du présent programme au prorata des ETPT travaillés par programme des différentes politiques sanitaires et sociales (sauf affectation directe de telle étude ou recherche).

Élaboration de la clé de déversement (ETPT)

L'effectif des services déconcentrés représente plus de 80% de l'effectif du programme 124. Leur répartition par actions et sous-actions est donc prépondérante dans la détermination des clés de répartition du déversement. Cette répartition est estimée d'après les réponses apportées par les services déconcentrés à une enquête effectuée annuellement. La précision des réponses et leur nombre se sont significativement améliorés entre 2008 et 2009 expliquant en partie les écarts. La polyvalence des agents est très fréquente; ceux-ci contribuent à plusieurs sous-actions (notamment dans les services à faible effectif). Ce facteur entraîne une difficulté dans la détermination précise des fractions d'ETPT correspondant aux sous-actions qui s'ajoute à l'inconvénient d'une répartition très détaillée eu égard à la faiblesse de l'effectif dans certains services déconcentrés.

COMMENTAIRE DES RESULTATS

Le présent programme reçoit 22% des crédits du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ». La ventilation des crédits déversés est très contrastée :

- faible pour les actions « Incitation à l'activité professionnelle » et « Ressources d'existence », le coût de gestion des minima sociaux (GRTH, AAH, FSI) étant imputé aux organismes qui les suivent ;
- élevée pour l'action « évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées » mobilisant essentiellement les ressources humaines des DDASS.

Éléments de comparaison LFI 2008/ PLF 2009

Entre la LFI 2008 et le PLF 2009, le montant du programme après ventilation progresse de 6,8% (8 862 M€ contre 8 294 M€).

Le poids respectif des coûts des actions du programme s'établit selon un ordre décroissant comme suit :

- l'action « ressources d'existence » représente, avec l'AAH et le FSI, 69,2 % du coût du programme ;
- l'action « incitation à l'activité professionnelle », avec les ESAT et la GRTH, représente 28,1 % du coût du programme ;
- l'action « évaluation et orientation personnalisée des personnes handicapées » en représente 1,2% ;
- l'action « pilotage du programme », en représente 0,7% ;
- l'action « personnes âgées » en représente 0,5% ;
- l'action « compensation des conséquences du handicap » représente 0,3% du coût du programme.

PROGRAMME 137

ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

MINISTRE CONCERNÉ : XAVIER BERTRAND, MINISTRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ

Présentation stratégique du projet annuel de performances	122
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	125
Présentation du programme et des actions	129
Objectifs et indicateurs de performance	138
Justification au premier euro	142
Analyse des coûts du programme et des actions	151

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Joëlle VOISIN

Chef du service des droits des femmes et de l'égalité

Responsable du programme n° 137 : Égalité entre les hommes et les femmes

La politique du Gouvernement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes tend à faire coïncider égalité de droits, désormais acquise en France, et égalité réelle. En effet, malgré les progrès importants qui sont constatés (c'est en 1965 que les femmes ont pu exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari et qu'il a été effectivement mis fin à la nécessité d'obtenir une autorisation du mari pour ouvrir un compte bancaire), il reste encore de nombreux domaines où cette égalité n'est pas concrétisée. La représentation équilibrée entre les hommes et les femmes n'est pas encore atteinte dans la vie politique. Dans la vie économique, malgré un niveau de formation égal voire même dépassant celui des hommes, les femmes restent éloignées des postes de décision et les écarts de salaires persistent autour de 19%. D'autre part, 10% des femmes sont encore aujourd'hui victimes de violences conjugales, le coût économique des conséquences des violences conjugales étant estimé à minima à plus d'un milliard d'euro par an, et des jeunes filles subissent des mutilations sexuelles et des mariages forcés.

La politique conduite repose sur une double approche, à la fois intégrée et spécifique :

- intégrée, car il s'agit de prendre en compte les besoins respectifs des hommes et des femmes dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles (emploi, éducation, santé...) ;
- spécifique, puisqu'il subsiste des inégalités de fait qui nécessitent encore des mesures positives en faveur des femmes. Il s'agit notamment de leur permettre de connaître l'ensemble des droits dont elles disposent et d'y avoir accès, de proposer aux femmes qui dénoncent les violences qu'elles subissent au sein de leur couple les moyens de retrouver une autonomie et de mettre en place des dispositifs particuliers pour l'orientation des jeunes filles, la mixité des emplois, l'accès ou le retour à l'emploi, la création d'entreprise...

Cette double approche nécessite une dynamique interministérielle et partenariale, traduite par des relations continues entre le ministère en charge des droits des femmes et de l'égalité entre les hommes et les femmes et les autres ministères et organismes publics, le renforcement du dialogue social avec les partenaires sociaux, un partenariat étroit avec les entreprises et le secteur associatif et une sensibilisation des élus, au niveau national comme au niveau local.

Le service des droits des femmes et de l'égalité (SDFE) contribue à la mise en œuvre de cette politique grâce à sa participation à l'élaboration de textes législatifs et réglementaires, à une mobilisation des acteurs et à l'utilisation des crédits d'intervention du programme 137. Lorsque cela est possible, la conclusion de conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations clarifie les engagements de chacun et permet de mesurer dans la durée leur degré de réalisation conformément aux orientations ministérielles.

Les crédits d'intervention du programme sont d'une faible ampleur mais ils ont un effet levier puissant car ils appellent d'autres financements, non seulement nationaux mais aussi européens, régionaux, départementaux et locaux. Ils constituent un outil indispensable pour le service dont la mission première est de définir les besoins à satisfaire sur la base de diagnostics de la situation respective des hommes et des femmes au niveau national comme local. Le service, dans son rôle d'animation de la politique publique des droits des femmes et de l'égalité entre les hommes et les femmes, coordonne l'intervention des différents acteurs pour la réalisation d'actions définies en concertation avec eux dans les quatre champs du programme :

- l'accès des femmes aux responsabilités dans la vie politique, économique et associative,
- l'égalité professionnelle,
- l'égalité en droit et en dignité,
- l'articulation des temps de vie.

En matière d'égalité professionnelle, la priorité du service porte sur l'orientation des jeunes filles vers les filières scientifiques et techniques, sur l'égalité professionnelle et salariale conformément aux orientations de la conférence nationale sur l'égalité salariale du 27 novembre 2007 présidée par le Ministre du travail, des relations sociales, de la

famille et de la solidarité et sur la création et la reprise d'entreprises par les femmes. Ces actions, auxquelles il convient d'ajouter la lutte contre les discriminations, s'inscrivent pour l'essentiel dans la continuité du travail engagé en 2008.

L'égalité en droit et en dignité porte prioritairement sur l'information des femmes sur leurs droits et sur la mise en œuvre du second plan interministériel de lutte contre les violences faites aux femmes (2008-2010) présenté le 21 novembre 2007 par la Secrétaire d'Etat chargée de la solidarité

L'articulation des temps de vie traite en priorité l'articulation vie professionnelle, vie familiale en lien avec les orientations de la conférence nationale sur l'égalité salariale. Les actions relatives à la conciliation avec la vie personnelle s'efforcent de renforcer la participation des femmes à la vie sociale, favorisant ainsi leur accès aux responsabilités dans ces domaines..

Le service intervient également sur la thématique « femmes et pauvreté » qui constitue une priorité européenne qui devrait faire l'objet, par la Commission Européenne, d'une recommandation sur l'inclusion active couvrant les questions d'un revenu minimum d'insertion, les liens avec le marché du travail et d'un meilleur accès à des services de qualité, cette recommandation visant notamment la réduction du risque de pauvreté des femmes, notamment des plus âgées. Cette action recouvre le champ de l'égalité professionnelle et salariale et celui de l'accès aux droits et à la dignité.

Les crédits d'intervention étant principalement concentrés sur l'égalité professionnelle et l'égalité en droit et en dignité, les deux objectifs et les cinq indicateurs du programme 137 portent sur ces deux axes majeurs et permettront de mesurer l'impact des actions menées tant du point de vue des citoyens, des contribuables que des usagers.

Le programme 137 intègre d'autre part les crédits permettant le fonctionnement du réseau déconcentré et la rémunération de l'ensemble des collaborateurs du service, répartis entre une administration centrale restreinte et un réseau déconcentré implanté sur tout le territoire y compris dans les territoires d'Outre Mer, qui concourent au quotidien à la mise en œuvre de la politique de l'égalité entre les hommes et les femmes. Politique dont les enjeux sont essentiels à la fois en termes d'acquis démocratique, de cohésion sociale et de performance économique si l'on veut approfondir ce modèle de société qui donne toute leur place aux femmes dans le monde du travail et leur permettra de contribuer à relever les défis démographiques de demain.

Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), la mutualisation prévue des moyens du SDFE consacrés aux fonctions « support » avec ceux de la future direction générale de la cohésion sociale au niveau national, le rattachement des délégations régionales des droits des femmes et de l'égalité (DRDFE) aux SGAR au niveau régional, et l'intégration des chargés de missions départementaux aux directions départementales de la population ou de la cohésion sociale au niveau départemental, nécessiteront l'adaptation de l'organisation et du fonctionnement pour renforcer l'efficacité du service.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Contribuer au développement de l'égalité professionnelle par l'orientation, la diversification des emplois et la négociation collective
INDICATEUR 1.1	Part des filles, au niveau national, parmi les élèves des terminales des filières scientifiques et technologiques (séries S et STI) dans les lycées. Indicateur associé : nombre de candidatures au Prix de la vocation scientifique et technique des filles
INDICATEUR 1.2	Proportion d'accords collectifs (de branche ou d'entreprise) incluant une clause visant à la réduction des inégalités / nombre total d'accords
INDICATEUR 1.3	Taux de contrats pour la mixité des emplois signés dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment, du transport et de la restauration

■ OBJECTIF 2	Améliorer la qualité de service des permanences téléphoniques nationales d'aide aux personnes victimes de violence et l'efficiencia des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF)
INDICATEUR 2.1	Taux de réponse des permanences téléphoniques nationales
INDICATEUR 2.2	Pourcentage de centres dont le coût par personne accueillie est supérieur de 60% au coût moyen des centres

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision			529 922	529 922	
02	Égalité professionnelle			5 513 647	5 513 647	
03	Égalité en droit et en dignité			10 563 718	10 563 718	
04	Articulation des temps de vie			168 113	168 113	
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	11 449 514	1 018 048		12 467 562	
Totaux		11 449 514	1 018 048	16 775 400	29 242 962	

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision			529 922	529 922	
02	Égalité professionnelle			5 513 647	5 513 647	
03	Égalité en droit et en dignité			10 563 718	10 563 718	
04	Articulation des temps de vie			168 113	168 113	
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	11 449 514	1 018 048		12 467 562	
Totaux		11 449 514	1 018 048	16 775 400	29 242 962	

Égalité entre les hommes et les femmes

Programme n° 137 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision			556 581	556 581	
02	Égalité professionnelle			5 791 018	5 791 018	
03	Égalité en droit et en dignité			11 104 340	11 104 340	
04	Articulation des temps de vie			176 570	176 570	
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	9 637 181	1 024 600	7 000	10 668 781	
Totaux		9 637 181	1 024 600	17 635 509	28 297 290	

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision			556 581	556 581	
02	Égalité professionnelle			5 791 018	5 791 018	
03	Égalité en droit et en dignité			11 104 340	11 104 340	
04	Articulation des temps de vie			176 570	176 570	
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	9 637 181	1 024 600	7 000	10 668 781	
Totaux		9 637 181	1 024 600	17 635 509	28 297 290	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 2. Dépenses de personnel		9 637 181	11 449 514		9 637 181	11 449 514
Rémunérations d'activité		6 645 579	7 892 150		6 645 579	7 892 150
Cotisations et contributions sociales		2 839 660	3 377 607		2 839 660	3 377 607
Prestations sociales et allocations diverses		151 942	179 757		151 942	179 757
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		1 024 600	1 018 048		1 024 600	1 018 048
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		1 024 600	1 018 048		1 024 600	1 018 048
Titre 6. Dépenses d'intervention		17 635 509	16 775 400		17 635 509	16 775 400
Transferts aux ménages		650 000	650 000		650 000	650 000
Transferts aux entreprises		1 012 500	1 050 000		1 012 500	1 050 000
Transferts aux autres collectivités		15 973 009	15 075 400		15 973 009	15 075 400
Totaux		28 297 290	29 242 962		28 297 290	29 242 962

Égalité entre les hommes et les femmes

Programme n° 137 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

DÉPENSES FISCALES⁷

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (4)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
110246	Crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile pour les contribuables exerçant une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis au moins trois mois Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2007 - CGI : 199 sexdecies-1 à 4</i>	-	1 500	1 500
110203	Crédit d'impôt pour frais de garde des enfants âgés de moins de 6 ans Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider la garde des jeunes enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 487 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2005 - CGI : 200 quater B</i>	780	840	840
210308	Crédit d'impôt famille Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les familles</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 200 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2006 - CGI : 244 quater F, 199 ter E, 220 G, 223 O-1-f</i>	50	60	60
720108	Exonération des prestations de services et des livraisons de biens qui leur sont étroitement liées, effectuées dans le cadre de la garde d'enfants par les établissements visés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique et assurant l'accueil des enfants de moins de trois ans Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider la garde des jeunes enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - CGI : 261-4-8 bis</i>	2	5	10
Coût total des dépenses fiscales⁸		832	2 405	2 410

⁷ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

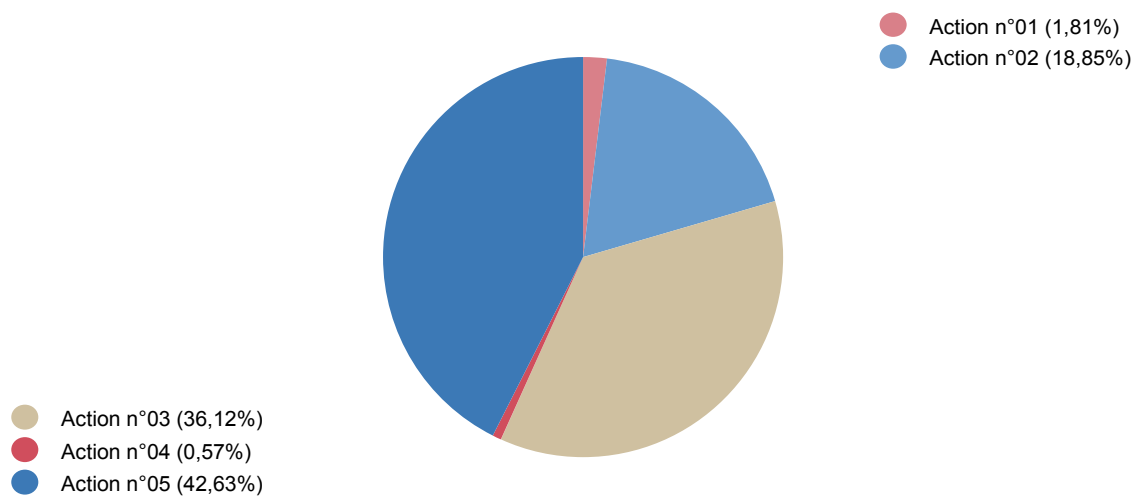
⁸ Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision	529 922	529 922
02	Égalité professionnelle	5 513 647	5 513 647
03	Égalité en droit et en dignité	10 563 718	10 563 718
04	Articulation des temps de vie	168 113	168 113
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	12 467 562	12 467 562
Totaux		29 242 962	29 242 962

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'analyse des situations respectives des femmes et des hommes dans la vie sociale, professionnelle et personnelle fait encore apparaître de nombreuses inégalités, voire des discriminations inacceptables, à l'égard des femmes.

La politique de l'égalité entre les femmes et les hommes vise à :

- favoriser, par une approche transversale, la prise en compte des situations et des besoins des femmes et des hommes dans l'élaboration, la mise en place, le suivi et l'évaluation des politiques publiques ;
- mettre en place des mesures spécifiques en direction de certaines femmes, avec des objectifs de rattrapage afin de réduire les inégalités constatées.

Par cette approche, il s'agit de donner aux femmes les moyens d'une vie plus choisie qui respecte leur dignité et de faire de chaque acteur public un relais pour la défense des droits des femmes et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique.

Finalité générale du programme

Ce programme, en permettant au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité de coordonner la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité a, ainsi, pour objet de donner à la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes toute sa place dans les politiques publiques.

Environnement dans lequel s'inscrit le programme

Le programme s'inscrit dans la stratégie de l'Union européenne en matière d'égalité. Il s'attache à l'application et au respect des quatorze directives européennes qui constituent l'acquis communautaire en la matière. Il bénéficie à ce titre, au niveau déconcentré de co-financements du Fonds social européen.

Dans le cadre de la politique pour la croissance et l'emploi, la question des droits des femmes est inscrite parmi les actions prioritaires dans le programme de la présidence de l'Union européenne assurée par la France.

Au plan national, la Charte, remise par la ministre de la parité et de l'égalité professionnelle au Premier ministre, le 8 mars 2004, en constitue le cadre contractuel. Elle engage les départements ministériels, les collectivités territoriales, les partenaires sociaux, les chambres consulaires, les réseaux associatifs et la société civile dans des actions concrètes pour promouvoir la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle constitue, pour tous ces acteurs qui disposent eux-mêmes de moyens financiers spécifiques, la référence qui leur permet d'agir ensemble au service de la politique de l'égalité.

Dans le cadre de la loi de finances pour 2008, l'annexe budgétaire relative à l'état des crédits qui concourent aux actions en faveur des droits des femmes présentait un montant de crédits affectés à la politique de l'égalité s'élevant à 75,64 M€ pour les départements ministériels, à 0,51 M€ selon les informations disponibles pour 4 régions, avec la participation de 0,37 M€ d'aides du Fonds social européen, soit, au total, un montant de 76,15 M€.

La Conférence nationale sur l'égalité professionnelle et salariale qui a eu lieu le 26 novembre 2007 a acté la volonté du Gouvernement d'aboutir à des avancées significatives dans un cadre concerté et en mobilisant la négociation collective.

Actions législatives et réglementaires

Le Service des droits des femmes et de l'égalité (SDFE) est amené à participer aux travaux législatifs et réglementaires qui intéressent particulièrement les femmes tels que le travail à temps partiel, les congés liés à la parentalité, les violences conjugales. Le SDFE a piloté un travail de transposition de 5 directives européennes relatives à l'égalité de traitement qui a abouti à l'adoption de la loi du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations. Cette loi comporte des dispositions transversales applicables à l'ensemble des personnes du secteur public et privé qui prohibent les discriminations sexistes en matière d'emploi et de biens et services, ainsi que d'autres types de discriminations.

Le SDFE a conduit avec la Direction générale du travail (DGT) les travaux de réforme réglementaire conduisant à modifier l'outil de diagnostic des inégalités entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, qu'est le rapport de situation comparée. Ces travaux ont associé étroitement le monde de l'entreprise et les partenaires sociaux.

Le Service conduira également avec la DGT, le projet de loi mettant en place une sanction financière à l'encontre des entreprises n'ayant pas adopté de plan de résorption des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Acteurs et Pilotage du programme

Le pilotage du programme est assuré par le SDFE, qui dispose d'une administration centrale et d'un réseau déconcentré de délégué(e)s régionaux(les) et de chargé(e)s de mission départementaux(ales) aux droits des femmes et à l'égalité, placé(e)s auprès des préfets.

Ce pilotage doit permettre de renforcer les partenariats engagés avec tous les acteurs nationaux et communautaires concernés et de favoriser la convergence de leurs actions.

Une grande partie des démarches et interventions sont assurées par des associations proches des publics concernés.

Structure du programme

Les quatre premières actions du programme correspondent aux quatre axes prioritaires de la politique de l'égalité. Cette politique se développe par une approche " systémique " des questions d'égalité qui repose sur l'idée qu'un progrès en matière d'égalité dans l'une des quatre actions, a des répercussions sur les trois autres.

Le programme comprend également une action n° 5 « soutien du programme », dans laquelle sont présentés les moyens qui contribuent majoritairement à sa mise en œuvre. Il s'agit des dépenses de personnel du service des droits des femmes et de l'égalité, au niveau central et au niveau déconcentré ainsi que les dépenses de fonctionnement de son réseau déconcentré.

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision
- ACTION n° 02 : Égalité professionnelle
- ACTION n° 03 : Égalité en droit et en dignité
- ACTION n° 04 : Articulation des temps de vie
- ACTION n° 05 : Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision

1,8 %



Plus de cinquante ans après que les femmes ont obtenu le droit de vote - elles constituent aujourd'hui 52,5 % des électeurs - leur représentation dans la vie politique reste faible. Avec 107 députées aux dernières élections législatives (18,5 % des élus) contre 71 députées en 2002 (12,3 % des élus), et 56 sénatrices (17 % des élus), la France est un des États de l'Union européenne (avec l'Irlande, l'Italie et la Grèce), qui compte le moins de femmes parlementaires.

La sous-représentation des femmes dans les instances où s'incarne la démocratie n'est qu'un aspect de la situation de déséquilibre entre les femmes et les hommes.

De même, dans la vie économique, si 82,3 % des femmes de 25 à 49 ans, en 2007, ont une activité professionnelle, elles ne représentent que 7 % des cadres dirigeants au sein des 5 000 premières entreprises ; cette proportion est encore plus faible dans le cas des grandes entreprises : 6 % de femmes seulement siègent dans les conseils d'administration des grands groupes français. Dans la vie économique, les femmes restent donc éloignées des postes de décision. Cette situation est d'autant plus paradoxale que la part des femmes dans les formations supérieures est égale, voire plus importante que celle des hommes dans certaines filières et que l'on observe un nombre croissant de femmes dans les rangs intermédiaires des hiérarchies professionnelles.

Dans la fonction publique d'État dont les femmes représentent 56 % des effectifs, et bien que les statuts généraux et particuliers garantissent en principe aux fonctionnaires des deux sexes une égalité de traitement, la carrière des femmes reste là aussi très en retrait sur celle de leurs homologues masculins, elles occupent 16,1 % des emplois supérieurs.

Dans le secteur associatif, dans les entreprises ou dans la fonction publique, dans les instances économiques et sociales ou dans les organisations syndicales, les femmes sont sous-représentées dans les instances de décision. Il existe là, comme ailleurs, ce "plafond de verre" qui empêche l'accès des femmes aux responsabilités supérieures.

L'accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision dans ces différents champs constitue une exigence d'égalité et un enjeu démocratique majeur.

Les finalités de l'action

La présente action tend à contribuer, d'une part, à favoriser l'accès des femmes aux responsabilités :

- par l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, y compris dans les instances économiques et sociales ;
- par l'incitation des associations à veiller à une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans leurs instances décisionnelles ;
- par la promotion de la place des femmes aux postes d'encadrement dans l'entreprise privée ;
- par la promotion de la place des femmes aux postes d'encadrement supérieur de la fonction publique d'État.

Le contenu de l'action

Les interventions et les activités prévues dans cette action consistent à promouvoir ou financer :

- le recueil d'informations statistiques, et la publication des "chiffres clés de l'égalité" ;
- l'information et la formation à la prise en compte de l'égalité en direction des élus, des responsables d'organisations syndicales et professionnelles, des associations et des responsables des ressources humaines des entreprises ;
- les associations dont l'objet est de sensibiliser les femmes à la parité et à la prise de responsabilité politique au niveau national et européen ;
- les fédérations d'associations, pour favoriser une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans leurs instances de décision et dans celles des associations adhérentes ;
- des actions favorisant la connaissance et la valorisation de la place et du rôle des femmes dans la société (livres, brochures, films,...).

Les partenaires de l'action

Le recueil de données statistiques s'effectue avec le concours de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Les interventions financées sont assurées par les associations et organismes compétents pour

le public concerné. La plupart des départements ministériels sont partenaires de cette action par leurs engagements dans la Charte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'action du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité est conduite avec le concours de l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes.

ACTION n° 02
Égalité professionnelle

18,9 %



Les femmes représentent en 2007, 47 % de la population active ; 64,8% des femmes de 15 à 64 ans occupent un emploi. Ces taux sont en constante progression.

Toutefois, en 2005, on constate encore de grandes inégalités entre les femmes et les hommes sur le marché du travail : près de 18,9 % en moyenne d'écart de rémunération dans le secteur privé et semi-public (non corrigé des caractéristiques individuelles); un écart de plus de 1,5 points de taux de chômage par rapport aux hommes ; 80 % de femmes parmi les trois millions deux cent mille personnes qui, en France, gagnent moins que le SMIC.

L'action du SDFE intervient dans un contexte politique qui met l'accent sur la question de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes tant au niveau national que européen ; la question des salaires étant la clef d'entrée opérationnelle permettant d'aborder la question plus générale de l'égalité professionnelle.

La loi du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes pose une obligation de négocier sérieusement et loyalement des mesures de nature à supprimer les écarts de rémunération avant la fin de l'année 2010. Il s'agit d'une obligation de négocier et non de conclure. Diverses mesures ont été actées au cours de la conférence nationale qui s'est tenue le 26 novembre 2007. Une sanction financière s'appliquera dès le 1^{er} janvier 2010 aux entreprises de plus de 50 salariés n'ayant pas adopté de plan de résorption des écarts de rémunération négocié ou mis en œuvre unilatéralement ce plan par suite de l'échec des négociations ou de l'absence de délégué syndical. Parallèlement, il est nécessaire de renforcer les incitations à agir pour les entreprises en mobilisant les outils de politiques contractuelles que sont le contrat pour la mixité des emplois et le contrat pour l'égalité professionnelle.

Les finalités de l'action

Cette action contribue, d'une part à améliorer l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des garçons en faisant évoluer la demande de formation des élèves et des familles :

- l'adaptation de l'offre de formation initiale aux perspectives d'emploi ;
- la promotion de l'égalité des chances entre les filles et les garçons auprès de l'ensemble des acteurs du système éducatif ;

et d'autre part s'efforce de permettre aux femmes de faire progresser leurs trajectoires professionnelles et d'accroître leur participation au développement économique par :

- l'accès ou le retour à l'emploi des jeunes femmes et des femmes adultes ;
- la diversification des emplois ;
- la prise en compte de l'égalité professionnelle dans les entreprises et les branches ;
- l'appui à la création d'entreprises par des femmes.

Le contenu de l'action

Les interventions et les activités du SDFE dans cette action, consistent à financer :

- la sensibilisation des entreprises et de l'ensemble des décideurs socio-économiques à l'égalité des chances et à la non discrimination ;
- l'orientation et la formation des jeunes filles et des femmes pour l'accès à certains métiers dans lesquels elles sont sous-représentées, en partenariat avec les branches professionnelles et les acteurs économiques locaux ;
- le prix de la vocation scientifique et technique ;
- l'accompagnement des femmes vers l'emploi par les services spécialisés des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) ;
- les contrats d'égalité professionnelle avec les entreprises et les branches ;
- les contrats pour la mixité des emplois avec les entreprises ;
- l'insertion sociale et professionnelle des femmes éloignées de l'emploi y compris des femmes immigrées et issues de l'immigration;

- l'accompagnement des femmes qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise ;
- le Fonds de garantie pour la création, la reprise ou le développement d'entreprise à l'initiative des femmes (FGIF) ;

et à promouvoir :

- le statut et la professionnalisation des conjointes de commerçants, d'artisans et d'agriculteurs ;
- la reconnaissance des bonnes pratiques des entreprises en matière d'égalité professionnelle et le développement du "label égalité entre les femmes et les hommes".

Les partenaires de l'action

Les interventions financées sont essentiellement assurées par les associations et organismes compétents pour intervenir auprès des femmes concernées.

Les entreprises qui s'engagent dans la mise en œuvre des contrats pour la mixité des emplois et d'égalité professionnelle bénéficient également d'aides financières.

La plupart des départements ministériels sont partenaires de cette action au travers de leurs engagements dans la Charte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité conduit cette action avec le concours du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dans lequel sont représentés les partenaires sociaux.

ACTION n° 03

Égalité en droit et en dignité

36,1 %



En un siècle, le droit français a progressivement reconnu aux femmes la pleine capacité civile et juridique.

Toutefois, l'accès des femmes aux droits ainsi que le respect de leur dignité et de leur intégrité physique et psychique ne sont pas effectifs pour toutes. A cet égard, les droits personnels des femmes immigrées et issues de l'immigration sont en particulier bafoués par deux pratiques coutumières qui persistent : les mutilations sexuelles et les mariages forcés. De la même manière, comment tolérer que 10% des femmes soient victimes de violences au sein de leur couple et qu'une femme meure tous les trois jours sous les coups de son conjoint ?

Les engagements pris au niveau international et européen constituent un appui important pour la conduite de cette action.

La convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dite CEDAW, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1979 et ratifiée par la France en 1984, conduit notre pays à rendre régulièrement compte des mesures qu'il a adoptées pour l'application de cette convention. Ainsi, la France a présenté au comité d'experts chargé de suivre la mise en œuvre de la CEDAW son 6^{ème} rapport d'application de la convention. La délégation interministérielle était conduite par la ministre des droits des femmes. Le comité a salué les efforts de notre pays pour aller au-delà de l'égalité des droits et parvenir à une égalité de fait entre les femmes et les hommes dans tous les domaines. Il a notamment encouragé la France à intensifier la lutte contre les violences faites aux femmes, à poursuivre les actions en gagés pour parvenir à une réelle égalité professionnelle et à garantir aux femmes de l'immigration le plein accès à tous leurs droits et une pleine intégration dans la société.

En 1995, la quatrième conférence mondiale sur les femmes, à Pékin, a réaffirmé le caractère sexiste des violences exercées à l'encontre des femmes et la nécessité pour les gouvernements de prendre des mesures concertées pour les prévenir et les éliminer.

Au plan européen, les politiques volontaristes de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) contribuent au renforcement du partenariat entre les pays dans la lutte contre les violences, à la mise au point d'indicateurs pour mieux cerner le phénomène et à l'organisation de campagnes communes de sensibilisation.

Au niveau national, le plan d'action global triennal 2005-2007 intitulé « 10 mesures pour l'autonomie des femmes » avait révélé l'importance et l'étendue des mesures à prendre pour éradiquer les violences faites aux femmes. La plupart des mesures prévues par ce plan ont été mises en œuvre et ont été renforcées par des actions complémentaires.

Une impulsion nouvelle est aujourd'hui donnée par le lancement, le 21 novembre 2007, d'un deuxième plan global (2008-2010) de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce plan conforte les mesures mises en œuvre et les complète en lançant de nouvelles actions en direction de l'entourage des victimes. Il ne s'agit pas simplement de prendre en compte ce phénomène inacceptable mais de mieux le prévenir. Cette action interministérielle s'inscrit notamment dans la politique de prévention de la délinquance et, à ce titre, mobilise différents crédits (dont ceux du fonds interministériel de prévention de la délinquance).

Les finalités de l'action

L'objectif de cette action est de contribuer à créer les conditions de l'égalité entre les femmes et les hommes, en leur permettant d'accéder à leurs droits et donc à leur autonomie et en instaurant de nouveaux rapports entre les sexes.

Le contenu de l'action

Les interventions et les activités du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, dans ce domaine, consistent à financer :

- le Centre national d'information et de documentation sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF), et les centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) pour l'information juridique des femmes ;
- d'autres associations qui travaillent en faveur de l'accès aux droits des femmes notamment des femmes immigrées et issues de l'immigration ;
- des associations qui œuvrent à la promotion de la contraception et au suivi des dispositions relatives à l'IVG, ainsi qu'à d'autres aspects particuliers relatifs à la santé des femmes ;
- des associations nationales et locales de lutte contre les violences envers les femmes : en particulier le fonctionnement des permanences téléphoniques nationales et le soutien aux fédérations pour l'animation de leurs réseaux, des lieux d'accueil, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des femmes victimes de violences ;
- des associations qui mènent des actions en faveur de femmes en situation de précarité.

Les partenaires de l'action

Les interventions financées sont essentiellement assurées par les associations et organismes compétents pour intervenir au plus près des publics concernés.

La plupart des départements ministériels sont partenaires de cette action par leurs engagements dans la Charte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité participe à l'action relative à la promotion de la contraception, au suivi des dispositions relatives à l'IVG et au respect entre les sexes, dès le plus jeune âge, avec le concours du Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale (CSIS). Il conduit la lutte contre les violences avec le concours de la Commission nationale contre les violences envers les femmes.

ACTION n° 04
Articulation des temps de vie

0,6 %



Le modèle du couple bi-actif représente aujourd'hui le modèle dominant des ménages avec enfants. La France demeure un modèle de société où l'augmentation de la part des femmes dans la population active n'a pas eu d'impact négatif sur l'indice de fécondité. Ce taux qui était de 1,90 en 2004 a progressé et atteint actuellement deux enfants par femme soit un taux très proche du seuil de renouvellement des générations (2,1). Ce chiffre place désormais la France au premier rang des taux de fécondité en Europe. L'articulation des temps de vie repose sur la construction de nouveaux équilibres prenant en compte l'importance de la place des femmes dans la vie économique, mais aussi l'organisation des temps collectifs et individuels à l'échelle de l'entreprise, du territoire et de la cité, notamment au regard des activités de travail, d'éducation et de consommation. La construction d'une politique d'articulation des temps privés et professionnels accessible à la fois aux hommes et aux femmes répond à un objectif de parité et de cohésion sociale. Les actions à mener impliquent la mobilisation de trois acteurs principaux pour guider l'action : l'État, les collectivités locales et les entreprises, en lien avec les initiatives européennes sur l'évolution démographique et les priorités en matière de politiques de conciliation définies dans la feuille de route de la Commission 2006-2010.

Les moyens pratiques de favoriser l'articulation des temps sociaux doivent être développés notamment en direction des entreprises et des territoires.

La question des modes d'accueil est particulièrement sensible face à la diversité croissante des modes de vie et des conditions de travail. Malgré la palette des prestations et les services mis en place en matière d'accueil des enfants, des besoins restent non couverts notamment pour les parents qui travaillent en horaires décalés, irréguliers, difficilement prévisibles à l'avance. Ces besoins sont accentués par le développement des familles en situation de monoparentalité et/ ou de précarité. La mise en place de modes de garde innovants répondant aux besoins des parents travaillant sur des horaires décalés a révélé l'étendue des besoins pour les enfants de 0 à 12 ans et la nécessité de penser la garde des fratries en décroissant la question des âges.

Les finalités de l'action

Ainsi cette action tend, d'une part, à développer la politique de conciliation des temps de vie dans l'entreprise et dans la sphère privée, par :

- la sensibilisation des entreprises à la conciliation entre parentalité et emploi : un indicateur d'articulation des temps de vie a ainsi été introduit dans le rapport de situation comparée des femmes et des hommes qui sert au diagnostic des inégalités en amont de la négociation sur l'égalité rendue obligatoire de manière annuelle pour les partenaires sociaux, depuis la loi du 23 mars 2006 sur l'égalité salariale ;
- le développement de moyens permettant la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle avec notamment la promotion auprès des employeurs de nouveaux dispositifs destinés à aider les entreprises qui aident les familles (crédit d'impôt famille) et à faciliter la vie des salariés (CESU⁹ préfinancé pour rémunérer les services à la personne et notamment les services de garde d'enfants) ;
- la promotion d'une politique d'articulation des temps dans les territoires par le développement de diagnostics locaux temps-territoires et l'harmonisation des politiques de la famille, de l'emploi, tout en prenant en compte les questions d'accessibilité et de transport.

Le contenu de l'action

Les interventions et les activités du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité dans ce domaine, consistent à promouvoir ou financer :

- des formations à la problématique de l'articulation des temps de vie dans une optique d'égalité professionnelle, pour favoriser les évolutions d'organisation dans les entreprises en direction des responsables de gestion des ressources humaines ainsi que des partenaires sociaux ;
- l'évolution des modes de garde des enfants, avec les collectivités locales, les entreprises et les associations ;
- l'aide au conseil dans certaines entreprises sur l'organisation et la gestion du temps au regard de l'égalité professionnelle ;
- l'activité culturelle et sportive des femmes.

Les partenaires de l'action

Les interventions financées sont essentiellement assurées par les associations et organismes compétents pour les publics concernés.

Les ministères partenaires de cette action, par leurs engagements dans la Charte de l'égalité entre les femmes et les hommes, sont les ministères chargés de la famille, de la ville, des affaires sociales, de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports. Les collectivités territoriales peuvent être également partenaires par des initiatives locales.

ACTION n° 05

Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes

42,6 %



Le programme " égalité entre les hommes et les femmes " est mis en œuvre avec des moyens humains et matériels qui sont regroupés au sein de cette action.

Ces moyens sont constitués de l'ensemble des dépenses de personnel des agents du service des droits des femmes et de l'égalité au niveau national et au niveau déconcentré (rémunérations, indemnités, cotisations sociales, prestations sociales...) et des crédits de fonctionnement du réseau déconcentré des droits des femmes et de l'égalité.

⁹ Chèque emploi service universel.

Ces dépenses de personnel et de fonctionnement sont liées à la mise en œuvre des politiques relatives aux droits des femmes et de l'égalité et à la réalisation des quatre premières actions et se traduisent notamment par :

- la préparation de textes législatifs et réglementaires ;
- le pilotage et / ou la participation à des instances de réflexion et des groupes de travail aux niveaux national et local ;
- l'élaboration, l'impulsion d'actions dans le cadre de partenariat ;
- l'instruction de demandes d'aides financières, la préparation, la gestion, le contrôle et l'évaluation de conventions financières passées pour l'affectation des crédits d'intervention, avec les partenaires du ministère de la parité et de l'égalité professionnelle ;
- l'expertise ou l'évaluation de projets, de dispositifs et d'actions non nécessairement financés sur les crédits d'intervention du ministère;
- la signature de protocoles ou d'accords-cadres nationaux, régionaux, départementaux avec, notamment, des organismes publics ou privés, des entreprises ou des branches professionnelles, afin de promouvoir la démarche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs domaines d'activité ;
- le secrétariat des instances dont le service des droits des femmes et de l'égalité a la responsabilité au niveau national et local (Conseil supérieur de l'égalité professionnelle, Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale et Commissions de lutte contre les violence envers les femmes) ;
- la coordination d'études, d'actions d'information et de communication avec les organismes compétents.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Contribuer au développement de l'égalité professionnelle par l'orientation, la diversification des emplois et la négociation collective

La mixité au sein des filières de formation initiale scientifique et technique est limitée, ce qui nuit à l'égalité professionnelle. L'Etat a mis en place un prix destiné à encourager les jeunes filles en classe de terminale qui s'orientent vers les filières scientifiques et techniques où elles sont sous représentées : le prix de la vocation scientifique et technique (PVST).

L'indicateur choisi permet d'apprécier l'ampleur de la diffusion de la communication sur ce prix et les effets de cette communication sur les choix d'orientation des filles.

Par ailleurs, la loi du 9 mai 2001, pour développer le dialogue social sur l'égalité professionnelle, a fait de l'égalité professionnelle un thème obligatoire de la négociation collective dans les branches et les entreprises. La loi du 23 mars 2006 sur l'égalité salariale constitue un nouveau levier en faveur de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Le ministère s'est donné pour mission de veiller au développement des accords collectifs de branche et d'entreprises qui traduisent la mise en œuvre des dispositions législatives en la matière. Par ailleurs, l'État propose des incitations financières pour soutenir les actions qui contribuent à l'atteinte de cet objectif dans le cadre de "contrats avec les branches ou les entreprises".

Il dispose en effet de deux instruments contractuels :

- le contrat d'égalité professionnelle bénéficie aux entreprises et aux organismes professionnels ou interprofessionnels qui mettent en œuvre des actions exemplaires en faveur de l'égalité professionnelle en matière de recrutement, de formation, de promotion ou d'articulation des temps de vie professionnelle et familiale et qui ont conclu un accord d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Toutefois, à défaut d'accord collectif ou en cas d'absence de délégué syndical, l'employeur peut conclure un contrat d'égalité professionnelle. L'aide accordée par l'état ne peut dépasser 30 % du montant des salaires versés aux salariées en formation, 50 % du montant du coût pédagogique des actions de formation ou des mesures d'aménagement des locaux ou des postes de travail. L'objectif de l'indicateur retenu est d'apprécier l'impact du contrat d'égalité sur l'amélioration des conditions de travail ou la promotion des femmes.

- le contrat pour la mixité des emplois concerne les entreprises de moins de 600 salariés. Ce contrat, le plus souvent individuel et nominatif, est passé entre l'État, la personne salariée et l'entreprise. Il permet à l'employeur de faciliter l'embauche, la mutation ou la promotion d'une femme dans l'entreprise. Cette aide ne peut dépasser 30 % du montant des salaires versés aux salariées en formation, 50 % du montant du coût pédagogique des actions de formation ou des mesures d'aménagement des locaux ou des postes de travail. L'objectif est d'utiliser ce contrat pour favoriser la mixité dans les secteurs où les métiers sont traditionnellement masculins, tels que le secteur de l'industrie, du bâtiment, du transport ou de la restauration.

INDICATEUR 1.1 : Part des filles, au niveau national, parmi les élèves des terminales des filières scientifiques et technologiques (séries S et STI) dans les lycées. Indicateur associé : nombre de candidatures au Prix de la vocation scientifique et technique des filles

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2010 Cible
part des filles en terminale S	%	46,2	46,4	46,7		46,9	47,2
part des filles en terminale STI	%	8,9	9	9,2		9,4	9,6
nombre de candidatures au Prix de la vocation scientifique et technique des filles	nombre	2 193	2 215	2 260		2285	2450

Précisions méthodologiques :

- **Source des données** : Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité / service des droits des femmes et de l'égalité et ministère de l'éducation / Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.
- **Champ** : Élèves en classes de terminale dans les séries S et STI
- **Mode de calcul** : Proportion de filles parmi les inscrits en terminale dans les séries S et STI .

INDICATEUR 1.2 : Proportion d'accords collectifs (de branche ou d'entreprise) incluant une clause visant à la réduction des inégalités / nombre total d'accords

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion d'accords de branche	%	3,08	4,02	6		6	7
Proportion d'accords d'entreprise	%	1,8	4	en hausse		5	6

Précisions méthodologiques

Accords de branche : Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité / Direction générale du travail.

Définition : ensemble des textes conventionnels de branche (convention collective, accord interprofessionnel ou professionnel et avenant) nationaux, régionaux ou départementaux, sans les accords d'entreprise.

Accords d'entreprise : Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité / Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques et Direction générale du travail. Le système de recueil d'information a été modifié fin 2006 par la DARES. Ainsi, à partir de 2007, le décompte des accords porte sur le thème de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Les travaux d'élaboration de la loi relative à l'égalité salariale qui se sont déroulés entre mars 2005 et mars 2006 paraissent avoir freiné la négociation collective de branche en 2006 : les partenaires sociaux attendant la sortie de la loi pour adopter les dispositions conventionnelles déclinant les dispositions législatives auprès des entreprises de la branche. En outre, depuis 2006, les accords de branche traitant du congé de maternité ne sont plus recensés parmi les accords traitant de l'égalité professionnelle.

Source des données : DGT / DARES

INDICATEUR 1.3 : Taux de contrats pour la mixité des emplois signés dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment, du transport et de la restauration

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Taux de contrats pour la mixité des emplois signés dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment, du transport et de la restauration	%	91	91	90		95	95

Précisions méthodologiques :

L'indicateur 1.3 va évoluer dès 2010. Un groupe de travail étudie les moyens de faire évoluer les contrats d'égalité professionnelle et les contrats pour la mixité des emplois, dont l'objectif est de les fusionner pour n'en faire plus qu'un.

Sources des données :

Contrat pour la mixité des emplois : Ministère du travail, relations sociales, de la famille et de la solidarité / Service des droits des femmes et de l'égalité. L'objectif est de faire progresser la proportion de contrats dans les quatre secteurs retenus.

OBJECTIF n° 2 : Améliorer la qualité de service des permanences téléphoniques nationales d'aide aux personnes victimes de violence et l'efficacité des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF)

L'objectif contribue à la politique transversale relative à l'inclusion sociale.

Le ministère chargé de la parité a engagé récemment un grand nombre de mesures visant à lutter contre tout type de violences faites aux femmes. La ministre a, en particulier, présenté en novembre 2007 un second plan global de lutte contre les violences faites aux femmes pour la période 2008-2010. Ce plan comporte 35 mesures autour de 12 objectifs pour l'autonomie des femmes afin d'améliorer la prévention et l'accompagnement des femmes victimes de violences, notamment, par le développement de partenariats et le renforcement des réseaux d'information, d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de violences. Afin de mieux informer et orienter les femmes, le ministère

subventionne, par conventions triennales, deux permanences téléphoniques nationales : le Collectif féministe contre le viol (CFCV) et la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF).

Il s'agit, dans le cadre d'engagements contractuels à définir avec les associations gestionnaires de ces centres, d'améliorer les taux de réponses qu'elles apportent aux appels téléphoniques.

Les femmes, et notamment celles qui sont en situation de vulnérabilité, comme les femmes seules en charge d'enfants ou les femmes issues de l'immigration, ne sont pas toujours informées de leurs droits.

Le réseau des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), a pour mission, avec le Centre national d'information des droits des femmes et des familles (CNIDFF), d'apporter les informations juridiques nécessaires au public féminin.

Il bénéficie, à cet effet, de l'aide financière du ministère chargé de la parité. Les fonds versés par le ministère sont ciblés principalement sur la mission d'information et d'accès aux droits du public.

Un contrat d'objectif pluriannuel lie le CNIDFF au ministère chargé de la parité. Les CIDFF sont des associations relevant de la loi de 1901. Leur mission s'inscrit dans un cadre réglementaire précis et une démarche contractuelle affirmée. Les CIDFF doivent, d'une part, adhérer à la charte du réseau national des centres d'information sur les droits des femmes, votée par le conseil d'administration du CNIDFF le 18 février 1997, qui fixe les principes déontologiques ainsi que les principes de fonctionnement de ce réseau. Ils doivent, d'autre part, être habilités par un Conseil national d'agrément (CNA) et s'engager à respecter les conditions requises pour l'habilitation.

Les CIDFF mettent gratuitement à la disposition du public féminin des informations d'ordre juridique, professionnel, économique, social et familial. Ces dernières sont dispensées avec le souci d'accompagner les démarches individuelles des femmes pour répondre au mieux à leurs besoins. Cette préoccupation conduit à adapter les entretiens qui peuvent relever d'un simple entretien informatif ou d'un suivi individuel ou collectif sur une période de temps plus longue, dans le cadre d'un accueil personnalisé. L'offre de services du CIDFF peut conduire à une orientation du public vers les partenaires locaux spécialisés.

L'objectif est de réduire, à qualité de service égale, l'écart de coût par personne accueillie entre les différents centres d'information.

INDICATEUR 2.1 : Taux de réponse des permanences téléphoniques nationales

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
FNSF (Fédération nationale solidarité femmes)	%	27,49	26,51	35		50	60
CFCV (Collectif féministe contre le viol)	%	35	42	40		50	60

Précisions méthodologiques :

• **Source des données** : Associations concernées

• **Explication sur la construction de l'indicateur** :

Le taux qui apparaît le plus significatif est le taux d'appels traités : appels traités/ appels acheminés

Appels acheminés : nombre d'appel ayant tenté avec succès ou pas de joindre la permanence

Appels traités : appels auxquels une personne de la permanence a répondu.

NB: A partir du 14/03/2007 la mise en place d'un numéro unique au coût d'un appel local a multiplié dans un premier temps par 6 le nombre d'appels reçus par la FNSF. Par ailleurs, une expérimentation est en cours sur le dernier semestre 2007 pour que 8 plates-formes départementales contribuent à assurer la réponse au 3919. La suite de l'expérimentation (arrêt, poursuite ou extension des plates-formes) sera décidée à l'issue d'une évaluation qui aura lieu début 2008. Pour l'ensemble de ces raisons, l'objectif 2008 est difficile à fixer même si de façon générale la politique tend vers le meilleur traitement possible des appels émanant des femmes victimes de violences sur l'ensemble du territoire.

INDICATEUR 2.2 : Pourcentage de centres dont le coût par personne accueillie est supérieur de 60% au coût moyen des centres

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
coût supérieur	%	6,8	6,8	4		2	0

Précisions méthodologiques :**•Source des données :** CNIDFF / CIDFF

• Cet indicateur sera revu à l'occasion de la signature de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens qui sera signé en 2008 entre l'Etat et le centre national d'information des droits des femmes et des familles (CNIDFF). Le groupe de travail spécifique composé de représentants du CNIDFF, tête de réseau des centres d'informations des droits des femmes et des familles (CIDFF), et du SDFE a permis de définir les données qui seront recueillies à partir des annexes financières des CIDFF. Ce groupe de travail poursuit ses travaux pour contrôler la validité des informations recueillies et proposer un indicateur plus adapté pour 2009.

Les données concernant l'année 2007 pour le calcul de cet indicateur n'étaient pas disponibles à la date d'élaboration du RAP pour des raisons réglementaires. En effet, les comptes d'exploitation généraux et les bilans financiers des CIDFF, établis par les experts comptables et certifiés par les commissaires aux comptes, sont définitivement adoptés par les assemblées générales qui se tiennent au plus tard au mois de juin.

Le calcul de l'indicateur porte sur des données intermédiaires calculées exclusivement à partir des éléments 2007 disponibles. Cette donnée est à relativiser car elle n'est pas construite sur le même nombre de CIDFF. En effet, il est passé de 105 à 103 depuis les deux fusions en 2006.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision		529 922	529 922		529 922	529 922
02	Égalité professionnelle		5 513 647	5 513 647		5 513 647	5 513 647
03	Égalité en droit et en dignité		10 563 718	10 563 718		10 563 718	10 563 718
04	Articulation des temps de vie		168 113	168 113		168 113	168 113
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	11 449 514	1 018 048	12 467 562	11 449 514	1 018 048	12 467 562
Totaux		11 449 514	17 793 448	29 242 962	11 449 514	17 793 448	29 242 962

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emplois	Emplois exprimés en ETPT				Crédits
	Exécution 2007	Plafond autorisé pour 2008	Demandés pour 2009	Variation 2009 / 2008	Demandés pour 2009 (y.c. charges sociales)
A administratifs		140	140	0	8 472 640
B administratifs		25	25	0	1 373 942
Catégorie C		35	31	-4	1 602 932
Totaux		200	196	-4	11 449 514

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	7 892 150
Cotisations et contributions sociales	3 377 607
dont contributions au CAS Pensions	2 909 077
Prestations sociales et allocations diverses	179 757

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

Le plafond d'emplois du programme « égalité entre les hommes et les femmes » est de 196 équivalents temps pleins travaillés (ETPT), soit une baisse de 4 ETPT par rapport à 2008 (-2 ETPT au titre de l'extension en année pleine du schéma d'emploi 2008 et -2 ETPT au titre du schéma d'emploi 2009). Ils se répartissent en :

- 140 ETPT dans la catégorie A, fonctionnaires et agents contractuels, soit 71% des effectifs (âge moyen : 46,48 ans) ;
- 25 ETPT dans la catégorie B : secrétaires administratifs d'administration centrale et de service déconcentré, agents contractuels, soit 13% des effectifs (âge moyen : 49,35 ans) ;
- 31 ETPT dans la catégorie C : agents et adjoints administratifs, agents contractuels occasionnels, soit 16% des effectifs (âge moyen : 47,43 ans).

HYPOTHESES DE SORTIES

Toutes catégories confondues, 4 départs sont prévus, à la date du 9 mai 2009. Il s'agit de deux départs à la retraite d'un agent de catégorie A, d'un départ à la retraite d'un agent de catégorie C et d'un non renouvellement de contrat d'un agent de catégorie A.

Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé d'un agent de catégorie A sortant est de l'ordre de 60 489,88 € (hors CAS pension et catégorie 23). Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé d'un agent de catégorie C est de 19 403,16 €.

HYPOTHESES D'ENTREES

Toutes catégories confondues, 4 entrées sont prévues à la date moyenne du 1^{er} août 2009. Elles se décomposent de la manière suivante :

- 4 au titre des recrutements externes (3 agents A fonctionnaire ou contractuel et 1 agent C fonctionnaire) ;

Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé d'un agent de catégorie A entrant est de l'ordre de 44 599 € et 25 109 € pour un agent de catégorie C (indice brut 283).

Catégorie d'emploi	Sorties exprimées en ETP		Entrées exprimées en ETP	
	Prévues (définitives)	dont départs en retraite	prévues	dont mouvements entre programmes du ministère
Catégorie A	3		3	
Catégorie B				
Catégorie C	1		1	
Totaux	4	3	4	

Ces hypothèses de sorties et d'entrées tiennent compte d'une prévision de consommation en moyenne annuelle pour 2008 inférieure au plafond d'emploi à hauteur de -4 ETPT.

AUTRES EFFETS DE STRUCTURE

Le GVT positif (ou effet de carrière) est estimé à 1,28 % en 2009, ce qui représente une progression de la masse salariale de 106 066 € (hors CAS pension).

Le GVT négatif (ou effet de noria) est estimé à 0,03 % en 2009, ce qui représente une économie de la masse salariale de 2 815 € (hors CAS pension).

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
05	Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	196
Total		196

La répartition des effectifs

L'effectif du service des droits des femmes et de l'égalité conduit à la polyvalence entre toutes les actions du présent programme. Ainsi, l'ensemble des ETPT est inscrit sur l'action 5 "soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes". Cependant, une étude réalisée au cours du premier semestre 2006 a permis d'avoir une approche quantifiée de la répartition des activités des agents du SDFE. On peut aujourd'hui estimer que pour l'année 2009, 80% des ETPT, soit 157 ETPT, peuvent faire l'objet d'une répartition par destination alors que 39 ETPT correspondent à des agents dont les activités sont de réelles activités de soutien (gestion budgétaire et comptable, gestion des ressources humaines, animation du réseau déconcentré et secrétariat des délégations régionales) ou des activités à caractère transversal. Ce déversement est présenté dans la partie "analyse des coûts" (infra).

ÉLÉMENTS SALARIAUX

MESURES GENERALES

Le PLF 2009 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur moyenne de point fonction publique de 55, 0259 € en 2009 soit une progression de 0, 63 % par rapport à la valeur moyenne du point en 2008, ce qui représente un montant de 25 370 € pour le programme. Une hausse de la valeur du point fonction publique interviendra les 1^{er} juillet 2009 (0,5%) et 1^{er} octobre 2009 (0,3%). L'impact en 2009 des hausses du point fonction publique intervenues le 1^{er} mars 2008 (0,5%) et le 1^{er} octobre 2008 (0,3%) est de 20 130 € (y compris CAS pensions) au titre de l'extension en année pleine.

PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

Une revalorisation des indemnités forfaitaires mensuelles versées à certains agents du réseau déconcentré du service des droits des femmes et de l'égalité (déléguées régionales, chargées de mission départementales), et l'extension de cette indemnité forfaitaire mensuelle aux adjointes des déléguées régionales est envisagée en 2009 pour accompagner la nécessaire adaptation au changement liée aux restructuration de services décidées à l'issue de la révision générale des politiques publiques.

CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS ; PRESTATIONS ET ACTION SOCIALES

LES CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (FNAL) est de 17 000 €.

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 2,91 M€ au titre des personnels civils y compris allocation temporaire d'invalidité (taux de 60, 76 %).

	Réalisation 2007	Prévision 2008	Prévision 2009
Contribution employeur au CAS pensions	995 794 €	1 207 091 €	2 909 077 €
<i>dont civils (y.c. ATI)</i>	995 794 €	1 207 091 €	2 909 077 €
<i>dont militaires</i>			
<i>dont ouvriers d'État (FSPOEIE)</i>			
Contribution employeur au FNAL	16 210 €	10 000 €	17 000 €

LES PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE RELEVANT DU TITRE 2

Les prestations sociales obligatoires représentent une dépense de 70 200 €.

Elles concernent les accidents de service, accidents du travail et maladies professionnelles pour un montant de 1 200€ et des allocations pour perte d'emploi pour un montant de 69 000 €.

L'action sociale interministérielle et ministérielle (aide aux familles, logement, restauration, autres prestations) représente une dépense de 20 000 €.

Il s'agit notamment de la prise en charge de prestations interministérielles à réglementation commune soumises à des taux réévalués annuellement par le ministère de la fonction publique : prestation de séjour d'enfants (colonies de vacances, séjours linguistiques), allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div>AE</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>28 336 828</div>		<div>CP</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>28 496 137</div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
220 458	29 242 962	100	29 242 862	29 242 962	0
					Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(9)
					0
					Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(10)
					0
					Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **
					(11) = (8) - (9) - (10)
					0

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Égalité entre les hommes et les femmes

Programme n° 137 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		529 922	529 922
Crédits de paiement		529 922	529 922

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	529 922	529 922

Dans le cadre de cette action, les crédits d'intervention sont consacrés au financement d'actions d'information et de formation.

L'information est diffusée au profit de responsables d'entreprises ou de responsables de ressources humaines dans les plus grandes entreprises. Il s'agit de les sensibiliser à la nécessaire mise en œuvre d'actions concourant à la promotion des femmes au sein de l'entreprise.

Les actions de formation visent à favoriser l'accès des femmes aux responsabilités politiques, associatives ou syndicales.

L'ensemble de ces actions sont conduites par des associations qui sont subventionnées au niveau central quand les actions sont d'intérêt national et au niveau local quand les actions sont conduites au niveau régional ou infra-régional.

De l'ordre de 12 associations nationales et moins de 100 associations locales sont subventionnées à ce titre pour un montant moyen de 4 731 euros.

Catégorie de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires	€ par bénéficiaire	Montant AE = CP en M€
Associations locales	< 100	4.731	0,47
Associations nationales	12	4.731	0,06
Total	112	4.731	0,53

ACTION n° 02 : Égalité professionnelle

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		5 513 647	5 513 647
Crédits de paiement		5 513 647	5 513 647

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	650 000	650 000
Transferts aux entreprises	1 050 000	1 050 000
Transferts aux autres collectivités	3 813 647	3 813 647

Les actions pour l'orientation des jeunes filles et la diversification des métiers, les actions de formation, de suivi, d'accompagnement et d'accès à l'emploi et les actions de soutien à la création ou à la reprise d'entreprise sont subventionnées, tant au niveau national qu'au niveau local.

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

La prévision de crédits pour 2009 est de **0,65 M€ en AE = CP**.

Le Prix de la vocation scientifique et technique (PVST) a pour but d'encourager les jeunes filles à poursuivre leur scolarité dans les domaines scientifiques et techniques et à s'engager dans des filières professionnelles où elles sont sous représentées à moins de 40%. Il permettra d'encourager la vocation scientifique de 650 jeunes filles en 2009. Le montant de ce prix, créé en 1991, est de 1 000 € depuis 2007.

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

La prévision de crédits pour 2009 est de **1,05 M€ en AE = CP**.

Les transferts aux entreprises se font dans le cadre de deux types de contrats passés entre l'État et les entreprises qui ont un objectif très proche : encourager l'égalité professionnelle et favoriser la mixité.

Dans le cadre des suites de la conférence sur l'égalité salariale du 27 novembre 2007, il a été prévu de les fondre en un seul contrat permettant de financer des formations qualifiantes et / ou des aménagements de poste de travail. Une disposition réglementaire concrétisera cette fusion fin 2008. Ce nouveau contrat sera en vigueur en 2009 pour un coût de 1 050 000 euros pour 150 contrats soit un coût moyen de 7 000 euros.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

La prévision de crédits pour 2009 est de **3,81 M€ en AE = CP**.

Les transferts aux autres collectivités comprennent l'attribution de subventions aux associations qui relaient les actions du ministère chargé de l'égalité entre les hommes et les femmes, tant au niveau national que local, dont, au sein des centres d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF) : 56 bureaux d'accompagnement individualisé vers l'emploi (BAIE) au montant moyen de 14 758 €, soit 826 423 €, 12 pôles emploi au montant moyen de 9 385 €, soit 112 621 € et le reliquat de 90 936 € étant versé aux autres CIDFF pour les actions qu'ils conduisent en faveur de l'accès à l'emploi des femmes.

Plus de 400 autres associations, dont 20 au niveau national, seront financées pour l'aide au retour à l'emploi ou à la création d'entreprise au coût moyen de 6 959 €, soit 2 783 667 €.

Bénéficiaire	Nombre de bénéficiaires	€ par bénéficiaire	Montant AE = CP en M€
BAIE	56	14,758	0,83
Pôles emplois	12	9,385	0,11
Autres actions emploi des CIDFF			0,09
Autres associations de niveau national	20	6,959	0,14
Autres associations de niveau local	380	6,959	2,64
Total			3,81

ACTION n° 03 : Égalité en droit et en dignité

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		10 563 718	10 563 718
Crédits de paiement		10 563 718	10 563 718

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	10 563 718	10 563 718

La prévision de crédits pour 2009 est de **10,56 M€ en AE = CP**.

L'égalité en droit et en dignité passe par des actions favorisant à la fois l'accès de toutes les femmes à leurs droits et le respect de la dignité des personnes. L'Etat s'appuie sur un réseau d'associations financées au niveau national ou local dans le cadre de conventions annuelles, pluriannuelles ou conventions d'objectifs et de moyens.

En matière de respect de la dignité des personnes, il s'agit en particulier de lutter contre les violences au sein du couple, en sensibilisant le public, en aidant, protégeant et accompagnant les victimes et en développant un suivi des auteurs de violences, et d'engager des actions en direction des femmes issues de l'immigration.

S'agissant de l'information sur les droits, au niveau national, le principal partenaire du service des droits des femmes et de l'égalité est le Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF), association tête de réseau des 114 CIDFF (centres d'information sur les droits des femmes et des familles). Il coordonne l'action des CIDFF qui ont pour mission l'accueil et le conseil juridique aux femmes. Depuis 2008, cette association est financée dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens triennale à hauteur de 1 139 582 €, soit environ la moitié de ses ressources.

Certaines associations sont essentiellement chargées de lutter contre les violences et ont signé une convention pluriannuelle d'objectifs :

- la principale est la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF), chargée de l'écoute des femmes victimes de violences et tête de réseau de la plupart des lieux d'accueil, d'écoute et d'orientation. Elle est financée à hauteur de 862 500 € dont 202 500 € pour la gestion du numéro téléphonique unique "violences conjugales info" 3919 mis en place en mars 2007. Il est prévu que cette association s'installe fin 2008 dans des nouveaux locaux afin de permettre le renforcement de l'équipe d'écouterants, condition essentielle à l'amélioration du taux de réponse aux appels des victimes.
- le Collectif féministe contre le viol pour 300 000 €, le groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS) pour 40 000 € ainsi que l'association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) pour 242 000 €.
- le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) qui a notamment pour mission l'information des femmes sur les moyens de contraception et de contrôle des naissances, accompagne également dans leurs démarches des femmes victimes de violences. La convention prévoit une subvention annuelle de 213 000 €.

Au niveau local, les actions sont conduites par les 114 CIDFF dont certains sont également installés dans les quartiers prioritaires. Y sont, le cas échéant, associés des bureaux juridiques internationaux. Ces actions seront renforcées dans certains centres, en vue de mieux répondre aux besoins exprimés par les femmes, lesquelles ont été plus de 421 898 en 2006 à avoir été reçues dans les CIDFF. Pour cela, il est nécessaire de pouvoir y consacrer une dotation de 4 203 646 €.

En 2009, les financements concernent également 180 lieux d'accueil, d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violences. Au regard de la priorité donnée par le gouvernement à la lutte contre les violences, il est nécessaire de leur

consacrer 1 392 000 € afin de leur permettre d'accueillir un plus grand nombre de femmes victimes sur l'ensemble du territoire en renforçant la qualité du service, le montant moyen par structure est de 7 733 €.

Aux niveaux national et local, 390 autres associations délivrent une information en matière de contraception, luttent contre les mariages forcés, l'esclavage moderne, les mutilations sexuelles et développent des actions en direction des hommes auteurs de violence, sont soutenues à hauteur de 2 170 990 €. Le montant moyen de 5 566 € recouvre des montants et objets très différents, arrêtés en fonction de la nature et du périmètre des actions d'une part, de la nature et du périmètre des subventions d'autre part. Des cofinancements sont systématiquement recherchés et le montant d'une subvention ne reflète ainsi pas nécessairement l'ampleur de l'action, pour laquelle un effet levier sera parfois suffisant. A contrario, l'aide de l'État sera essentielle et majoritaire.

Bénéficiaire	Nombre de bénéficiaires	€ par bénéficiaire	Montant AE = CP en M€
CNIDFF	1	1 139 582	1,14
FNSF	1	862 500	0,86
Collectif féministe contre le viol	1	300 000	0,30
Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles	1	40 000	0,04
Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail	1	242 000	0,24
Mouvement français pour le planning familial	1	213 000	0,21
CIDFF : fonctionnement pour l'information sur les droits et structures associées	114	36 874	4,20
Lieux d'accueil, d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violences	180	7 733	1,39
Autres Associations (locales et nationales) donnant une information en matière de contraception, de lutte contre les mariages forcés, l'esclavage moderne, les mutilations sexuelles	390	5 566	2,17
Total			10,56

ACTION n° 04 : Articulation des temps de vie

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		168 113	168 113
Crédits de paiement		168 113	168 113

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	168 113	168 113

La prévision de crédits pour 2009 est de **0,16 M€ en AE = CP**.

Les crédits de cette action sont consacrés à des actions de sensibilisation et de formation tant des élus locaux que des responsables d'entreprises à la problématique de la conciliation vie professionnelle, vie familiale.

Ils financent également des projets innovants de garde des jeunes enfants ainsi que des actions qui visent à renforcer la pratique sportive des femmes à travers des actions de communication valorisant les performances des femmes dans le sport et le soutien à des initiatives locales d'adaptation de l'offre sportive aux femmes.

Une cinquantaine d'associations sont soutenues au coût moyen de 3 362 €.

Égalité entre les hommes et les femmes

Programme n° 137 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACTION n° 05 : Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	11 449 514	1 018 048	12 467 562
Crédits de paiement	11 449 514	1 018 048	12 467 562

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**■ DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 018 048	1 018 048

Dans le réseau déconcentré, outre les 148 agents rémunérés sur le programme, 41 sont mis à disposition et 4 sont collaborateurs extérieurs. Pour ces 193 agents, le budget de fonctionnement attribué s'élève à 1 018 048 €.

Ce réseau déconcentré comprend 104 implantations (dont 71 dans des préfectures, parfois à titre gratuit mais de plus en plus souvent avec une participation aux frais induits). 264 800 € correspondent à la prise en charge des loyers lorsqu'ils sont facturés par les bailleurs privés ou les préfectures (10 régions concernées) et du loyer budgétaire de la délégation régionale d'Ile de France.

Ces crédits de fonctionnement couvrent également les frais de déplacement, l'achat et l'entretien de matériel bureautique et les dépenses de télécommunication, ainsi que les autres dépenses de fonctionnement.

La dépense totale de 1 018 048 € représente un coût moyen de 5 276 € par agent.

Enfin, il est à noter, en terme de structure par rapport à 2008, un transfert en base d'un montant de 6.552 € effectué au titre de l'entretien du patrimoine immobilier de l'Etat à destination du programme 309 dédié à ce financement.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

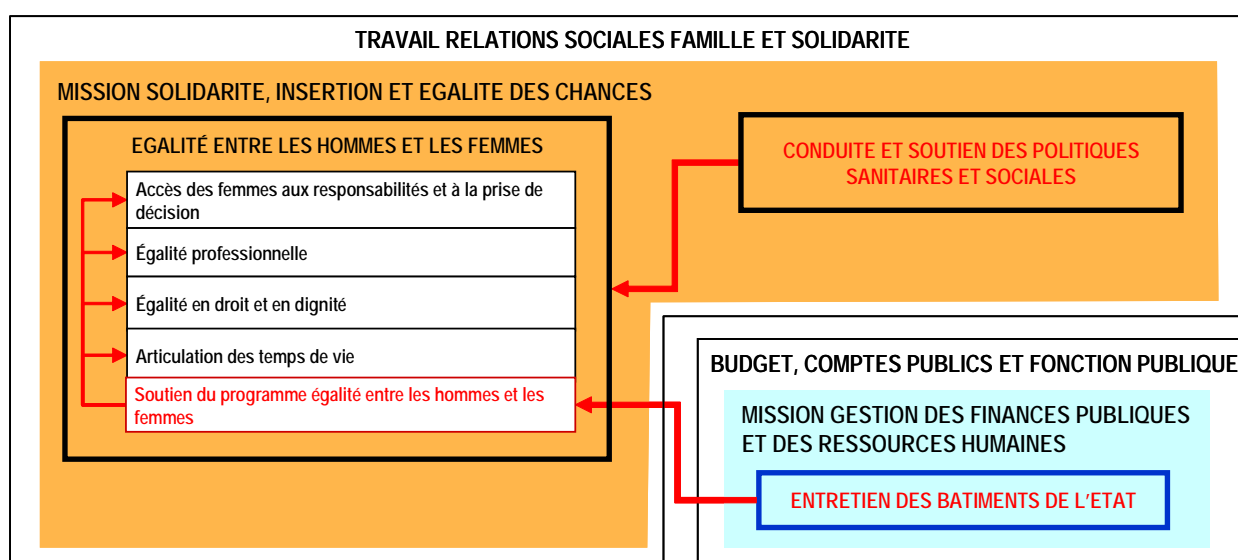
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Accès des femmes aux responsabilités et à la prise de décision	529 922	+1 191 794	+308 303	+2 030 019	+1 614 166
Égalité professionnelle	5 513 647	+6 117 878	+772 106	+12 403 631	+11 349 591
Égalité en droit et en dignité	10 563 718	+4 608 271	+779 351	+15 951 340	+15 245 684
Articulation des temps de vie	168 113	+556 171	+278 355	+1 002 639	+671 532
Soutien du programme égalité entre les hommes et les femmes	12 467 562	-12 474 114	+6 552	0	0
Totaux	29 242 962	0	+2 144 667	31 387 629	28 880 973

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-2 144 667
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	-2 138 115
Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-6 552

OBSERVATIONS

Le programme « Égalité entre les hommes et les femmes » est mis en œuvre avec des crédits de personnel de l'administration centrale et des services déconcentrés (rémunérations, indemnités, cotisations sociales.....) et des crédits de fonctionnement du réseau déconcentrés (ressources de fonctionnement courant, ressources documentaires, loyers, charges locatives.....)

MODALITÉS DE VENTILATION DES DÉPENSES DU PROGRAMME

1/ Le présent programme bénéficie :

- de la ventilation de l'action 2 « statistiques, études et recherche » du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » selon la clé de répartition des ETPT travaillés par programme de politiques sanitaires et sociales.
- de la ventilation de l'action 6 « Soutien de l'administration sanitaire et sociale » du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » selon les ETPT travaillés de l'administration centrale inscrits sur le présent programme (ventilation qui n'existait pas dans l'élaboration de la comptabilité d'analyse des coûts des précédents exercices).

2/ L'action « soutien » du présent programme est ventilé au prorata des ETPT travaillés par action, conformément aux recommandations du CIAP.

La ventilation des crédits de l'action soutien vers les autres actions témoigne de l'importance du facteur « ressources humaines » dans le pilotage de la politique d'égalité entre les hommes et les femmes.

COMMENTAIRE DES RESULTATS

Les crédits du programme « Égalité entre les hommes et les femmes » après ventilation des crédits du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » augmentent de 7,33 %.

Éléments de comparaison LFI 2008 – PLF 2009

Le présent programme reçoit 0,22 % des crédits du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » alors qu'il n'en recevait que 0,06% en 2008. En effet, il existe en 2009 un déversement de l'action 6 « soutien de l'administration sanitaire et sociale » du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » correspondant aux crédits de fonctionnement de l'administration centrale du présent programme.

Le présent programme étant constitué avec ses propres crédits de personnel, l'impact des déversements venant du programme support du ministère est somme toute relativement faible. Il représentait 2,1 % en LFI 2008 et représente 7,3 % en PLF 2009.

PROGRAMME 124

CONDUITE ET SOUTIEN DES POLITIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

MINISTRE CONCERNÉ : XAVIER BERTRAND, MINISTRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ

Présentation stratégique du projet annuel de performances	156
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	158
Présentation du programme et des actions	163
Objectifs et indicateurs de performance	168
Justification au premier euro	175
Analyse des coûts du programme et des actions	199

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Etienne MARIE

Directeur de l'administration générale, du personnel et du budget

Responsable du programme n° 124 : Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

La stratégie du programme s'exprime de façon distincte selon ses deux pôles de conduite et de soutien des politiques sanitaires et sociales.

1. La conduite des politiques sanitaires et sociales s'insère aujourd'hui dans un environnement très exigeant marqué fondamentalement par :

- l'importance économique et sociale des politiques sanitaires et sociales qui représentent 55 % des dépenses publiques et concernent la totalité de nos concitoyens, lesquels expriment à l'égard de ces politiques des demandes très importantes et en mutation permanente pour faire face aux risques nouveaux, liés notamment au vieillissement de la population, aux progrès scientifiques et techniques, à l'effritement des solidarités dans une société de compétitivité économique globalisée ;
- la diversité et le poids des acteurs de ces politiques, structures (80.000) et professionnels sanitaires et sociaux (2,4 millions) ;
- une situation conjoncturelle et structurelle caractérisée par des difficultés financières majeures.

Les politiques sanitaires et sociales sont donc en débats et en réformes permanentes : 30 % du flux annuel de normes nouvelles de notre pays les concernent.

L'amélioration de la conduite des politiques sanitaires et sociales et du pilotage de ses opérateurs est en conséquence ordonnée autour d'une progression financière soutenable de ces dépenses et d'une adaptation la plus efficace possible aux divers risques couverts ; cette amélioration passe par :

- une bonne analyse et prévision des enjeux de ces politiques permettant notamment une délibération efficace des réformes avec toutes les parties prenantes ;
- une bonne définition des stratégies et des politiques ; la mise en œuvre de la LOLF en ce qu'elle impose de déterminer des objectifs de résultats chiffrés, référés aux usagers, citoyens et contribuables et financés sincèrement politique par politique est, en ce sens, un facteur clé de l'amélioration des stratégies ;
- une bonne répartition interne des crédits ;
- la définition de règles de qualité, c'est-à-dire strictement nécessaires, claires, sûres et facilement applicables ;
- une bonne communication sur ces politiques et ces règles ;
- la détermination d'un système d'acteurs efficace entre un État stratège et des opérateurs faisant l'objet d'un pilotage stratégique concernant la pertinence de leurs produits, la qualité de leurs services, la productivité de leur appareil interne ;
- une négociation européenne et internationale efficace ;
- une application rigoureuse des politiques sur le terrain ;
- un contrôle de gestion concernant les coûts, les activités et les résultats ;
- un contrôle des acteurs qui mettent en œuvre ces politiques au niveau local et au niveau central ;
- un suivi et une évaluation de ces politiques.

Ce sont naturellement l'ensemble des services de l'administration sanitaire et sociale et l'ensemble des politiques publiques qui sont intégrés dans cette stratégie, les objectifs et indicateurs du présent programme concernant plus précisément les services d'état-major transversaux.

2. Le soutien des politiques s'insère lui aussi dans un environnement exigeant marqué par :

- une forte attente des services chargés de la conception et de la gestion des politiques sur les ressources nécessaires à leur action ;
- un processus de production des ressources publiques enserré dans deux corpus interministériels complexes : celui de la fonction publique et celui de la dépense publique.

L'amélioration du soutien des politiques sanitaires et sociales est en conséquence ordonnée autour de deux objectifs indissociables de progression de la qualité du service rendu et de productivité des services internes s'agissant de la production et de la bonne répartition des principales ressources attendues des responsables de programme : ressources humaines, système d'information, ressources immobilières, ressources de fonctionnement courant, ressources documentaires, ressources d'expertise juridique.

Cette amélioration prend depuis 2007 une ampleur nouvelle avec la révision générale des politiques publiques décidée par le Gouvernement. Elle passe par une réinterrogation systématique sur les missions et les organisations qui pour l'administration sanitaire et sociale prendra la forme d'une réingénierie totale fondée sur 2 éléments :

- La mise en place d'une gestion découplée et simplifiée de la politique de santé associant l'État et l'assurance maladie aux niveaux national et local, avec en particulier la création des « agences régionales de santé » (ARH) par le projet de loi « hôpital, patient, santé et territoire » ;
- la création d'une administration chargée de la cohésion sociale tant au niveau central qu'au niveau territorial, qui intégrera les services de la Jeunesse et des Sports.

Cette nouvelle organisation sera préparée tout au long de l'année 2009 pour être pleinement opérationnelle en 2010.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Constituer les ARS dans les délais prévus
INDICATEUR 1.1	Taux de personnels de DRASS et de DDASS ayant vocation à rejoindre les ARS affectés en ARS au 31/12/2009
OBJECTIF 2	Accroître la qualité et l'efficacité des campagnes de communication
INDICATEUR 2.1	Impact des campagnes nationales
OBJECTIF 3	Mettre en oeuvre rapidement les nouvelles normes dans le champ des politiques sanitaires et sociales
INDICATEUR 3.1	Dépassement moyen du délai de transposition des directives
INDICATEUR 3.2	Délai moyen d'application des lois et ordonnances
OBJECTIF 4	Respecter les engagements pris en terme de délais de production et de mise à disposition de données statistiques relatives à la santé et à la protection sociale
INDICATEUR 4.1	Ecart moyen entre les dates de mise à disposition ayant fait l'objet d'un engagement et les dates effectives de mise à disposition
OBJECTIF 5	Améliorer le pilotage de la sécurité sociale pour assurer la couverture la plus efficace des risques sociaux dans le cadre d'un équilibre financier durable
INDICATEUR 5.1	Performance du pilotage des objectifs de gestion du régime général de sécurité sociale fixés dans les conventions d'objectifs et de gestion
INDICATEUR 5.2	Proportion des indicateurs des programmes de qualité et d'efficience auxquels une trajectoire d'évolution a été assignée
OBJECTIF 6	Mettre à la disposition des services les bonnes compétences, au bon moment, au bon endroit pour assurer la mise en oeuvre des politiques sanitaires et sociales
INDICATEUR 6.1	Délai moyen de pourvoiement des emplois
OBJECTIF 7	Délivrer au plus juste coût les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des politiques sanitaires et sociales
INDICATEUR 7.1	Dépenses de fonctionnement
INDICATEUR 7.2	Coût d'exploitation et d'entretien - maintenance au m ²

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	36 101 821	13 760 716	3 653 284	53 515 821	675 000
02	Statistiques, études et recherche	20 623 398	11 609 250	1 980 000	34 212 648	281 000
03	Gestion des politiques sociales	246 609 972	683 600		247 293 572	30 000
03-01	Gestion du programme "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"	91 176 201			91 176 201	
03-02	Gestion des services déconcentrés des programmes "Intégration et accès à la nationalité française" et "Immigration et asile" (libellé modifié)	14 205 490			14 205 490	
03-03	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : défenseur des enfants	1 856 123	683 600		2 539 723	30 000
03-04	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : autres dépenses	15 210 109			15 210 109	
03-05	Gestion du programme "Handicap et dépendance"	123 181 865			123 181 865	
03-07	Gestion du programme "Expérimentation en matière de lutte contre la pauvreté"	980 184			980 184	
04	Gestion des politiques sanitaires	333 608 879			333 608 879	285 000
04-01	Gestion du programme "Prévention et sécurité sanitaire" (libellé modifié)	217 095 641			217 095 641	285 000
04-03	Gestion du programme "Offre de soins et qualité du système de soins"	112 975 674			112 975 674	
04-05	Gestion du programme "Protection maladie"	3 537 564			3 537 564	
05	Pilotage de la sécurité sociale	39 584 002	1 375 000		40 959 002	50 000
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	142 907 444	235 383 992	8 840 000	387 131 436	710 000
Totaux		819 435 516	262 812 558	14 473 284	1 096 721 358	2 031 000

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	36 101 821	13 760 716	3 653 284	53 515 821	675 000
02	Statistiques, études et recherche	20 623 398	11 609 250	1 980 000	34 212 648	281 000
03	Gestion des politiques sociales	246 609 972	683 600		247 293 572	30 000
03-01	Gestion du programme "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"	91 176 201			91 176 201	
03-02	Gestion des services déconcentrés des programmes "Intégration et accès à la nationalité française" et "Immigration et asile" (libellé modifié)	14 205 490			14 205 490	
03-03	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : défenseur des enfants	1 856 123	683 600		2 539 723	30 000
03-04	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : autres dépenses	15 210 109			15 210 109	
03-05	Gestion du programme "Handicap et dépendance"	123 181 865			123 181 865	
03-07	Gestion du programme "Expérimentation en matière de lutte contre la pauvreté"	980 184			980 184	
04	Gestion des politiques sanitaires	333 608 879			333 608 879	285 000
04-01	Gestion du programme "Prévention et sécurité sanitaire" (libellé modifié)	217 095 641			217 095 641	285 000
04-03	Gestion du programme "Offre de soins et qualité du système de soins"	112 975 674			112 975 674	
04-05	Gestion du programme "Protection maladie"	3 537 564			3 537 564	
05	Pilotage de la sécurité sociale	39 584 002	1 375 000		40 959 002	50 000
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	142 907 444	214 741 650	8 840 000	366 489 094	710 000
Totaux		819 435 516	242 170 216	14 473 284	1 076 079 016	2 031 000

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE RETRAITÉE)**2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	37 396 046	15 056 423	3 758 795	56 211 264	
02	Statistiques, études et recherche	19 953 646	13 351 317	1 000 000	34 304 963	281 000
03	Gestion des politiques sociales	231 849 618	660 000		232 509 618	
03-01	Gestion du programme "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"	93 336 897			93 336 897	
03-02	Gestion des services déconcentrés des programmes "Intégration et accès à la nationalité française" et "Immigration et asile" (libellé modifié)	13 993 965			13 993 965	
03-03	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : défenseur des enfants	1 766 545	660 000		2 426 545	
03-04	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : autres dépenses	14 685 828			14 685 828	
03-05	Gestion du programme "Handicap et dépendance"	107 282 518			107 282 518	
03-07	Gestion du programme "Expérimentation en matière de lutte contre la pauvreté"	783 865			783 865	
04	Gestion des politiques sanitaires	323 212 649			323 212 649	285 000
04-01	Gestion du programme "Prévention et sécurité sanitaire" (libellé modifié)	206 911 179			206 911 179	285 000
04-03	Gestion du programme "Offre de soins et qualité du système de soins"	113 745 857			113 745 857	
04-05	Gestion du programme "Protection maladie"	2 555 613			2 555 613	
05	Pilotage de la sécurité sociale	37 876 277	1 400 000		39 276 277	
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	136 043 577	234 062 072	10 075 679	380 181 328	585 000
Totaux		786 331 813	264 529 812	14 834 474	1 065 696 099	1 151 000

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	37 396 046	15 056 423	3 758 795	56 211 264	
02	Statistiques, études et recherche	19 953 646	13 351 317	1 000 000	34 304 963	281 000
03	Gestion des politiques sociales	231 849 618	660 000		232 509 618	
03-01	Gestion du programme "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"	93 336 897			93 336 897	
03-02	Gestion des services déconcentrés des programmes "Intégration et accès à la nationalité française" et "Immigration et asile" (libellé modifié)	13 993 965			13 993 965	
03-03	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : défenseur des enfants	1 766 545	660 000		2 426 545	
03-04	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : autres dépenses	14 685 828			14 685 828	
03-05	Gestion du programme "Handicap et dépendance"	107 282 518			107 282 518	
03-07	Gestion du programme "Expérimentation en matière de lutte contre la pauvreté"	783 865			783 865	
04	Gestion des politiques sanitaires	323 212 649			323 212 649	285 000
04-01	Gestion du programme "Prévention et sécurité sanitaire" (libellé modifié)	206 911 179			206 911 179	285 000
04-03	Gestion du programme "Offre de soins et qualité du système de soins"	113 745 857			113 745 857	
04-05	Gestion du programme "Protection maladie"	2 555 613			2 555 613	
05	Pilotage de la sécurité sociale	37 876 277	1 400 000		39 276 277	
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	136 043 577	220 062 072	10 075 679	366 181 328	585 000
Totaux		786 331 813	250 529 812	14 834 474	1 051 696 099	1 151 000

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

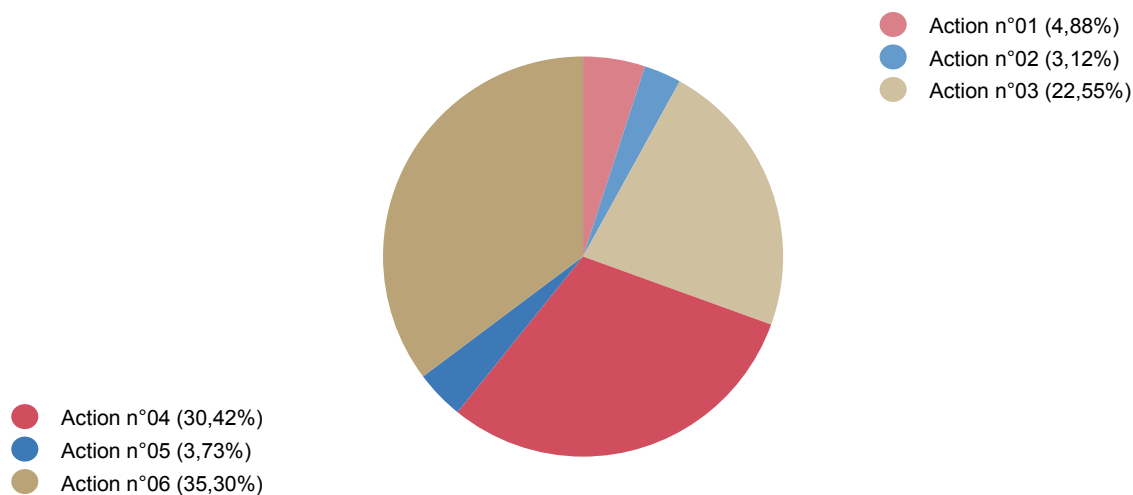
Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008 retraitée	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008 retraitée	Demandés pour 2009
Titre 2. Dépenses de personnel		786 331 813	819 435 516		786 331 813	819 435 516
Rémunérations d'activité		518 938 945	522 177 164		518 938 945	522 177 164
Cotisations et contributions sociales		257 979 590	288 736 400		257 979 590	288 736 400
Prestations sociales et allocations diverses		9 413 278	8 521 952		9 413 278	8 521 952
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		264 529 812	262 812 558		250 529 812	242 170 216
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		260 779 812	258 812 558		246 779 812	238 170 216
Subventions pour charges de service public		3 750 000	4 000 000		3 750 000	4 000 000
Titre 6. Dépenses d'intervention		14 834 474	14 473 284		14 834 474	14 473 284
Transferts aux autres collectivités		14 834 474	14 473 284		14 834 474	14 473 284
Totaux hors FDC et ADP prévus		1 065 696 099	1 096 721 358		1 051 696 099	1 076 079 016
FDC et ADP prévus au titre 2		285 000	285 000		285 000	285 000
FDC et ADP prévus sur les autres titres		866 000	1 746 000		866 000	1 746 000
Totaux y.c. FDC et ADP		1 066 847 099	1 098 752 358		1 052 847 099	1 078 110 016

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	53 515 821	53 515 821
02	Statistiques, études et recherche	34 212 648	34 212 648
03	Gestion des politiques sociales	247 293 572	247 293 572
04	Gestion des politiques sanitaires	333 608 879	333 608 879
05	Pilotage de la sécurité sociale	40 959 002	40 959 002
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	387 131 436	366 489 094
Totaux		1 096 721 358	1 076 079 016

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales" regroupe l'ensemble des dépenses de personnel et de fonctionnement de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », de la mission « Santé » et du programme « Prévention de l'exclusion et insertion des plus vulnérables » de la mission « Ville et logement », qu'il s'agisse des dépenses des services centraux ou déconcentrés. Sur cette dernière question, concernant principalement l'hébergement, le programme regroupe aussi les dépenses des services déconcentrés de l'administration sanitaire et sociale relevant de la mission « Immigration, asile et intégration ».

Le choix fondamental d'inscrire sur un seul programme l'ensemble des dépenses de personnel et de fonctionnement concourant à la mise en œuvre de 5 missions et de 11 programmes et non d'inscrire ces dépenses, programme par programme, renvoie aux raisons suivantes :

a) pour ce qui concerne les dépenses de l'administration centrale :

- les effectifs d'administration centrale et en cohérence les crédits de personnel par programme sont faibles : 0,2 % des crédits figurant sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », 6,5% des crédits figurant sur la mission « Santé » qui comprend essentiellement des dépenses d'intervention ;
- ces chiffres ne sont pas significatifs du coût complet de conception des politiques considérées pour une raison fondamentale : les services en cause conçoivent des politiques financées par la loi de finances mais aussi par la loi de financement de la sécurité sociale, ou plus récemment par les budgets des collectivités territoriales (cf. décentralisation du RMI) ;
- si ces dépenses étaient inscrites sur les programmes de politique publique, le redéploiement infra-annuel entre programmes serait rendu plus difficile, à fortiori, en période de fortes restructurations décidées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

b) pour ce qui est des services déconcentrés, directions régionales et directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DRASS et DDASS) qui regroupent 80 % des dépenses de personnel et de fonctionnement, la relative modestie de leurs effectifs, l'évolution de leurs missions dans le temps et leur variabilité en cours d'année supposent une forte polyvalence des services entre programmes et entre missions sanitaire et sociale en forte interface par ailleurs (ex : soins et hébergement des personnes dépendantes, santé mentale, accès au soins des plus démunis). Il y aurait une rigidification excessive de la gestion des ressources humaines entre missions et entre programmes et donc une allocation non optimale de celles-ci si les dépenses étaient inscrites sur les programmes appartenant à 4 missions et 6 programmes déconcentrés distincts, de surcroît dans un contexte de réorganisation des services centraux et déconcentrés (RGPP). Ce parti pris n'empêche en rien la reconstitution du coût complet des politiques, dès lors que les actions et les sous-actions du présent programme retracent les dépenses de personnel relatives à chacun des programmes. Ce parti pris n'empêche par ailleurs en rien une mise à disposition des crédits du présent programme vers les directions d'administration centrale et les services déconcentrés qui sont titulaires d'un budget opérationnel de programme. Dès 2006, une déconcentration totale du plafond d'emploi et de la masse salariale région par région est intervenue.

Le responsable du programme est le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget, en lien très étroit avec les directions et services d'état major indivis de l'administration sanitaire et sociale.

Les budgets opérationnels de programme sont situés :

- au niveau des principales structures d'administration centrale concernées ;
- au niveau régional pour les services déconcentrés.

MODIFICATIONS DE PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME

Le programme enregistre :

- le transfert vers le programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » du portage du GIP ESTHER, le programme 124 continuant toutefois à co-subsidier ce groupement ;
- la LFI 2008 du programme 124 (action 6) a été retraitée du transfert de l'EHESP vers la mission « Santé » (programme 204), soit un impact pour 2008 de - 11 M€.

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : État-major de l'administration sanitaire et sociale
- ACTION n° 02 : Statistiques, études et recherche
- ACTION n° 03 : Gestion des politiques sociales
- ACTION n° 04 : Gestion des politiques sanitaires
- ACTION n° 05 : Pilotage de la sécurité sociale
- ACTION n° 06 : Soutien de l'administration sanitaire et sociale

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

État-major de l'administration sanitaire et sociale

4,9 %



Cette action regroupe les dépenses des services d'état-major indivis de l'administration sanitaire et sociale. Au-delà des ministres, de leurs collaborateurs et de leur soutien direct, ces services assurent les fonctions suivantes :

- la conduite de la modernisation et de la coordination des administrations par le secrétaire général ;
- le contrôle des organismes et l'évaluation des politiques : Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et agents en charge du contrôle dans les directions régionales et les directions départementales des affaires sanitaires et sociales ;
- la communication : délégation à l'information et à la communication (DICOM) ;
- la coopération internationale : délégation aux affaires européennes et internationales (DAEI).

Les dépenses imputées au Secrétariat général, à l'IGAS et à la DAEI concernent aussi l'administration du Travail.

ACTION n° 02

Statistiques, études et recherche

3,1 %



Cette action regroupe les dépenses de production de statistiques, études et recherches de l'administration sanitaire et sociale.

Les services responsables de cette action sont :

- la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) ;
- les services statistiques régionaux.

Ils s'appuient sur un certain nombre de partenaires :

- a) en matière de statistiques, sur une collaboration privilégiée avec l'INSEE et sur les grands opérateurs internes du secteur sanitaire et social (ex : organismes de sécurité sociale), la collecte de données pouvant être confiée à des organismes d'enquêtes privés ;
- b) en matière d'études, sur un réseau de prestataires qui peuvent être des universitaires, des chercheurs, des établissements d'études et de recherche à caractère public ou des organismes d'étude à caractère privé ;
- c) la mobilisation des chercheurs et des universitaires s'effectue également par la voie d'appels d'offres de recherche, dont les thèmes sont définis en lien avec le ministère de la recherche après consultation du conseil scientifique de la mission recherche de la DREES, et qui sont souvent établis de façon conjointe avec l'INSERM et le CNRS.

ACTION n° 03

Gestion des politiques sociales

22,5 %



L'introduction au présent programme a expliqué les raisons de l'inscription des dépenses de personnel relatives à la conception et à la gestion des programmes de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » dans le présent programme et non sur chaque programme de politique publique.

Par exception à la règle précédemment posée, le programme « Égalité entre les hommes et les femmes » comprend directement les dépenses des services centraux et déconcentrés des droits des femmes, qui sont distincts des services des DRASS et des DDASS et sont dédiés à cette seule fonction, hors polyvalence.

Enfin font l'objet d'une sous-action les dépenses de personnel du programme « Prévention de l'exclusion et insertion des plus vulnérables » de la mission « Ville et logement », du défenseur des enfants et les dépenses de personnel des agents des services déconcentrés dont les fonctions relèvent de la mission « Immigration, asile et intégration ».

ACTION n° 04
Gestion des politiques sanitaires

30,4 %



L'introduction au présent programme a expliqué les raisons de l'inscription des dépenses de personnel relatives à la conception et à la gestion de chaque programme de la mission « Santé » dans le présent programme et non sur chaque programme de politique publique.

Les 3 programmes de cette mission font l'objet chacun d'une sous-action dans la présente action.

ACTION n° 05
Pilotage de la sécurité sociale

3,7 %



Cette action regroupe les dépenses de personnel de la direction de la sécurité sociale (DSS) et des directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS) consacrées à la tutelle des organismes de sécurité sociale. Ces effectifs - 260 personnes dans l'administration centrale, 200 dans les services déconcentrés - pilotent environ :

- 900 caisses regroupant 180.000 personnes (la gestion de la sécurité sociale est déléguée à des organismes autonomes gérés par les partenaires sociaux ou les représentants des diverses catégories socio-professionnelles) ;
- 470 Mds€ de dépenses formant les finances sociales de notre pays.

L'action regroupe aussi les dépenses des secrétariats des tribunaux des affaires de sécurité sociale et des tribunaux du contentieux de l'invalidité.

Cette action se distingue par rapport aux actions 3 et 4 puisqu'elle ne se réfère pas à la gestion d'un programme de loi de finances mais à des politiques publiques financées par la loi de financement de la sécurité sociale.

ACTION n° 06
Soutien de l'administration sanitaire et sociale

35,3 %



Cette action regroupe :

- l'ensemble des dépenses de personnel des fonctions de soutien des services centraux (soutien des fonctions de conception des politiques publiques) et des services déconcentrés (soutien des fonctions de pilotage territorial des politiques publiques) ;
- l'ensemble des dépenses de fonctionnement des services centraux et déconcentrés (systèmes d'information, ressources immobilières, ressources de fonctionnement courant, ressources documentaires, ressources d'expertise juridique).

Les responsables de cette action sont les services support de l'administration centrale (direction de l'administration générale, du personnel et du budget - DAGPB) et des services déconcentrés.

La direction « soutien » de l'administration centrale s'attache à une forte déconcentration des dépenses de personnel et des dépenses de fonctionnement vers les directions d'administration centrale et vers les directions des services déconcentrés (ces dernières étant titulaires d'un budget opérationnel de programme).

L'action regroupe aussi les dépenses des secrétariats des tribunaux des affaires de sécurité sociale et des tribunaux du contentieux de l'invalidité ainsi que les dépenses de transferts associés au financement du GIP "Institut des Données de Santé" et du GIP "Santé, Protection Sociale Internationale".

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Constituer les ARS dans les délais prévus

Le conseil de modernisation des politiques publiques du 4 avril 2008 a décidé la mise en place des agences régionales de santé (ARS) destinées à unifier et à responsabiliser le pilotage territorial du système de santé.

Les ARS regrouperont sept structures territoriales œuvrant dans les domaines de la santé et des soins : les services déconcentrés de l'Etat (pôles santé et médico-social des DRASS et des DDASS), les agences régionales de l'hospitalisation (ARH), les unions régionales des caisses d'assurance maladie (URCAM), les missions régionales de santé (MRS), et les groupements régionaux de santé publique (GRSP), une partie des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM).

Les ARS constitueront des structures de droit public dont le statut sera défini dans le projet de loi « Patients, santé et territoires » que soumettra le Gouvernement au Parlement à l'automne prochain. Elles regrouperont les personnels de l'Etat (évalués à 7000 ETPT) et ceux de l'assurance maladie. 2009 sera l'année de montée en charge des agences au cours de laquelle seront désignées les équipes dirigeantes des futures structures.

Les nouvelles structures devront être pleinement opérationnelles au 1^{er} janvier 2010. Pour atteindre cet objectif, il conviendra que les personnels des DRASS et des DDASS et ayant vocation à travailler dans les nouvelles agences, soient affectés en ARS avant le 31 décembre 2009. L'indicateur « taux de personnels des DRASS et des DDASS ayant vocation à rejoindre les ARS affectés en ARS au 31/12/2009 » a vocation à mesurer l'atteinte de cet objectif.

Les principales actions permettant de réaliser cet objectif sont la définition de la structure cible en terme d'organisation d'emplois et de compétences de l'ARS –qu'il s'agisse de sa structure centrale ou de ses délégations territoriales, le reclassement de l'ensemble du personnel dans cette structure cible en faisant prévaloir un principe de continuité des fonctions, la définition de règles juridiques permettant le passage des DRASS et des DDASS vers les ARS.

INDICATEUR 1.1 : Taux de personnels de DRASS et de DDASS ayant vocation à rejoindre les ARS affectés en ARS au 31/12/2009

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Taux de personnel de DRASS et de DDASS ayant vocation à rejoindre les ARS affectés en ARS au 31/12/2009	%					100	100

Précisions méthodologiques :

Les personnels ayant vocation à travailler dans les agences régionales de la santé sont ceux travaillant dans les pôles santé et médico-sociaux des DDASS et DRASS, quel que soit leur statut (fonctionnaire ou agent contractuel).

OBJECTIF n° 2 : Accroître la qualité et l'efficacité des campagnes de communication

L'indicateur retenu pour mesurer la progression vers l'objectif est l'indice d'impact des grandes campagnes nationales. Les principales actions permettant de réaliser cet objectif renvoient à une bonne définition du cahier des charges des campagnes nationales, à une bonne sélection et à un bon pilotage des agences retenues, à l'amélioration des plans médias (période de diffusion, installation des messages dans le temps pour favoriser la réceptivité et la mémorisation du grand public), aux bilans d'étape et aux évaluations pour réajuster, si nécessaire, les dispositifs de campagne.

INDICATEUR 2.1 : Impact des campagnes nationales

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Score de reconnaissance de la campagne	% population cible	34	62,5	35	57	50	50
Score d'intention de modification de l'opinion ou du comportement	% population cible	53	38	55	47	50	50

Précisions méthodologiques :

Sous la dénomination "campagnes nationales" sont uniquement comprises les actions de communication media (radio, TV, presse, etc.) en direction du grand public.

L'indicateur comporte :

- un score de reconnaissance (pourcentage de personnes ayant reconnu la campagne) ;
- un score d'intention (pourcentage de personnes déclarant être incitées par la campagne à modifier leur opinion ou leur comportement).

Il est mesuré par campagne puis un indicateur moyen est calculé.

Il s'agit naturellement de mesurer les campagnes engagées en propre par l'administration et non celles de ses opérateurs.

OBJECTIF n° 3 : Mettre en oeuvre rapidement les nouvelles normes dans le champ des politiques sanitaires et sociales

La production normative intervenant dans le champ des missions "Santé" et "Solidarité, insertion et égalité des chances" est l'une des plus importantes parmi les différents ministères (plus de 4 700 textes publiés au JO en 2007 dont 230 textes réglementaires soit 30 % de l'ensemble des textes publiés). En outre, dans le champ de la santé et de la protection sociale, les directives communautaires à transposer sont à la fois nombreuses et techniquement complexes. Pour ce faire les ministères sociaux disposent de 5 % des effectifs des diverses administrations centrales. Leur performance en terme de production de textes réglementaires est donc relativement forte. Il est néanmoins important que les délais de mise en œuvre soit plus courts, ce qu'entendent mesurer les indicateurs suivant.

Les leviers d'action permettant la réalisation de l'objectif renvoient à l'ensemble de l'amélioration du processus de production réglementaire qui irrigue toute l'administration centrale et a fait l'objet de l'adoption d'une charte sur la qualité de la réglementation en avril 2005 ainsi que d'un guide pour chaque rédacteur.

La transposition retardée des directives, notamment celles de Barcelone, doit être normalement achevée avant le 31 décembre 2008. La cible 2009 a été en conséquence fixée à 0.

INDICATEUR 3.1 : Dépassement moyen du délai de transposition des directives

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Dépassement moyen du délai de transposition des directives	mois	11,5	19	19	19.1	0	0

Précisions méthodologiques

Le calcul est fait par le SGAE et est donc comparable avec le résultat des autres ministères.

Le retard moyen est calculé ainsi qu'il suit en prenant l'exemple suivant.

- Directive A échue en février de l'année n-1, transposée en février de l'année n : 12
- Directive B échue en juin de l'année n, transposée en décembre de l'année n : 6
- Directive C échue en juin de l'année n-2, toujours pas transposée en décembre de l'année n : 31
- Directive D transposée l'année n avec 2 mois d'avance, pas de "bonus" : 0
- Directive E échue l'année n-3 et transposée en n-1 : non prise en compte (comptabilisée sur l'indicateur de l'année n-1)

Total du retard des 4 directives (ABCD)= 49

Toutes les directives échues en l'année n (décembre inclus) ou les années précédentes et non encore transposées sont prises en compte. Exemple: 15 directives échues pour un total de 350 mois.

Calcul de l'indice : $(49+350)/(4+15) = 21$ mois

La valeur exacte de l'indicateur pour une année donnée est établie en tout début de l'année suivante.

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 3.2 : Délai moyen d'application des lois et ordonnances

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Délai moyen d'application des lois et ordonnances	mois	9,4	12,7	10	12	12	12

Précisions méthodologiques

Le calcul est fait par le SGG et est donc comparable avec les résultats des autres ministères.

Le délai moyen est calculé ainsi qu'il suit en prenant l'exemple suivant.

- Décret A publié en mai de l'année n appliquant une ordonnance publiée en septembre de l'année n-1 = 8

- Décret B publié en janvier de l'année n appliquant une loi publiée en janvier de l'année n-1 = 12

- Décret C publié en septembre de l'année n appliquant une loi publiée en janvier de l'année n = 8

- Ordonnance D publiée en décembre de l'année n appliquant une loi publiée en juillet de l'année n = 5

Calcul de l'indice : $33/4 = 8.3$ mois

La valeur exacte de l'indicateur pour une année donnée est établie en tout début d'année suivante.

Le mode de calcul de l'indicateur comporte un biais important puisqu'il ne comptabilise pas l'absence de publication de décret d'application d'une loi ou d'une ordonnance.

OBJECTIF n° 4 : Respecter les engagements pris en terme de délais de production et de mise à disposition de données statistiques relatives à la santé et à la protection sociale

L'objectif vise la rapidité de production et de mise à disposition des informations statistiques sanitaires et sociales, à destination des citoyens, des décideurs publics et des collectivités territoriales, dans un contexte marqué par de profondes évolutions du cadre législatif et réglementaire et une demande accrue d'évaluations.

L'axe privilégié est celui du délai de fourniture des données, essentiel au pilotage des politiques. Cet axe est d'ailleurs l'un des indicateurs de qualité du Code des bonnes pratiques de la statistique européenne (principe 13 : actualité et ponctualité).

En prévision, la cible sera de respecter les engagements affichés pour la mise à disposition des données issues des principales opérations statistiques récurrentes menées par la DREES. Les leviers d'action pour y parvenir sont essentiellement liés à l'amélioration du processus de gestion d'enquête (vigilance accrue dans la tenue des calendriers, automatisation des outils de collecte, optimisation des organisations pour le traitement des données, souci d'équilibre entre gain d'exhaustivité et délais, etc.).

INDICATEUR 4.1 : Ecart moyen entre les dates de mise à disposition ayant fait l'objet d'un engagement et les dates effectives de mise à disposition

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ecart moyen entre les dates de mise à disposition ayant fait l'objet d'un engagement et les dates effectives de mise à disposition	jours			-	-7	-5	>=0

Précisions méthodologiques :

Une liste d'opérations est établie sur laquelle figurent les principales opérations statistiques régulières de la DREES. Chacune des opérations figurant sur cette liste est assortie d'un engagement précis sur une date de mise à disposition (et sur un produit disponible). A échéance on observe, pour chacune d'entre elle, l'écart entre la date d'engagement et la date réelle de mise à disposition.

L'objectif est rempli lorsque le nombre de jours de retard est conforme aux prévisions. La cible est atteinte lorsqu'il n'y a plus aucun retard constaté (=0)

Sources des données :

- DREES.

OBJECTIF n° 5 : Améliorer le pilotage de la sécurité sociale pour assurer la couverture la plus efficace des risques sociaux dans le cadre d'un équilibre financier durable

L'environnement de la fonction de pilotage de la sécurité sociale est marqué par :

- l'importance des politiques en cause du point de vue économique (en termes de prélèvement et de stabilisation des revenus), social (en terme de compensation des risques sociaux et de redistribution) et politique ;
- la diversité et le poids de leurs acteurs, caisses de sécurité sociale mais aussi professionnels sanitaires et sociaux ;
- l'extrême attention qu'y portent nos concitoyens ;
- la difficulté de concilier des besoins fortement exprimés et en perpétuelle mutation et des ressources limitées, dans une situation conjoncturelle et structurelle de crise financière majeure ;
- le poids croissant de l'environnement européen ou international ;
- par conséquent le débat public et l'état permanent de réforme qui en découlent.

Cet environnement rend particulièrement complexe et exigeant le pilotage des politiques de sécurité sociale vis-à-vis de :

- l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux qui participent à la gouvernance de la sécurité sociale ;
- les opérateurs de la politique de sécurité sociale ;
- l'ensemble des cotisants, contribuables et usagers de la sécurité sociale, c'est-à-dire l'ensemble de nos concitoyens dans un système de sécurité sociale qui est généralisé à toute la population.

Rendre plus performant le pilotage de la sécurité sociale renvoie aux objectifs suivants :

- garantir la pérennité à long terme des systèmes de sécurité sociale, équilibrer financièrement les régimes sur le cycle économique, assurer leur financement en cohérence avec la politique de l'emploi, répartir au mieux leurs ressources, veiller à la transparence des comptes et des flux financiers entre loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale.

Le rétablissement des comptes de l'assurance maladie constitue un enjeu particulièrement fort. Il repose sur la mise en place et la mobilisation d'outils visant à l'évolution des comportements des assurés et des professionnels. Il s'agit de garantir un retour vers l'équilibre financier de la branche maladie du régime général.

- couvrir de la façon la plus pertinente les risques sociaux et assurer de la façon la plus équilibrée la redistribution sociale, en lien avec le système fiscal et les équipements et services dont bénéficient nos concitoyens de la part des collectivités territoriales ;
- recentrer l'État sur la définition des stratégies et des financements et définir le meilleur système d'opérateurs (périmètre, gouvernance interne) permettant la mise en œuvre des politiques de sécurité sociale au niveau national (notamment en renforçant les têtes de réseau des différents régimes et en créant les autorités indépendantes nécessaires entre l'État et les gestionnaires) et au niveau local ;
- suivre par des indicateurs d'activité et de résultats précis, contrôler et évaluer la mise en œuvre des politiques de sécurité sociale décidées, dans le cadre d'un pilotage stratégique des opérateurs formalisés par des conventions d'objectifs et de gestion.

Ces objectifs d'amélioration du pilotage varient selon les branches considérées, avec une forte attention sur l'assurance maladie et l'assurance vieillesse, fortement déficitaires.

L'essentiel des indicateurs de résultats de cette action de pilotage renvoie aux politiques de sécurité sociale financées par la loi de financement de la sécurité sociale, réformée en 2005 pour intégrer la démarche de performance. Ces politiques sont mises en œuvre dans le cadre des conventions pluriannuelles d'objectifs et de gestion (COG) entre l'État et les organismes nationaux de sécurité sociale qui entrent en 2009 et 2010 dans leur quatrième génération pour le régime général et sont généralisées à l'ensemble des autres régimes.

Deux indicateurs ont été choisis pour mesurer la performance des services chargés du pilotage de la sécurité sociale relatifs respectivement au pilotage des objectifs de gestion des organismes de sécurité sociale et à la mise en démarche de performance des politiques de sécurité sociale.

Indicateur n° 1 : Performance du pilotage des objectifs de gestion du régime général de sécurité sociale fixés dans les conventions d'objectifs et de gestion

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Les conventions d'objectifs et de gestion (COG) déterminent le cadre des relations entre l'État et les caisses nationales des quatre branches de la sécurité sociale. Ces conventions pluriannuelles comportent une déclinaison d'objectifs en matière de qualité du service public, de productivité et de maîtrise du risque géré. Ces objectifs fixés pour chaque année de la convention sont assortis d'indicateurs qui font l'objet de mesures régulières et d'évaluation au cours et en fin de convention.

L'indicateur retenu est un indicateur synthétique donnant la performance globale toutes caisses et tous types d'indicateurs confondus sur la base d'une sélection de 4 objectifs principaux pour 4 COG (CNAMTS – CNAVTS – CNAF – ACOSS) : deux indicateurs au titre de la qualité du service public, un au titre de la productivité et un au titre de la maîtrise des risques.

L'objectif de l'indicateur synthétique est fixé à 10/10, soit la réalisation complète par chacune des branches de sécurité sociale des 4 objectifs COG sélectionnés. Sur la durée, la stabilité du score ne signifie pas une stabilité des performances mais une progression de la performance des caisses telle que prévue par les COG.

L'indicateur permet de mesurer la performance du pilotage du processus par la direction de la sécurité sociale et les DRASS qui doivent veiller à un taux de réalisation globale très élevé. Leurs principaux leviers d'action sont les suivants : suivi périodique, annuel ou infra annuel des indicateurs prévus dans les conventions, évaluation des résultats attendus en fin de convention (par les DRASS et par l'IGAS) ainsi que les évaluations thématiques sur une branche ou de façon transversale.

Indicateur n° 2 : Proportion des indicateurs des programmes de qualité et d'efficacité auxquels une trajectoire d'évolution a été assignée

INDICATEUR 5.1 : Performance du pilotage des objectifs de gestion du régime général de sécurité sociale fixés dans les conventions d'objectifs et de gestion

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Performance du pilotage des objectifs de gestion du régime général de sécurité sociale fixés dans les conventions d'objectifs et de gestion	points	8,1/10	8,7/10	10/10	10/10	10/10	10/10

Précisions méthodologiques :

L'indicateur est calculé à partir d'un score établi en fonction des résultats atteints sur les 16 objectifs, trois niveaux de résultat étant définis par objectif (réalisé – réalisé à 90% - réalisé à moins de 90%). Un score de 10/10 correspond à la réalisation totale des 16 objectifs COG sélectionnés.

Source des données : DSS.

INDICATEUR 5.2 : Proportion des indicateurs des programmes de qualité et d'efficacité auxquels une trajectoire d'évolution a été assignée

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion des indicateurs des programmes de qualité et d'efficacité auxquels une trajectoire d'évolution a été assignée	%		70	-		77	80

Précisions méthodologiques :

Source des données : DSS.

Dans le PLFSS pour 2007, le projet d'annexe « programme de qualité et d'efficacité » comportait une liste des indicateurs pour l'ensemble du champ devant être couvert : maladie, accidents du travail – maladies professionnelles, retraites, famille, financement, invalidité et dispositifs gérés par la CNSA. Seul ce dernier programme ne comportait pas d'indicateur renseigné, les autres l'étant à des degrés divers.

Il était prévu une montée en charge du nombre d'indicateurs renseignés de telle sorte que les indicateurs des programmes de qualité et d'efficacité puissent effectivement porter sur 100% des branches dès le PLFSS pour 2008, conformément à l'obligation découlant de la loi organique. Toutefois, compte tenu des délais incompressibles d'adaptation des systèmes d'information, l'ensemble des indicateurs de chaque programme ne pourra être renseigné que sur la durée.

OBJECTIF n° 6 : Mettre à la disposition des services les bonnes compétences, au bon moment, au bon endroit pour assurer la mise en oeuvre des politiques sanitaires et sociales

L'indicateur retenu mesure la qualité de service offert aux directions centrales et déconcentrées, autour d'un indicateur fondamental : le Délai moyen de pourvoiement des emplois dans le respect du plafond d'emplois et de la masse salariale

Cet indicateur mesure :

- la performance de l'activité de recrutement et d'attribution réelle aux services des moyens en personnel ;
- les difficultés structurelles de recrutement dans certains corps notamment les corps techniques.

Cet indicateur ne suppose pas le remplacement systématique d'une entrée par une sortie. Seuls les postes à pourvoir compte tenu du plafond d'emplois et du plafond de la masse salariale sont concernés.

Les principaux leviers d'action sont les suivants : la bonne prévision des structures d'emploi, l'accélération des procédures d'affectation (concours, mutation, détachement, mise à disposition, contrat), la bonne organisation du marché interne des emplois, les affectations actives pour les résidences les moins attractives (ex: concours régionaux), l'allongement des durées d'exercice minimal d'un même poste (actuellement fixé à 2 ans), la déconcentration de la gestion des ressources humaines.

INDICATEUR 6.1 : Délai moyen de pourvoiement des emplois

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Délai moyen de pourvoiement des emplois dans le respect du plafond d'emplois et de la masse salariale	jours	26	10	25	25	25	25

Précisions méthodologiques :

Cet indicateur est l'écart entre la date moyenne des entrées d'effectifs de tous types et la date moyenne des sorties d'effectifs de tous types. Les flux sont comptabilisés à leur date d'effet.

L'indicateur est totalement indépendant de l'importance des flux annuels d'entrées ou de sorties.

Cet indicateur est calculé au début de l'année n+1 pour l'année de constat n.

Le ressaut du délai moyen de pourvoiement des emplois prévu en 2008 et en 2009 s'explique par :

- un contexte de réforme de l'administration sanitaire et sociale qui peut provoquer une augmentation des départs volontaires d'agents et entraîner de fait un allongement du délai de pourvoiement des emplois devenus vacants et dont les vacances n'avaient pas été prévues au moment de l'établissement du plan de recrutement ;
- une volonté de redistribuer les emplois, dans le cadre de la création des agences régionales de la santé, entre le niveau départemental et le niveau régional pour accompagner la régionalisation de certaines fonctions. Ces mesures de redéploiement nécessiteront de décaler de quelques mois certains recrutements dans l'attente de l'installation des ARS ce qui contribuera à l'allongement du délai moyen de recrutement prévu en 2009.

OBJECTIF n° 7 : Délivrer au plus juste coût les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des politiques sanitaires et sociales

L'objectif global de l'administration sanitaire et sociale est la maîtrise en valeur de ses dépenses de fonctionnement. Ces dépenses se subdivisent dans les faits en trois : les dépenses de loyers qui, compte tenu de l'état du marché immobilier, sont en hausse ; les charges d'exploitation et d'entretien-maintenance qui doivent être stabilisées dans un contexte de forte augmentation des dépenses d'énergie; les dépenses de fonctionnement courant qu'il s'agit de diminuer en valeur pour tenir l'équation globale.

Ce sont ces deux dernières catégories de dépense que les indicateurs d'efficience suivants mesurent.

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Pour ce qui est des dépenses de fonctionnement courant, les principaux leviers d'action sont :

- la maîtrise du volume des principaux biens et services (ex : appels téléphoniques, fonction automobile, affranchissement, reprographie, déplacements) par la détermination de bonnes pratiques, de ratios ciblés de consommation, de règles communes, par la « déconcentration / globalisation » maximum des crédits de fonctionnement vers les services opérationnels permettant de responsabiliser chacun et par le développement de l'usage de techniques modernes (Visioconférences, numérisation, dématérialisation de procédures, etc.) ;
- la maîtrise des coûts par une politique d'achat active, fondée sur une meilleure spécification des besoins avec les utilisateurs, une extension des assiettes pour mieux négocier avec les fournisseurs (allant jusqu'à une assiette interministérielle. Ex : carburant), une optimisation des conditions de livraison, l'externalisation des activités non cœur de métier, la limitation des stocks.

Pour ce qui est de la politique immobilière, les principaux leviers d'action concernent la disposition d'une base de données relative au patrimoine immobilier, la maîtrise des volumes par une sensibilisation permanente aux comportements économes (ex : fluides) ; la maîtrise des coûts par une politique d'achat active notamment pour les prestations externalisées (ex : nettoyage, gardiennage) ; la recherche de locaux et d'équipement moins coûteux car moins vétustes, l'optimisation du nombre de m² par agent, l'amélioration de la part de maintenance préventive.

INDICATEUR 7.1 : Dépenses de fonctionnement

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Administration centrale	indice 100 base 2006	100	95,8	94,5	94,5	92,5	90

Précisions méthodologiques :

Les dépenses de fonctionnement concernent les frais de déplacement, de représentation, le parc automobile, les diverses machines et matériels, le mobilier, les fournitures, les consommables informatiques, la documentation, les télécommunications, l'affranchissement, l'impression, la reprographie, les prestations de services audiovisuelles, les colloques, conférences, et congrès, la location de salles, la réparation et l'entretien des véhicules, l'achat de carburant, la réparation des matériels et mobiliers.

Ces dépenses sont suivies par le système d'information ACCORD et les tableaux de bords internes.

L'année de référence pour l'analyse de l'évolution des dépenses de fonctionnement est désormais 2006, première année d'exécution budgétaire selon les dispositions de la loi organique du 1^{er} août 2001.

INDICATEUR 7.2 : Coût d'exploitation et d'entretien - maintenance au m²

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Administration centrale	Indice 100 base 2006	100	98,9	100	100	100	100

Précisions méthodologiques :

Les coûts d'exploitation concernent les dépenses exposées pour l'usage de l'immeuble : fluides, gardiennage, nettoyage, charges locatives et impôts.

Les coûts d'entretien – maintenance sont les dépenses exposées pour maintenir les immeubles et locaux dans un état garantissant le bon fonctionnement dans des conditions de sécurité et de confort satisfaisantes. Elles concernent les interventions régulières qu'elles soient préventives ou correctives et les dépenses de conduite des installations. Elles n'intègrent pas les dépenses lourdes de remise à niveau d'un immeuble obsolète qui constituent des dépenses d'immobilisation.

Les surfaces prises en compte sont les surfaces utiles brutes, conformément aux règles fixées dans le cadre de l'élaboration des schémas pluriannuels de stratégie immobilière.

L'indicateur est issu du système d'information ACCORD et des tableaux de bord internes.

L'année de référence pour l'analyse de l'évolution des coûts d'exploitation et d'entretien – maintenance au m² est 2006, première année d'exécution budgétaire selon les dispositions de la loi organique du 1^{er} août 2001.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	36 101 821	17 414 000	53 515 821	36 101 821	17 414 000	53 515 821
02	Statistiques, études et recherche	20 623 398	13 589 250	34 212 648	20 623 398	13 589 250	34 212 648
03	Gestion des politiques sociales	246 609 972	683 600	247 293 572	246 609 972	683 600	247 293 572
03-01	Gestion du programme "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"	91 176 201	0	91 176 201	91 176 201	0	91 176 201
03-02	Gestion des services déconcentrés des programmes "Intégration et accès à la nationalité française" et "Immigration et asile" (libellé modifié)	14 205 490	0	14 205 490	14 205 490	0	14 205 490
03-03	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : défenseur des enfants	1 856 123	683 600	2 539 723	1 856 123	683 600	2 539 723
03-04	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : autres dépenses	15 210 109	0	15 210 109	15 210 109	0	15 210 109
03-05	Gestion du programme "Handicap et dépendance"	123 181 865	0	123 181 865	123 181 865	0	123 181 865
03-07	Gestion du programme "Expérimentation en matière de lutte contre la pauvreté"	980 184	0	980 184	980 184	0	980 184
04	Gestion des politiques sanitaires	333 608 879	0	333 608 879	333 608 879	0	333 608 879
04-01	Gestion du programme "Prévention et sécurité sanitaire" (libellé modifié)	217 095 641	0	217 095 641	217 095 641	0	217 095 641
04-03	Gestion du programme "Offre de soins et qualité du système de soins"	112 975 674	0	112 975 674	112 975 674	0	112 975 674
04-05	Gestion du programme "Protection maladie"	3 537 564	0	3 537 564	3 537 564	0	3 537 564
05	Pilotage de la sécurité sociale	39 584 002	1 375 000	40 959 002	39 584 002	1 375 000	40 959 002
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	142 907 444	244 223 992	387 131 436	142 907 444	223 581 650	366 489 094
Totaux		819 435 516	277 285 842	1 096 721 358	819 435 516	256 643 500	1 076 079 016

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emplois	Emplois exprimés en ETPT				Crédits
	Exécution 2007	Plafond autorisé pour 2008	Demandés pour 2009	Variation 2009 / 2008	Demandés pour 2009 (y.c. charges sociales)
Emplois fonctionnels		287	278	-9	25 319 032
A administratifs		3 107	3 149	+42	176 050 526
A techniques		1 425	1 318	-107	86 880 998
B administratifs		4 035	4 053	+18	148 643 895
B techniques		0	0	0	0
Catégorie C		5 457	5 266	-191	154 068 583
Totaux		14 311	14 064	-247	590 963 034

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	522 177 164
Cotisations et contributions sociales	288 736 400
<i>dont contributions au CAS Pensions</i>	<i>208 194 085</i>
Prestations sociales et allocations diverses	8 521 952

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

Le plafond d'emploi du programme " Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales " était en 2008 de 14 337 ETPT, ramené à 14 311 ETPT après le transfert de 25 emplois de la MILDT vers le programme 129 " Coordination du travail gouvernemental " et d'un emploi au profit du Contrôleur général des lieux de privation des libertés. Il est proposé de le fixer en 2009 à 14 064 ETPT. Cette baisse de 247 ETPT a trois origines :

1. Le non remplacement d'une personne sur deux partant à la retraite entraînant une diminution de 176 ETPT (-89,5 ETPT au titre des départs prévus en 2009 s'ajoutant aux -86,5 ETPT d'extension en année pleine des départs de 2008) ;
2. La prise en compte à hauteur de 57 ETPT des résultats de l'exécution 2008 ;
3. Les transferts et changements de périmètre se traduisant par une diminution de 14 ETPT. Le programme enregistre 17 transferts sortants et 3 transferts entrants :

Transferts sortants :

- un transfert de 3 ETPT vers la mission " Immigration, Asile, Intégration ", représentant l'effectif de la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées (CILPI) qui s'ajoute au transfert effectué en 2007 de la direction de la population et des migrations et du haut conseil pour l'intégration vers cette même mission ;
- un transfert de 4 ETPT vers un opérateur du programme 204 " Prévention et sécurité sanitaire ", l'École des hautes études en santé publique (EHESP) ;
- un transfert de 1 ETPT vers le ministère en charge de l'environnement au titre de la contribution à la surveillance des installations classées par la DRIRE de la région Midi-Pyrénées ;
- un transfert de 4 ETPT vers le ministère du logement et de la ville pour la mise en place des délégués du préfet dans les quartiers sensibles ;
- un transfert de 2 ETPT vers le ministère de la Culture au titre de la contribution à l'ouverture du centre national des archives ;
- un transfert de 2 ETPT au ministère chargé du budget au titre de la contribution à la création de l'agence des achats de l'État ;
- un transfert de 1 ETPT au ministère chargé du budget au titre de la contribution à la création de la délégation nationale de lutte contre la fraude.

Transferts entrants :

- un transfert de 1 ETPT provenant du ministère chargé du travail pour la prise en charge de la gestion complète des effectifs du corps des attachés de ce ministère par l'administration sanitaire et sociale ;

- un transfert de 2 ETPT provenant du ministère de l'Éducation nationale pour permettre le détachement de 2 agents auprès de la Défenseure des enfants.

Les 14 064 ETPT du programme se répartissent par catégorie ainsi : 278 agents de catégorie A fonctionnels (cadres dirigeants), 1 318 agents de catégorie A techniques (médecins et pharmaciens inspecteurs de la santé publique, ingénieurs du génie sanitaire, conseillers techniques de service social), 3 149 agents de catégorie A administratifs (administrateurs civils, attachés d'administration centrale, inspecteurs de l'action sanitaire et sociale), 4 053 agents de catégorie B, 5 266 agents de catégorie C.

Les âges moyens en 2008 (pour les agents titulaires et contractuels permanents présents au 1/1/2008) sont de : 53 ans pour les emplois fonctionnels, 49 ans pour la catégorie A technique, 46 ans pour la catégorie A administrative, 48,8 ans pour la catégorie B et 48,8 ans pour la catégorie C.

Le montant des crédits répartis par catégorie d'emplois (590,96 M€) correspond au total du titre 2 hors CAS pensions, hors prestations sociales et hors dépenses hors plafond.

Coût moyen indiciaire et indemnitaire y compris charges sociales (hors CAS pensions et ATI) d'un agent :

Catégorie A fonctionnel	90.960 €
Catégorie A technique	65.821 €
Catégorie A administratif	55.868 €
Catégorie B	36.672 €
Catégorie C	29.322 €

Les flux d'entrées et de sorties liés aux transferts et changements de périmètre ne sont pas comptés dans les flux d'entrées et de sorties décrits ci-dessous. Ces flux n'intègrent pas, par ailleurs, les flux internes de promotion à la catégorie supérieure. Ils ne sont donc pas, au final, comparables au tableau initial de la page précédente.

HYPOTHESES DE SORTIES

Pour la catégorie A fonctionnel, 42 départs sont prévus, au titre des fins de fonctions, à la date moyenne du 1er juillet. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des sortants est de 92.373 €.

431 départs sont prévus pour la catégorie A administratif, dont : 88 au titre des départs à la retraite, 176 au titre des autres départs définitifs (dont fins de contrats) et 167 au titre des détachements, disponibilités, congés parentaux. Les départs sont prévus à la date moyenne du 1er juillet. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des sortants est de 55 922 €.

108 départs sont prévus pour la catégorie A technique, dont : 27 au titre des départs à la retraite, 9 au titre des autres départs définitifs (dont fins de contrats) et 72 au titre des détachements, disponibilités, congés parentaux. Les départs sont prévus à la date moyenne du 1er juillet. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des sortants est de 65 361€.

296 départs sont prévus pour la catégorie B, dont 113 au titre des départs à la retraite, 39 au titre des autres départs définitifs (dont fins de contrats) et 144 au titre des détachements, disponibilités, congés parentaux... Les départs sont prévus à la date moyenne du 1er juillet. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des sortants est de 35 353 €.

305 départs sont prévus pour la catégorie C, dont 130 au titre des départs à la retraite, 14 au titre des autres départs définitifs (dont fins de contrats) et 161 au titre des détachements, disponibilités, congés parentaux... Les départs sont prévus à la date moyenne du 1er juillet. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des sortants est de 29 233 €.

HYPOTHESES D'ENTREES

38 entrées sont prévues pour la catégorie A fonctionnel à la date moyenne du 1er juillet. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des entrants est de 87 096 €.

348 entrées sont prévues pour la catégorie A administratif, dont 251 recrutements externes par concours et prises en charge (détachement et contrat) et 97 entrées par réintégration. Les entrées sont prévues à la date moyenne du 1^{er} juillet.

Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des entrants est de 53 921 €.

86 entrées sont prévues pour la catégorie A technique, dont 34 recrutements externes par concours et prises en charge (détachement et contrat) et 52 entrées par réintégration. Les entrées sont prévues à la date moyenne du 1^{er} juillet.

Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des entrants est de 65 349 €.

252 entrées sont prévues pour la catégorie B, dont 178 recrutements externes par concours et prises en charge (détachement et contrat) et 74 entrées par réintégration. Les entrées sont prévues à la date moyenne du 1^{er} juillet.

Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des entrants est de 36 736 €.

279 entrées sont prévues pour la catégorie C, dont 183 recrutements externes par concours et prises en charge (détachement et contrat) et 96 entrées par réintégration. Les entrées sont prévues à la date moyenne du 1^{er} septembre.

Le coût moyen indiciaire et indemnitaire chargé hors CAS pensions des entrants est de 29 257 €.

Depuis quelques années, la comparaison entre le coût des agents entrants et le coût des agents sortants montre que l'écart entre les deux données est faible. Le très faible nombre de places aux concours, le souhait d'accroître les compétences dans une administration de pilotage et non de production, une attitude positive de l'administration sanitaire et sociale face aux redéploiements nécessaires entre différents institutions et opérateurs publics conduisent en effet à privilégier les recrutements par détachement d'autres administrations et de France Télécom. Les entrées selon ce mode de recrutement se font à un âge plus avancé et à un coût supérieur par rapport aux âges et coûts moyens des recrutements par concours.

SOLDES ENTREES-SORTIES

Le solde des entrées et des sorties de 2009 est de -179 ETP correspondant au non remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Ces départs non remplacés comptés à mi année 2009 représente une baisse des effectifs à hauteur de -89,5 ETPT qui ajouté à l'extension en année pleine des départs non remplacés de 2008 (-86,5 ETPT) conduisent à un impact total de -176 ETPT au titre des départs non remplacés. Ceux-ci génèrent une économie de 5, 6 M€ (hors CAS pensions).

L'administration sanitaire et sociale poursuit donc ses gains de productivité non seulement compte tenu de la baisse de ses effectifs mais aussi compte tenu de l'accroissement de ses missions. C'est bien pour retrouver sur la durée une profondeur de productivité qu'elle prépare activement sa réforme, notamment au niveau territorial.

Catégorie d'emploi	Sorties exprimées en ETP		Entrées exprimées en ETP	
	Prévues (définitives)	Dont départs en retraite	prévues	Dont mouvements entre programmes du ministère
Catégorie A fonctionnel	42	-	38	
Catégorie A technique	36	27	86	
Catégorie A administratif	264	88	348	
Catégorie B	152	113	252	
Catégorie C	144	130	279	
Totaux	638	358	1 003	

AUTRES EFFETS DE STRUCTURE

Le GVT positif (ou effet de carrière) est estimé à 1,6% en 2009 (pour une moyenne de 2% dans la fonction publique), ce qui représente une progression de la masse salariale de 6,95 M€ (pour la masse salariale chargée hors CAS pensions du programme). Le GVT solde devrait générer un coût de 6,45 M€ (hors CAS pensions) après prise en

compte de l'effet des entrées et des sorties à effectif constant. L'effet de noria est réduit du fait de la faiblesse du différentiel observé entre les âges et les coûts des entrants et ceux des sortants, tel que précédemment expliqué.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	État-major de l'administration sanitaire et sociale	484
02	Statistiques, études et recherche	343
03	Gestion des politiques sociales	4 461
03-01	Gestion du programme "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"	1 664
03-02	Gestion des services déconcentrés des programmes "Intégration et accès à la nationalité française" et "Immigration et asile" (libellé modifié)	251
03-03	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : défenseur des enfants	21
03-04	Gestion du programme "Actions en faveur des familles vulnérables" : autres dépenses	255
03-05	Gestion du programme "Handicap et dépendance"	2 254
03-07	Gestion du programme "Expérimentation en matière de lutte contre la pauvreté"	16
04	Gestion des politiques sanitaires	5 382
04-01	Gestion du programme "Prévention et sécurité sanitaire" (libellé modifié)	3 386
04-03	Gestion du programme "Offre de soins et qualité du système de soins"	1 933
04-05	Gestion du programme "Protection maladie"	63
05	Pilotage de la sécurité sociale	704
06	Soutien de l'administration sanitaire et sociale	2 690
Total		14 064

Le tableau répartit l'ensemble du personnel de l'administration sanitaire et sociale par programme de politique publique. Cette répartition a été effectuée à partir des activités réelles des services centraux et déconcentrés et leur prolongation prévisionnelle dans le temps. A titre d'information, les effectifs des services déconcentrés représentent environ 80% du total.

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Ratios gestionnaires / effectifs gérés		Effectifs gérés (inclus dans le plafond d'emplois)	
		intégralement	partiellement
(Effectifs physiques)		13813	1666
Effectifs gérants	537	3,9%	32,2%
administrant et gérant	298	2,2%	17,9%
organisant la formation	123	0,9%	7,4%
consacrés aux conditions de travail	80	0,6%	4,8%
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	36	0,3%	2,2%

L'effectif géré comprend:

-l'effectif du plafond d'emplois intégralement géré de 13 813,

-l'effectif du plafond correspondant aux mises à disposition sortantes (1 666). Il s'agit d'agents mis à disposition d'autres administrations ou d'opérateurs qui contribuent aux missions du secteur santé-solidarité.

Les informations produites reposent sur les conventions interministérielles fixées.

L'effectif géré pris en compte au dénominateur des ratios est l'effectif compris dans le plafond des emplois.

Ce périmètre entraînant une réduction significative du nombre d'agents effectivement gérés (compte tenu de l'importance des effectifs gérés pour d'autres administrations – Travail, Immigration - ou d'autres organismes - soit

7 867), un coefficient a été appliqué (comme le prévoient les instructions interministérielles) à l'ensemble de l'effectif gérant pour évaluer la part de cet effectif qui concerne la seule gestion des agents du plafond. Cette évaluation a été faite pour chacune des fonctions RH du tableau.

Toutes fonctions RH confondues, l'effectif gérant les agents pris en compte dans le plafond d'emploi est de 537 et représente 78% de la totalité de l'effectif gérant (687 gérant les agents hors plafonds et sous plafond).

L'effectif gérant est exprimé en ETPT et l'effectif géré en unités physiques.

La gestion administrative comprend également les activités liées à la paye et au traitement des pensions.

Cet indicateur ainsi que les effectifs gérants ou gérés, sont donnés à structure constante. Les modifications de périmètre et la restructuration prévue de l'administration sanitaire et sociale n'ont pas encore été prises en compte.

■ ÉLÉMENTS SALARIAUX

MESURES GENERALES

Le PLF pour 2009 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur moyenne de point fonction publique de 55,0259 € en 2009, soit une progression de 0,63 % par rapport à la valeur moyenne du point 2008 (+ 0,5 % au 1^{er} juin 2009 et + 0,3 % au 1^{er} octobre 2009), ce qui représente un montant de 1,77 M€ pour le programme.

PRINCIPALES MESURES CATEGORIELLES

2,8 M€ représentant la moitié de l'économie liée au non remplacement d'un départ sur deux serviront essentiellement aux revalorisations indemnitaires.

■ CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS ; PRESTATIONS ET ACTION SOCIALES

Parmi les crédits de titre 2 demandés pour 2009, deux types de vacations doivent être commentées, qui n'ont pas d'effet sur le plafond d'emploi :

- une provision de 7 M€ est reconduite en 2009 afin de permettre de verser des vacations à des médecins chargés du suivi de la mise en œuvre des injonctions de soins prévues par l'autorité judiciaire dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et de la loi du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (environ 35 000 dossiers pour un coût moyen des vacations à 200 € par dossier) ;
- une provision de 1 M€ est constituée pour financer la soumission aux cotisations patronales, consécutivement aux contrôles de l'URSSAF, d'un certain nombre de vacations et d'indemnités.

LES CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale des allocations familiales pour les personnels titulaires et non titulaires (taux de 5,4 %) est de 20,7 M€.

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (FNAL) est de 1,90 M€.

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 208,19 M€, dont 207,09 M€ au titre des personnels civils (taux de 60,44%) et 1,10 M€ au titre des allocations temporaires d'invalidité (taux de 0,32%).

	Réalisation 2007	Prévision 2008	Prévision 2009
Contribution employeur au CAS pensions	170 990 000 €	179 294 963 €	208 194 085 €
dont civils (y.c. ATI)	170 990 000 €	179 294 963 €	208 194 085 €
dont militaires			
dont ouvriers d'État (FSPOEIE)			
Contribution employeur au FNAL	1 125 924 €	759 538 €	1 900 000 €

LES PRESTATIONS SOCIALES ET ALLOCATIONS DIVERSES PRISES EN CHARGE PAR L'ETAT SONT LES SUIVANTES

Le coût des prestations et allocations versées par l'État est pour 2009 de 8,52 M€ en AE = CP. Cette évaluation est faite en fonction de l'effectif 2009 du programme et comprend :

-les allocations d'aide au retour à l'emploi dont la dépense devrait s'élever à 1,35 M€, en faveur des agents non titulaires de l'État. Ce montant est en baisse en raison notamment de la diminution significative de l'effectif des agents non permanents.

-les congés de longue durée dont la dépense devrait s'élever à 2,65 M€,

-l'indemnité compensatrice de transport domicile travail dont la dépense devrait s'élever à 1,50 M€.

Par ailleurs, l'État prend en charge directement les prestations familiales dans les DOM. La dépense est estimée à 0,37 M€ soit rapporté à un effectif de 872 ETP, un montant moyen annuel de 424 €.

Enfin les autres prestations directement versées par l'État (y compris le capital décès) sont estimées à 1,45 M€. Le montant prévu est en hausse du fait de l'accroissement de l'effectif des tranches d'âge supérieures.

L'ACTION SOCIALE

L'ensemble des crédits relevant des dépenses d'action sociale sont répartis sur les titres 2 et 3 du programme.

• Les crédits de l'action sociale du titre 2 concernent les prestations d'action sociale facultatives dont le versement est fait directement à l'agent après étude du dossier par le service gestionnaire.

Le montant prévu sur le titre 2 pour l'année 2009 est de 1,37 M€ en AE = CP.

Ces crédits représentent environ 15% de l'ensemble des moyens alloués à l'action sociale sur le programme 124 et concernent les aides interministérielles et ministérielles.

Les prestations interministérielles à réglementation commune, dont les taux sont réévalués annuellement par le ministère de la fonction publique : la prestation séjour d'enfants (colonies de vacances, maisons familiales), les prestations pour les séjours linguistiques ou pour les séjours mis en place dans le cadre du système éducatif. Ces prestations sont versées sous conditions de ressources et calculées sur la base du revenu fiscal de référence du foyer. D'autres prestations sont versées sans condition de ressources comme par exemple l'allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de vingt ans.

Les prestations ministérielles, dont les dispositions sont propres à l'administration sanitaire et sociale :

- le versement de prêts et de secours attribués sur avis de commissions paritaires centrales ou régionales. Ces aides sont versées pour faire face aux situations financières difficiles et exceptionnelles que peuvent rencontrer les agents. Elles sont plafonnées à 1 350 € par an pour les aides et 2 200 € pour les prêts. Le nombre d'aides est estimé à 780 pour 2009 (pour un montant moyen de 785 €).

- Des prestations vacances pour favoriser les départs en familles en camping ou en location saisonnière et les vacances des enfants. Ces prestations ont été versées en 2007 à 856 familles.

- Une prestation « nouveau logement » permet de prendre en charge une partie des frais occasionnés par un changement de résidence.

Ces prestations sont attribuées dans les mêmes conditions de ressources que les prestations interministérielles et le montant versé est calculé sur la base du quotient familial.

• Au-delà de ces crédits, d'autres dépenses d'action sociale figurent sur le titre 3 du programme 124 pour un montant en 2009 de 7,42 M€ en AE = CP.

Ces crédits financent la médecine de prévention obligatoire ; la restauration (en 2007 ce poste a représenté près de 43 % des dépenses d'action sociale soit 3,25 M€ comprenant le versement de la subvention réglementaire de repas et la subvention de fonctionnement des restaurants) ; l'aide à la famille en faveur des enfants, incluant les dépenses de fonctionnement des crèches et l'organisation des arbres de Noël...

L'administration apporte également un soutien aux associations locales de personnels (plus d'une centaine dans toute la France) qui proposent des activités culturelles, sportives et de loisirs aux agents adhérents.

La politique de recrutement et d'insertion des travailleurs handicapés engagée depuis plusieurs années et qui permet à l'administration de dépasser le taux réglementaire de 6% sera maintenue.

Un nouveau plan pluriannuel sera réalisé en 2009 qui reposera sur le maintien de la politique de recrutement, le financement d'actions d'accompagnement, la mise en place d'actions de formation spécifiques et le lancement d'actions de communication et de sensibilisation.

2009 verra également la mise en place du nouveau dispositif de financement de la protection complémentaire des agents.

Le volume de crédits d'action sociale consacrés par l'administration sanitaire et sociale sur les titres 2 et 3 représente un montant de 638 € par agent, soit 1% de la masse salariale.

AUTRES ELEMENTS

Même s'ils ne concernent pas le titre 2 mais le titre 3, deux éléments importants de la politique de ressources humaines sont ici décrits afin d'en rendre la vision plus complète :

- **Le remboursement des personnels mis à disposition. Les crédits s'élèvent en 2009 à 14,14 M€ en AE = CP** et permettent essentiellement le remboursement des agents mis à disposition de l'administration centrale par les divers opérateurs des politiques sanitaires et sociales (hôpitaux, agences, caisses de sécurité sociale) ; pour le reste il s'agit de quelques agents mis à disposition au niveau local par divers opérateurs ou quelques collectivités territoriales (personnel n'ayant jamais exercé leur droit d'option à la suite de la décentralisation de la décennie 1980 ; personnel payé par la collectivité territoriale de Mayotte dans le cadre de la constitution progressive de la " DDASS État ").

- La formation :

Les crédits affectés par le ministère pour la formation permanente (formation initiale et formation continue) s'élèvent en 2009 à **12,955 M€ en AE = CP**. Ils étaient de **13,51 M€** en 2008.

Il est à noter que l'EHESP, opérateur du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » est transféré en 2009 vers le programme 204 « Prévention et sécurité sanitaire » de la mission « Santé », en raison notamment de sa récente transformation en grand établissement au sens du Code de l'Éducation et du développement d'un nouveau pilier académique en santé publique.

L'EHESP reste toutefois le prestataire de service chargé de la formation initiale et statutaire des cadres de l'État. Il participe également à leur formation continue.

Les crédits consacrés à la formation se décomposent désormais comme suit : 7,32M€ sur le programme 204 (EHESP) et 5,635M€ sur le présent programme.

• La formation initiale, dispensée par l'EHESP, est financée à hauteur de **1,18M€** et représente un coût mensuel par agent de 1 418 € (hors salaire et charges) en légère baisse par rapport à l'exercice précédent (1 447 €).

• La formation continue représente **11,74 M€**. Ces crédits permettent de former plus de 21 000 agents (certains agents participant à plusieurs formations), pour une durée moyenne de 3 jours par agent et au coût moyen journalier d'environ 178 €. Cette somme se répartit selon les modalités suivantes :

6,14M€ au titre de la subvention pour la formation continue assurée par l'EHESP.

1,47 M€ inclus dans les BOP régionaux pour assurer le financement de leur plan de formation régional.

3,83 M€ dont dispose l'administration centrale et qui sont répartis de la façon suivante :

- un montant de **2,07 M€** recouvre l'ensemble des formations mises en œuvre pour l'administration centrale ou financées directement par les crédits centraux même s'ils concernent également des agents des services déconcentrés ;

- un montant de **1,76 M€** recouvre les actions d'initiative nationale mises en œuvre principalement par les services déconcentrés, et sont inscrits à ce titre dans les BOP régionaux ;

0,30 M€ au titre de la formation des informaticiens.

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

L'administration sanitaire et sociale poursuit sur la durée (1998 – 2012) la réhabilitation totale de son siège de Duquesne-Ségur-Fontenoy.

Cette réhabilitation a été rendue nécessaire par la vétusté des implantations et des installations techniques (la construction du site s'est échelonnée entre 1930 et 1970), l'insécurité et l'incohérence technique et architecturale qui en découlent.

L'objectif du projet est donc de remettre le site aux standards de fonctionnement modernes et aux normes de sécurité, de lui redonner sa cohérence et de le valoriser financièrement.

La valeur initiale, estimée par le service des Domaines (150 M€) sera en effet presque quadruplée (entre 500 et 600 M€) par les travaux engagés (175 M€), selon une étude diligentée par le Conseil de l'immobilier de l'État (CIE).

Les travaux sont organisés par un schéma directeur architectural et technique adopté en 1998, qui donne la visibilité du projet à toutes ses parties prenantes ; la maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère, assisté par divers cabinets. Chaque étape donne lieu à un projet spécifique, en cohérence avec le schéma directeur, avec une maîtrise d'œuvre désignée après appel d'offres.

Depuis 1998 ont été réhabilités les équipements collectifs de l'immeuble : nouveau centre de ressources documentaires multimédia, salle de conférences, nouveau hall d'entrée et pavillon central redistribuant les circulations internes, création de salles de réunions et de salles d'archives, nouvelles installations sanitaires et techniques, notamment en termes de sécurité.

Le programme des années 2009 à 2012 inclut, des installations techniques (production de froid complémentaire et poste central de sécurité), la restructuration des 2 niveaux de sous sol (17 000 m²) intégrant la création d'un nouveau centre informatique, la rénovation totale des 45 000 m² des plateaux de bureau et des façades sur 8 étages. Il s'agit là en 4 tranches annuelles, de reconstruire totalement ces plateaux pour leur assurer une meilleure fonctionnalité, une meilleure flexibilité, une mise en sécurité complète au regard de la réglementation incendie. Les travaux de déconstruction / désamiantage de la 1^{ère} tranche ont été achevés en novembre 2007. Le marché de travaux de reconstruction des plateaux de bureaux a été notifié en avril 2008 pour une livraison de la première tranche en avril 2009.

Cette opération est particulièrement lourde (travaux sur site occupé avec leurs nuisances, imposant de nombreux resserrements et déménagements – soit internes à Ségur-Fontenoy, soit vers le site de repli loué à Montparnasse) et longue (plus de 10 ans), afin de minimiser les coûts de la réhabilitation totale (l'achat de m² neufs aurait conduit à un coût nettement supérieur).

L'échéancier indicatif de l'opération est le suivant :

	Coût global de l'opération	Affecté et dépensé jusqu'en 2007	2008	2009	2010	2011	2012
AE	175	67	35	20.3	29	21.6	2.1
CP	175	44	14.4	29.1	31.5	30.5	25.5

Ces dépenses sont dorénavant financées sur le Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État », suite à la vente de l'immeuble d'Astorg à Paris, intervenue en décembre 2006, pour un montant de 101,2 M€.

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPR)**Génération CPR 2007-2013 :**

Action	CPR 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2008	CP réalisés au 31/12/2008	AE demandés pour 2009	CP demandés pour 2009	CP sur engage- ments à couvrir après 2009
02 Statistiques, études et recherche	600 000	172 000	172 000	86 000	86 000	342 000
Totaux	600 000	172 000	172 000	86 000	86 000	342 000

Totaux des crédits de paiement pour ce programme :

CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
86 000	342 000

Les contrats de projets Etat régions de ce programme concernent l'observation sociale locale en région Provence Alpes Côte d'Azur : voir le commentaire sous l'action 2, dépenses d'intervention.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>1 076 696 099</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>1 071 949 996</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
81 011 139	1 096 721 358	25 251 021	1 050 827 995	1 076 079 016	54 766 000
					<div> <div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>29 935 000</div> </div>
					<div> <div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>16 431 000</div> </div>
					<div> <div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>8 400 000</div> </div>

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Les CP demandés sur AE nouvelles en 2008 correspondent au différentiel entre les CP demandés en PLF 2008 et les CP demandés sur AE antérieures à 2008.

Il convient de noter que depuis le 31 décembre 2007, le montant des engagements sur années antérieures non couverts par des paiements s'oriente en nette baisse après une analyse menée avec les gestionnaires. En effet, après retraitement du titre 2 et des doublons, après des transferts d'AE vers le programme 722 « Dépenses immobilières », après le basculement de plusieurs opérations vers les programmes du ministère chargé de l'immigration et de l'intégration et après des retraits d'AE qu'il n'était plus nécessaire de conserver, ce montant s'établit, au moment de la rédaction du projet annuel de performance, à environ 44,6 M€ au lieu des 81,01 M€ indiqué dans le tableau ci-dessus.

Une partie de ces 44,6 M€ sera couverte par des CP en 2008 et le prochain rapport annuel de performance confirmera l'évolution de ces chiffres.

L'on constate à travers ces chiffres que les grandes masses des dépenses revêtent un caractère annuel (masse salariale et fonctionnement courant), les opérations pluriannuelles correspondant aux engagements non couverts concernant principalement les baux.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : État-major de l'administration sanitaire et sociale

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	36 101 821	17 414 000	53 515 821
Crédits de paiement	36 101 821	17 414 000	53 515 821

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9 760 716	9 760 716
Subventions pour charges de service public	4 000 000	4 000 000

Les principaux postes de dépenses, dont le détail est donné ci-dessous, concernent la communication (1) et la coopération internationale (2) pour **13.476.716 €** selon la répartition justifiée ci-dessous.

Par ailleurs cette action comprend également **284.000 €** au titre du budget de fonctionnement de l'IGAS.

Poste de dépense	Sous thème	AE en M€	CP en M€
Éditions, routage, PAO	Publications annuelles	1,157	1,157
	Reportages photographiques	0,05	0,05
	Routage	0,6	0,6
Actions de communication interne		1,213	1,213
Actions de communication externe		4,8	4,8
Actions multimédia		0,15	0,15
Presse		0,61	0,61
<i>Sous-total</i>		8,58	8,58
Crédits de coopération internationale	crédits de fonctionnement	0,897	0,897
	Subvention GIP Esther	4	4
IGAS		0,284	0,284
<i>Sous-total</i>		5,181	5,181
Total		13,761	13,761

1. CRÉDITS DE COMMUNICATION

La prévision de dépenses pour 2009 est la suivante :

Autorisations d'engagement	8 580 000 €
Crédits de paiement	8 580 000 €

Par rapport à 2008, un transfert de crédits au profit du service d'information du Gouvernement d'un montant de 1,24 M€ a été pris en compte dans la budgétisation.

Ces crédits se répartissent comme suit :

Éditions, routage, PAO

Ces crédits correspondent à 1,807 M€.

Le déterminant de la dépense d'édition est le nombre de publications annuelles (ouvrages, périodiques, brochures, documents d'information) qui englobe les opérations suivantes : mise en page dont PAO, édition, impression, diffusion et frais de stockage. A titre indicatif, il y a eu une soixantaine de publications en 2008. Le coût unitaire de chaque publication est naturellement variable en fonction de son contenu et de son ampleur. Toutefois, il est raisonnable d'estimer que la dépense en 2009 avoisinera 1,157 M€.

Cette rubrique inclut également pour 50 000 € de réalisation de reportages photographiques. Le déterminant de la dépense est le nombre de reportages réalisés. Le coût unitaire de chaque reportage varie en fonction de son contenu et de l'importance qui lui est attachée. Toutefois, le nombre de reportages photographiques qui sera réalisé en 2009 sera quasiment identique à celui réalisé en 2008, soit une soixantaine de reportages photographiques.

Le routage a connu en 2008 une cinquantaine d'opérations d'ampleur très variable pour un montant total de 510 000 €. Ce poste devrait connaître en 2009 une inflexion à la hausse (non maîtrisable à ce jour mais parfaitement envisageable) en raison des actions de communication induites par la révision générale des politiques publiques (RGPP) et du volume de documents à router que lesdites actions provoqueront. Dès lors, la dépense en 2009 est estimée à 600 000 €.

Actions de communication interne

Ces crédits correspondent à 1,213 M€.

Le déterminant global de ces dépenses est le nombre d'agents de l'administration sanitaire et sociale.

Ces dépenses sont constituées principalement par la publication d'Acteurs magazine et de la Lettre du ministère, par l'élaboration d'outils de démultiplication de l'information, dans le cadre de l'accompagnement au changement nécessité par la mise en œuvre de la RGPP – création des Agences régionales de santé (ARS) et des services de la cohésion sociale notamment – et, enfin, par les délégations de crédits faites aux services déconcentrés en faveur de leurs actions de communication tant interne qu'externe.

Il est envisagé de publier 10 numéros d'Acteurs magazine en 2009, plus 3 suppléments. Le coût par numéro est d'environ 60.000 €. La Lettre du ministère est bimensuelle (hormis la période estivale), ce qui représente 22 numéros par an pour un coût unitaire de 3 000 €.

Il est prévu de diffuser 5 kits de démultiplication de l'information sur la RGPP à raison de 5 500 € par kit.

Les délégations de crédits aux services déconcentrés devraient s'élever à 0,439 M€ en 2009. Ces délégations tiendront compte de la nécessité des actions de communication de proximité dans le cadre de la mise en œuvre de la RGPP.

Actions de communication externe

Ces crédits correspondent à 4,8 M€ et se décomposent ainsi :

- Colloques et autres opérations rattachées : 1,5 M€

Le déterminant de cette dépense est le nombre annuel d'événements (colloques, conférences, etc.) pris en charge. Un programme indicatif est arrêté chaque année. Ce nombre varie. On prévoit une quinzaine de colloques pour 2009. Ce nombre est induit par la poursuite de la mise en œuvre de la RGPP et de la réforme de l'hôpital public, ainsi que du plan Alzheimer. A cette rubrique sont rattachées les dépenses relatives à la participation à des salons (320 000 € pour 7 salons).

- Plate-forme téléphonique : 0,8 M€

L'administration centrale a recours depuis 2004 à une plate-forme téléphonique extérieure pour traiter les événements particuliers ou exceptionnels (mise en œuvre d'une nouvelle politique, crise). Le déterminant de cette dépense est le nombre d'appels traités. Le nombre d'appels reçus s'élève à environ 40.000 en 2008, hors crise majeure. L'objectif est de traiter 90% des appels, soit 36.000. Les coûts liés à la plate-forme sont aussi liés à sa large disponibilité (ouverture 6 jours sur 7 de 8h à 20h) et à la possibilité d'une activation renforcée en 48h en cas de crise.

- Campagnes institutionnelles : 2,5 M€

Le déterminant de la dépense relative aux campagnes est le media utilisé et le nombre de campagnes d'envergure souhaité par le gouvernement. Les précédentes années ont montré que la moyenne du nombre de campagnes se situe autour de deux campagnes majeures par an. Le niveau de la dépense budgétaire est de l'ordre de 2 500 000 €.

Actions multimédia (sites internet et intranet)

Ces crédits correspondent à 0,15 M€.

Le déterminant de la dépense est le nombre de visites sur les sites Internet et Intranet du ministère. S'agissant du site Internet, le nombre de visites intervenu a été de 6 182 589. Le nombre de visites prévu pour 2008 a été fixé à 7 420 000 et celui pour 2009 a été arrêté à 8 902 000. S'agissant du site Intranet, le nombre de visites réalisé en 2007 a été 9 061 228. Le nombre de visites prévu pour 2008 a été fixé à 9 500 000 et celui pour 2009 a été évalué à 10 000 000. En conséquence, pour 2009, le nombre total de visites prévu sur les 2 sites (Internet et Intranet) est de 18 902 000. Lors de l'élaboration du projet de loi de Finances pour 2008, le nombre total de visites avait été estimé à 5 000 000 pour une dépense totale de 21 636 €. Compte-tenu des cibles décrites pour 2009 et dans la perspective de développements liés à la refonte de l'Intranet, la dépense afférente s'établit à 150 000 €.

Presse

Ces crédits correspondent à 0,61M€.

Les déterminants sont difficiles à définir car le travail est très qualitatif. Les activités principales sont la réalisation du panorama de presse écrite, la veille des media audiovisuels, certains abonnements en relation avec le secteur sanitaire et social et l'analyse de presse. Entre également dans cette catégorie le paiement de droits au Centre français de droit de copie. Le montant total de dépenses enregistré en 2008 s'est élevé à 530 000 €. Ce montant sera similaire en 2009. A cette dépense, il faut ajouter celle induite par l'organisation de conférences de presse à la demande des cabinets ministériels et la formation à la prise de parole, la commande d'études. Le montant de cette dépense est de l'ordre de 210 000 €.

2. CREDITS DE COOPERATION INTERNATIONALE**Crédits demandés pour 2009**

Autorisations d'engagement	8 550 000 €
Crédits de paiement	8 550 000 €

Ce montant de 8,55 M€ de crédits de coopération internationale se répartit en **4,897 M€ en AE = CP** de crédits de titre 3 et **3,653 M€** de crédits de titre 6.

1) **Les crédits de fonctionnement** s'élèvent à **0,897 M€ en AE = CP** et couvrent, dans le cadre de l'activité européenne et internationale des ministères sociaux, trois types de dépenses :

- les dépenses de traduction écrite du français vers des langues étrangères et de ces langues étrangères vers le français sur la base d'un prix unitaire évalué à 0,115 € toutes charges comprises du mot traduit.
- les frais d'organisation de rencontres européennes et internationales (réunions, colloques, séminaires et conférences) correspondent à la conclusion d'accords bilatéraux dans le champ de compétences des ministères sociaux. Il convient de noter qu'en 2009 des besoins supplémentaires en la matière sont à prévoir, la France faisant partie avec la République Tchèque et la Suède du trio assurant la Présidence de l'UE.

Ces rencontres peuvent se dérouler en France ou à l'étranger. Les frais correspondant à l'organisation de ces rencontres sont en règle générale constitués d'achat de services d'interprétariat, de restauration alimentaire, de location d'espaces, de transport, de constitution de dossiers pour les participants, d'achat de cadeaux pour les chefs de délégations étrangères à l'occasion de rencontres revêtant un caractère éminent.

Sur la base d'un coût unitaire moyen de 417 € agrégeant par participant les divers frais énumérés ci-dessus, et sur la base du nombre de réunions et de participants, aux rencontres européennes et internationales, le montant des crédits affectés à ce poste de dépense s'élève à 0,244 M€.

- les dépenses de fonctionnement des conseillers aux affaires sociales (CAS) auprès des ambassades de France à l'étranger sont évaluées pour 2009 à 0,652 M€ (0,725 M€ ont été budgétés en 2008 en raison du renforcement des moyens pour la présidence française de l'Union Européenne) ; ce montant intègre un coût unitaire moyen par conseiller social et une enveloppe liée aux déplacements.

b) Une **subvention pour charges de service public** sera versée au Groupement d'intérêt public dénommé "Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau" (GIP ESTHER), outil essentiel de la contribution de la France au renforcement des capacités locales en matière de lutte contre le VIH/SIDA et ses co-infections dans certains pays

en voie de développement. Cette subvention s'élève pour l'année 2009 à **4 M€ en AE = CP**. Cette subvention est donc en légère augmentation par rapport à celle prévue en 2008 (3,75 M€). Le programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » du ministère des affaires étrangères et européennes, vers lequel est transféré l'opérateur en 2009, contribuera également à hauteur de 4 M€.

Le mandat du GIP est de développer des actions dans tout pays ayant besoin de renforcer sa stratégie de lutte contre la pandémie du sida avec une priorité donnée aux pays à indice de développement humain faible ou moyen. Le GIP favorise et coordonne la mise en œuvre et le suivi de l'intervention d'établissements hospitaliers français auprès d'établissements de santé de dix-sept pays partenaires. Le GIP favorise également le soutien des ONG des pays partenaires afin d'assurer une prise en charge globale des patients vivant avec le VIH/SIDA. Le GIP a étendu à la fois son champ d'intervention géographique et son champ d'activité entre 2004 et 2008.

Par ailleurs **0,675 M€ de prévision de rattachement de fonds de concours** sont inscrits sur cette action au titre de la participation communautaire au financement de manifestations organisées dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne.

— DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	3 653 284	3 653 284

Les crédits d'intervention couvrent les financements de **coopération pour un montant de 3 653 284 € en AE = CP** selon la destination suivante :

les programmes de coopération découlant des conventions pluriannuelles conclues aux termes du nouvel accord cadre signé le 9 janvier 2008 pour la période 2008/2013 entre la France et l'OMS ; le montant des contributions est évalué pour 2009 à 0,47 M€ en AE = CP.

les programmes de coopération pluriannuels entre la France et le Bureau International du Travail ; l'accord cadre signé en juin 2006 couvre la période 2006/2009 ; les crédits demandés s'évaluent pour 2009 à la somme de 3,175 M€ en AE = CP.

le solde de moins de 0,01 M€ est consacré aux « Autres contributions à des organisations internationales ».

ACTION n° 02 : Statistiques, études et recherche

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	20 623 398	13 589 250	34 212 648
Crédits de paiement	20 623 398	13 589 250	34 212 648

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

— DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11 609 250	11 609 250

Les crédits autres que de personnel demandés pour 2009 sont de 13,59 M€ en AE et en CP, dont 5,33 M€ de CP au titre des AE engagées antérieurement à 2009. Ces crédits se répartissent en 11,61 M€ de dépenses de fonctionnement et 1,98 M€ de dépenses d'intervention.

Poste de dépense	Sous thème	AE en M€	CP en M€
Fonctionnement Statistiques, études et recherche*	programme d'études et de statistiques	5,56	5,6
	études et évaluations spécifiques	3,03	2,94
	Informatique	1,62	1,660
	Recherche	1,40	1,41
Total « fonctionnement »		11,61	11,61

Poste de dépense	Sous thème	AE	CP
Intervention Statistiques, études et recherche	études et statistiques déconcentrées	1,98	1,98
Total « intervention »		1,98	1,98

Les dépenses relatives aux statistiques, aux études et à la recherche ne sont qu'en partie liées à des déterminants physiques ou financiers, et sont avant tout fonction du programme permanent d'opérations statistiques soumis au CNIS et des opérations d'évaluation des politiques et des réformes sociales figurant au programme de travail annuel de la DREES, des observatoires et des directions du Ministère et qui donne lieu à concertation avec l'ensemble des partenaires.

En 2009, les orientations du programme de travail de la DREES sont fortement influencées par :

- La volonté de renforcer l'expertise de nouvelles sources administratives, telles les DADS_U (déclaration automatisée des données sociales unifiée) ou les PMSI (Médecine Chirurgie Obstétrique, Hospitalisation à domicile, Soins de suite et de réadaptation) et d'en développer l'utilisation afin de pouvoir mener ensuite des études, par exemple, sur l'offre hospitalière ou les effectifs et la rémunération des personnels des établissements de santé.
- La volonté de développer des outils de prospective et de simulation utilisant des sources de données existantes avec, le cas échéant, un appui extérieur de type expertise spécialisée (cf. ci-après les besoins exprimés en termes d'expertise extérieure).
- La nécessité de renforcer la connaissance des comportements et besoins des publics et des modalités de leur prise en charge par les politiques publiques, afin d'apporter une vision d'ensemble ou de nouveaux éclairages.
- La nécessité de développer les travaux de suivi et d'évaluation des politiques publiques menées dans les domaines sanitaire et social, à la suite notamment des nombreuses réformes et initiatives conduites sur la période récente, telles les réformes des retraites et des minima sociaux, la mise en place d'un 5e risque ou dans le domaine de la santé les plans « Alzheimer » et « Périnatalité ».

ÉTUDES ET STATISTIQUES

Parallèlement à ces thématiques qui seront largement développées, les besoins de budgétisation pour 2009 correspondent à un programme important en matière d'enquêtes, d'études et d'évaluation des politiques publiques.

La part prise dans le programme de statistiques et d'études par les opérations visant à l'évaluation des politiques publiques est de plus en plus importante, en nombre et en coût, avec plus de la moitié des crédits en 2009.

- **La réforme des retraites** avec la construction en 2009 d'une nouvelle vague de l'échantillon inter régimes des cotisants et la réalisation d'une enquête complémentaire.

Cette enquête complémentaire à l'Échantillon Inter régimes de Cotisants (EIC) qui vise à compléter les informations recueillies notamment sur la situation familiale et les intentions quant au départ des futurs retraités devrait être lancée en 2008. Les intentions de départ en retraite pourront également être confrontées par la suite avec les décisions réelles.

- **La réforme des aides à la famille**, avec l'exploitation de l'enquête sur les modes de garde des jeunes enfants et l'analyse des évolutions concernant les assistantes maternelles suite à la réforme de leur statut.

- **La loi de retour à l'emploi** au regard de la réforme des règles de cumul entre revenus d'activité et minima sociaux. Les modalités de suivi de ce nouveau dispositif sont en cours de définition, la réflexion devant notamment prendre en compte les projets d'expérimentation du haut-commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté.

- **La loi sur le droit au logement opposable** : une réflexion est en cours sur les modalités de suivi.

- **La réforme de l'assurance maladie** avec notamment les résultats de l'enquête sur l'activité des spécialistes libéraux et les trajectoires de leurs patients ainsi qu'un ensemble d'analyses sur la consommation de médicaments, notamment en réaction à d'éventuelles modifications tarifaires.

- **La santé publique** avec notamment deux opérations : une enquête sur la satisfaction des femmes à l'égard de leur parcours de soins et de l'accès à l'IVG qui contribuera à l'évaluation de la loi du 4 juillet 2001, et des décrets du 3 mai 2002 et du 1^{er} juillet 2004. Une réédition de l'enquête sur les conditions de vie des personnes atteintes d'une maladie chronique (cancer) contribuera à l'évaluation du plan cancer.

- **L'état de santé et de la perte d'autonomie** (*handicap et dépendance des personnes âgées*) ainsi que la **situation financière des personnes âgées** seront particulièrement développées.

- La **réédition de l'enquête nationale périnatale** conjointement avec l'INSERM dont l'objet est de connaître les principaux indicateurs de l'état de santé, les pratiques médicales pendant la grossesse et l'accouchement et **les facteurs de risque afin d'en mesurer l'évolution et d'apporter des informations pour guider les décisions en santé publique** et évaluer les actions de santé dans le domaine périnatal.

- Une seconde vague de l'enquête sur **les liens entre santé, conditions de travail et parcours professionnels**, dont la DREES et la DARES ont assuré, conjointement et avec l'appui du Centre d'Études de l'Emploi, le 1^{er} volet en 2006. Cette opération assure l'observation de la santé des travailleurs de tous les segments de la population active, y compris les travailleurs ayant des emplois courts et intermittents et les chômeurs, en lien avec leurs conditions de travail présentes et passées. La deuxième vague de cette enquête vise à réinterroger les personnes enquêtées lors de la première vague pour analyser l'évolution de leur parcours professionnel et de leur santé.

La DREES assurera la co-maîtrise d'ouvrage avec l'INSEE de l'enquête **Handicap- Santé en institutions**.

Cette évolution vers l'évaluation est particulièrement sensible en coût dans la mesure où les opérations visant à l'évaluation des politiques publiques sont essentiellement réalisées auprès des usagers. Or, si le coût moyen d'une enquête auprès de structures ou d'établissements est d'environ 150 000 €, le coût prévisionnel moyen d'une enquête auprès des usagers est généralement compris dans une fourchette de 300 000 à 600 000 €.

RECOURS À L'EXPERTISE EXTÉRIEURE

La prévision d'un budget pour recourir à l'expertise est un élément nouveau du projet de budget 2009. Ce budget doit financer des travaux réalisés par des experts consultants de très haut niveau.

Les prestations visées seront de répondre aux demandes des ministres pour produire des éléments d'aide à la décision. Les experts pourront mobiliser leur savoir et leurs connaissances bibliographiques pour guider la DREES dans la construction d'une problématique et préparer sa réponse ou orienter des études ou des exploitations de sources statistiques.

Ces experts, déjà identifiés par la DREES sont reconnus dans divers domaines tels que la santé, les retraites, la politique de la ville, etc. Le coût moyen de facturation de ces prestations par les organismes auxquels ils appartiennent peut être estimé à 12.000 € mois*consultant.

Le budget demandé pour ces expertises est de 0,28 M€, soit l'équivalent de 2 années* consultant.

Au total, les besoins budgétaires pour mener le programme d'études et de statistiques sont estimés à 5,56 M€ d'AE et **5,60 M€ de CP**. Cette proportion AE/CP est construite sur la base d'un rythme de consommation prévisionnel de CP par rapport aux AE de 55 % la première année, 35 % la seconde avec un solde de 10 % la troisième.

Des moyens à hauteur de 3,03 M€ en AE et **2,94 M€ en CP** seront en outre apportés aux directions d'administration centrale pour répondre à des projets d'études ou d'évaluations spécifiques.

INFORMATIQUE

La principale évolution devant intervenir en 2009 tient au transfert d'une partie des données actuellement gérées par l'application ADELI dans le RPPS (partie des données concernant les professions de santé « à ordre »). La maintenance de l'application ADELI doit toutefois être poursuivie tant que l'intégralité des professions ne sera pas hébergée dans le RPPS. Des crédits sont par ailleurs maintenus pour permettre l'exploitation statistique de la nouvelle base RPPS.

Le développement des opérations informatiques statistiques comprend en outre l'utilisation renforcée des technologies Web pour la production et la restitution d'informations dans le cadre de la décentralisation (mise en ligne systématique d'un minimum d'informations pour chaque enquête avec automatisation du processus de diffusion via des pages statiques puis via des pages dynamiques) ainsi que la mise à disposition d'outils de lancement, de gestion et de suivi des enquêtes.

Les besoins de crédits pour l'informatique sont évalués à 1,62 M€ en AE et **1,66 M€ en CP**.

RECHERCHE

En 2009, la Mission recherche entend faire évoluer ses modes de sollicitation de la recherche et de l'expertise, développer les partenariats avec les autres commanditaires publics et poursuivre ses activités d'aide à la publication et aux projets innovants (colloques, séminaires...).

La Mission recherche souhaite en outre lancer des appels d'offres en vue d'établir des conventions avec des établissements de recherche pour développer les travaux sur des sujets tels ***l'identification et l'évolution des risques sociaux, le partage assurance obligatoire et facultative*** sur l'ensemble des risques, l'analyse et l'évaluation des ***modes de gestion publiques*** dans le champ sanitaire et social (agences, gestion décentralisée, etc.). Dans le champ « système de soins-assurance maladie » ; les ***déterminants de la croissance des dépenses de santé, la conduite du changement en milieu hospitalier*** seront examinés ainsi que dans le champ de la perte d'autonomie sur ***la mesure des coûts de la prise en charge, la protection juridique des majeurs, etc.***

Pour la recherche, la proportion de consommation AE/CP est établie à 40 % la première année, 30 % la seconde et 30 % la troisième.

Les besoins pour 2009 sont de 1,40 M€ en AE et **1,41 M€ en CP**.

Par ailleurs **0,28 M€ de prévision de rattachement de fonds de concours** sont inscrits sur cette action au titre de participation de tiers au financement d'une enquête.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	1 980 000	1 980 000

ÉTUDES ET STATISTIQUES DÉCONCENTRÉES

De façon transversale, la DREES souhaite engager une réflexion sur ***les outils de connaissance des politiques sociales décentralisées et déconcentrées***. L'objectif est de permettre la constitution d'un système d'information homogène, permettant à tous les acteurs de disposer d'une information cohérente sur l'ensemble du territoire.

La DREES s'attachera dans cette optique à constituer et animer un réseau « statistiques et études » tant auprès des services déconcentrés de l'État intervenant dans le champ social qu'auprès des Agences Régionales de Santé de manière à opérer un transfert méthodologique visant à une meilleure qualité des travaux menés nationalement ou localement. Les thèmes de la pauvreté et de l'hébergement des sans abris devraient être particulièrement étudiés par les services déconcentrés.

Les crédits d'études attribués aux régions notamment pour assurer un soutien aux plates formes de l'observation sociale sont de **1,98 M€ en AE et en CP**, dont 86 000€ au titre des contrats de projets État région 2007/2013 en région Provence Alpes Côte d'Azur.

ACTION n° 03 : Gestion des politiques sociales

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	246 609 972	683 600	247 293 572
Crédits de paiement	246 609 972	683 600	247 293 572

EFFECTIFS

Ces dépenses sont justifiées au niveau du programme. Le Défenseur des enfants bénéficiera de 2 emplois supplémentaires liés à des transferts entrants des programmes 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » et 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale », présentés par ailleurs (ces deux emplois régularisent des

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

prises à disposition). Entre 2008 et 2009, les crédits de titre 2 évoluent ainsi de 1.766.545 € à 1.861.655 € pour un nombre d'ETPT qui passe de 19 à 21.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**— DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	683 600	683 600

Cette action comporte les crédits de fonctionnement relatifs au défenseur des enfants, légèrement augmentés, passant de 0,66 M€ à **0,68 M€ en AE = CP** pour permettre le développement du programme « jeunes ambassadeurs » et pour faire face aux coûts de déplacement et de réunions des correspondants territoriaux.

Par ailleurs **0,03 M€** de prévision de rattachement de **fonds de concours** sont inscrits sur cette action au titre la contribution de personnes morales à la promotion des droits de l'enfant.

ACTION n° 04 : Gestion des politiques sanitaires

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	333 608 879	0	333 608 879
Crédits de paiement	333 608 879	0	333 608 879

EFFECTIFS

Ces dépenses de personnel sont justifiées au niveau du programme.

Il est prévu, en outre, un rattachement de **fonds concours de 0,28 M€ en AE = CP** en remboursement des frais de prélèvement et d'analyse d'échantillons d'eau pour la vérification de la qualité des eaux non minérales destinées à la consommation humaine.

ACTION n° 05 : Pilotage de la sécurité sociale

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	39 584 002	1 375 000	40 959 002
Crédits de paiement	39 584 002	1 375 000	40 959 002

EFFECTIFS

Les dépenses de personnel de cette action sont justifiées au niveau du programme.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 375 000	1 375 000

Les dépenses de fonctionnement sont constituées principalement par les marchés statistiques et informatiques du comité économique des produits de santé (CEPS), qui font l'objet d'une progression des crédits et par le développement du portail Internet www.securite-sociale.fr.

Par ailleurs sont prévus 0,05 M€ de rattachement de fonds de concours pour la participation à des projets communs entre acteurs de la Sécurité sociale.

ACTION n° 06 : Soutien de l'administration sanitaire et sociale

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	142 907 444	244 223 992	387 131 436
Crédits de paiement	142 907 444	223 581 650	366 489 094

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	235 383 992	214 741 650

DÉPENSES D'INFORMATIQUE

Les crédits informatiques demandés s'élèvent à **25,53 M€ en AE comme en CP**.

Ils diminuent de 1,705 M€, en AE comme en CP et à périmètre constant, par rapport à la LFI 2008, soit une baisse de 6,3%.

1. Les crédits demandés pour les loyers sont les suivants :

Dépenses de location (M€)	AE	CP
Administration centrale	64,46	43,49
Services déconcentrés	31,42	31,42
Total loyers	95,88	74,91

- les loyers réels s'élèvent à un montant de 45,52 M€ en AE et 24,55 M€ en CP en administration centrale, et à 27,2 M€ en AE = CP en services déconcentrés.

En administration centrale, la distinction AE/CP tient compte du renouvellement d'une partie des baux des locaux sis dans le quartier Montparnasse pour la période 2009/2012. La progression en CP (+ 3,5 %) reflète celle du marché immobilier.

Pour les services déconcentrés, le montant de 27,2 M€ correspond à la reconduction des crédits 2008.

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- les loyers domaniaux s'élèvent à un montant de 23,16 M€ en AE = CP

• En administration centrale, 18,94 M€ sont inscrits en loyers domaniaux pour le seul site central de Duquesne-Séguir-Fontenoy (+3,5%).

• Dans les services déconcentrés : le montant des loyers domaniaux est de 4,22 M€ en 2009, réparti sur les six régions suivantes : Alsace, Île-de-France, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

2. Les dépenses d'exploitation et d'entretien du patrimoine immobilier :

La prévision de crédits pour 2009 est de 24,69 M€ en AE = CP, selon la répartition suivante :

Dépenses d'exploitation et d'entretien immobilier (M€)	AE	CP	€ / m² de SHON	€ / m² de SUN
Administration centrale	8	8	78,28	114,24
Services déconcentrés	16,69	16,69	47,15	68,12
Total	24,69	24,69		

La baisse des dépenses d'exploitation et d'entretien de l'administration centrale se justifie par l'abandon de plusieurs sites, dont le site Astorg (pour l'IGAS).

Il est à noter que par rapport à 2008, 11,8 M€ sont transférés vers le programme 204 « Prévention et sécurité sanitaire » au titre de la subvention pour charges de service public à l'EHESP.

Sur le volet « fonctionnement » doté d'un montant prévisionnel de 214,74 M€ pour 2009, deux postes de dépenses particuliers peuvent être identifiés, distinguant le fonctionnement « hors immobilier », de ce qui relève *a contrario* de l'immobilier :

Poste de dépense	Sous thème	AE en M€	CP en M€
Dépenses de fonctionnement courant	administration centrale	9,79	9,79
	services déconcentrés	51,34	51,67
Autres dépenses de fonctionnement	actions de modernisation	2,11	2,11
	frais de contentieux	0,65	0,65
Dépenses liées au titre 2	formation	3,83	3,83
	remboursement de MAD	14,14	14,14
	action sociale	7,42	7,42
Sous-total fonctionnement "hors immobilier"		89,28	89,61

Poste de dépense	Sous thème	AE en M€	CP en M€
Loyers réels	administration centrale	45,52	24,55
	services déconcentrés	27,2	27,2
Loyers domaniaux	administration centrale	18,94	18,94
	services déconcentrés	4,22	4,22
Exploitation et entretien du patrimoine immobilier	administration centrale	8	8
	services déconcentrés	16,69	16,69
Informatique		25,53	25,53
Sous-total fonctionnement "immobilier+informatique"		146,10	125,13
Total		235,38	214,74

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

La prévision de crédits pour 2009 est de 61,12 M€ en AE et 61,45 M€ en CP.

Les crédits demandés couvrent l'ensemble des dépenses de fonctionnement courant des services centraux et déconcentrés hors dépenses immobilières.

Dépenses de fonctionnement courant (en M€)	AE	CP
Administration centrale	9,79	9,79
Services déconcentrés	51,34	51,67
Total	61,13	61,46

La baisse renouvelée des crédits de fonctionnement courant en 2009 et la maîtrise drastique des volumes et des prix qui en découlent sont commentés dans la partie performance (indicateur 7.1).

Il est à noter par ailleurs que le programme contribue au financement des contrats de développement de l'outre-mer. Ainsi un transfert, imputé sur le fonctionnement courant des services déconcentrés d'un montant de 0,66 M€ en AE et 0,33 M€ en CP intervient au profit du ministère de l'intérieur.

AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Les crédits destinés aux **actions de modernisation (2,11 M€ en prévision pour 2009)** sont concentrés en 2009 sur le recours par le Secrétariat général à des conseils et prestataires externes afin de préparer dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) la réforme des administrations centrales, des administrations territoriales (agences régionales de santé, directions chargées de la cohésion sociale) et du système d'opérateurs.

- les **frais de contentieux** et, de manière générale, les réparations civiles inscrits sur le programme "conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales" concernent essentiellement les réparations dues aux agents du ministère eux-mêmes (contentieux, protection fonctionnelle, accidents automobiles) ainsi que, le cas échéant, les condamnations de l'État prononcées par le juge au titre de l'action de pilotage de la Sécurité Sociale. Cette dépense représente un montant de **0,65 M€ en AE = CP**.

Dépenses liées au titre 2

La prévision de crédits pour 2009 est de 25,39 M€ en AE = CP.

Il est rappelé que les crédits de titre 3 relatifs à la formation (3,83 M€), au remboursement des personnels mis à disposition (14,14 M€) et aux dépenses d'action sociale (7,42 M€), qui sont liées aux dépenses du titre 2, ont été présentés dans la partie « éléments transversaux au programme ».

DÉPENSES D'IMMOBILIER

Par rapport à 2008, il est à noter qu'un transfert de 506.541 €, correspondant à 12 % des loyers domaniaux des services déconcentrés, est intervenu au titre de l'entretien du patrimoine immobilier de l'Etat et a abondé à due concurrence le programme 309 dédié à ces crédits.

D'autre part, une budgétisation en AE différentes des CP est à signaler sur cette action. Un écart de près de 21 M€ d'AE, en plus par rapport aux CP, doit notamment permettre sur l'exercice 2009 d'engager juridiquement des baux nécessaires au fonctionnement des services. La suite de cette budgétisation, et des ouvertures d'AE déjà supérieures aux CP sur 2007 et 2008, se traduira en budgétisation pluriannuelle, par une réduction des besoins d'engagement, et donc des dotations en AE inférieures aux CP à hauteur de 15 M€ et de 17 M€ respectivement sur 2010 et 2011

L'administration sanitaire et sociale dispose pour l'exercice de ses missions des surfaces suivantes, regroupées en quatre sites dont deux principaux sites et deux sites annexe en administration centrale et 279 sites en services déconcentrés :

Superficie en m²	Surface hors œuvre nette (SHON)	Surface utile nette (SUN)
Administration centrale, dont ministres et cabinets	103 204	70 724
Services déconcentrés	350 000	241 000

Ce patrimoine représente 0,4 % du patrimoine immobilier de l'État (supérieur à 100 millions de m²).

Cinq modes d'occupation existent :

- la propriété de l'État (66 % pour l'administration centrale, 24 % pour les services déconcentrés) ;
- la location (34 % pour l'administration centrale, 32 % pour les services déconcentrés) ;
- la location acquisition (7 % pour les services déconcentrés) ;
- la mise à disposition par les départements (30 % pour les services déconcentrés) ;

- l'insertion dans des cités administratives (7 % pour les services déconcentrés).

■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits demandés en 2009 (6 M€ en AE et 5,2 M€ en CP pour les services déconcentrés et 21 M€ en AE et 29 M€ en CP pour l'opération Duquesne-Ségur-Fontenoy, cf. partie « Grands projets transversaux » supra) pour les dépenses d'investissement immobilier ne figurent pas sur le présent programme.

Ces dépenses d'investissement immobilier sont financées sur le compte d'affectation spéciale (CAS) "gestion du patrimoine immobilier de l'État" en contrepartie des cessions immobilières réalisées ou prévues par l'administration sanitaire et sociale et concernant notamment :

- un immeuble de bureaux rue d'Astorg à Paris (8^e) pour 101,2 M€ ;
- 17 cessions au niveau territorial pour un total de 20,4 M€.

Pour 2009, la dépense proposée sur le CAS concerne :

- la poursuite de la réhabilitation du site de Duquesne-Ségur-Fontenoy, tel que le projet a été commenté précédemment ;
- la poursuite de quelques opérations importantes de maintenance lourde : DRASS du Centre au sein de la cité administrative Coligny, extension de la DSDS de Guadeloupe, extension des DDASS de l'Isère et des Deux Sèvres... Il n'est pas prévu d'engager de nouvelle opération, dans le contexte de la réforme de l'administration territoriale.

■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	8 840 000	8 840 000

Les crédits demandés pour 2009 sont de 8,84 M€ en AE = CP.

Les dépenses d'intervention de cette action assurent la mise en œuvre de la valorisation des acquis de l'expérience (VAE) sanitaire et sociale. Elles recouvrent notamment la subvention au CNASEA dont le montant prévisionnel est fixé à 5,45 M€ pour 2009.

Il existe aujourd'hui, ouverts à la validation par les acquis de l'expérience :

- 15 diplômes de travail social : auxiliaire de vie sociale, éducateur spécialisé, médiateur familial, certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale, assistant de service social, éducateur de jeunes enfants, éducateur technique spécialisé, technicien de l'intervention sociale et familiale, assistant familial, ingénierie sociale, aide médico-psychologique, directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, moniteur éducateur, conseillère en économie sociale familiale, fonctions d'animation ;
- 3 diplômes sanitaires : aide soignant, préparateur en pharmacie hospitalière, auxiliaire de puériculture.

Le développement de la VAE dans le secteur sanitaire et social répond à deux exigences :

- accompagner la croissance accélérée de l'emploi dans les secteurs des services à la personne et la professionnalisation de leurs métiers, en particulier dans l'aide à domicile et les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;
- participer à la qualification du public en insertion, contribuant ainsi à la politique d'égalité des chances.

La gestion de la VAE des diplômes sanitaires et sociaux est largement externalisée auprès du CNASEA pour la période 2006/2011. Un service plus spécialisé de cet opérateur a été constitué au 1^{er} octobre 2006. La subvention prévue en 2009 – **8,84 M€** - finance l'organisation du dispositif qui doit permettre la gestion de 60.000 candidatures d'ici 2011.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

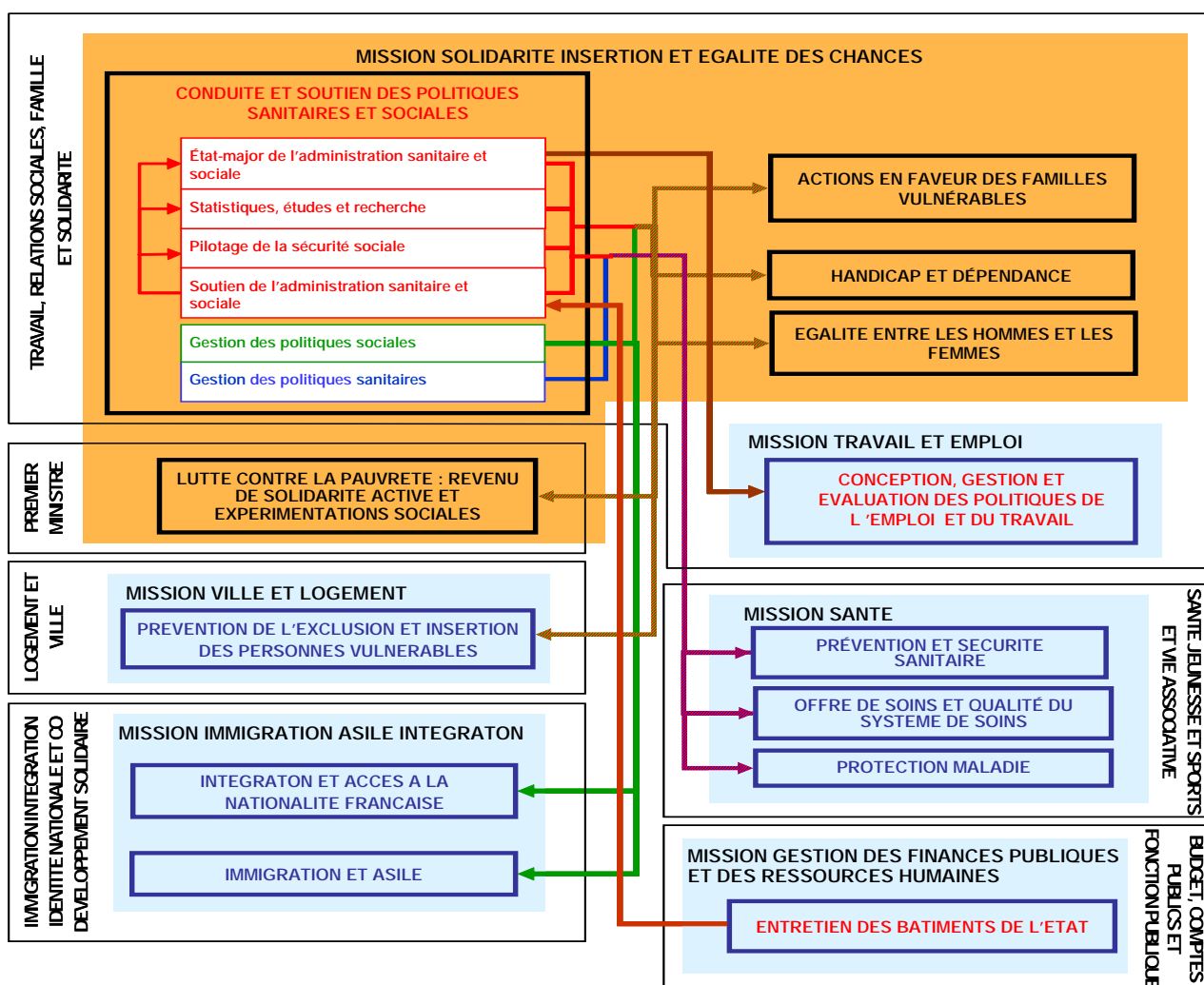
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 ANALYSE DES COÛTS

PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
État-major de l'administration sanitaire et sociale	54 190 821	+12 654 234	-7 446 812	+59 398 243	+61 386 956
Statistiques, études et recherche	34 493 648	+8 967 773	-43 461 421	0	0
Gestion des politiques sociales	247 323 572		-247 323 572	0	0
Gestion des politiques sanitaires	333 893 879		-333 893 879	0	0
Pilotage de la sécurité sociale	41 009 002	+18 406 160		+59 415 162	+57 278 962
Soutien de l'administration sanitaire et sociale	367 199 094	-40 028 167	-327 170 927	0	0
Totaux	1 078 110 016	0	-959 296 611	118 813 405	118 665 918

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	+959 296 611
Intégration et accès à la nationalité française (Mission « Immigration, asile et intégration »)	+3 088 797
Actions en faveur des familles vulnérables (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	+27 666 793
Égalité entre les hommes et les femmes (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	+2 138 115
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail (Mission « Travail et emploi »)	+7 446 812
Handicap et dépendance (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	+211 052 945
Offre de soins et qualité du système de soins (Mission « Santé »)	+186 833 697
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables (Mission « Ville et logement »)	+156 052 346
Protection maladie (Mission « Santé »)	+6 629 253
Prévention et sécurité sanitaire (Mission « Santé »)	+346 192 430
Immigration et asile (Mission « Immigration, asile et intégration »)	+11 116 693
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	+1 585 271
Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-506 541

OBSERVATIONS**OBSERVATIONS**

Le programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » est le programme soutien des programmes relevant du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative dans la mission « Santé », du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité dans la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » et du ministère du logement et de la ville pour le programme « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » de la mission « Ville et logement ».

Les ministères sociaux interviennent par ailleurs en appui d'autres missions :

- deux programmes de la mission « Immigration, asile et intégration »
- un programme de la mission « Travail et emploi »
- le programme « Lutte contre la pauvreté » rattaché au premier ministre pour lesquels cet appui donne lieu à déversements en analyse des coûts.

MODALITÉS DE VENTILATION DES DÉPENSES DU PROGRAMME

Dans un premier temps, les dépenses de l'action " soutien de l'administration sanitaire et sociale " sont ventilées, au prorata des ETPT travaillés de chacune des actions suivantes :

- dans les actions " état-major de l'administration sanitaire et sociale " et " statistiques, études et recherche " du présent programme ;
- dans l'action " pilotage de la sécurité sociale " du présent programme ;
- dans les actions des programmes de politique publique des missions « Santé », et « Solidarité, insertion et égalité des chances » à l'exception du programme " Égalité entre les hommes et les femmes " .

Dans un deuxième temps, une partie des dépenses de l'action " état-major de l'administration sanitaire et sociale " concernant le secrétariat général, l'IGAS, la délégation aux affaires européennes et internationales, est affectée à l'action " soutien " du programme " Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail " de la mission " Travail et emploi " au prorata du temps travaillé apprécié forfaitairement pour les structures au profit de cette mission conformément aux recommandations du CIAP.

Dans un troisième temps, les dépenses de l'action " statistiques, études et recherche " sont imputées directement à chaque programme des politiques sanitaires et sociales ; à défaut les crédits sont répartis au prorata des ETPT travaillés par programme.

Dans un quatrième temps, les dépenses de l'action " gestion des politiques sociales " et " gestion des politiques sanitaires " et de leurs sous - actions sont directement imputées sur les différents programmes de politique publique puisque celles-ci sont les actions et sous - actions " miroirs " des différents programmes (hors programme " Égalité entre les hommes et les femmes " où les crédits de personnel et de fonctionnement sont affectés directement et non dans le programme " Conduite et soutien ").

Ainsi que la partie consacrée à la justification des crédits l'a rappelé, l'ensemble du personnel de l'administration sanitaire et sociale a été réparti entre les actions " miroirs " des différentes missions et programmes à partir des organigrammes réels des services centraux et déconcentrés.

Élaboration de la clé de déversement (ETPT)

L'effectif des services déconcentrés représente plus de 80% de l'effectif du programme 124. Leur répartition par actions et sous-actions est donc prépondérante dans la détermination des clés de répartition du déversement. Cette répartition est estimée d'après les réponses apportées par les services déconcentrés à une enquête effectuée annuellement. La précision des réponses et leur nombre se sont significativement améliorés entre 2008 et 2009 expliquant en partie les écarts. La polyvalence des agents est très fréquente; ceux-ci contribuent à plusieurs sous-actions (notamment dans les services à faible effectif). Ce facteur entraîne une difficulté dans la détermination précise des fractions d'ETPT correspondant aux sous-actions qui s'ajoute à l'inconvénient d'une répartition très détaillée eu égard à la faiblesse de l'effectif dans certains services déconcentrés.

COMMENTAIRE DES RÉSULTATS

Globalement, 90% des crédits du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » sont déversés sur des actions de politique publique inscrites sur d'autres programmes.

Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

Programme n° 124 | ANALYSE DES COÛTS

De par les déversements du programme 124, les 8 autres programmes de notre périmètre ministériel augmentent de :

204 - Prévention et sécurité sanitaire	70,46 %
171 - Offre de soins et qualité de l'offre de soins	146,57%
183 - Protection maladie	1,23 %
304 - Lutte contre la pauvreté : expérimentation	0,27 %
177 - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	14,46 %
106 - Actions en faveur des familles vulnérables	3,30 %
157 - Handicap et dépendance	2,44 %
137 - Égalité entre les hommes et les femmes	7,33 %

La part des crédits à répartir du programme 124 vers les programmes destinataires est de :

204 - Prévention et sécurité sanitaire	36,09 %
171 - Offre de soins et qualité de l'offre de soins	19,48 %
183 - Protection maladie	0,69 %
304 - Lutte contre la pauvreté : expérimentation	0,16 %
177 - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	16,27 %
106 - Actions en faveur des familles vulnérables	2,88 %
157 - Handicap et dépendance	22 %
137 - Égalité entre les hommes et les femmes	0,22 %
155 - Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0,78 %
104 - Intégration et accès à la nationalité française	0,09 %
303 - Immigration, asile	1,39 %

Éléments de comparaison LFI 2008/ PLF 2009

Le taux de déversement des crédits du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » vers les programmes destinataires est passé de 88,72 % en LFI 2008 à 88,98 % en PLF 2009 alors même que les crédits du programme ont évolués de 2,52 % et que les ETPT ont diminués de 1,74 %.